

**REVUE
DES
DEUX MONDES**

C^o. ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME LX. — 1^{er} NOVEMBRE 1930.

II

REVUE
DES
708
DEUX MONDES

C^e ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME SOIXANTIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1930

054
TR3214

1930, v. 4

FEB 11 1931

283145

B P

ELLE N'ÉTAIT PAS INVITÉE...

PREMIÈRE PARTIE

LA CLAIRIÈRE DE CREVIN

La clairière de Crevin est un de ces lieux romanesques recherchés des voyageurs qui désirent s'exalter sur les tragédies de la vie réelle. Elle est à peu de distance de Genève, — de Genève si romanesque elle-même sous ses airs froids et puritains et échauffée encore des souvenirs de tant de passions religieuses et de conflits héritaires tandis que se construit paisiblement au bord de son lac le Palais de la Société des nations; — de Genève peuplée d'ombres illustres et de couples enlacés. Car Chateaubriand y promena M^{me} Récamier, M^{me} de Staël y poursuivit impitoyablement Benjamin Constant, Liszt s'y ennuya en compagnie de M^{me} d'Agoult, Byron s'y disputa avec sa maîtresse qui était la sœur de celle de Shelley-Ariel, Balzac, à la villa Diodati où il succéda à Byron, conquit puis étonna la sensuelle mais prudente M^{me} de Hanska, et dans la rue des Belles-Filles, Henri Amiel, partagé entre cinq ou six fiancées, ne cessa, toute sa vie durant, de démonter méthodiquement et tristement son cœur comme une montre. Mais la clairière de Crevin fut le théâtre d'un drame autrement violent et sanglant.

Il faut traverser le pittoresque village de Veyrier, au-dessus de l'Arve, entrer en Savoie et longer la frontière. Un sentier en pente, assez rude au départ et souvent barré par les branches des buissons, se rapproche des parois du Salève, entre sous les

arbres, et l'on débouche, en le suivant, sur un étang noir que les sapins et les chênes rapprochés couvrent à demi. Des rayons de soleil, perçant la voûte de feuillages, essaient en vain d'animer ces eaux mortes. Un peu plus loin, on découvre enfin, à l'orée du bois, cette clairière. Dans le voisinage d'une grande ville, il est peu de retraites aussi sauvages : la montagne nue, les bois, l'étang l'enrouent de silence et d'une atmosphère orageuse. Avant l'espace libre, sous un sapin, on aperçoit une pierre taillée grossièrement, et assez semblable à un rude mausolée. Des rameaux retombent sur l'inscription et l'on doit les écarter pour lire :

Ferd. Lassalle
né le 11 avril 1825
mort à la suite d'un duel
le 31 août 1864.

Il n'est pas rare qu'à ces rameaux des fleurs soient suspendues, offrande de quelque disciple attardé, ou de quelque naïf étudiant qui persiste à voir dans le célèbre agitateur allemand un apôtre des causes ouvrières, ou plutôt de quelque jeune femme ou jeune fille sentimentale attendrie par une destinée que l'amour brisa prématurément.

Là fut ramassé Lassalle blessé et sans illusion sur sa blessure. Dans tout l'éclat de sa puissance, due à son génie oratoire, à son habileté littéraire, à la générosité d'une vieille maîtresse fortunée, la comtesse de Hatzfeld, qui l'avait mis à l'abri des difficultés matérielles, et à l'exploitation éloquente de la « sainte cause du peuple », le grand chef socialiste, devenu l'homme à la mode à Berlin, avait rencontré l'obstacle contre lequel il allait buter. C'était un magnifique obstacle : une jeune fille de vingt et un ans, belle à miracle, casquée d'or, les yeux rayonnants, le corps lancé en avant comme ces Victoires balancées à la proue des navires, Hélène de Dönniges. Elle se joua du grand homme avec une désinvolture adorable et un sourire infernal et finalement le mit en présence de son fiancé, le prince roumain Yanko Racowitzza, sur un champ de tir. Quel que fut le vainqueur, elle était décidée à l'épouser et secrètement souhaitait que ce fut Lassalle. Toutes les chances étaient pour celui-ci, d'une force exacte au pistolet. Il fut tué. Telle est l'histoire de la clairière de Crevin.

Elle fait partie d'un vaste domaine, bois, prairies et vignobles, sur le coteau qui borde la chaîne rocheuse du Salève et finit à la plaine genevoise, entre Veyrier et Bossey, vieux villages, l'un suisse, l'autre savoyard, tant la frontière se mêle, aux églises toutes parées de poésie rustique. Jean-Jacques raconte dans les *Confessions* qu'il fut mis en pension, tout enfant, chez le pasteur Lambercier qui desservait alors la paroisse de Bossey. Là il prit le goût de la nature et de la vie champêtre et celui du fouet que lui distribuait M^{me} Lambercier. Une inscription sur un mur rappelle ce séjour, mais ne le détaille pas.

Ce domaine de Crevin se rassemble autour d'un château qui domine la pente, entre les bois qui occupent le fond et le vignoble qui descend, bien exposé au soleil, vers la ferme de l'Hôpital. C'est un grand rectangle allongé, d'un seul étage, qui date de la fin du dix-septième siècle et a déjà l'élégance mesurée des domaines du dix-huitième. Sa façade d'entrée est du côté de la montagne. Une cour plantée de marronniers et précédée d'un petit jardin à la française avec des buis taillés et des parterres de sauges, le sépare de la grille ouvrageée, et, de l'autre côté de la route, un bassin avec un haut jet d'eau, une mare qui reflète des verdures penchées et qui porte, comme une flottille de radeaux, des feuilles de nénuphars, une pelouse montante aboutissent par plans successifs à la paroi du Salève.

L'autre façade jouit d'une vue étendue : la plaine, Genève qui, le soir, s'illumine de mille feux et que domine la cathédrale Saint-Pierre, le lac Léman enfin resserré là comme un grand fleuve bleu.

Autrefois, ces étangs de Crevin avaient la réputation de répandre la malaria. Mais tout le pays a été assaini à la suite des travaux immenses entrepris par le constructeur du château, noble Jacques Grenut, syndic de Genève, de cette famille des grands banquiers genevois qui furent les prêteurs des ducs de Savoie et des rois de France et qui avaient pour blason trois épis avec cette devise : *plein grenut* ou plein grenier. Ce Jacques Grenut, décédé à la fin du dix-huitième siècle, laissait huit fils qui tous moururent sans postérité. Le domaine passa en d'autres mains. Est-ce le souvenir de l'ancienne malaria, est-ce le ululement plaintif et habituel des chouettes dans les bois,

est-ce le bruit fait par la mort de Lassalle, mais il est resté sur Crevin une sorte de légende tragique : on y attend des fantômes et l'on assure que la ruine et la mort rôdent encore dans les halliers d'alentour, du côté des mares. Il a fallu tous les aménagements heureux et aimables des propriétaires actuels pour le libérer et en faire une charmante et accueillante demeure.

Or ce château a été loué cette année, les propriétaires ayant entrepris le tour du monde, par la comtesse de Foix qui désirait y tenir ses assises pendant la saison de Genève. On sait que la saison de Genève correspond à la session tenue en septembre par la Société des nations, celle où les grands ténoirs de la politique internationale donnent à pleine voix. « Genève, dit un personnage des nouvelles *Précieuses*, celles de Robert de Flers et de Francis de Croisset, a commencé par être un article de foi, et puis c'est devenu un article de mode ; on parlait d'abord de la session de Genève, puis la session est devenue la saison. Nous avons eu d'abord des enthousiastes, des apôtres, prêts au martyre. C'était le Temple de la Paix, c'en est aujourd'hui le Casino. — Alors le Temple est détruit ? — Non, il y a une annexe. » Il y a même plusieurs annexes : les hôtels où ces messieurs de la Paix délibèrent, les restaurants où ils se rencontrent, les salons où les belles Précieuses, avec de la poudre et du rouge, se chargent de rendre à tous ces humanitaires le sens de l'inégalité et le goût de la conquête.

La comtesse de Foix, qui a passé, mais de peu, la quarantaine, et qui accentue cette disgrâce par l'extravagance de ses modes, aurait toutes les raisons du monde pour s'abstenir de jouer un rôle à Genève. Elle est d'origine américaine et les États-Unis se sont mis à part de la Société des nations dont l'idée première est venue pourtant de ce touriste imprévu, le président Wilson, qui régenta l'Europe, fit le traité de Versailles où il déposa maints pétards à retardement et fut désavoué par son pays à nos frais. Son mari est un de ces grands seigneurs d'aujourd'hui, inutilisés dans un temps qui ne les comprend plus et cependant les redoute, et dans tous les cas ne sait plus employer leur importance naturelle, leur aisance dans la dépense et le commandement. Hors cadre, ils ne se plaisent que dans la compagnie de leurs chevaux et de leurs

chiens, sur leurs terres, à la chasse, sur un champ de courses, ou, tout au contraire, dans une société raffinée où ils se laissent volontiers apprivoiser, amateurs des jeux dangereux. Mais ils ne détestent rien tant que les conversations soi-disant sérieuses où les femmes se haussent à la conduite des peuples. Ce ne peut être donc qu'à son corps défendant que le comte de Foix a suivi sa femme au château de Crevin.

Mais de cette Ethel, fille d'un roi de l'acier, venue de New-York à temps pour renflouer son navire en perdition, il est demeuré, malgré son indépendance d'humeur, l'homme lige. Car elle entend profiter de l'opération en utilisant pour son compte le nom, le rang, les relations, l'influence. Outre-mer, on n'est pas volontiers désintéressé. Elle a même un peu trop redoré le blason, et la candidature du comte au Jockey Club a rencontré, de la part de quelques généalogistes pointilleux, une résistance qu'elle a brisée. Car elle prétend se rattacher directement, — elle, dont le grand père était un valet de ferme irlandais émigré en Amérique, — à ces comtes de Foix qui furent les rivaux des comtes de Toulouse et des ducs d'Aquitaine et qui, dès le onzième siècle, régnèrent sur les deux versants des Pyrénées, leurs immenses territoires allant de Foix, Tarascon, Aix, le château de Castelpenent, celui de Lordat dont il demeure encore quelques pans de murailles cramponnés aux rochers qui dominent la vallée de l'Ariège, à Pamiers, Saverdun, Mirepoix, Lesat, Le Mas d'Azil, Mazères dont le château était leur résidence favorite. Elle s'annexe la gloire de Roger II, le vainqueur des Maures, de Roger III qui prit part à la première croisade et s'y lava de l'excommunication lancée contre lui par le Pape pour crime de simonie, trafic et vente de biens ecclésiastiques. Et encore de Raymond-Roger qui accompagna Philippe-Auguste en Terre Sainte et se distingua à la prise d'Ascalon et au siège de Saint-Jean d'Acre, de Roger-Bernard II, dit le Grand, qui battit les Albigeois, de Roger-Bernard III qui, prisonnier du roi d'Aragon, se révéla un des meilleurs poètes de son temps, enfin de toute la série des Gaston, et spécialement du charmant et courtois Gaston Phébus. Il est vrai que la lignée des comtes de Foix s'arrête à Mathieu de Castelbon qui mourut sans postérité, et dont la sœur, Isabelle, comtesse de Foix, vicomtesse de Béarn et de Castelbon, épousa Archambault de Grailly, capitai de Buch, lui apportant tout ce

riche héritage. Plus tard, Henri IV devait en bénéficier et l'in-corporer à la monarchie.

Ethel n'a pas hésité à susciter des héritiers directs, mais dépossédés, à ce Mathieu, fils de Roger-Bernard III de Castelbon. Et pour lui être agréable, Roger-Bernard, son mari, dont la race se perd en effet dans la nuit des temps, n'a pas hésité non plus à provoquer en duel une paire d'archéologues dont la science ne tint pas devant les menaces. En sorte que l'ancien héritage nobiliaire et irréel a été recueilli, non sans peine. Elle l'a paré de ses millions qui ont achevé de le faire accepter dans la société parisienne. Encore déclare-t-elle volontiers qu'elle s'est montrée généreuse en ne revendiquant pas le Bigorre, le Couserans et même le Béarn confisqués par les Rois de France.

Pourquoi vouloir encore par surcroit régner à Genève ? Ne s'est-elle pas mis en tête d'aider M. Briand à composer les États-Unis d'Europe ? Mais le goût du monde et de la nouveauté est chez elle poussé si loin qu'elle a oublié, au début de la fameuse saison, son rôle de muse internationale, rien que parce qu'un nouveau jeu de société, extraordinaire et brutal, est venu d'Amérique. Ce jeu, voici qu'elle a imaginé de l'importer chez nous. Il sera intronisé au château de Crevin. Elle a lancé des invitations, peu nombreuses, mais choisies, et singulièrement libellées. Après l'heure du dîner, huit heures et demie, les invitations portent cette indication mystérieuse, moitié française, moitié anglaise : *à dix heures, murder-party.* Dix heures est une concession faite à son mari. Dix heures a failli motiver une scène conjugale. Elle prétendait se contenter de *the murder-party* qui commencerait avec le repas. Mais Roger-Bernard s'est insurgé.

— Eh quoi ! a-t-il protesté. Vous allez troubler l'estomac de nos hôtes dès le premier service en laissant circuler dans le jardin des fantômes, en proposant à table des rébus par le moyen d'allusions sournoises ou de communications ténèbreuses apportées par de clandestins émissaires ! Non, non, chère amie, si je dois vous aller tuer quelques lièvres ou quelques perdreaux dans nos bois de Crevin pour régaler vos invités, je n'entends pas qu'on oublie de les savourer en dégustant mon Château-Latour ou mon Corton de grandes années, sous le prétexte de suivre la trame d'une fausse intrigue criminelle et de dépister un assassin sicilif. De tels usages seraient la fin de notre

civilisation. Qu'ils soient pratiqués en Amérique où l'on ne sait ni manger ni boire, cela prouve en faveur de l'ingéniosité des maîtresses de maison qui détournent ainsi l'attention du scandale de leurs sauces et de leurs boissons frelatées. Mais chez nous, grâce à Dieu, on sait encore dîner.

— Comme vous traitez mal mon cher pays, Roger-Bernard!

— Le défendriez-vous sur ce point?

— Sur ce point il se défend peu, j'en conviens. Mais il vous surpassé sur tous les autres.

— Pas à la guerre que nous lui avons apprise.

— Mais il en a mieux profité.

— Oh! cela, je vous l'accorde, Ethel, je vous l'accorde des deux mains.

— Et voyez comme il l'emporte par l'imagination. Ce jeu nouveau, *the murder-party*, ce n'est pas en France qu'on l'eût inventé.

— Heureusement! Je le comprends d'ailleurs assez mal.

— Je vous l'expliquerai. Mais que j'eusse donc aimé commencer le jeu par une promenade à la clairière où ce Lassalle fut tué en duel!

— Avant le dîner? Ce sera une promenade hygiénique et nous réserverez pour la digestion vos fantômes.

— Oh! Roger-Bernard, que vous êtes ironique! Laissez-en du moins circuler quelques-uns dans le jardin pendant le repas. J'ai besoin de faire croire à un cambriolage.

— Non, non, chère amie, je suis inexorable. A partir de dix heures du soir, vous aurez toute liberté.

— Alors, je remplacerai ces ombres par des télégrammes, des lettres ou des coupures de journaux. Mais ce ne sera plus le jeu véritable.

— Vous saurez lui restituer, dès le café et les liqueurs, son importance et sa fureur.

— Sa fureur?

— Sans doute. N'est-ce pas un jeu sanglant et mortel?

— Un jeu simplement, Roger-Bernard, un jeu.

Comme ils devisaient de bonne amitié, quelques jours après cette algarade qui avait abouti à un accord et qui sauvegardait la tranquillité du repas, Roger-Bernard en profita pour demander quelques explications:

— Vous savez, chère amie, que j'ignore toutes les langues étrangères, y compris la vôtre.

— C'est assez l'habitude française.

— Alors ! traduisez-moi *murder-party*. Ensuite, vous définirez.

— Eh bien ! c'est une partie de meurtre. On simule l'assassinat de l'un des convives, ou même de plusieurs.

— C'est gai.

— Oui, le nombre n'est pas limité. Et tous les autres invités doivent découvrir l'auteur ou les auteurs du crime. Un prix est décerné au meilleur détective.

— Je comprends en gros. Mais comment opère-t-on, je vous prie ? Il faut composer un scénario.

— Sans doute, sans doute. Vous ne vous êtes même pas aperçu que j'en composais précisément un, depuis quinze jours.

— Toute seule ?

— Insolent ! Non, Roger-Bernard : avec l'aide d'un auteur dramatique de métier, Pierre Bussy.

— L'académicien ? Il n'a écrit que des pièces amoureuses.

— Qui vous dit que l'amour ne sera pas le mobile du crime ? J'eusse préféré un drame policier pour ma part. Mais nous pourrons l'y mêler. Pierre Bussy est installé à Genève et je le vois chaque jour.

— Ne pouvez-vous me donner quelque idée de votre scénario ? Je serai discret et vous savez que je ne devine jamais rien.

— Qu'il vous suffise d'être orienté vers un crime passionnel.

— C'est ce que je déteste le plus. Les journaux en sont remplis. Tenez, j'ouvre *le Petit Dauphinois* qui nous donne ici les dernières nouvelles. Comptez : à Draguignan, une femme empoisonne son mari avec la complicité de son amant ; un Espagnol extermine une dactylographe à Paris, par sadisme ; un commerçant, à Versailles, taillade sa femme à coups de rasoir ; à Paris, encore, une jeune fille tue son patron qui refusait de l'épouser et une dame américaine blesse grièvement la femme d'un médecin dont elle était la maîtresse. Quel tableau de chasse ! Et tout cela dans la même journée. Vous verrez que tout ce joli monde sera acquitté.

— Cela prouve qu'il y a encore dans notre vieille société de belles violences et un sang chaud.

— Ne les défendez pas. Cela prouve un état d'anarchie permanent. Je ressens pour ma part une horreur sacrée pour ces belles violences. — Tu ne m'aimes pas? Un coup de revolver. — Tu ne m'aimes plus? Un bol de vitriol. — Tu en aimes un autre? Deux morts. — Ah! que du moins ceux qui se placent hors la loi en s'aimant respectent la liberté de l'amour et du plaisir et ne lui imposent pas leur contrainte personnelle! Les contraintes sociales suffisent.

— Oui, Roger-Bernard, vous êtes un homme du dix-huitième siècle, vous n'attachez pas d'importance à ce que vous appelez...

— D'un joli nom : la bagatelle.

— Vous badinez avec elle et l'un de vos poètes vous avertit qu'on ne badine pas avec l'amour.

— C'était un romantique et vous préférez jouer, vous, avec la mort.

— Elle n'est pas invitée et nous nous contentons de son simulacre. C'est le goût américain.

— Extra dry. Ce n'est pas le nôtre. Je vous avertis, chère amie, que votre jeu, chez nous, ne réussira pas.

— Il a déjà réussi.

— Comment, déjà? Où donc?

— Ah! vous retournez le fer dans la plaie. J'ai été devancée. Il a déjà été donné deux fois, chez lady Howard à Versailles, et à Paris chez la princesse Falize.

— Vous y étiez?

— Sans doute. Vous ne voudriez pas que je fusse absente lors d'une telle première. Pendant ce temps-là, vous vous occupez de vos chevaux et de votre chenil dans notre château de Saint-Léonard-sur-l'Oise.

— Racontez-moi, si vous en avez le loisir.

— Je n'ai jamais de loisir. Et j'attends précisément cet après-midi M. Pierre Bussy pour les dernières mesures à prendre.

— Il est toujours en retard.

— En effet, il devrait être là.

Décidément Ethel de Foix était de bonne humeur, ou désirait rallier son mari au nouveau divertissement importé

d'Amérique. Elle consentit à lui donner force détails sur ce qui s'était passé chez lady Howart à Versailles. C'était un drame fort embrouillé, avec une double intrigue mêlée, afin de dérouter les esprits. Mais le jeu commençait dès l'arrivée des convives.

— Vous entendez, Roger-Bernard : dès l'arrivée...

— J'entends parfaitement. On doit mal manger chez lady Howart.

Donc le jeu commençait dès l'arrivée des convives qui trouvaient dans l'antichambre des coupures de journaux où il était annoncé qu'une Égyptienne, enfermée dans un asile d'aliénés à Londres, s'était échappée avec l'idée fixe d'aller à Paris pour y tuer lord Seymour. C'était lord Seymour, un des invités, qui était censé recevoir.

On se mettait à table avec un certain désappointement parce que lord Seymour, tout désigné pour jouer le rôle de la victime, était absent. N'allait-il pas revenir d'un instant à l'autre ? Mais non, lady Seymour informa ses hôtes que son mari, appelé brusquement en Angleterre à cause des événements des Indes, avait dû partir en avion. Était-ce un faux départ ? Cependant, à plusieurs reprises, pendant le dîner, une forme voilée frappa aux portes vitrées de la véranda où le repas était servi. Ce ne pouvait être que l'Égyptienne en quête de lord Seymour. Des ombres passaient dans le parc, sans doute des policiers avertis de cette présence insolite. Pendant ce temps, à l'intérieur de la véranda, une autre intrigue se nouait dont les spectateurs avaient été avertis par des lettres, des télégrammes, des factures qu'ils avaient pu consulter dans une corbeille, au salon, avant de passer à la salle à manger. Ils savaient que Raymond Laray, le célèbre auteur dramatique, était las de sa liaison avec M^e de Rive qui lui coûtait fort cher, le ruinait et troubloit son repos et son travail par des scènes orageuses, l'empêchant de produire, l'accaparant, le séquestrant. Ils ne furent pas étonnés de le voir, pendant tout le repas, faire une cour assidue à sa voisine, la blonde baronne de Méry, sous les yeux de sa maîtresse exaspérée, comme s'il prenait plaisir à torturer celle-ci. Au dessert, M^e de Rive n'y tenant plus, en effet, sortit de la salle, comme si elle allait prendre une crise de nerfs. Tout de même, son amant attiré ne pouvait la laisser dans cet état. Lentement, comme à regret,

Raymond Laray la suivit, disparut à son tour. Dans le jardin on entendit tout à coup des pas rapides sur le sable, puis deux coups de feu. Deux ou trois des convives se levèrent, se précipitant au dehors. Après quelques instants, ils revinrent, déclarant qu'il n'y avait personne dans le parc et qu'on ne s'expliquait pas les coups de revolver. Lady Seymour donna alors le signal du départ et l'on passa au salon où toute liberté fut donnée aux invités de fouiller la villa. Et ce fut comme une meute lancée à la poursuite du gibier.

Au premier étage, Raymond Laray, dans une grande pièce qui devait être le studio de lord Seymour, renversé dans un fauteuil, le plastron couvert de sang, le front troué d'une balle, ne donnait plus signe de vie. Il tenait encore un stylo dans sa main crispée. Sur la table, devant lui, on pouvait lire une lettre commencée. C'était une lettre de rupture adressée à M^{me} de Rive. Celle-ci, dans la chambre voisine, était de tout son long étendue sur le lit, baignant dans l'encre rouge, un revolver à la main. Et, plus loin, couchée sur le ventre, la tête enveloppée dans un foulard de soie qui ne permettait pas de distinguer ses traits, une femme mystérieuse portait aussi des traces de sang et serrait un poignard.

— Trois morts, il y avait trois morts ! termina Ethel triomphante.

— Quel massacre ! renchérit son mari en ricanant.

— Eh bien ! maintenant que je vous ai tout raconté, devinez donc ce qui s'était passé. Vous avez le choix entre de nombreuses hypothèses. Raymond Laray s'était-il suicidé avec sa maîtresse ? Celle-ci l'avait-elle tué par jalouse, ainsi que la femme inconnue surprise avec lui, pour se donner la mort ensuite ?

— Mais non, mais non, chère amie, l'arrêta Roger-Bernard. C'est en vain que vous cherchez à me donner le change. Une pareille hécatombe ne peut être que l'œuvre d'un fou. La femme inconnue, c'est votre Égyptienne. Elle a tout tué et votre histoire est stupide.

— Mais pourquoi aurait-elle tué ?

— Une folle n'a pas besoin de raisons. Elle aura pris votre Raymond Laray pour lord Seymour.

— Mais elle-même ?

— Pendant qu'elle y était, elle n'allait pas s'épargner.

La comtesse de Foix considéra Roger-Bernard avec faveur. Elle ne lui cacha pas son admiration :

— Vous avez deviné. Du premier coup. Vous avez l'esprit simplificateur. Quel dommage que je ne vous aie pas emmené chez lady Howart! Vous eussiez gagné le prix, un sucrier d'argent.

— Un sucrier? Quelle erreur! Une fiole à poison eût été de circonstance. Et c'est ce jeu-là que vous allez jouer chez nous?

— N'est-ce pas qu'il est passionnant?

— Dites qu'il est odieux. Autrefois, dans les châteaux, à l'automne, quand les soirées sont longues, on se réunissait entre voisins de campagne et l'on jouait des charades.

— Des charades?

— Mais oui, des charades. C'est un vieux jeu français. Il est charmant. Il réclame beaucoup d'imagination et de fantaisie. Jeunes gens et jeunes filles s'en allaient fouiller les vieilles armoires, les coffres, les bahuts, les placards, pour en sortir toutes sortes d'étoffes, de châles, de coiffures, de costumes afin de se travestir. L'histoire, la légende, la féerie leur étaient offertes. Il y avait des couplets pour les jolies voix, des scènes de comédie pour les amateurs de farces, et des idylles pour les sentimentaux. Le spectacle se déroulait devant l'assemblée des parents qui devaient deviner le mot ou la phrase. En vérité, c'était délicieux.

— Un peu enfantin, Roger-Bernard, avouez-le.

— Je n'avouerai rien, protesta le comte de Foix qui se leva et s'en fut ouvrir une bibliothèque vitrée.

Il en retira un ouvrage de grand format, très mince, relié en rouge avec filets d'or et armoiries d'or :

— Tenez, car je désireachever de vous convaincre, Ethel. Hier soir, ne pouvant m'endormir, j'ai pris ce volume. Il m'a enchanté.

— Qu'est-ce donc?

Mais il ne se pressa pas de répondre et continua son plaidoyer.

— Vous trouvez la charade puérile. Elle fut remplacée par le théâtre de société. C'est aussi un heureux badinage. On faisait dans le monde des comédies, des ballets, des revues qui valaient bien celles de vos auteurs à la mode. J'ai donc lu hier soir ce livret. Voilà de l'esprit, de la légèreté, de la grâce, et même de l'actualité.

— Mais qu'est-ce donc, je vous prie, Roger-Bernard ?

— Le *Ton de Paris*. Cela date du dix-huitième siècle. L'héroïne, M^{me} de Sénanges, est une femme à la mode, nerveuse et toujours un peu en retard, libre de son esprit et de son humeur, mais esclave de ses relations et de ses obligations mondaines, au point de ne pouvoir disposer de cette liberté. Je n'ai qu'à feuilleter pour découvrir de jolies répliques : « A-t-elle un amant ? » s'informe, comme il convient, un nouveau valet de chambre. Et la camérière qui l'initie de lui répondre : « Un amant prend bien du temps et je ne vois pas trop celui qu'elle y pourrait donner. »

— Ça, c'est bien observé : j'en conviens.

— Elle a sans cesse besoin d'argent, comme tout le monde aujourd'hui. Pourtant elle ne se ruine pas en toilettes, car elle sait se servir de l'art de la réclame. Tout comme aujourd'hui. Il suffit qu'elle porte un chiffon pour le lancer. Aussi, quand elle rappelle, — mollement, — à sa couturière, qu'elle lui doit bien de l'argent, n'est-elle guère étonnée de s'entendre répliquer par celle-ci : « Je ne vous en demande pas : portez la première tout ce que je fais, voilà tout ce que j'exige de vous. »

— Vous êtes sûr que cette pièce est du dix-huitième siècle ?

— Je vous l'affirme. Cependant l'exquise M^{me} de Sénanges est criblée de dettes. Elle joue aux cartes. Son mari qui a du tact fait pour elle tout ce qu'il peut : il s'en va.

— C'est charmant.

— Elle a été sauvée une première fois de la faillite par M. de Marsal, officier de haute valeur qui a dû, je pense, être professeur à l'École de guerre. C'est un homme distingué, mais ennuyeux, comme il y en a tant. Dans les grandes occasions, — celle des dettes, par exemple, — il est parfait ; mais dans les quotidiennes on peut trouver mieux. Heureusement, il est parti en expédition, au Sénégal ou au Maroc. Un de ses camarades, M. de Mirville, qui a moins d'avenir, mais plus de gaieté et de belle humeur, l'a remplacé. Oh ! très peu. M^{me} de Sénanges, quand il va la voir, reçoit, et toujours trente personnes, et si elle donne un rendez-vous au dernier moment elle le décommande : elle allait oublier des devoirs indispensables, une visite à une exposition, une répétition générale, un diner en ville. Voici le passage, précisément. « Avec une maîtresse telle que vous, soupire M. de Mirville, on pourrait

très bien mourir vierge et martyr. » Mais elle de répliquer : « Ma dissipation, ma porte ouverte toute la journée à tout le monde me mettent à l'abri de l'espionnage, des scènes, et de toutes les misères qui tourmentent une jeune femme soupçonnée. »

— C'est parfait.

— Mais oui, sa dissipation protège jusqu'à sa vertu.

— Naturellement.

— La chère enfant est la plus désintéressée, la plus sacrifiée des femmes, j'allais dire la plus héroïque. Elle ne pense point à elle, elle ne vit pas pour elle, il n'est personne de plus dépendant. Je cite encore, c'est la conclusion : « Le public, dit-elle, est le juge le plus bizarre, le plus sévère ; je lui sacrifice sans cesse ce qui me plaît le plus et je ne le crains pas moins. »

— Nous sommes toutes ainsi, Roger-Bernard. Et l'on nous méconnait.

— Est-ce à cause du public, chère amie, que vous me menacez de ces assassinats à domicile, pour divertir vos invités ?

— Certainement, c'est à cause de lui. Il faut être à la page et savoir devancer la mode. C'est aujourd'hui le ton de Paris.

— C'est plutôt le ton de New-York qui désire passer la mer. Et savez-vous de qui est ma petite comédie ? De Lauzun, du fameux duc de Lauzun. Connaissez-vous le duc de Lauzun ?

— Lequel ? mon ami. Il y en eut plusieurs. Serait-il de nos parents ? Devrais-je le connaître ?

— Sans doute. C'était un roué, mais un roué spirituel. À seize ans, il avait donné rendez-vous à Versailles à une petite actrice de la Comédie : elle était de son âge et, comme lui, manquait d'expérience. Mais, dans la mansarde qu'il avait louée, les deux enfants aperçurent une énorme araignée et leur trouble fut si grand qu'ils lui céderent la place.

— Cette anecdote est délicieuse. Je la replacerai. En avez-vous d'autres sur ce Lauzun ?

— Il y en a plus que vous n'en pouvez cueillir. Vous rappelez-vous la *Petite Marquise* de Meilhac et Halévy ? Ça, c'est du joli théâtre. Eh bien ! Lauzun joua la pièce au naturel avec une Anglaise, lady Sarah Bunbury. Ils s'aimaient : elle lui proposa de partir avec elle pour la Jamaïque. Il ne se souciait pas d'amours si lointaines ni si totales. Il refusa, elle ne voulut plus le revoir. Il en fut très malheureux, mais à Paris.

Plus tard, il fit l'expédition d'Amérique. Il a contribué à la libération de votre cher pays.

— Voilà qui me le rend encore plus sympathique.

— Au moment de la Révolution, le cœur chaud et la tête légère, il fut de ceux qui s'abusèrent sur la liberté. Il prit un commandement dans l'armée du Rhin. On ne tarda pas à lui couper la tête. C'était alors le ton de Paris.

— Un mauvais ton, Roger-Bernard, un bien mauvais ton.

— Mais c'est à ce mauvais ton-là que vous prétendez revenir avec votre jeu d'assassins.

— Un simple divertissement.

— On commence par se divertir.

La discussion conjugale ne se serait pas autant prolongée si elle n'avait été le signe d'une divergence d'opinions incoercible. Qu'y avait-il de commun entre cet héritier des Richelieu et des Lauzun attardé dans notre temps, aussi léger et dissipé dans ses mœurs que ferme dans ses jugements et traditionnel dans ses opinions, soutenu sans même le savoir par un passé toujours vivant, le cerveau intact dans le dérèglement des sens, le courage intact, malgré le goût du plaisir, et il l'avait prouvé dans la guerre, et cette femme d'outre-mer, apportant dans le vieux monde les audaces et les brutalités du nouveau sans craindre de bousculer d'anciens usages et de vieux préjugés? L'un parlait charades et théâtre de société, l'autre crimes et détectives. Ils ne pouvaient se rencontrer. Pourtant ils se mirent d'accord, mais sans plaisir, pour faire place au nouveau jeu d'Amérique dans ce château de Crevin que la comtesse de Foix avait loué dans l'idée de régner sur Genève et de contribuer à la paix du monde.

ISABELLE

Qu'y avait-il de commun entre le comte et la comtesse de Foix, entre ce gentilhomme inutile et cette Américaine transplantée? Leur fille unique, Isabelle, ainsi appelée en mémoire de la comtesse Isabelle de Foix qui fut vicomtesse de Béarn et de Castelbon. Encore Ethel avait-elle désiré la nommer Gar-sinde ou Ermengarde, noms plus anciens dans la famille. Ils avaient perdu un fils en bas âge, celui qui eût été l'héritier du nom, et ils ne l'avaient pas remplacé.

— Des enfants ! N'en a pas qui veut ! avait répliqué vertement à la comtesse la fermière de Crevin qui en assemblait neuf autour d'elle, ce dont la grande dame avait paru s'offusquer comme d'un manque de tact chez de pauvres gens.

Sur la fin de la courtoise discussion, l'arrivée d'une automobile fut signalée par les appels stridents d'un klaxon.

— La voici ! reconnaissent le père et la mère d'Isabelle, cette fois d'un accord spontané.

Elle réclamait impérieusement l'ouverture de la grille. La grille s'ouvrit et un cabriolet dont la jeune fille maniait le volant avec autorité et sans précaution, — un cabriolet grenat à capote grise avec l'élégance de ligne des grandes marques américaines, — pénétra en trombe dans l'allée, comme s'il avait conservé son élan, vira autour des platanes et s'arrêta net devant le portail. Un instant plus tard, la jeune fille rejoignait ses parents sur la terrasse où ils n'avaient point omis de prendre, l'un le thé, l'autre le porto, pendant leur escarmouche au sujet des charades, du théâtre de société et de la *murder-party*.

— Encore un accident ! dit-elle après les premières politesses, d'ailleurs écourtées, en s'emparant du flacon paternel et dédaignant le samovar. Un motocycliste écrasé au pont de Carouge, par la faute d'une camionnette de livraison qui a mal pris son virage.

— Mort ? questionna sa mère.

— Probablement à l'heure qu'il est. Tout à l'heure il respirait encore. J'ai offert de le transporter à l'hôpital. Heureusement une autre auto m'avait devancée. Vous voyez l'effet de ce sang sur ma carrosserie toute neuve. Je m'y serais résignée, mais sans agrément.

Elle rit, montrant de belles dents nettes et blanches qui éclairaient le visage trop bronzé par le soleil, bronzé comme les bras nus, le cou, le commencement de la gorge. Elle ressemblait, comme tant de jeunes filles d'aujourd'hui, à un jeune garçon en terre cuite, à un pâtre grec gardien de chevaux, de quinze ou vingt chevaux, sauf que les traits eussent été plus irréguliers et moins durcis. Car Isabelle, si elle ne pouvait prétendre à la beauté, ne pouvait néanmoins passer inaperçue. Mélange de deux races, elle portait sur elle les traces de cette contradiction. Assez grande et taillée en force, les attaches très

fines, elle tenait de sa mère celle vigueur brusque et décidée, et de son père une sorte de grâce altière, qui tantôt s'adoucissait jusqu'à devenir charmante, et tantôt pouvait devenir insolente et dédaigneuse. De même, habituellement hardie, active et volontaire, elle était sujette à des sautes d'humeur et tombait tout à coup en des accès de mélancolie qui la laissaient désesparée. De longues périodes de tension nerveuse dans le commandement, suivies de périodes désœuvrées, désarmant ainsi quelquefois, tout au moins par intermittences, les descendants des vieilles familles fatiguées. Il y a une étape d'usure après les étapes d'ascension. Quel âge pouvait avoir Isabelle? Un peu plus de vingt ans. Elle se jetait en avant comme une enfant gâtée accoutumée à être entourée et écoulée. Le respect filial n'est plus de mode. L'égalité, qui est le grand vice démocratique, nivelle les âges et les valeurs. Parents et enfants ne sont plus que des camarades. La comtesse de Foix passait à sa fille tous ses caprices, sous le prétexte que c'est la loi de New-York où les jeunes filles jouissent de tous les priviléges et font la pluie et le beau temps, en sorte qu'Isabelle supportait mal la contradiction et aimait fort à dominer.

Isabelle, pourtant, craignait de déplaire à quelqu'un, et ce quelqu'un ne la contrariait jamais, se contentait de la regarder d'une certaine manière. De ce quelqu'un elle percevait, par de mystérieux avertissements, la moindre désapprobation, celle qui ne s'exprime pas par des mots et se contente d'un sourire, d'une moue, d'une expression fugitive, étonnée ou ironique. Elle ressentait pour son père une admiration secrète et passionnée, — physiquement, à cause de l'élégance de la personne et des gestes, du naturel aisé dans toutes les manifestations extérieures, du port des vêtements, spécialement des cravates, de la sûreté du goût dans les aménagements et le choix des bibelots, comme s'il était conseillé par les artistes d'autrefois, ceux qui savaient construire et meubler exactement, — et moralement, pour la justesse des opinions, leur mesure, leur force sous la modération des termes. Elle lui avait appliqué un jour une phrase qu'elle avait trouvée dans un ouvrage du dix-septième siècle sur le père de M^{me} de Sévigné. Cette phrase était tirée de l'*Histoire amoureuse des Gaules* de Bussy-Rabutin, mais elle n'en savait rien : « Il était extrêmement enjoué, disait Bussy-Rabutin du baron Celse-Bénigne de Chantal. Il y avait un

tour à tout qu'il disait qui réjouissait les gens; mais ce n'était pas seulement par là qu'il plaisait : c'était encore par l'air et par la grâce dont il disait les choses : tout jouait en lui. » Ce n'était pas que le comte de Foix fût si gai. Mais *tout jouait en lui* en effet, et sa fille l'avait bien vu. Seule peut-être, elle avait deviné tout ce qu'il y avait de clarté intelligente et de connaissance humaine et politique chez cet homme oisif et inutilisé.

Cependant lui-même ne paraissait pas correspondre à ce culte filial, comme s'il refusait de l'admettre. Trop fin pour ne pas comprendre l'admiration passionnée dont il était l'objet, pourquoi s'efforçait-il de l'écartier, ou, tout au moins, de la refroidir? Il avait conscience de ne la point mériter tout entière. La part de sa vie qu'Isabelle ignorait ne lui permettait pas d'accepter un culte qu'il estimait excessif. C'est la punition de ceux qui, à la manière d'autrefois, gardent secrètes leurs liaisons ou leurs amours afin de ne point troubler la paix du foyer et d'y maintenir intacte leur autorité sur leurs enfants, d'être contraints à une sorte d'hypocrisie et de donner d'eux-mêmes une image faussée, supérieure à la réalité, à l'entourage qu'ils ont le devoir de ménager. Pervertis ou d'esprit vulgaire, ils s'en accommodent; équitables ou délicats, ils en souffrent. Le comte de Foix en souffrait et s'efforçait de se soustraire aux attentions d'Isabelle par une ironie qui la peinait ou la glaçait. Intérieurement, il adorait cette enfant, tout en déplorant l'éducation américaine qu'elle recevait de sa mère et qu'il ne pouvait empêcher.

La conversation, sur la terrasse de Crevin d'où la vue s'étend jusqu'à Genève, — Genève où, bientôt, dans quelques jours, puisque septembre commençait, se débattrait platoniquement en de belles harangues la paix du monde, — était tombée après le fait-divers raconté négligemment par la jeune fille. Cependant le mort du pont de l'Arve n'avait pas été plaint outre mesure. Isabelle paraissait préoccupée. Son père l'observait et sa mère ne songeait qu'à sa partie de crime. Celle-ci, poursuivant son idée, interrogea :

— N'aurais-tu pas, toi qui vas si vite, trop vite, — au fait non, on ne va jamais trop vite, — n'aurais-tu pas doublé la voiture de M. Pierre Bussy que j'attends?

— Oui, maman, au sortir de Genève. Une vieille bagnole. Il n'est pas encore ici.

— Il est très en retard. Jamais nous n'aurons le temps d'achever ce scénario.

— Ah ! c'est juste : à quand la fête, maman ?

— Jeudi prochain.

— Et à quel chiffre vous êtes-vous arrêtée ?

— A quel chiffre ?

— Oui, combien de victimes parmi les convives ?

— Deux seulement, dont une dans ta chambre.

— Dans ma chambre ? Ah ! non, par exemple !

— Isabelle, ma chérie, tu ne peux refuser ce service à ta mère.

— Merci bien ! Pour que mes tiroirs soient ouverts, mes robes froissées, mon lit défaït et peut-être maculé de sang de poulet ou d'encre rouge, comme ma carrosserie a failli l'être au pont de l'Arve ! Prenez une des chambres inoccupées. Vous y logerez très bien votre cadavre.

— Isabelle, je t'en supplie, ta chambre me convient à merveille, à cause de sa situation dans le château. Les autres sont trop mal placées pour la vraisemblance.

— Et la vôtre ?

— La mienne est réservée à la première victime, celle qu'on découvre tout d'abord. Tu vois, je te donne l'exemple.

— Vous, maman, c'est autre chose. Vous êtes l'auteur. L'auteur est obligé à des sacrifices. Mais je ne veux pas que ma chambre soit le théâtre d'un crime, même imaginaire. Je ne pourrais plus y dormir tranquille. Je serais hantée.

— Voyons, un bon mouvement. Vraiment, je ne puis choisir une autre pièce.

Isabelle parut réfléchir, puis elle se mit à rire tout haut, comme si elle découvrait une solution amusante :

— Eh bien ! conclut-elle, je céderai ma chambre, à une condition.

— Dis vite.

— Vous donnerez votre approbation à un projet que je vais vous annoncer.

Toute à son idée fixe, la comtesse n'hésita pas une seconde :

— Entendu, j'approuve.

Déjà son mari intervenait :

— Prenez garde, Ethel. Isabelle va nous débiter une sottise. Je la regarde depuis qu'elle est arrivée. Elle cherche

à nous donner le change, et je la devine très préoccupée

Les joues de la jeune fille étaient trop brûlées de soleil pour pouvoir rougir. Mais leur hâle s'accentua subitement.

— Êtes-vous sorcier, papa? répliqua-t-elle en tâchant de rire encore et en se versant, pour se donner une contenance ou pour prendre de l'aplomb, un second verre de porto.

Il l'enveloppa de son regard gênant, tendre pourtant :

— Qu'as-tu fait à Genève aujourd'hui, Isabelle?

Elle se tourna vers sa mère, comme pour chercher du secours, et cette fois courut droit au but :

— Eh bien! je m'y suis fiancée.

— Ah! ah! s'écria la mère, voilà qui est parfait!

— A qui? reclama le comte de Foix, un peu trop impérieusement.

Car sa fille, peu habituée à ce ton paternel, retrouva toute son énergie et se redressa comme pour le défier :

— A quelqu'un que vous ne connaissez pas beaucoup, mais qui est de mes amis.

— Je te demande son nom.

— Georges d'Aigues.

— Parfait, parfait, approuva Ethel.

— Ah! non, déclara Roger-Bernard. Mon amie, je ne vous comprends pas. On ne se fiance pas avant d'avoir consulté ses parents.

— En France peut-être; en Amérique, c'est courant.

— Nous sommes en France.

— En êtes-vous bien sûr? Les mœurs ont beaucoup changé. Plus que vous, Roger-Bernard, plus que vous. Et vous ne vous en rendez pas suffisamment compte. Vous en êtes resté aux temps d'autrefois.

— Où les hommes commandaient.

— Ils ne commandent plus. Chacun est libre. C'est un grand souffle de liberté qui est venu d'Amérique.

— Et de la Révolution. Mais parlons d'Isabelle que vous avez élevée à votre gré.

La jeune fille leva les yeux sur son père, timidement cette fois, mais comme décidée et prête au martyre :

— Vous me désapprouvez, papa? En quoi Georges d'Aigues vous déplaît-il? Il est de bonne noblesse, comme nous.

— Pas comme nous, protesta Ethel versée dans la généalo-

gie des comtes de Foix, pas comme nous qui remontons au dixième siècle.

Roger-Bernard, agacé, calma son zèle nobiliaire :

— Oui, les barons d'Aigues sont de bonne noblesse. J'en conviens. Il ne s'agit pas de cela.

Isabelle, désireuse de séduire son père, commença de plaider sa cause avec chaleur :

— Alors, que lui reprochez-vous ? Son manque de fortune ? C'est vrai. Mais il a passé le concours des Affaires étrangères, il est attaché aux bureaux de la Société des nations, il a de beaux appointements, un bel avenir. Ne suis-je pas assez riche pour deux ? Me blâmez-vous d'avoir refusé d'autres prétendants ? Ne suis-je pas majeure et responsable de mon choix ? Ne m'avez-vous pas laissé toute liberté dans mes relations, mes fréquentations, mes jeux ? N'ai-je pas joui de mon indépendance, et parfois même plus que je ne l'eusse souhaité ? Alors, pourquoi intervenir tout à coup dans la chose qui m'intéresse le plus au monde ?

Elle attaquait pour se défendre, — c'est une tactique recommandée, — et semblait reprocher à son père, sinon ouvertement, du moins par allusion, de ne s'être pas assez occupé d'elle, dans l'embarras que lui causaient ses chevaux, ses chiens, ses terres et tout ce qu'elle ne pouvait connaître de sa vie et dont elle était jalouse. N'y avait-il pas dans sa protestation comme l'écho d'une déception d'enfance et d'adolescence et le signe d'une passion méconnue ? Enfin, n'était-elle pas assurée de la complicité de sa mère qui l'avait toujours poussée à arranger l'existence à sa guise ?

— Elle a raison, elle a raison, déclara en effet celle-ci.

Le comte de Foix, sans cette approbation désordonnée, se fût sans doute montré plus conciliant, car il avait perçu l'amertume secrète du plaidoyer.

— Une fille bien née, dit-il avec calme mais avec autorité, ne se marie pas sans le consentement de son père.

— Je vous le demande, papa, je vous le demande instamment.

— Tu me le demandes après avoir donné ta parole. Je ne puis admettre que cette parole soit valable.

— Vous savez donc quelque chose sur Georges ?

— Non, je n'ai pas d'objection directe à formuler sur lui, du moins pas encore. Il ne me plaît pas, voilà tout. Je puis

revenir sur cette impression défavorable. Donne-moi le temps de l'étudier.

Isabelle esquissa un sourire :

— Aujourd'hui, papa, l'on est pressé.

— Tout le monde est pressé, approuva encore Ethel, excepté ce Pierre Bussy qui n'arrive pas.

— Permettez, chère amie, reprit Roger-Bernard. J'ai assez d'expérience pour connaître les gens au visage.

— Georges d'Aigues a de beaux traits.

— Ce n'est pas suffisant. Il ne m'inspire pas confiance, sans que je puisse indiquer pourquoi. Et puis on ne met pas les as des Affaires étrangères à la Société des nations : personne ne l'ignore. Je doute fort de son avenir. Il n'a pas l'étoffe d'un ambassadeur.

— Oh ! nous en connaissons, papa...

— En effet, accentua Ethel, toujours prête à venir à la rescouasse, nous en connaissons d'assez piétres.

— C'est peut-être pour cette raison que notre politique étrangère est si médiocre. Une alliance avec nous serait pour ce jeune homme un avantage inespéré.

— Mais non, il est charmant, il peut choisir.

— Jusqu'à quel point convoite-t-il ta dot et ton nom plus que ta personne, voilà ce que je désire éclaircir. Donne-m'en le temps, Isabelle. Ce ne sera pas très long. Tu pourrais, si tu m'écoutes, attendre et trouver mieux.

— Papa, celui-là me plait, et pas un autre.

— Une camarguilerie de tennis ou de danse. Ne t'emballle pas si vite. Ne parlons pas de fiançailles jusqu'à ce que j'aie examiné et pesé ce garçon.

— Je l'ai invitée.

— Tu le décommanderas.

— Moi aussi, intervint encore Ethel, je l'ai invité à notre *murder-party*. Je ne puis pas le décommander sans impolitesse. C'est impossible.

Roger-Bernard parut très contrarié, quand il ne se mêlait jamais, d'habitude, des invitations de sa femme et ignorait même parfois, dans son indifférence, le nom des convives en venant à table :

— Vous vous êtes vraiment trop pressée, chère amie. Il fallait me consulter.

— Vous n'êtes jamais là.

— Vous n'y êtes guère. Dans tous les cas, il vous appartenait plus qu'à moi de surveiller votre fille au lieu de préparer des assassinats.

— Surveiller? On ne surveille pas une jeune fille aujourd'hui : ce serait une injure. Est-ce donc un reproche que vous m'adressez, Roger-Bernard?

Il se ravisa aussitôt, car il ne redoutait rien tant que les scènes conjugales qu'il estimait ensemble inutiles et inélégantes, et n'avait-il pas réussi, au cours de l'après-midi, à préserver sans trop de heurt l'ordonnance et la tranquillité du repas qui précédérait la fameuse partie de crime?

— Mais non, chère amie, tout au plus une constatation.

Le valet de chambre vint annoncer M. Pierre Bussy, de l'Académie française, ce qui acheva de dissiper l'orage. Le nouveau venu avait gardé sur lui, dans la vieillesse, cette bonne humeur et ce charme plaisant qui avaient assuré la fortune de ses premières pièces.

— Quel retard, mon cher maître, quel retard! souligna sans pitié la comtesse en l'accueillant. Un verre de porto, et vite au travail.

— Un verre de porto, volontiers. Figurez-vous qu'en Suisse on m'offre du café au lait! Sur toute la Suisse, d'ailleurs, est répandue une bonne odeur de café au lait.

Le comte se leva, après avoir salué aimablement le visiteur, et fit signe à sa fille.

— Nous vous laissons à vos horreurs.

— Nos horreurs?

— Sans doute : avec ma femme pour complice, vous allez encore tuer quelqu'un.

— Par amour, n'est-ce pas, madame? Ce sera par amour.

— Précisément, je tiens l'amour dans un crime pour une circonstance aggravante.

A peine furent-ils seuls qu'Isabelle s'approcha de son père, inquiète et le visage trouble.

— Oh! papa, vous m'avez fait tant de peine!

A son tour, la considérant avec douceur, il connut l'inquiétude. Mais il s'efforça de prendre un ton enjoué:

— Tu n'es qu'une petite sotte. Tu devrais bien m'écouter... Je saurais te choisir un mari.

— Il est trop tard, soupira la jeune fille en le regardant bien en face.

Et ses yeux étaient chargés de tristesse, si différents des yeux qui avaient vu, sans émotion, un corps saignant sur la route.

— Est-ce bien sûr?

— Oui.

Il l'attira à lui et l'embrassa. Elle fut si surprise de cette caresse inattendue qu'elle pleura, un peu, très peu.

— Tu ne veux pas réfléchir? implora-t-il encore, avec une sorte d'amertume dont elle fut frappée.

— C'est tout réfléchi.

— A ce point?

Elle inclina la tête pour toute réponse.

— N'en parlons plus, conclut-il, mais sans aucun élan et visiblement à regret.

Ce fut elle qui, furtivement, lui baissa la main. Elle triomphait sur toute la ligne. Mais le mécontentement de son père la remplissait de mélancolie et empêchait son amour de s'épanouir.

LES CONVIVES

La comtesse de Foix avait triché au jeu, — au jeu importé d'Amérique. Elle avait promis à son mari, formellement promis qu'il ne serait pas question des crimes à commettre pendant toute la durée du repas. *The murder-party*, comme le portaient les invitations, ne commencerait qu'à dix heures du soir, le dîner achevé, et même le café et les liqueurs servis. Cette promesse, qu'il lui fallait bien tenir, plus le grand soir approchait, plus elle l'estimait intolérable, voire scandaleuse. Comment préparer des assassinats sans créer autour d'eux une atmosphère favorable, une atmosphère de peur et d'épouvante qui opprimerait les convives? Or, rien ne pouvait être plus contraire à cette préparation, rien ne pouvait refroidir davantage la curiosité que le paisible accomplissement des rites de la table et la succession de plats succulents, — Roger-Bernard se montrait fort exigeant sur cet article bien français, — parmi les fleurs, l'éclat des toilettes, le brillant des conversations entre personnes désireuses de se plaire et qu'un voisinage

bien choisi, nécessaire à l'ordonnance raffinée d'une réception, inclinerait naturellement à la joie. S'il se fût agi d'une charade ou d'une comédie de société, ou de quelque ballet, comme l'eût souhaité le comte, rien de mieux. Mais il s'agissait de tuer deux de ces dames et de laisser aux autres invités le soin de découvrir les assassins et de deviner la cause de leurs sanguinaires violences. Chez lady Howart, à Versailles, chez la princesse Falize, à Paris, l'atmosphère avait été obtenue dès l'entrée dans le hall, où de mystérieuses dépêches étaient disposées avec art sur un plateau, à la disposition des arrivants. Tandis que l'on mangeait et buvait, ou tout au moins qu'on s'efforçait de manger et de boire, circulaient dans le parc ou dans le jardin des apparitions fantomatiques, ou bien le sable des allées craquait sous des pas clandestins. Déjà l'on vivait dans la terreur. Qu'attendre, au contraire, de gens équilibrés par l'absorption de nombreux plats excellents et de vins généreux, tout bourdonnants encore de traits d'esprit et barbouillés d'allégresse ? C'était courir à un échec certain. On sourirait devant les cadavres. On s'amuserait du meurtrier. Lady Howart et la princesse Falize triompheraient aisément, et la *murder-party* du château de Crevin passerait sans nul doute pour un ridicule événement mondain.

Ethel, ne pouvant s'y résigner,— et l'honneur de son pays natal, inventeur du jeu, n'était-il pas en cause? — avait cherché une solution élégante à un problème aussi délicat. Cette solution, elle l'avait enfin trouvée, favorisée par la chaleur exceptionnelle de ce début de septembre. Et même elle avait ri toute une journée de son ingénieuse découverte sans en faire part à personne. Quand le comte Roger-Bernard en tenue de soirée, magnifique à son habitude en smoking et gilet blanc, la vint rejoindre au salon vingt minutes avant l'heure fixée par les invitations parce qu'elle le désirait consulter sur les places à table, il la trouva si réjouie qu'il lui en témoigna son propre agrément :

— Comme vous êtes gaie ce soir, chère amie ! Jamais on ne pourra vous croire l'auteur de tant de crimes imaginaires et impunis.

— Mon humeur est changeante, Roger-Bernard.

— Permettez-moi de jeter un coup d'œil sur la salle à manger. La vue d'une table bien dressée, avec le linge damassé,

notre simple vaisselle de Sèvres blanche bordée d'or, les cristaux qui renvoient la lumière, et les fleurs doublées par la glace du surtout, est un spectacle réconfortant.

— A votre aise.

— Ce sera d'ailleurs pour vous une gageure de substituer la tragédie au plaisir de la bonne chère.

— En effet.

— Je ne sais comment vous la gagnerez.

— Je le sais.

— Vous paraissiez bien sûre de vous. J'arrive de Chamonix où je me suis fait conduire en automobile. J'espérais y respirer un air moins étouffant que celui qu'on respire ici au pied du Salève dont les roches nous renvoient la chaleur. C'était pareil. Et même, le soir, il fait bon à Crevin à cause du voisinage des bois et des étangs.

Et le comte, s'étant rapproché en causant de la porte de communication, l'ouvrit afin d'embrasser du regard le spectacle qu'il convoitait. Il recula, frappé d'étonnement. La salle à manger était vide, absolument vide, sans couverts, et même sans table et sans chaises. Elle s'offrait nue comme la main.

— Ah! ça, dit-il à sa femme, êtes-vous informée de ce déménagement? Où dinons-nous ce soir?

Ethel éclata de rire :

— Ah! ah! voilà!

— Vos cambrioleurs ont pris de l'avance. Ils se sont un peu trop pressés.

— Il n'y a pas de cambrioleurs. Nous nous en sommes tenus, Pierre Bussy et moi, aux crimes passionnels.

— Alors, daignez-vous m'expliquer ce qui se passe ici chez moi? Il faut un quart d'heure en auto pour venir de Genève. Nos invités vont arriver. Où les recevrez-vous?

— Ici, pour commencer.

— Et le diner?

— Rassurez-vous, Roger-Bernard. Il sera servi, et même bien servi, et nous n'irons pas le chercher bien loin.

— Sur la terrasse? C'est une idée ingénieuse. Il y fait bon par ces belles soirées d'été.

— Non, pas sur la terrasse.

— Dans le jardin?

— Ni dans le jardin.

— Je donne ma langue aux chats. Expliquez-moi, je vous prie, cette fantaisie.

— Eh bien ! voilà ! nous dînerons dans la clairière où ce fameux Lassalle fut tué pour les beaux yeux d'Hélène de Dönniges.

— C'est insensé.

— Point du tout. L'extrême chaleur de ces dernières journées m'en a fourni l'occasion. J'ai découvert que nous serions beaucoup mieux là-bas qu'ici.

— On est toujours plus confortablement dans une salle à manger et l'on y mange chaud.

— Mais on mangera chaud dans la clairière. J'ai acheté une cuisine roulante munie des derniers perfectionnements.

— On n'y verra rien.

— Nous serons éclairés par des candélabres. Leur clarté vivante est plus flatteuse que les lampes électriques sur les joues et les épaules des femmes.

— Elle est plus faible.

— Je la renforcerai, s'il est nécessaire, par de grands feux d'herbes sèches et de bois mort, à l'autre bout de la prairie.

— Vous mettrez le feu à la forêt, et que diront les propriétaires ?

— Il y aura des surveillants. Enfin j'ai convoqué la lune. Elle apparaîtra entre les sapins.

— Vous avez pensé à tout et je vous rends grâces. Mais quelle imagination saugrenue, quand il était si simple de dîner chez soi !

— Vous oubliez l'atmosphère, cher ami.

Roger-Bernard qui refermait soigneusement la porte de la salle à manger vide se retourna, vaguement inquiet et redoutant quelque nouvelle lubie :

— L'atmosphère ? répéta-t-il, comprenant mal et s'attendant à tout.

— Mais oui, l'atmosphère criminelle.

— Ah ! pardon, Ethel, vous m'avez donné votre parole qu'il ne serait pas question de vos crimes pendant toute la durée du repas.

— Je la tiendrai. Mais vous n'empêcherez pas la lumière de la lune de danser sur le gazon comme une sylphide, ni les flambeaux de jeter des lueurs mouvantes et favorables à l'appa-

rition des fantômes, ni les chouettes de ululer. Je compte beaucoup sur les chouettes.

— Vous pouvez y compter. Le bois en est infesté.

— Leur ululement est lugubre. Il passe pour annoncer la mort.

— Ce sera complet.

— Il le faut bien. Et les ombres de Lassalle et d'Hélène de Dönniges ne manqueront pas, elles aussi, de se déranger pour venir à la rescouasse. Vous aurez la gentillesse de raconter leur histoire à nos hôtes.

— Jamais de la vie.

— Si, si. Je vous en prie. Vous la connaissez à merveille et je vous promets un succès flatteur.

Roger-Bernard ne put, cette fois, se tenir de sourire. Décidément il était baltu et mieux valait se montrer beau joueur dans la défaite :

— Ethel, vous êtes une grande tragédienne. Votre *murder-party*, — ai-je bien prononcé? — restera plus célèbre, je vous en réponds, dans les annales mondaines, que celles de lady Howart et de la princesse Falize. Nos convives ne savent pas ce qui les attend. Ils partiront d'ici glacés d'horreur.

— C'est ce qu'il faut. C'est exactement ce qu'il faut.

— Et voilà ce qu'on appelle aujourd'hui une partie de plaisir!... Isabelle n'est-elle pas encore descendue? L'avez-vous prévenue du changement de décor?

— Oh! Isabelle, cher ami, ne s'occupe plus de la maison. On la voit à peine, elle part à toute heure dans son cabriolet. Elle rentre à l'instant et doit s'habiller en hâte, ce qui me contrarie fort, à cause de sa chambre dont j'ai besoin pour le second crime. Elle est toute à ses fiançailles.

Le front de Roger-Bernard se rembrunit à ce rappel de fiançailles qu'il avait dû accepter à son corps défendant. A peine faisait-il bon accueil à Georges d'Aigues lorsqu'il le rencontrait en compagnie d'Isabelle, et c'était pour la jeune fille une réelle souffrance de constater cette réprobation persistante et inexplicable. Elle s'était risquée la veille à demander à son père la cause d'une telle répulsion. Mais il ne l'avait pas donnée, ou n'avait pu la donner, se retranchant derrière des intuitions, des préventions qu'il promettait même d'écartier. Ses longues habitudes de courtoisie empêchaient seules son futur

gendre de se rendre compte du drame secret qui se jouait entre le père et la fille.

Tout à ses devoirs de maître de maison qu'il tenait pour essentiels, il écarta résolument l'objet de ses préoccupations et s'informa du menu qu'il approuva, non sans ironie :

— *Truites sauvages à la nage*. Que signifie ce jargon ?

— Ce sont des truites saumonées. Des truites de torrent, au bleu.

— Il fallait le dire. Le langage culinaire doit être simple et précis. Notre maître d'hôtel me paraît farci de littérature. J'espére du moins qu'il ne lit pas vos romans policiers... *Médailles de ris de veau, Sévigné*. Qu'est cela, dites-moi ?

— Ma foi, je n'en sais rien, Roger-Bernard.

— Sonnez le maître d'hôtel.

— Je veux bien, mais sans doute est-il déjà dans la clairière.

Le maître d'hôtel répondit à la sonnerie et récita d'un seul trait, comme un collégien sa leçon :

— Monsieur le comte, ce sont des ris de veau panés d'un côté, sautés au beurre, servis avec garniture de petits champignons à la crème, petites tomates entières, fonds d'artichauts ornés de petits pois au beurre et une lame de truffe sur le médaillon.

— Hum ! l'eau m'en vient à la bouche. Allez, mon ami, dans la nouvelle salle à manger et servez chaud.

Le maître d'hôtel ayant fait demi-tour avec discipline, le comte de Foix acheva sa lecture :

— *Perdreaux rôtis sur canapé*. A la bonne heure : je reconnaîtrai mon gibier au passage. Et mes vins ? Comment ferez-vous pour chambrer le Corton et rafraîchir le Montrachet ?

— Il y aura des seaux de glace pour le Champagne et même pour votre Montrachet. Et la température est si clémence que votre Corton sera presque chaud.

— C'est bien. Vous n'avez rien oublié. Passons maintenant aux convives.

— Comment ! vous ignorez leur liste ? Je reconnais là votre insouciance ou votre indifférence.

— Je me fie à vous, chère amie.

— Moi qui désire vous consulter sur le protocole ! Je crains de l'avoir quelque peu bousculé.

— Il ne faut jamais bousculer le protocole. Si vous touchez aux formes dans les relations mondaines, ce sera l'anarchie. Il n'y a déjà que trop de ces anarchistes de salon qui prétendent profiter des plaisirs de la société tout en affichant leur affranchissement de ses préjugés, afin de se ménager ailleurs des appuis. Leur double jeu n'est qu'un exercice de lâcheté.

— Oh ! ne soyez pas si sévère, Roger-Bernard ! Je me suis contentée de favoriser des affinités électives par le moyen du choix des places. Il ne faut pas contrarier les affinités électives. Elles se vengent.

— Votre système est bien dangereux. Énumérez-moi donc vos invités. Je gage que vous avez fait appel à toutes les nations.

— Seulement la France, l'Angleterre, l'Amérique, la Suisse et l'Albanie.

— L'Albanie ?

— Oui, le comte Gregory qui la représente à Genève pour ses revendications, et la comtesse.

— Bien. Et la Suisse ?

— Un seul : le docteur Dominant qui soigne les maladies nerveuses et les neurasthénies.

— Comment a-t-il pu se soustraire à ses clientes aux maux innombrables ?

— Oui, sa clinique est si encombrée qu'il a dû louer un hôtel supplémentaire.

— Il aurait pu louer tous ceux que les délégations occupent. A l'Amérique maintenant.

— Un seul couple, sans me compter.

— Ne vous comptez pas, Ethel. Vous êtes Française, et même de la plus vieille France. Mais vous l'oubliez quelquefois.

— Comment l'oublierais-je, Roger-Bernard ?

— Eh bien ! mais ce soir même, avec votre absurde jeu venu de New-York.

— C'est pour le franciser.

— J'espére que vous n'y parviendrez pas.

Leur discussion sur la *murder-party* allait-elle recommencer ? Un silence, chargé d'un petit orage de grêle, suivit, que brisa le comte avec courtoisie :

— Et votre couple américain ?

— Mr. et Mrs Edgar Hilden. M. Hilden est le correspondant des plus grands journaux des États-Unis. Il est venu à Genève pour les séances de la Société des nations, et il a amené sa nouvelle jeune femme.

— Sa nouvelle jeune femme ?

— Oui, il en est à son troisième divorce.

— C'est une manière d'union libre. Vous avez pensé à votre publicité avec ce journaliste. Ainsi vos crimes traverseront-ils les mers comme hier Costes et Bellonte. Tout cela, chère amie, n'est que du menu fretin. Je suppose que vous me réservez les noms des convives plus reluisants. Passons à la Grande-Bretagne.

— Elle est en effet brillamment représentée. Tout d'abord lord Robert Musgrave.

— Ah ! oui, celui qui fut au Foreign Office le bras droit de Sir Austen Chamberlain. Je le croyais en disgrâce.

— Le ministère MacDonald le voulait disgracier en effet, mais il a dû l'envoyer en mission aux Indes et aujourd'hui il l'envoie à la session de Genève avec M. Henderson.

— Et lady Musgrave ?

— Vous ne savez donc pas qu'elle est à demi folle depuis qu'elle a perdu une délicieuse fille à l'âge de l'adolescence ? Elle communique avec la morte et vit dans un autre monde. J'ai invité M^{me} de Maur, la femme de notre ambassadeur à Berne, — l'ambassadeur ne sera libre qu'après le dîner, — et sa fille Claire, parce que cette charmante jeune fille passe pour être l'amie intime de lord Musgrave qu'elle a connu à l'ambassade de Londres et à la légation du Caire.

— Son amie seulement ?

— Oh ! vous, Roger-Bernard, vous ne croyez pas aux passions platoniques. Songez qu'ils sont séparés par des lieues. J'ai précisément placé Claire de Maur à table à côté de lord Musgrave pour réparer un soir l'injustice de cette séparation.

— Comme vous êtes bonne, vraiment, Ethel, de flatter ainsi les amours illégitimes ! Qu'avez-vous fait encore pour elles ?

— Eh bien ! j'ai mis Sir Brian Daffodil, du bureau de la Coopération intellectuelle, qui est professeur d'histoire de l'art à l'Université d'Oxford et qui a publié un énorme ouvrage sur l'esthétique sociale de John Ruskin, à côté de Mrs Harriett

Rowsell, la romancière anglaise qui s'était mariée à Boston et qui n'a pu supporter les manies de son mari.

— La pauvre femme !

— Elle n'est pas retournée pour autant en Angleterre et vit l'hiver sur la Côte d'Azur, l'été en Suisse ou à Paris. Il paraît qu'ils flirtent depuis trente-trois ans.

— Depuis trente-trois ans ! Alors vous eussiez pu laisser toute la table entre eux.

— Vous ne cessez pas de plaisanter, Roger-Bernard, sur les affaires de cœur. Mais vous ne plaisanterez plus tout à l'heure devant les belles victimes que nous immolerons devant vous.

Le comte de Foix, tout en écoutant sa femme, consulta le cartel qui marquait huit heures et quart. Il entraîna la comtesse sur la terrasse pour interroger la nuit bienveillante où la projection des phares et les appels des klaxons ne manqueraient pas de signaler la venue des convives. La nuit était douce et molle. Des souffles d'air tiède passaient, chargés du parfum des regains fraîchement coupés. Les étoiles étaient reculées par la clarté de la lune qui ne tarderait pas à se lever au-dessus du Salève et percerait le rideau des arbres de Crevin. Au loin, les feux de Genève brillaient plus que le firmament.

— N'est-ce pas, dit-elle à mi-voix, comme impressionnée par la splendeur du ciel nocturne, que nous serons bien dans la clairière ?

— Il y fera peut-être frais plus tard.

— J'ai tout prévu. Une toile nous préservera de tout vent.

— C'est égal : j'eusse préféré la salle à manger,

— Comme vous êtes bourgeois, Roger-Bernard, et que vous manquez donc de fantaisie !

— Si nous revenions, chère amie, à votre liste ? Elle n'est pas épousée.

— En effet. Vous m'avez fait mêler la Grande-Bretagne à la France. Mes invités français seront eux aussi favorisés. J'ai prié M^e Aisery dont le mari est retenu à Genève par un dîner d'affaires important mais qui viendra pour la *murder-party* avec l'ambassadeur de France, M. de Maur, le consul italien à Genève, M. Ferrari, le sous-préfet de Saint-Julien, un homme charmant, dont je ne retrouve pas le nom, et deux secrétaires de la Délégation japonaise, tous conviés à ce

même dîner rival qui est un dîner économique international et décidés à nous rejoindre au plus tôt.

— Que de diplomates de renfort! Et je compte deux nations de plus, l'Italie et le Japon. Vous n'avez pas invité un nègre?

— Vous connaissez, Roger-Bernard, nos préventions américaines.

Le comte de Foix sourit aux préventions américaines. Il préféra revenir aux convives français :

— Aisery, le directeur de notre Compagnie aérienne Paris-Bagdad? Je goûte fort son intelligence, sa hardiesse. Je le rencontre quelquefois au Jockey dont il fait partie. Sa femme, la jolie M^{me} Aisery, toujours si peinte et si élégante dans ses toilettes à la mode de demain, est une des plus exquises femmes de Paris. Vous avez eu là un choix heureux et je vous en félicite.

— Elle ne sera pas votre voisine, et je le regrette pour vous. Car vous aurez à votre droite M^{me} de Maur, et à votre gauche la comtesse Gregory.

— Plaisir austère, mais protocolaire. Comme vous aurez vous-même lord Musgrave à votre droite, et à votre gauche le comte Gregory. Lord Robert Musgrave est un peu majestueux, mais il a gardé beaucoup d'agrément.

— Oui, je l'aurai à ma droite, mais il sera accaparé par M^{me} Claire de Maur.

— Qui ne sera pas à sa place.

— Je lui ai donné un avancement amoureux. A ma gauche je prendrai Pierre Bussy.

— Votre flirt?

— Oui, mon cher vieux flirt de collaboration et d'amitié. Vous n'en prenez pas ombrage?

— Certes non, chère amie. Mais le comte Gregory sera furieux.

— Tant mieux, cette fureur épaissera l'atmosphère criminelle.

— ... Que clarifiera le contentement des couples que vous aurez favorisés.

— Non, l'amour prédispose aux pensées de mort. L'amour et la mort marchent de compagnie, Shakespeare les met côté à côté, et votre Alfred de Musset. Je placerai donc M. d'Aubré, notre secrétaire d'ambassade à Berne, à côté de la pimpante M^{me} Aisery.

— Ah ! vous avez invité M. d'Aubré ?

— Naturellement. On m'assure qu'il l'adore depuis fort longtemps, mais l'on n'est point certain qu'elle ait pour lui plus qu'une tendre amitié.

— Vous me faites rire avec votre tendre amitié, comme s'il y avait autre chose de sérieux entre homme et femme que la recherche du plaisir !

— Ne jouez donc pas au Lauzun, Roger-Bernard. N'est-ce pas qu'il sera bon d'entourer M^{me} Aisery de quelques soins aimables avant de la sacrifier ?

— Qui vous parle de la sacrifier ?

— Mais elle sera notre première victime. Vous la retrouverez dans ma chambre baignée dans son sang.

— Je ne veux pas voir cela.

— Vous êtes chez vous, Roger-Bernard. Vous assisterez à ce spectacle, mais Grace Aisery, — elle s'appelle Grace, un joli nom, — se relèvera au dernier acte pour nous saluer avant de retourner à Genève dans la nuit, en compagnie de son cher mari, et de son sigisbée, M. d'Aubré. Mais que faites-vous donc avec vos doigts ?

Le comte levait, en effet, ses doigts successivement et trois fois répéta ce manège.

— Eh bien ! je compte, chère amie, et j'arrive à treize. Mauvais chiffre, et qui convient à vos desseins criminels. Le treizième est cette délicieuse M^{me} Aisery que vous immolez si légèrement.

— Treize ?

— Parfaitement. Comptez, vous aussi. Lord Robert Musgrave ; M^{me} de Maur et sa fille ; sir Brian Daffodil et Mrs Harriett Rowsell ; Pierre Bussy, votre flirt ; M. d'Aubré, celui de M^{me} Aisery ; le comte Gregory et la comtesse ; Mr. et Mrs Edgar Hilden ; et le professeur Dominant. Total : treize convives. Plus vous, Isabelle et moi : seize. Vous m'aviez parlé d'un dîner de dix-huit couverts.

— Vous oubliez Georges d'Aigues. Vous oubliez toujours Georges d'Aigues. Il sera au bout de la table avec Isabelle, sa fiancée.

— Vous les placez à côté l'un de l'autre ?

— Naturellement.

— Je n'en vois pas la nécessité.

— Comment pouvez-vous parler ainsi, Roger-Bernard ?

Deux fiancés ! Vous n'avez pas de cœur. Je m'en suis déjà aperçue.

— Quelle erreur, Ethel, quelle erreur ! Je supporte mal la présence de cet individu, voilà tout.

— Cet individu, cet individu ! Mais il s'agit de notre futur gendre, un gentilhomme parfait, beau et sportif, diplomate par surcroît, et à qui vous avez vainement cherché des tares.

— Il me déplaît, voilà tout.

— Mais il plaît à Isabelle.

— C'est le malheur.

Comme le comte se penchait au bord de la terrasse, il vit briller les phares d'une automobile débouchant de la route de Genève sur la route nationale d'Annemasse à Saint-Julien qui longe le coteau de Crevin avant d'aborder la pente au village de Bossey :

— Voici, dit-il, la première charrette de vos condamnés. Dans cinq minutes, ils seront là.

Il fallait en effet compter cinq minutes à peine pour achever le circuit et stopper devant la grille du château.

— Eh bien ! convint-il, avec cet individu, cela fait dix-sept. Vous avez le temps de me peindre le dix-huitième.

— Je l'ai gardé pour la bonne bouche. C'est ma trouvaille, et j'ai bien envie de vous en réserver la surprise.

— A votre aise, pourvu que cette surprise ne soit pas trop excentrique.

— Comme vous avez des mots sévères, Roger-Bernard ! Excentrique ! La princesse Falize avait un numéro sensationnel : miss Europe, dont la beauté classique assurait le succès de sa soirée. Connaissez-vous miss Europe ?

— Sans doute : j'ai déjeuné à côté d'elle. On ne la remarquait pas tout d'abord, et puis on ne remarquait plus qu'elle, tant il y avait d'harmonie répandue sur son visage et sur tout son corps. Cependant je la trouvai trop brune à mon gré.

— Oui, vous préférez les épaules blanches. Eh bien ! vous serez servi. Moi aussi, j'aurai mon numéro sensationnel.

— Oh ! un numéro sensationnel pour lequel il n'y a qu'une mauvaise place au bout de la table, si j'ai bien compris votre classement, en face d'Isabelle et de ce M. Georges d'Aigues.

— Évidemment : je ne pouvais le faire passer avant des ambassadeurs et des académiciens. Elle aura pour voisins le

docteur Dominant qui l'observera et Mr. Edgar Hilden qui l'interviewera pour ses journaux d'Amérique.

— C'est donc une femme ?

— Et quelle femme !

— Vous m'inquiétez vraiment, Ethel, vous m'inquiétez. Je redoute vos bizarries et vos fantaisies. Est-elle du moins de notre monde ?

— Vous ne le voudriez pas. Un numéro sensationnel. Elle sera la seconde victime. On la trouvera morte dans la chambre d'Isabelle, couchée sur son lit. Et il faudra deviner : suicide ou assassinat ? Vous devinerez comme les autres invités, cher ami. Vous avez si facilement rétabli ce qui s'était passé à la *murder-party* de lady Howart où vous n'étiez pas !

— Nommez-la moi, je vous en prie.

Les freins d'une automobile grincèrent devant le portail d'entrée. Elle avait dû prendre le virage en vitesse et s'arrêter brusquement.

— Ce n'est peut-être pas la peine. Si c'était elle ! Sûrement elle arrivera la première. Elle ne doit pas encore avoir l'usage du monde. Elle ne joue les princesses qu'au cinéma.

— Une star ?

— Oui.

— Laquelle ?

— La plus célèbre en France.

— Clarisse Villevert ?

— Vous devinez toujours.

— C'est insensé.

— Pourquoi ?

— Je vous le dirai.

Et le comte de Foix, dont le visage venait d'exprimer la plus véhémente colère, s'avança, la bouche fleurie et le sourire d'usage sur les traits, au-devant de la nouvelle venue, de la première venue qui faisait une entrée de théâtre dans une robe en moire rubis avec manteau japonais brodé noir, rouge et or, un peu trop voyante et somptueuse pour une réception à la campagne. Puisqu'elle devait mourir dans une chambre de jeune fille, elle y mourrait en beauté.

— Comme nous sommes heureux de vous recevoir ici, mademoiselle !

La comtesse qui, un instant, avait redouté un éclat de sône

mari, tant elle l'avait vu irrité au seul nom prononcé de Clarisse Villevert, respira devant cet accueil, comme si elle ignorait l'empire qu'il exerçait sur lui-même dès que le reprenait la vie de société. A son tour, elle s'avança vers le numéro sensationnel qui devait assurer le triomphe de sa soirée.

Isabelle, en mousseline de soie vert d'eau et mantelet de panne noire à grand col de renard blanc, ce qui soulignait un peu trop la nuance foncée des épaules et des bras cuits au soleil, resplendissante de jeunesse, les yeux rayonnants et les dents humides éclairant le visage, descendait au même instant. A son tour, elle salua l'étoile et ajouta :

— Mon fiancé, Georges d'Aigues, m'a parlé de vous. Il vous admire beaucoup.

— Ah ! dit Clarisse Villevert avec un mauvais sourire, il vous a parlé de moi ?

Le regard d'Isabelle rencontra alors celui de son père. Elle vit plus loin que sa mère n'avait vu et retrouva au fond des yeux cette inquiétude qu'elle y avait surprise toutes les fois qu'elle avait tenté de lui parler de son fiancé. De quel danger inconnu était-elle le signal dans cette soirée de fête, de fête donnée en l'honneur du crime ?

CONVERSATIONS

Quelques centaines de mètres séparent le château de Crevin de la clairière où Lassalle fut blessé à mort. Ethel de Foix avait raccourci la distance en prenant par les dépendances et par une allée de noyers qui rejoint les bois. Elle avait fait jeter du sable fin sur ce chemin étroit afin qu'il fût doux aux petits souliers de satin qui le fouleraient. Et même elle avait pensé engager une cohorte de paysans savoyards afin de l'éclairer avec des torches au passage du défilé, mais la lune commandée et exacte, se levant au-dessus du Salève, serait le meilleur lampadaire.

Quand tous les invités furent rassemblés, le comte de Foix s'offrit le plaisir de leur montrer la salle à manger vide. Mais personne n'en fut choqué. On s'attendait, en venant, à des aventures extraordinaires : elles commençaient par cet escamotage. Des cocktails furent passés à la ronde avant d'affronter la marche en plein air. Puis la comtesse entraîna ses hôtes

COCKTAILS

Montrachet 1915

Chateau Latour 1918

Corton grand vin 1918

Pommery brut 1911

MENU

Le consommé madrilène
froid ou chaud en tasse.

Les truites sauvages à la nage.

Les médaillons de ris d'veau

Sévignés

Les perdreaux rotis sur canapé

Bread sauce.

Pommes chipp.

La salade mimosa.

La bombe Hélène.

Les fruits au Porto.

PROTOCOLE

M. "Riverry

M. J. Guillet

C. "Gregory

C. "de Goux

M. "de Maur

C. "de Goux

M. "Hilden

• Georges d'Aigues

• Isabelle

• M. "Daffordin

• M. Hilden

Clarisse Villevert

• M. "Dominant

dans le lieu symbolique qu'elle avait choisi à cause de son romanesque sanglant. Elle prit la tête du cortège, avec M^{me} de Maur, la femme de notre ambassadeur à Berne, qui eût préféré un endroit clos à cause de ses rhumatismes menaçants et de ses goûts casaniers, et la comtesse Gregory qui, peu sûre de ses manières, s'efforçait de copier celles des grandes dames et ne manquait pas de les exagérer. Mais, peu à peu, sous la clarté bienveillante de la lune, — bienveillante parce qu'elle est mesurée, — les couples s'égrenaient derrière elle, selon les affinités électives comme elle disait pour avoir mal lu Goethe, et selon ses prévisions mêmes pour les places à table, contrariées toutefois là et là par des rencontres habiles ou maladroites.

Claire de Maur, toute en blanc, robe de crêpe gorgette et manteau de panne blanc garni d'hermine, blonde par teinture plus que par nature, blanche et rose avec des pâtes et des fards, mais gracieuse au delà de toute expression avec ses beaux yeux bruns veloutés aux longs cils chargés de mélancolique langueur, s'était rapprochée sans hésiter de lord Robert Musgrave visiblement troublé dès son apparition :

— Oh ! lui dit-elle, vous revoir, après si longtemps !

— Petite Claire, protesta l'homme d'État anglais, quand ~~serez-vous~~ raisonnable, et n'oublierez-vous plus mon âge ?

— Ne parlez jamais de votre âge, Robert. Soyez vous-même ce soir, je vous en prie, vous-même et non pas un autre.

— Il est si difficile et si dangereux d'être soi-même !

— Eh bien ! acceptez le danger.

— Pour moi, je l'accepterais, mais pour vous...

— Moi, je n'ai pas peur.

Ils n'avaient pas prévu la délicatesse d'Ethel de Foix qui les plaçait l'un à côté de l'autre au mépris du protocole.

Sir Brian Daffodil qui, en pieux disciple de John Ruskin, pratique le culte exclusif de la beauté et qui tient, disait-il, son nom de fleur d'ancêtres versés dans l'art des jardins, tâchait au contraire de se soustraire à la poursuite quasi éternelle de Mrs Harriett Rowsell pour courtiser, à sa manière étrangère et féline, l'élégante Mrs Hilden en robe de tulle noir bordée de velours et paletot turquoise, et lui décocher des compliments dont la poésie recouvrerait à peine la vivacité.

M. d'Aubré, secrétaire d'ambassade, s'attachait aux pas de la pimpante M^m Aisery, dont la taille allongée se paraît à mer-

veille d'une toilette de mousseline à pavots jaunes et noirs et couvrait ses laiteuses épaules d'un manteau jaune à col de lynx. Elle passe pour l'une des plus raffinées coquettes de Paris, sans qu'on ait jamais pu lui attribuer une liaison avec certitude. On a beaucoup parlé, précisément, des assiduités de M. d'Aubré, mais il sait, lui, à quoi s'en tenir et déplore que les bruits publics n'aient pas plus de consistance.

— Vous savez, Grace, — Dieu ! que j'aime votre nom !

— Mon nom seulement ?

— Faut-il vous dire ? ...

— Pas maintenant.

— Dans cette comédie que nous jouons ce soir ...

— Vous appelez ça une comédie !

— Tragédie, si vous préférez.

— Je ne préfère pas, mais j'y meurs, et même j'y meurs assassinée. Sans savoir par qui. Peut-être par vous.

— Ah ! non. Je ne pourrai jamais me résigner à vous voir mourir. D'autant plus que, d'après le scénario, je suis votre amant.

— Ne vous vantez pas : mon futur mari, parce que, — toujours dans le scénario, — je divorce.

— Divorcez dans la réalité.

Elle le regarda bien en face :

— Vous savez bien que j'aime mon mari.

— Et moi ?

Elle rit, et son rire clair sonna sous la lune :

— Vous aussi. Beaucoup.

La star célèbre, théâtrale dans sa robe grenat, avait manœuvré pour isoler d'Isabelle Georges d'Aigues. Mais elle avait peine à contenir sa voix courroucée et il scandait leur dialogue de : *Plus bas, on nous entend.*

— Tu ne t'attendais pas à me voir ici, Georges ?

— Naturellement.

— Si tu l'avais su, tu ne serais pas venu.

— Certes non.

— Ah ! le secret a été bien gardé. La comtesse de Foix me l'avait demandé.

— Mais que venez-vous faire ici ?

— Un numéro. Une morte. J'ai accepté pour la voir.

— Qui ?

— Ta fiancée, parbleu !

— Chut !

— Elle ne répond pas du tout au portrait que tu m'en avais fait.

— Mais si !

— Tu m'as menti, une fois de plus. Elle est mince et musclée, elle est fraîche, elle plaît aux hommes.

— Mais non.

— Je te dis que si. Tu ne l'épouseras pas.

— Voyons, Clarisse, vous savez bien nos conventions.

— Oui, mais elle devait être laide et elle ne l'est pas.

Georges d'Aigues n'était pas inquiet sur le couple qui les précédait. Un couple qui s'est choisi n'entend pas les propos des autres. Mais il se retourna pour voir qui les suivait. Un groupe de quatre hommes se pressait sur le chemin étroit : Edgar Hilden prenait trois interviews à la fois pour ses journaux d'Amérique. On ne perd pas son temps dans le monde, dans le Nouveau Monde. Il réclamait à Pierre Bussy, l'académicien, son avis sur l'art dramatique en France depuis la guerre et sur l'avenir du cinéma. Puis il se tournait avec un sourire aimable vers le comte Gregory, comme s'il ressentait une curiosité immoderée des affaires d'Albanie que les États-Unis avaient le tort immense de trop ignorer. Sur quoi il interrogeait le professeur Dominant sur les maladies nerveuses et l'écoulait pourfendre les théories freudiennes dans leurs exagérations érotiques.

Le comte de Foix fermait la marche avec sa fille. Il épanchait sa mauvaise humeur qu'il dissimulait si habilement en société :

— Quelle idée de nous emmener dans cette clairière ! Et ce jeu américain où l'on simule des assassinats ! Et cette star qu'on invite comme pour une représentation !

— Clarisse Villevert. Une célébrité, papa.

— On se renseigne sur les célébrités. Celle-ci, qui ne cherche que le succès et la fortune, et qui les cherche sans arrêt ni pitié, est la fille d'une blanchisseuse et d'un métèque. Elle n'a ni instruction ni usage.

— Mais elle est belle. Pourquoi, papa, cette sévérité ? vous qui êtes toujours si indulgent ! Il m'a semblé tout à l'heure que vous aviez de la tristesse.

- Moi ? non. J'aime beaucoup ma petite Isabelle et je la voudrais heureuse.
- Je le suis tant !
- Vraiment ?
- Oui, vraiment, papa. Il ne faut pas me gâter ma joie dans cette belle nuit de fête. Vous surtout.
- Pourquoi moi surtout ?
- Parce que vous savez bien mon affection, mon... mon admiration.
- Oh ! non, pas d'admiration, petite. Les hommes ne sont jamais admirables, ou si rarement, et par intermittences. Va vite rejoindre M. d'Aigues puisqu'il en est ainsi. Mais où est-il ?
- En avant.
- Pourquoi ne t'a-t-il pas attendue ?
- J'étais avec vous. Il vous redoute instinctivement. Vous ne cherchez pas à l'attirer. Promettez-moi...
- Mais oui. Va le rejoindre. Il est devant le groupe de ces messieurs. Avec qui est-il ?
- Avec l'étoile.
- Il dut retenir sa fille qui avait buté contre une borne.
- Ah ! murmura-t-il, tu as heurté la pierre de l'inscription.
- Quelle inscription ?
- Celle de la mort de Lassalle.

HENRY BORDEAUX.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

NOS GRANDES ÉCOLES

XXIII⁽¹⁾

SAUMUR

Saumur n'est qu'une toute petite ville de la province française. Groupée autour de son vieux château, elle étale ses maisons blanches et grises et ses jardins entre la vaste Loire et le Thouet au cours riant et sinueux.

Les paysages qui l'encadrent ont cette grâce et cette noblesse qui font de l'Anjou une des plus douces, une des plus aimables provinces de France. Saumur semble posée là pour connaître un bonheur intime et sans fracas : simple halte pour touristes désireux de voir en passant sa forteresse du xv^e siècle, de goûter la bonne chère de ses auberges et la saveur ambrée de ses vins. Tout cela, capable de faire à la ville une honnête réputation, ne saurait lui assurer une véritable célébrité. Et pourtant son nom a un rayonnement et un prestige universels.

C'est que Saumur possède une école de cavalerie et que cette école de cavalerie est la première du monde.

Renommée légitime s'il en fut, mais renommée fondée souvent sur une méconnaissance absolue de ce qu'est l'École à l'heure actuelle. Bien rares, en effet, sont les privilégiés qui, pénétrant jusqu'à elle, purent juger des réformes accomplies depuis la guerre et des immenses progrès réalisés. Beaucoup ne la connaissent que par son admirable passé. D'autres, même chez nous, s'appuient pour la juger sur des appréciations frag-

(1) Voyez la *Revue*, 1^{er} février 1926 — 1^{er} août 1930.

mentaires ou erronées. Saumur leur apparaît dans un brouillard doré, tantôt comme une sorte de temple érigé au culte du cheval, tantôt comme une très vieille académie pratiquant avec obstination un art élégant et désuet. Ils l'imagineraient presque enfermée derrière une triple porte d'airain pour interdire son cénacle à toute idée de progrès, à tout effort utile et fructueux, à toute science étrangère à la chose équestre. Quelle formidable erreur!

La vérité est celle-ci. De toutes les écoles militaires françaises, Saumur est peut-être celle qui a mis le plus d'audace à renverser les anciennes barrières et à pousser de l'avant, sans pour cela rien abandonner d'une tradition admirable et séculaire. Elle a su s'épanouir, s'élever vers des cimes nouvelles, tout en conservant de son origine les vertus à l'épreuve. Celles-ci, loin de ralentir son essor, lui ont fourni une base inébranlable d'où elle a pris son élan et elles lui apportent chaque jour une vigueur renouvelée. Telle est la raison pour laquelle notre grande école de cavalerie mérite la gratitude de tous les Français.

En effet, quiconque, dans la cavalerie, est appelé à porter l'épaulette, reçoit obligatoirement sa formation morale et militaire à l'École de Saumur. Celle-ci reçoit indistinctement :

Les *élèves-officiers de réserve*, pris parmi les hommes de troupe sortant des grandes Écoles civiles ou ayant satisfait à un examen spécial; ces élèves subissent en fin de cours un nouvel examen à la suite duquel ils peuvent être nommés sous-lieutenants de réserve;

Les *sous-officiers de l'armée active* ayant satisfait à des examens spéciaux qui ont lieu chaque année à la même époque; ces sous-officiers sont dits *élèves-officiers de l'active* et accomplissent une première année d'École en cette qualité : à la suite d'un examen passé à la fin de cette première année, ils sont nommés *sous-lieutenants* et suivent, avec ce grade, une deuxième année d'instruction à l'École;

Les *sous-lieutenants* nommés dans la cavalerie à leur sortie de Saint-Cyr; ces sous-lieutenants suivent un cours d'une année à Saumur; de même que les sous-lieutenants venant des élèves-officiers de l'active, ils subissent un examen de fin de cours et, par ordre de mérite, sont affectés à des unités de cavalerie;

Des *lieutenants dits d'instruction*, pris parmi les lieutenants

de cavalerie susceptibles d'être proposés « au choix » pour le grade supérieur; ces officiers, en fin de cours, obtiennent une « mention » : les lieutenants très bien notés à la suite de ce cours sont généralement mis au tableau d'avancement dans un délai assez court;

Des *chefs d'escadrons*, promus au choix et désignés par le ministre, qui viennent accomplir un stage d'information de deux à trois semaines.

LE GLORIEUX PASSÉ

Saumur ne renie rien de son passé cavalier. Celui-ci est inscrit dans son destin et dans son histoire depuis les temps les plus reculés. N'est-ce-pas à Saumur que, dès le xi^e siècle, Geoffroy de Preuilly composa le premier traité codifiant les règles et usages des tournois? Maintes fois, sous les murs du château, les seigneurs du pays se mesurèrent entre eux en des joutes pleines de magnificence.

Mais il y a mieux. C'est à Saumur que s'ouvrit au xvi^e siècle la première véritable académie d'équitation française sous les auspices de Duplessis-Mornay, le conseiller de Henri IV. Elle était dirigée alors par M. de Saint-Vual et s'inspirait des principes de M. de Pluvinel, l'écuyer de Henri III. Sa réputation devint bientôt si éclatante qu'elle dépassa les limites du royaume. De tous les pays d'Europe accourut une jeunesse riche et turbulente, avide de connaître une nouvelle méthode d'équitation qui, pour la première fois, conseillait la douceur dans le dressage des chevaux : « Si le cheval est impatient, méchant et colère, il faut se donner garde de le battre, pourvu qu'il aille en avant. »

Mais si elle désirait s'instruire, cette jeunesse avait un besoin forcené de plaisir. De cette époque date la prospérité de la ville. Les Saumurois s'accoutumèrent à trouver dans les largesses de leurs élèves-cavaliers une source inépuisable de fortune. Ils en profitèrent avec usure et considérèrent désormais le bien-être de leur cité comme indissolublement lié au développement de l'art équestre. Les rares moments où, par suite de la misère des temps, celui-ci leur échappa, ils maudirent cette éclipse comme une calamité publique et crièrent à l'injustice.

Cette prospérité atteignit son apogée quand, en 1763, le

corps des carabiniers de Monsieur vint tenir garnison à Saumur. Il était commandé par le marquis de Poyanne, lequel, si l'on peut dire, posa la première pierre de notre École de cavalerie en faisant construire le manège des carabiniers. Celui-ci, en effet, n'est autre que l'actuel manège des Écuyers.

Au marquis de Poyanne revient un honneur incontestable : celui d'avoir commandé la première en date de nos écoles militaires de cavalerie. Le duc de Choiseul, il est vrai, quand il décida la création de cette école à Saumur, ordonna du même coup celle de quatre écoles semblables à Douai, Cambrai, Metz et Besançon. Mais le prestige de l'enseignement équestre donné par les carabiniers de Monsieur fut bientôt tel que les sœurs pauvres de Saumur disparurent très rapidement. Le lieutenant général marquis de Poyanne resta à la tête de la seule école de cavalerie du royaume.

Elle disparut à la veille de la Révolution et ne fut rétablie qu'en 1814, pour peu de temps d'ailleurs. La conspiration du général Berton, où quelques sous-officiers élèves se trouvaient compromis, amena sa dissolution. L'École ressuscita en 1823 sous le titre d'*École royale de Cavalerie*.

Son premier commandant fut le général marquis Oudinot, un des plus remarquables chefs de cavalerie de l'époque, celui auquel on doit la première organisation sérieuse de l'École. Celle-ci ne fut plus seulement une académie d'équitation, mais une école d'application où l'on s'attacha à la formation militaire des officiers. C'est sous son commandement que fut donné, en 1828, devant la duchesse de Berry, le premier carrousel de Saumur. Il eut un succès tellement extraordinaire qu'il entra dans la tradition de l'École et est, chaque année, comme le couronnement des études de chaque promotion : tel le Triomphe à Saint-Cyr.

Après le général Oudinot, notons parmi les plus célèbres commandants de l'École, les généraux de Brack (1838-1840), l'auteur des fameux *Avant-Postes de Cavalerie légère*, bréviaire de tout cavalier ; de Rochefort (1852-1859) et L'Hotte (1875-1880), lui-même ancien écuyer en chef et promoteur du remarquable *Règlement de cavalerie* de 1876.

Pendant la même période, l'École eut comme écuyers en chef les cavaliers les plus considérables du siècle. Notons parmi eux le commandant Rousselet (1838-1841), vétéran des

guerres de l'Empire, qui montait les chevaux les plus difficiles en leur passant, en guise de mors, un simple fil de soie dans la bouche. Le comte d'Aure (1847-1853), le plus grand écuyer de son temps, auquel revient l'honneur d'avoir introduit à Saumur la véritable équitation d'extérieur ; ennemi de l'équitation savante pour les officiers, bien que la pratiquant lui-même et l'enseignant au besoin, il résumait sa doctrine par ses mots : *En avant ! Toujours en avant ! Et encore en avant !...* Avec lui le galop dans les landes et le saut d'obstacles étaient les exercices équestres de tous les jours. Nommons encore le commandant L'Hotte, ancien élève de Baucher et du comte d'Aure et qui avait su prendre aux méthodes de ces deux maîtres rivaux le meilleur de leurs principes ; on parle encore à Saint-Cyr et à Saumur des merveilles d'équitation qu'il accomplit avec ses deux chevaux *Zégris* et *Sicambre*.

Sans cesse, l'École alla se perfectionnant, tant au point de vue de l'instruction militaire qu'à celui de l'enseignement équestre. C'est à elle, on peut le dire, que la France a dû sa magnifique cavalerie de 1914, celle qui devait si vaillamment remplir son rôle au cours de la dernière guerre.

Elle a prouvé, cette guerre, l'excellence des méthodes employées à Saumur non seulement pour former de bons officiers, mais pour créer en eux l'*esprit cavalier* ; elle a montré que cet esprit, on peut dire cette flamme, survit à toutes les vicissitudes, à tous les changements, à toutes les adaptations et que ses effets étaient incomparables.

Sans doute, on ne formait alors à Saumur que des cavaliers « à cheval », et pour cause. Nul ne supposait alors, même chez nos ennemis, qu'un cavalier pût aller autrement au combat ; mais cela n'empêchait pas l'enseignement de l'École d'être déjà largement ouvert au progrès.

Cavalier d'extérieur et de manège, sabreur, lancier, tout cela l'officier sortant de Saumur l'était à la perfection, tant comme instructeur que comme exécutant. Pourquoi s'en étonner ? Les premiers contacts avec l'ennemi ne devaient-ils pas se faire de cavalerie à cavalerie, l'épée à la main et les yeux dans les yeux ? Ne fallait-il pas que nos reconnaissances, nos détachements de découverte, nos patrouilles fussent à même d'en découdre victorieusement avec un adversaire pareillement monté et armé ? Nos divisions de cavalerie n'avaient

elles pas l'espoir d'affronter avec gloire les divisions de la découverte allemande ? Pour cela, il fallait à nos officiers une foi entière en eux-mêmes et, cette foi, ils l'avaient. Pareils à leurs grands ancêtres, les Murat, les Lasalle, les Montbrun, les Kellermann, et tant d'autres, ils affirmaient avec éclat le goût et la force de notre race pour les luttes chevaleresques à l'arme blanche.

La cavalerie française de 1914 était un outil incomparable. Si elle n'eut pas le bonheur de rencontrer son ennemie, la cavalerie allemande, autrement que dans des combats partiels, c'est que celle-ci se refusa toujours à tenter sa chance. Partout où nos cavaliers trouvèrent devant leurs sabres les sabres allemands, l'allant, l'enthousiasme, la vigueur dont ils firent preuve leur acquirent un ascendant tel que leurs adversaires, bien vite, préférèrent la ruse, l'embuscade, la retraite à l'abri des mitrailleuses, au choc d'homme contre homme, à la joute royale. Saumur, par son enseignement, avait voulu cette supériorité. Le résultat fut en rapport avec ses efforts et il ne fait pas de doute que, dans l'avenir, le même but doit être poursuivi. Seuls, les moyens auront changé.

Mais on aurait tort de croire que là se bornait son enseignement. Déjà elle prévoyait l'importance énorme qu'aurait pour la cavalerie l'utilisation des feux. L'instruction du tir y était poussée à fond et chaque année tous les élèves étaient emmenés sur des terrains de circonstance où ils exécutaient des tirs de guerre réels. On y enseignait également l'emploi de la mitrailleuse, qui commençait à peine à faire son apparition dans la cavalerie. Depuis 1904 surtout, grâce à l'impulsion vigoureuse donnée par le général Dubois, l'instruction tactique y était donnée à un degré remarquable pour l'époque. Nous entendons par tactique non pas seulement celle de l'arme, élément indispensable, mais aussi celles de l'infanterie, de l'artillerie, du génie ; et cette instruction était confiée, sous l'impulsion du directeur des études, à une pléiade d'officiers remarquables, choisis dans les armes préciliées.

Tous les cavaliers qui ont passé par Saumur dans les dix années précédant la guerre ne se souviennent pas sans émotion de cette période de leur vie militaire. Elle aura laissé dans leur existence comme une clarté ineffaçable. Ils avaient conscience d'y recevoir une instruction lourde de fruits pour l'avenir.

Certes, tout n'était pas rose dans cette vie de labeur et on y était mené rudement. Ah ! cette traversée du Chardonnet, les matins d'hiver, dans la nuit noire !... Au loin les quinques des manèges Kellermann et Lasalle mettaient leurs tâches rougeâtres. Grelottant, souvent le ventre creux, butant sur les aspérités du sol gelé, nous courions vers elles comme vers des phares chargés de nous guider vers la première séance équestre de la journée. Des premières heures de la matinée jusqu'à la chute du jour, souvent après, c'était une succession ininterrompue d'efforts physiques, la plupart violents, entrecoupés de théories ou de séances d'instruction générale. Manège, conférence, exercice militaire à pied et à cheval, escrime, service en campagne, dressage, instruction technique, reprise de carrière, tout cela formait une chaîne sans fin qui, au terme de la journée, laissait l'élève rompu.

Rompu, mais joyeux. Ce qui dominait en nous, c'était une bonne humeur incessante et planant sur les plus durs instants, une allégresse, une foi dans le lendemain auxquelles se mêlait une sorte de malice. Chacun, en effet, tout en puisant le suc nourricier de l'admirable enseignement donné à l'École, savait en faire ressortir le côté singulier ou comique et en tirer motif à rire. La blague voisinait à chaque instant avec la farouche volonté de se perfectionner dans toutes les connaissances militaires et équestres et de ce mélange du sévère et du cocasse naissait un entrain admirablement français et cavalier. Ah ! les belles journées ! Aucun de ceux qui furent élèves à l'École pendant ces radieuses années ne me contredira.

LES LEÇONS DE LA GUERRE

Avant la guerre et grâce à Saumur, la cavalerie était la seule arme poursuivant l'instruction de ses officiers au cours de leur carrière. Comme sous-lieutenants sortant de Saint-Cyr, ils y faisaient une année d'école d'application ; six ou sept ans après ils pouvaient y revenir pour suivre le cours des lieutenants d'instruction ; enfin, comme chefs d'escadrons, ils y prenaient part à un cours tactique et technique de deux mois.

L'excellence de cette méthode est inscrite dans les faits. Non seulement notre cavalerie, dirigée à tous les échelons par des chefs formés à Saumur, sut remplir à la perfection ses deux

principales missions, *couvrir et renseigner*, mais elle a fait mieux. Il convient d'attirer l'attention sur cette particularité trop peu connue : sur les six mille officiers comptant dans ses rangs à la mobilisation, elle en a donné près de cinq mille à l'infanterie, à l'aviation, aux états-majors. Deux mille cent vingt-huit tombèrent au champ d'honneur. Partout où ils servirent, ce fut avec une compréhension immédiate de leurs nouveaux devoirs, une adaptation miraculeuse aux méthodes de combat de leur nouvelle arme. Toujours, dans cette situation si différente de leur origine, ils conservèrent avec ferveur l'*esprit cavalier* et cet esprit fit merveille. Le témoignage des chefs qui les ont employés est là pour l'attester.

Comment trouver une preuve plus décisive de l'admirable formation qu'ils avaient reçue à Saumur ?

Est-ce à dire que, tout étant pour le mieux dans la meilleure des écoles, il n'y avait, la guerre finie, qu'à repartir d'un pas tranquille sur une route si bien tracée ? Cette solution eût pu tenter des chefs moins soucieux de l'avenir de leur arme et possédant une foi moins solide dans son utilité. Ils ne craignirent pas de donner à la doctrine de l'École une orientation toute différente et, par là, chargée d'inconnues redoutables.

Bien caractéristique est, à ce point de vue, le choix qui fut fait des généraux chargés de remettre en mouvement, à la paix, le formidable mécanisme de l'École. Tous trois, après avoir enseigné avant 1914, à des titres divers, l'emploi de leur arme et avoir combattu dans ses rangs au début de la campagne, ont commandé par la suite, soit un de ces héroïques régiments de cuirassiers à pied dont le maréchal Fayolle a dit : « Je n'ai pas connu de troupe d'infanterie plus ardente et plus opiniâtre », soit des unités de chasseurs à pied, soit un régiment d'infanterie. Ces désignations montrent par elles-mêmes la volonté de ne pas suivre nonchalamment les sentiers battus ; elles montrent en même temps la résolution de conserver du passé tout ce qu'il avait d'excellent.

Tradition et progrès, telle est la double consigne que se passent de l'un à l'autre les généraux commandant à Saumur. Strictement appliquée, elle a bouleversé la physionomie extérieure de l'École.

Un voyageur qui l'aurait visitée en 1914, et y reviendrait aujourd'hui, ne la reconnaîtrait plus. Sur le Chardonnet, vaste

quadrilatère situé en face des bâtiments de l'École et où évoquaient autrefois, en reprises souples et élégantes ou en pelotons armés, une multitude de cavaliers, officiers ou élèves-officiers, aujourd'hui le cheval a presque disparu. Certes, celui-ci est plus que jamais à l'honneur, et les magnifiques écuries de l'École en contiennent encore plus de treize cents modèles dont aucun, on peut le dire, ne passe sa journée sans fournir un rude labeur. Mais ils n'apparaissent guère aux abords du Chardonnet que pour pénétrer dans les manèges. Ils s'éloignent plutôt vers la campagne, en vue d'exercices militaires, ou vers les terrains d'obstacles et de manœuvre de Verrie et du Breil.

Ici, autour de l'École, ce ne sont que bruits de moteurs en marche. La machine, en apparence, s'est substituée au cheval. De toutes parts, camions automobiles, voitures de tourisme, motocyclettes, auto-mitrailleuses sont en mouvement. Si le visiteur prête l'oreille, il entend, par-dessus le fracas des machines, au loin, du côté de Terrefort, un crépitement de fusillade ou de mitrailleuses, des éclatements de grenades ou de canon de 37. S'il lève la tête, il aperçoit dans le ciel un avion venu de Tours qui survole des équipes occupées à étendre à terre des panneaux de signalisation, ou à manipuler des postes de radio. Ailleurs, il découvrira une brigade opérant des levés topographiques...

Jadis, l'officier ou l'élève-officier, du lever du soleil jusqu'à six heures du soir, apparaissait dans un uniforme impeccable : tunique de son régiment, culotte noire distinctive de l'École, bottes à l'écuyère. Aujourd'hui, on le voit au travail sous les apparences les plus inattendues. A sa traditionnelle tenue de cheval se substituent tantôt une combinaison de mécanicien pour conduire ou démonter un engin automobile, tantôt un costume de sport pour aller s'entraîner au stade.

En vérité, notre visiteur ne s'y reconnaîtrait plus.

C'est que les leçons de la guerre ont totalement transformé Saumur dans son programme et dans ses méthodes.

DE LA MOTORISATION

Au lendemain de la guerre, des discussions passionnées s'élevèrent au sujet de la cavalerie. Certains de ses adversaires, troussant leurs manches et prenant un balai, décidèrent même

sa disparition immédiate. La solution était commode et surtout rapide. Elle dispensait d'étude, de raisonnement, d'expérimentation. Cette galéjade eut cela d'excellent qu'elle montra, au premier examen, l'impossibilité absolue où l'on était de la réaliser. Supprimez le cavalier, vous ne supprimez pas du même coup ses missions multiples et essentielles. Qui donc, dès lors, mettrez-vous à sa place? Cherchez bien. Vous ne trouverez personne.

Il y a bien l'aviation, en ce qui concerne la recherche des renseignements. Sans doute. Mais si, dans ce cas spécial, elle peut et doit aider la cavalerie, elle ne saurait se substituer à elle. Les maisons, les arbres, les forêts ou simplement la brume et la pluie rendent son action précaire. Un aviateur ne peut jamais dire avec certitude : « Telle région est vide d'ennemis. » La cavalerie, de son côté, peut se heurter à des forces très supérieures lui barrant la route et l'empêchant de remplir sa mission. Elle passe alors la main à l'aviation.

Les deux armes ne sont pas rivales. Elles sont sœurs jumelles et inséparables.

La puissance du feu, dans la bataille moderne, semblait, il est vrai, avoir interdit pour toujours à la cavalerie le front des armées. Fausse apparence, régulièrement démentie d'ailleurs par l'histoire. A chaque apparition sur le champ de bataille d'un matériel de feu plus puissant, la cavalerie, arme souple par excellence, a réagi d'abord en adaptant ses formations et ses modes d'action à la situation nouvelle. Elle s'est, en outre, emparée à son tour des moyens de feux qu'elle trouvait devant elle, et elle est devenue ce qu'on pourrait appeler « l'arme-transport rapide de feux ».

Avec la dernière guerre, cette loi s'est trouvée vérifiée une fois de plus. Les progrès du matériel n'ayant nullement modifié les missions de la cavalerie, à mesure que ce matériel voyait le jour ou se perfectionnait, elle le réclamait et l'adaptait à ses besoins de rapidité, de légèreté, de fluidité. C'est cette adaptation qui a donné naissance aux nouveaux engins et aux nouvelles formations introduites dans l'arme : auto-mitrailleuses-canons sur route et bientôt « tous-terrains »; unités de dragons portés sur autos « tous-terrains »; motocyclettes-sidecar également « tous-terrains » et armées de fusils-mitrailleurs et de mitrailleuses; autos (sur route ou « tous-terrains ») indis-

pensables pour le transport d'un ravitaillement en munitions sans cesse plus exigeant.

Tous ces matériels viennent renforcer, prolonger, compléter l'action des éléments de cavalerie. C'est ce qu'on a appelé la « motorisation partielle de la cavalerie ».

Mais, envers et contre tous, le cheval demeure encore, à l'heure actuelle, le moyen de transport individuel idéal ; compagnon intelligent et dressé, il fait corps avec son cavalier et complète le combattant.

Dans quelle proportion doit-on le mélanger aux engins automobiles ? Ce dosage est particulièrement délicat. Il convient de ne le fixer qu'après mûre expérience, expérience qui n'est pas seulement fonction des nécessités militaires, mais aussi, hélas ! des possibilités financières.

L'ESPRIT CAVALIER

Tout ce que nous venons de dire semble nous éloigner de Saumur ; il nous y mène au contraire, car, à cet immense bouleversement survenu dans la cavalerie d'avant-guerre, correspond la transformation apportée à l'enseignement et à l'organisation de l'École.

Il est facile de concevoir à quelles lourdes difficultés se heurtent les hommes chargés d'établir la doctrine de la cavalerie nouvelle et de l'enseigner. Comment définir l'emploi d'un mécanisme bien vivant, mais encore incomplètement formé ? Comment donner des directives fermes dans une période où tout n'est encore que tâtonnements, recherches, expériences, continuelle transformation ?

Et cependant cette doctrine existe. Elle repose sur la consigne formelle donnée par le Général Inspecteur de la Cavalerie : « conserver avant tout et à tout prix *l'esprit cavalier* ».

Cet esprit n'est pas né en un jour, par ordre et sur une définition donnée. Il est le fruit d'une sorte de génération, lente et spontanée, l'aboutissement d'une multitude de petits faits, de volontés imperceptibles, de traditions et de formations spirituelles accumulées depuis des générations. Il existe, mais ne s'acquiert pas dans les livres. Il ne pénètre l'élève que lorsque celui-ci le sollicite par cette réalisation essentielle : *la pratique intense du cheval*.

Le sport équestre, il est vrai, doit être complété de nos jours, pour un officier de cavalerie, par la pratique non moins vigoureuse des autres sports. Tous sont, à cet effet, enseignés à Saumur; et l'élève de l'École, au lieu de se spécialiser comme jadis, emploie une partie de sa journée aux jeux du stade et de l'autodrome. En particulier, il doit pouvoir, au volant d'une voiture de course, réaliser des prouesses comparables à celles qu'il accomplit sur les hippodromes.

Mais c'est en dressant le cheval, en le montant sur l'obstacle, en en faisant le compagnon de tous les instants et comme l'ombre de lui-même, qu'il sent progressivement sourdre et s'affirmer dans son âme les vertus qui sont le propre de l'esprit cavalier, la *volonté* et l'*audace*.

Nul ne sait, s'il n'a pratiqué lui-même l'équitation sous toutes ses formes, la somme de persévérance, de calme, de patience, de sévérité tempérée de douceur dont fait preuve le cavalier pour arriver à briser les résistances du cheval, à en faire un serviteur soumis, joyeux, prêt à tout. Un mouvement maladroit, une indication fausse, une brutalité involontaire, et tous les efforts précédents sont annihilés, toutes les leçons données et apprises, à recommencer. Pendant des jours, des mois et des années, c'est une lutte continue entre l'homme et l'animal, car ce dernier a toujours quelque chose à apprendre, à perfectionner. Aucun labeur ne peut être comparé à celui-là comme exercice permanent de la volonté.

Mais la pratique du cheval est aussi génératrice d'audace. Qui n'a pas le goût du risque ne sera jamais en selle le sportif vigoureux, sûr de lui et maître de sa monture que doit être tout officier de cavalerie. Être cavalier, c'est ignorer le danger, c'est ne jamais reculer devant un obstacle, quel qu'il soit, c'est y aller gairement, en se jouant et tout droit. L'élève ne parvient pas à cette volonté et à cette audace du premier coup. L'une et l'autre ne s'acquièrent que par un labeur constant et, si l'on peut dire, forcené.

Ni la chaleur, ni le froid, ni la pluie ne peuvent légitimer le moindre renoncement. Rien de mieux, pour tremper les caractères, que la poursuite de ce but avec obstination, que l'accumulation et la progression des efforts, que le refus d'accepter un échec.

L'esprit cavalier ne doit pas être seulement l'apanage du

chef. Celui-ci, lentement, patiemment, obstinément, le fera pénétrer dans l'âme de ses hommes. Officiers et simples cavaliers ont à utiliser le même outil, à vaincre, pour en obtenir le rendement maximum, les mêmes difficultés. C'est là qu'intervient précisément la supériorité des premiers sur l'ignorance, le balbutiement, puis la demi-assurance des seconds. Toujours en avant, donnant sans cesse l'exemple, l'officier affirme en toute occasion ses qualités d'écuyer ; du premier jour il s'impose à sa troupe comme s'impose tout homme capable d'accomplir des prouesses interdites à la masse. C'est ce qui constitue son *prestige* et lui facilite grandement sa tâche de chef. Il lui confère une sorte de rayonnement, de domination physique et morale, dont les officiers des autres armes ne possèdent pas les moyens. Grâce à lui la cavalerie, qui est l'arme où les punitions sont le plus rarement employées, est celle où la discipline est la plus stricte, la plus facilement consentie.

L'ENSEIGNEMENT ACTUEL

Aussi, monte-t-on beaucoup à cheval à Saumur ; on y pratique l'équitation « vigoureuse et hardie » autant qu'avant la guerre : cela malgré les nombreuses matières nouvelles dans lesquelles les élèves sont obligés de s'instruire. Chaque jour, sous la direction des écuyers, ils vont à Verrie ou au Breil s'adonner à l'équitation d'extérieur, franchir des obstacles, galoper dans les landes ; ou bien ils se rendent au manège et y apprennent les principes de cette admirable équitation française dont l'École de Saumur est l'initiatrice et la dépositaire. Chaque jour ils montent le jeune cheval qu'on leur a donné à dresser et, pour aller aux exercices militaires, leur cheval d'armes. Ils s'entraînent aux courses, au concours hippique, au polo, non point comme à des jeux sans utilité pratique, mais comme à autant de sports capables de développer l'énergie, l'audace, le coup d'œil, le sang-froid, la volonté dont ils auront besoin plus que tout autre à la guerre.

Mais l'instruction équestre n'est pas la seule base de la formation militaire des officiers de cavalerie, car, nous l'avons vu, il s'y ajoute depuis quelques années l'instruction automobile. L'une et l'autre de ces branches de l'enseignement doivent

être également possédées à fond par chaque officier ou futur officier. Pouvoir les enseigner, les pratiquer et commander indistinctement les différentes unités de l'arme, hippomobiles ou automobiles, tel est le but poursuivi actuellement à Saumur.

Conduite et utilisation à des fins militaires de tous les engins mécaniques; transport en toutes circonstances d'une troupe à cheval ou sur engins automobiles; mise en œuvre immédiate et parfaite de tous les moyens de feu d'une troupe dans chaque éventualité de guerre; transmission des renseignements par tous les procédés modernes, signalisation, « morse », radiotélégraphie, etc.; connaissance approfondie de la tactique des autres armes : de l'infanterie, dont les procédés de combat seront appliqués dès la mise pied à terre, de l'artillerie à laquelle seront signalés ses observatoires et les objectifs à battre, de l'aviation avec laquelle la liaison devra être constamment gardée; emploi des armes à pied et à cheval... Voilà, en résumé, les principales matières enseignées à Saumur, sans oublier le développement de la culture générale et l'étude des langues vivantes, — y compris la langue arabe, — indispensables à tout officier.

Tout ce programme doit être exécuté en dix mois. Tâche énorme quand on songe au but à atteindre : faire de parfaits exécutants, mais aussi d'excellents instructeurs capables d'aller enseigner au loin tout ce qu'ils auront appris à l'École. On conçoit la difficulté d'une telle réalisation. Elle est un souci constant, un sujet de recherches et de mise au point continuels pour la direction de l'École. Celle-ci doit chercher à combiner les emplois du temps de chaque division de manière à alterner les efforts, à ménager les nerfs, les muscles et les cerveaux, à user sans abuser, à délasser d'un travail par un autre d'essence différente, et cela en maintenant d'un bout du cours à l'autre la précieuse unité de doctrine qu'elle a établie. A la fin de ce cours l'officier de cavalerie doit posséder un bagage de connaissances singulièrement lourd.

L'élève de Saumur parvient à en supporter le faix. Il y parvient grâce à une méthode établie avec une compréhension parfaite du caractère, de l'intelligence de notre race et de la vocation cavalière. Quand il s'agit de demander à des hommes dans la force de l'âge comme les lieutenants d'instruction, à des

jeunes gens comme les sous-lieutenants et les élèves-officiers, une somme d'efforts aussi considérable, il faut s'adresser à leur cœur, à leur enthousiasme, à leur amour du métier. Aussi le moral des promotions successives est-il observé, ménagé, soigné, nous dirons même choyé, car s'il éprouvait la moindre faiblesse tout ce magnifique édifice s'écroulerait.

Pour obtenir un tel résultat il fallait renoncer aux anciens errements basés sur un programme moins touffu, plus facile à assimiler ; il fallait en un mot moderniser l'enseignement.

Cette tâche a été confiée au général commandant l'École. Elle consiste principalement à assurer l'instruction de ses cadres ainsi que celle des officiers supérieurs désignés pour suivre un cours; à établir des directives générales que chacun des instructeurs en chef s'attache à appliquer en ce qui concerne la branche de l'instruction dont il est chargé, et à les adapter aux besoins de chacune des divisions de l'École : lieutenants d'instruction, sous-lieutenants sortant de Saint-Cyr ou sous-lieutenants ayant fait une première année d'élève-officier, élèves-officiers de l'active, élèves-officiers de réserve, sous-officiers de carrière.

Il coordonne les efforts des officiers chargés de l'instruction, profite de leurs indications, modifie, atténue ou développe toutes choses selon les nécessités du moment, les résultats obtenus ou les difficultés rencontrées. Il veille en même temps au maintien des principes qu'il a édictés et de la cadence vigoureuse et sans cesse progressive de l'instruction, en un mot à la flamme.

Le général est secondé dans son œuvre par le colonel commandant en second et par quatre lieutenants-colonels : le *Directeur des Études*, chargé de l'enseignement général de tous les élèves ainsi que de l'instruction militaire des lieutenants d'instruction; l'*Instructeur en chef militaire*, dont la mission est de diriger l'enseignement militaire technique: tir, méthodes d'instruction et de commandement, instruction physique, etc. : l'*Instructeur en chef d'équitation* et l'*Instructeur en chef d'automobile*, auxquels revient la tâche d'enseigner l'un l'équitation, l'autre l'automobile sous toutes leurs formes.

A ces quatre branches principales viennent s'ajouter, depuis deux ans, des cours spéciaux pour les officiers et élèves-officiers du Train. Le Train, arme à la fois hippomobile et automobile,

dont l'importance s'est particulièrement accrue dans la dernière guerre, a enfin conquis son autonomie; son école de formation et d'application fonctionne à Saumur. Ses élèves y trouvent en effet les professeurs de l'École pour leur instruction générale et, pour l'équitation, les chevaux du manège et de la carrière. Par réciprocité, les instructeurs du Train, spécialistes des transports automobiles, font bénéficier les élèves de la cavalerie de leur expérience technique.

Depuis longtemps l'École possède également un cours destiné aux vétérinaires de l'active et de la réserve. Tous les vétérinaires diplômés des grandes écoles civiles (Alfort, Lyon, Toulouse), viennent y faire une année « d'application », se former au métier militaire, s'initier spécialement aux soins à donner aux chevaux.

Le vétérinaire-commandant chef de service a en outre la direction de l'École de maréchalerie de Saumur, dont la réputation est mondiale et qui forme les gradés maréchaux de toute l'armée française.

Enfin l'École a reçu la mission d'instruire les artilleurs coloniaux chargés de servir les autos-mitrailleuses dans les colonies.

On voit la complexité de tels rouages, leur sensibilité et le danger qu'il y aurait à laisser le moindre grain de sable s'insinuer dans l'intérieur d'un mécanisme aussi compliqué. Le succès cependant est complet, grâce à l'excellence de la méthode employée.

Les chefs de service ont la charge de former les instructeurs placés sous leurs ordres. Cette mission est, on le conçoit, des plus délicates. Ils doivent adapter des caractères et des tempéraments différents à l'application de la méthode d'instruction adoptée par la Direction de l'École. Cette méthode, destinée à ménager les forces intellectuelles des élèves, consiste à employer surtout les procédés démonstratifs, à faire appel à la raison et à la pratique de préférence à la mémoire pure.

Enfin, les instructeurs, à leur tour, doivent inculquer à leurs élèves la nécessité d'avoir eux-mêmes une méthode de travail et une doctrine. Les futurs officiers n'ont pas de peine à fixer leur choix. N'ont-ils pas celles, tout indiquées, dont ils ont profité à l'École et qu'ils continueront à appliquer au cours de leur carrière?

Cette doctrine, au fond, n'est pas nouvelle. Elle s'est seulement adaptée. Depuis de nombreuses années, elle a été éprouvée et précieusement conservée. C'est par elle qu'ont été formés tous les grands cavaliers d'hier et d'aujourd'hui, parmi lesquels on trouve des noms comme ceux de Lyautey et de Weygand, dont le rayonnement dépasse nos frontières. Le second a même été l'un des instructeurs les plus brillants de l'École.

Elle a inculqué à tous ceux qui l'ont pratiquée cette raison d'être de la cavalerie : l'esprit de sacrifice. Et, certes, il anima jusqu'à leur dernier souffle les deux mille cent vingt-huit anciens Saumuriens tombés au champ d'honneur pendant la guerre.

Quatre généraux de cavalerie comptent au nombre de ces grands morts : les généraux Bridoux, Anselin, des Vallières et Rousseau. Coïncidence émouvante, tous les quatre ont été instructeurs à Saumur. Aussi la Direction de l'École a-t-elle décidé de faire graver en lettres d'or, dans la salle d'honneur, les dernières paroles prononcées par le général Bridoux avant d'expirer, suprême consigne donnée aux troupes placées sous ses ordres : « Dites au corps de cavalerie que le sacrifice de ma vie doit lui servir d'exemple. »

Cette consigne, chaque promotion l'emporte avec elle et la transmet, telle un flambeau sacré, aux hommes qu'elle est chargée d'instruire.

DE L'AIR ET DE LA PLACE !

Est-ce à dire que notre belle École de cavalerie n'aspire pas à se perfectionner encore ? Comme tout être vivant et captif, elle voudrait respirer plus largement. Elle étouffe dans un cadre trop étroit où n'arrivent pas à se loger et à se développer tant de services nouveaux. Ce cadre, songeons-y, est presque exactement celui de 1823, alors que son personnel était à peine le vingtième de celui d'aujourd'hui et que son enseignement était purement équestre.

Ses logements vétustes sont trop petits et insalubres. Il faudrait métamorphoser tout cela. La place ne manque pas pour bâtrir et le plan est tout prêt, mais la réalisation en est subordonnée aux possibilités financières. Le jour où cet obstacle sera

surmonté, les élèves-officiers auront au fond du Chardonnet un vaste bâtiment dont l'étude a été entreprise et qui contiendra des chambres munies du confort nécessaire, des amphithéâtres et des salles de travail conformes aux exigences d'une grande École moderne.

Une piscine leur permettra de pratiquer la natation en tous temps ; des garages nouveaux abriteront le matériel automobile ou seront utilisés comme salles de théorie pratique et ateliers. Un terrain de manœuvre plus étendu et mieux aménagé permettra d'exécuter dans de meilleures conditions tous les tirs et tous les exercices de combat.

Les grandes villes voisines, qui possèdent maintenant des unités d'autres armes, pourront détacher à Saumur, à certaines époques, des éléments de démonstration et de manœuvre.

Enfin il est à souhaiter qu'un effort persistant soit fait en vue du logement des cadres de carrière, lequel devient de plus en plus difficile.

Jadis on se logeait facilement à Saumur. Il n'en est plus de même aujourd'hui où le personnel, tant civil que militaire de l'École, comporte près de six cent trente ménages, dont soixante-dix ont quatre enfants ou plus. Pallier ces petites misères sera l'œuvre de demain, mais il serait dangereux de n'y point porter remède le plus rapidement possible, car elles ont à la longue un effet très déprimant sur les cadres subalternes.

La cavalerie d'aujourd'hui, nous l'avons dit, si elle a hérité des mêmes devoirs que celle d'avant-guerre, s'est, avec raison, lancée dans la voie nouvelle que lui ouvre la motorisation. Pour elle, le cheval n'est plus un but, mais un des moyens de remplir sa mission au même titre que les divers engins motorisés : avions, auto-mitrailleuses, motocyclettes, voitures « tous-terrains » et camions automobiles.

Cette motorisation, si elle satisfait notre conception moderne de la vie, de plus en plus orientée vers l'utilisation des moyens mécaniques, ne saurait toutefois s'accomplir que progressivement, en tenant compte des progrès de la science et des possibilités budgétaires.

Mais quelle que soit son organisation, la cavalerie doit, selon l'expression du maréchal Pétain, conserver intactes les précieuses qualités de vigueur, d'énergie et d'audace tradition-

nelles de l'Arme, qui lui sont nécessaires pour remplir sa mission.

A l'École de Saumur revient l'honneur d'avoir, en exaltant ces qualités, « formé des cadres dont la valeur et les vertus guerrières se sont brillamment manifestées dans toutes les armes au cours de la Grande Guerre ». C'est en ces termes qu'est rédigée la citation à l'ordre de l'armée qui a consacré les services rendus par l'École pendant ces quatre années de tourmente.

Lors de sa dernière inspection à Saumur, le maréchal Pétain, en prenant congé du cadre de l'École, a prononcé cette phrase : « Saumur jusqu'ici était la première école de cavalerie du monde, il faudrait bien peu de chose pour qu'elle en soit la première école militaire. »

Cette place exceptionnelle, elle l'a acquise, dès maintenant, aux yeux de l'étranger. Aussi, voit-on des officiers de presque toutes les armées de la terre venir s'y instruire aux côtés de leurs camarades français. Leur nombre est aujourd'hui cinq ou six fois plus élevé qu'il ne l'était avant la guerre.

Quelle plus belle preuve pourrait-on donner de son rayonnement universel et de sa constance à progresser dans la voie qu'elle s'est tracée ?

MARCEL DUPONT.

LA DÉCOMPOSITION DE L'ARMÉE RUSSE

AU DÉBUT DE LA RÉVOLUTION

LE FRONT NORD

Lorsque la Révolution de février éclata, j'étais chef d'état-major des armées du front nord.

Ce front se composait des douzième, cinquième et première armée. Il s'étendait sur plus de trois cents kilomètres, du golfe de Riga au lac de Narotch, en passant par Dvinsk. La côte d'Estonie et de Finlande faisait partie de la région militaire de Pétrograd qui, peu de temps avant la Révolution, avait été détachée du front nord.

Le général Rousski commandait en chef les armées de ce front. De santé plutôt délicate, fatigué et malade, il avait dû, depuis sa nomination à ce poste, s'aliter fréquemment. Il souffrait d'une inflammation chronique des poumons. Nous, ses collaborateurs, étions, par suite, obligés, conformément au règlement sur le commandement des armées en campagne, d'assumer beaucoup de responsabilités, afin de ne pas fatiguer à l'excès le commandant en chef, malade et surmené.

Pendant cette période révolutionnaire où l'on demandait aux chefs de redoubler d'activité, on ne pouvait littéralement plus se permettre d'être malade. D'autre part, les membres du Gouvernement provisoire crurent alors nécessaire de renouveler l'équipe des généraux, auxquels on attribuait à tort la passivité des armées russes en 1916. La démocratie révolutionnaire, par son organe influent, le Soviet des députés ouvriers et soldats, exigeait le renvoi de nombreux généraux qui ne plaisaient pas aux masses. Dans ces conditions, les mesures prises

pour renouveler l'armée furent loin d'être toujours justes et, avec beaucoup d'incapables, on écarta également des chefs méritants et expérimentés. C'est tout juste si l'on réussit à en sauver quelques-uns. Certains, parmi eux, devaient recevoir, par la suite, des postes plus importants.

La mission pénible de rénover l'armée échut à A. I. Goutchkov, le premier ministre de la Guerre du Gouvernement provisoire. Il l'accomplit, si l'on peut dire, dans un accès révolutionnaire. Cette opération, qui s'accompagna de quelques mesures insuffisamment réfléchies, produisit dans les hautes sphères de l'armée une impression désastreuse. On l'appela « le massacre des innocents ». Elle aboutit, si je ne me trompe, à l'éloignement de cent cinquante généraux qu'il fut, en temps de guerre, extrêmement difficile de remplacer, en raison de certains défauts propres à notre équipe de chefs.

La mesure devait d'abord épargner le général Rousski. C'était un des généraux les plus remarquables de notre armée. En outre, il était très populaire au front. Par malheur, la venue du ministre de la Guerre à Pskov, en compagnie de ses jeunes collaborateurs, pour conférer avec le commandement sur la procédure à suivre dans l'épuration projetée, coïncida avec une crise du général Rousski. Celui-ci se tenait à peine, lorsqu'eut lieu la réunion. Il dut faire l'impression d'un homme fini, ayant besoin d'un repos prolongé. Toutefois, en raison de ses services passés, son éloignement fut quelque temps différé.

MA MISSION À PÉTROGRAD

Le général Rousski jouissait de l'estime de ses troupes. Par son expérience, son calme, son tact, il prévenait et aplanissait beaucoup d'incidents, prompts à surgir aux heures révolutionnaires. Le front dont il avait la charge devint alors particulièrement difficile. Du point de vue militaire, il avait pour mission de couvrir Pétrograd où étaient concentrées, à une distance assez faible des lignes, la plupart des industries de guerre. En outre, il était directement relié à la capitale par deux voies ferrées principales, celles de Riga et de Dvinsk. Par là, il subissait plus facilement que les autres fronts l'influence révolutionnaire émanée de Pétrograd sous l'instigation

du Soviet des députés ouvriers et soldats qui jouait le rôle d'un organe révolutionnaire central. Dès la fin de 1916, au cours d'un Conseil des commandants de front, à la Stavka, le général Rousski avait déclaré : « Riga et Dvinsk sont deux foyers dangereux de propagande révolutionnaire. »

Tout en réprimant les troubles et en luttant contre la propagande pacifiste que menaient ouvertement non seulement des agitateurs isolés, mais des journaux de tranchées, le général Rousski crut de son devoir de prévenir le gouvernement provisoire de la gravité de la situation et de la nécessité de prendre d'urgence des mesures pour restaurer la discipline dans l'armée, en mettant fin à l'agitation pernicieuse qui risquait d'amener l'armée à un état de décomposition totale.

Je fus chargé par lui de la mission délicate de mettre en garde le Gouvernement provisoire et, en conséquence, je me préparai à partir pour Pétrrogard afin de faire au ministre de la Guerre un rapport circonstancié.

Je rassemblai les renseignements indispensables et, le 17 avril, je quittai Pskov. Le lendemain, je me présentais chez A. I. Goutchkov, qui était encore alors ministre de la Guerre du Gouvernement provisoire.

Je connaissais bien Goutchkov pour avoir collaboré avec lui autrefois, avant la guerre, à la Douma d'Empire. Il avait longtemps présidé la Commission de la Défense nationale, à laquelle j'avais fréquemment assisté en ma qualité de quartier maître général, comme représentant de la direction de l'État major général. A. I. Goutchkov était un homme qui avait bien compris les besoins militaires et maintes fois nous avions trouvé en lui un appui précieux auprès des milieux de la Douma pour faire prévaloir nos vues. Pendant la première période de la guerre, A. I. Goutchkov avait beaucoup fait pour l'armée, d'abord à la Croix-Rouge, plus tard comme président du Comité de l'industrie de guerre qui réunissait, dans l'intérêt du ravitaillement de l'armée, toute l'industrie moyenne et artisanale du pays. Parmi tous les membres de la Douma d'Empire, il était évidemment un des mieux préparés à occuper le poste de ministre de la Guerre dans cette période exceptionnellement difficile.

La capitale, à ce moment, était fort peu tranquille. La publication toute récente de la note du ministre des Affaires

étrangères, Milioukov, au sujet des buts de guerre avait provoqué des troubles. Cette note, qui affirmait l'intention de la Russie de poursuivre la guerre, avait soulevé une vive émotion dans les milieux de gauche, qui en avaient pris prétexte pour organiser des démonstrations sérieuses contre le Gouvernement provisoire.

UNE SÉANCE DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE

En arrivant au domicile du ministre de la Guerre, sur la Moïka, je fus reçu par Goutchkov dans l'antichambre de son cabinet. Il me proposa de faire le rapport qui avait motivé ma venue dans la capitale au cours du Conseil du Gouvernement provisoire. Goulchakov, ce jour-là, était malade, et gardait la chambre. Il était venu à ma rencontre en veste d'intérieur et en pantoufles. Il s'en excusa et me prévint aussitôt que le Conseil du Gouvernement provisoire devait avoir lieu chez lui, et que quelques ministres étaient déjà réunis dans son cabinet.

— Il y a aussi, ajouta-t-il, le général Alexéiew, qui arrive de la Stavka.

Le Gouvernement provisoire ! Des explications fort nuageuses, données naguère au commandant en chef du front nord par le président de la Douma d'Empire et du « Comité provisoire » des membres de cette Douma, M. V. Rodzianko, il résultait qu'on devait entendre par Gouvernement provisoire le Conseil des ministres choisi par le Comité provisoire parmi les membres de la Douma. Ce conseil devait être l'organe exécutif, sous le contrôle du Comité provisoire.

Outre le pouvoir exécutif, le Gouvernement provisoire devait assumer également les premières fonctions du législatif, de concert avec le Comité provisoire de la Douma d'Empire.

Mais à côté du Gouvernement provisoire, on vit se développer et croître en influence le Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd. Son Comité exécutif entra en lutte avec le nouveau gouvernement et, en fin de compte, parvint, sur les questions de principe, à mettre le Gouvernement provisoire sous la dépendance directe du Soviet de tendance nettement socialiste.

En présence de cette anomalie, il va de soi que la puissance effective ne pouvait pas demeurer longtemps entre les mains

du Gouvernement provisoire, organe bourgeois où les partis socialistes n'avaient au début pour seul représentant que le ministre de la Justice, Kerenski. D'autre part, le Comité provisoire de la Douma d'Empire, qui avait été à l'origine du Gouvernement provisoire, cessa très rapidement de donner signe de vie.

Le schéma confus dessiné par Rodzianko dans une conversation télégraphique qu'il avait eue au début de la révolution avec le général Rousski, n'avait pas reçu d'application.

Le Gouvernement provisoire était présidé par le prince George Evguenievitch Lvov, membre du « parti de la Liberté populaire », homme en vue dans la société et dans le milieu des Zemstvos, depuis longtemps désigné par ces milieux pour présider le premier Cabinet progressiste, si ce cabinet se formait jamais. Dès le début de la guerre président de l'Union des Zemstvos, qui fit beaucoup pour l'armée et pour l'arrière, le prince Lvov, jusqu'en mars 1917, était peu connu de l'armée.

Dans une période aussi critique de l'histoire russe, le prince Lvov se montra, dès le début, inférieur à une tâche à laquelle il était d'ailleurs mal préparé. Sa position se compliquait encore du fait qu'il avait dû se charger du ministère le plus complexe alors et le plus ingrat, celui de l'Intérieur. De volonté faible, manquant, selon toute vraisemblance, d'un programme d'action défini, n'ayant pas su prendre sur ses collaborateurs du Cabinet l'autorité indispensable, il avait, en toute occasion, une attitude passive, ne faisait rien pour renforcer le pouvoir qui lui était confié et que la Révolution sapait progressivement. Le mot qu'on lui attribue : « Tout s'arrangera », peint à merveille son attitude à l'égard de ce qui se passait autour de lui et du gouvernement qu'il présidait.

En entrant dans le cabinet du ministre de la Guerre, qui m'était familier, j'y trouvai une dizaine de personnes dont la moitié m'était inconnue. Je les saluai et me dirigeai en particulier vers N.-V. Alexéiew, qui venait au-devant de moi. On nous entoura et je fus bientôt assailli d'une foule de questions sur ce qui se passait au front.

Les membres du Gouvernement provisoire s'assemblaient lentement. Ils bavardaient entre eux, sans qu'on pût saisir le moment où les conversations particulières faisaient place à la

réunion officielle. L'entretien se poursuivait par groupes. Quelques-uns s'étaient installés à une longue table sur laquelle étaient disposées des rames de papier blanc et des crayons. Cette table avait été visiblement préparée pour la séance. Le président du Conseil, le prince Lvov, y avait lui-même pris place, non pas au centre, mais sur le côté, comme s'il s'était assis là par hasard! On se levait à sa fantaisie, on revenait suivant son bon plaisir.

Tous les membres présents paraissaient harassés. Ils étaient habillés simplement, en tenue plutôt négligée. Était-ce pour témoigner de leurs sentiments démocratiques, était-ce plutôt par manque de temps? je ne sais. Je remarquai tout particulièrement la silhouette brusquement surgie d'un des ministres qui arpentait nerveusement le vaste cabinet. Il portait une *toujourka* (1) sombre à une rangée de boutons et un col mou. Ses gestes saccadés, son visage rasé, ses yeux clignotants, aux vives paupières battantes, sa main droite que retenait un bandeau noir attirèrent malgré moi mon attention.

« Kerenski », pensai-je, en me rappelant qu'à la suite des nombreuses poignées de mains qu'il avait données aux matelots à Revel, il avait dû, pendant quelque temps, tenir son bras bandé. C'était lui, en effet. Officiellement, ministre de la Justice du Gouvernement provisoire; officieusement, idole de la foule révolutionnaire, et son homme de confiance dans le ministère bourgeois.

« Votre avis, Alexandre Fedorovitch? Qu'en pensez-vous, Alexandre Fedorovitch? » Les questions pleuvaient sur Kerenski de tous les coins de la pièce dans laquelle se tenait cette réunion désordonnée. On voyait que sans « Alexandre Fedorovitch » rien ici ne pouvait se décider!... Son importance s'expliquait aisément. Kerenski était affilié aux partis socialistes qui avaient la majorité du Soviet des députés ouvriers et soldats.

Je m'étais approché de la table pour terminer mon rapport sur la situation tragique des armées du front nord, concernant l'état d'esprit des troupes et leurs forces combatives.

— Alexandre Fedorovitch, dit un de mes auditeurs en se tournant vers Kerenski, n'avez-vous personne à envoyer pour

(1) Sorte de veste d'intérieur.

calmer les troupes du front? Il serait bien utile d'aller s'entretenir avec les soldats, de les raisonner...

J'entendis mal la réponse de Kerenski; cela, du reste, m'importait peu : la mesure en question ne pouvait avoir aucun effet. Mais, pensais-je, quelle foi dans la puissance des mots! Encore des conversations sans fin dans des palabres désastreux, au lieu des mesures de rigueur sérieuses, longuement mûries, qui seules eussent été efficaces et qui s'imposaient.

Auprès de moi, penchant sa tête grise, le commandant en chef de l'armée russe, le général Alexéiew, écoutait mon rapport... Un des ministres s'approcha de lui.

— Mikhaïl Vassilievitch, je crois qu'il est nécessaire, dans l'intérêt de la Russie, de profiter de la promesse de nos alliés occidentaux à l'égard de Constantinople et des Détroits. Tout le sens de la guerre et des sacrifices supportés ne réside-t-il pas dans le règlement de ce problème extérieur, essentiel pour notre pays? Ne serait-il pas possible à cet effet de prélever deux ou trois corps d'armée sur le front?

Aujourd'hui encore, je ne comprends pas très bien comment alors on projetait d'utiliser ces troupes. Mais quel optimisme et quelle ignorance de la situation réelle sur le front se trahissaient dans ces paroles!

— Vous venez d'entendre un rapport sur l'état des armées du front nord, répartit N.-V. Alexéiew. Sachez bien que, sur les autres fronts, la situation est la même. Pour ce qui est de la flotte de la Mer Noire, elle est dans un état un peu meilleur que celle de la Baltique. Dans ces conditions, il ne faut pas penser à une descente. Il n'est plus question pour nous que de tenir.

Sur ces mots, le général Alexéiew se leva et passa à une table ronde voisine où l'appelait le maître de maison. J'y fus également convié. Plusieurs personnes que je ne connaissais pas y étaient déjà assises. Entre autres, le général Polivanov, ancien ministre de la Guerre sous le Tsar, qui venait d'arriver. Je compris à la conversation qu'on lisait un rapport présenté par le général Polivanov à la Commission chargée d'établir un règlement sur la discipline révolutionnaire.

Le général Alexéiew écoutait en silence. Mais on sentait que, dans son cœur de vieux soldat, il souffrait des étranges innovations scabreuses que contenait ce rapport. Il me sembla

également inutile de les discuter. Je savais fort bien que le virus révolutionnaire avait déjà si profondément pénétré dans l'armée que le règlement et les dispositions qu'il fixait étaient incapables d'arrêter le cours fort avancé de la décomposition.

Pour protester contre le nouveau projet de règlement, le général Alexéiev et moi, nous nous levâmes de table presque en même temps. Je m'apprêtais à repartir pour Pskov et m'approchai de Goutchkov afin de prendre congé de lui. Il me retint, voulant s'entretenir avec moi séparément de quelques autres questions, et nous passâmes dans une pièce voisine.

Là, il m'apprit que le gouvernement avait décidé de relever le général Rousski de son commandement, et me pria de l'y préparer.

— Est-il possible, Alexandre Ivanovitch, lui dis-je en le quittant, que vous n'ayez pas les moyens de rétablir l'ordre dans la capitale d'abord, dans tout le pays ensuite?

— Vous le voyez, me dit tristement Goutchkov en montrant du doigt la pièce voisine; sur qui puis-je compter pour me soutenir?

— Certes! pensais-je. C'est le chaos, l'ignorance, le manque de volonté, l'impuissance. Ce gouvernement est destiné à tomber bientôt!

Je quittai Pétrograd dans la nuit. Les rues étaient sombres et désertes. On n'entendait dans le lointain que quelques coups de feu isolés.

L'ÉTAT D'ESPRIT À LA STAVKA

Je fus nommé commandant de la V^e armée le jour même où fut désigné le successeur du général Rousski au commandement en chef du front nord.

A Pskov, à l'état-major du front nord, de nouveaux venus s'installèrent.

Avant d'aller rejoindre mon poste, on m'invita à la Stavka avec le général Dragomirov qui remplaçait le général Rousski. Tous les commandants en chef avaient été convoqués. Il s'agissait d'examiner la situation très préoccupante des armées et les mesures susceptibles de rétablir leurs forces combatives. Le général Dragomirov venait à peine d'être nommé et évidemment n'était pas encore au courant de la

situation sur le front qu'il dirigeait. Il avait paru, par suite, désirable que j'assistasse à la Conférence, en tant qu'ancien chef d'état-major des armées du front nord.

On avait pensé profiter de la réunion des commandants en chef à la Stavka pour procéder à un échange de vues touchant le projet de déclaration des « droits du soldat », élaboré par la Commission du général Polivanov, en collaboration étroite avec les représentants du Comité exécutif (*Ispolkom*) du Soviet des députés ouvriers et soldats, et sous leur pression. Cette déclaration sapait le peu de discipline qui subsistait encore et creusait un abîme entre les officiers et les soldats. Aussi avait-elle contre elle tous les chefs de l'armée.

A notre arrivée au Grand Quartier général, — c'était au début de mai, — nous apprîmes la démission de Goutchkov. Patriote sincère, il n'avait pu se résoudre à signer la condamnation à mort de l'armée russe. Il se peut que les avis fussent partagés sur Goutchkov en tant que ministre de la Guerre. Mais tout le monde fut unanime à comprendre la gravité des motifs de sa démission. C'est sous cette impression pénible que, le lendemain, la Conférence débuta. Le général Broussilov, commandant en chef des armées du front sud-ouest, parla le premier. D'une voix émue, il décrivit en détail l'état d'esprit désastreux de ses troupes et il affirma en terminant sa conviction qu'à aucun prix on ne devait publier la déclaration projetée.

— Si elle vient à être publiée, ajouta-t-il, je ne croirai pas possible de rester un jour de plus à mon poste.

D'autres parlèrent ensuite. Tous s'accordèrent à signaler la situation intenable des officiers, le relâchement de la discipline, la disparition de l'allant des troupes, l'inutilité pour eux de demeurer plus longtemps à la tête des armées.

Je demandai la parole.

— J'admets, dis-je, la décomposition de l'armée. Mais, à mon avis, cette décomposition ne donne pas aux anciens chefs le droit d'abandonner leur poste pour laisser la place à des hommes moins expérimentés. A-t-on essayé tous les moyens de sauver l'armée ? Ne conviendrait-il pas que tous les commandants en chef se rendissent dans la capitale pour faire une démarche collective auprès du gouvernement et des représentants du Soviet des députés ouvriers et soldats et leur exposer

les dangers de la situation, en leur faisant mesurer la profondeur de l'abîme où ils entraînent l'armée ? Ce n'est que dans le cas où notre avertissement resterait lettre morte que nous aurions le droit de reprendre notre liberté d'action.

Et j'ajoutai avec force :

— Nous servons la Russie, et non le gouvernement. C'est pourquoi nous sommes tenus de tenter tous les moyens possibles avant d'avoir le droit de passer la main.

Ma manière de voir fut approuvée. Et, en effet, un ou deux jours plus tard, les commandants en chef quittaient la Stavka pour Pétrograd. Je ne fis pas partie du groupe qui alla s'entretenir avec le gouvernement. Il comprenait exclusivement les commandants de front, et à leur tête le généralissime, le général Alexéïev. Je revins tout seul à Pskov. La locomotive et les wagons de mon train étaient bondés de soldats ; il y en avait même sur les toits. Les hommes quittaient leur corps comme il leur plaisait et se déplaçaient à leur guise. Rien ne pouvait les arrêter, si ce n'est des mesures de rigueur, et, en tout cas, l'arrêt de l'aggravation de la révolution que marquait la publication des déclarations néfastes.

Le voyage des chefs suprêmes de l'armée à Pétrograd, la demande d'aide qu'ils adressèrent au gouvernement n'eurent, par malheur pour la Russie, aucun résultat. On échangea des propos aigres-doux, puis on se sépara. Quelques jours plus tard, le nouveau ministre de la Guerre, Kerenski, publiait la déclaration des droits et, peu après, on promulgua l'ordonnance interdisant aux anciens chefs de céder « à leur désir de se décharger de leurs responsabilités ».

L'armée, à grands pas, courait à sa perte.

LA SITUATION SUR LE FRONT

La partie du front qui m'avait été confiée allait de Friedichstadt sur la Dvina jusqu'à Kalkouny, suivant dans l'ensemble la rive droite de la Dvina, et se dirigeait au sud de Kalkouny jusqu'au lac de Dristviatsky. Elle s'étendait sur près de deux cents kilomètres. Dans ces conditions, l'établissement de l'État-major de l'armée à Dvinsk, à quelques kilomètres à peine des premières lignes qui se trouvaient dans cette région, sur la rive gauche de la Dvina, était évidemment critiquable.

Mais j'en pris mon parti, car naguère un de mes prédécesseurs au commandement de la cinquième armée, le glorieux général Pleve, avait pu arrêter par ce choix la retraite des troupes russes au delà de la Dvina. En outre, la résistance des troupes à ce moment m'inspirait peu de confiance et je pouvais craindre que tout changement dans le siège de l'État-major n'exerçât une influence sur l'état d'esprit des troupes du front.

Celles-ci étaient déjà fortement touchées par la propagande révolutionnaire. Le point principal de tout le front, Dvinsk, où l'on traversait continuellement les ponts de la Dvina, voie fluviale très importante, se trouvait sur la voie ferrée unissant directement le front à la capitale révolutionnaire. Toute décision du Soviet central des députés ouvriers, soldats et paysans de Pétrograd, était appliquée dès le lendemain, sans tenir compte du retard des instructions officielles, par les organes révolutionnaires de Dvinsk. Il fallait, par suite, une vigilance de tous les instants pour détourner les armées d'une démarche irréparable.

Le retard normal des ordres officiels transmettant les décrets comportait un autre côté désagréable : il fournissait sans cesse aux organes révolutionnaires l'occasion d'accuser le commandement de vouloir cacher ou dissimuler temporairement les instructions à la masse des troupes.

Depuis la fin de 1915, la guerre avait pris sur ce front le caractère d'une guerre de position, pénible, monotone, lassante, interminable. Son objet, qui résidait dans l'usure de l'adversaire, était peu accessible aux hommes. Même les essais d'offensive furent repris par le haut-commandement en 1916, et qui n'avaient pour but que de détourner l'attention et les forces de l'ennemi du front de nos alliés, avaient paru absolument inutiles à la troupe. Des sacrifices en masse, et peu ou pas de résultats tangibles. Seul le haut-commandement pouvait apprécier les conséquences de ces efforts : les hommes ne les voyaient pas. Tous ceux qui avaient conscience de la situation se rendaient compte qu'il suffisait à la Russie comme à ses alliés de tenir quelque temps encore pour sortir victorieuse de l'horrible tuerie. Mais l'opinion de la masse des soldats était tout autre. On s'irritait des pertes, on ne voyait pas leur utilité. Il y avait déjà plus de deux ou trois ans que l'on se battait ; n'était-il pas temps de mettre un terme à la lutte ?

L'idée gagnait du terrain dans l'armée, accréditée par une propagande perfide qui allait en s'amplifiant chaque jour. Les défaitistes russes, trop nombreux, hélas ! n'étaient pas les seuls à la colporter. Les agents ennemis contribuaient aussi à la répandre ; ils s'efforçaient, dans l'intérêt de l'Allemagne, de désorganiser notre armée.

LA « FRATERNISATION ».

Voici à peu près comment les choses se passaient.

Un secteur du front russe... Les Allemands sont là, à quelques mètres. Deux remblais peu élevés, au-dessus des tranchées profondes, séparent les adversaires. Dans les remblais, des meurtrières. Au-devant, quelques rangs de fils barbelés, que maintiennent des pieux. Et, au milieu, une zone neutre, qui se transforme tout à coup en champ de mort et de souffrance, pour peu qu'un des adversaires tente de passer à l'offensive. Mais, dans les derniers temps, cela est devenu fort rare. Ordinairement, l'espace qui s'étend entre nos barbelés et ceux de l'ennemi demeure désert, affreusement silencieux. Une balle seule, de temps en temps, rompt le silence. D'où vient-elle ? Où va-t-elle ?

Et des semaines et des semaines se passent. Et l'on reste voisins les uns des autres, séparés seulement par les barbelés et les remblais. On s'ennuie, et l'on s'ennuie au point de souhaiter une distraction.

Et brusquement, voici que sort de la tranchée allemande, au bout d'une baïonnette ou d'un bâton, un mouchoir blanc ou un bout d'étoffe blanche.

— Regardez, regardez, chuchotent entre elles les sentinelles. Ils veulent nous dire quelque chose ; attention à ce qui va suivre.

Après le premier drapeau blanc, un second, un troisième drapeau blanc. Et voici quelques audacieux qui sortent de la tranchée. Ils gesticulent, ils sont sans arme, ils affirment leurs intentions pacifiques, ils fument des cigarettes et des cigares bon marché. Ils invitent les nôtres à se rapprocher. L'officier est là-bas, dans sa cagna. On est las de rester assis dans la tranchée ; on en a assez de se battre. Et puis, on a envie de savoir. Que vont dire les Allemands ?

Pour peu que la tranchée ait déjà goûté à la propagande, la fraternisation va vite. D'abord, on se glisse timidement. Les plus agiles paient d'audace et, bientôt, dans la zone neutre, entre les barbelés, une connaissance peu banale se lie. On se serre la main, on échange des mots que l'on ne comprend pas, des cigarettes, des journaux, parfois une bouteille d'alcool, de bière, ou de quelque autre boisson. Les plus hardis, poussés par la curiosité, passent à travers les barbelés ennemis, plongent dans « leurs » tranchées, et, revenus chez nous, content monts et merveilles sur la vie des soldats allemands.

— Ce n'est pas comme chez nous, ajoutent-ils.

— En arrière, ou j'ordonne de commencer le feu.

C'est la voix angoissée de l'officier russe qui bondit de sa cagna. Les groupes d'hommes se dispersent de tous côtés. Et, de nouveau, c'est le silence de mort, comme si rien ne s'était passé. On en veut seulement à l'officier qui est venu troubler la rencontre.

Voilà ce qu'était la fraternisation sur le front russe dès Pâques 1916.

Peu à peu, les choses allèrent en s'aggravant. Au début, chacun se dispersait au commandement de son officier. Il fallut ensuite diriger sur les fraternisants un ou deux coups de la batterie voisine pour séparer les deux partis. En 1917, après la Révolution, la situation était telle que les soldats d'infanterie étaient les maîtres sur le front. L'artillerie, restée encore disciplinée, devait, pour éviter de brusques coups de mains contre les pièces qui tiraient, se dénier de sa propre infanterie, lui opposer les barbelés, et, à tous moments, être prête à riposter à coups de mitrailleuse.

MAINTENANT, « C'EST LA LIBERTÉ »

L'impuissance du gouvernement qui prit le pouvoir à la chute du régime tsariste, la subordination du Gouvernement provisoire bourgeois à l'organe socialiste qu'était le Soviet des députés ouvriers et soldats, le désir impatient de jouir de la terre des *pomechchiks* promise aux paysans, eurent sur la troupe une influence désastreuse. Le mot de « liberté », prononcé à voix haute, fut traduit par les intelligences primitives des hommes comme signifiant l'abolition de la hiérarchie mili-

taire, de la discipline et, d'une façon générale, de toutes les obligations du service. La situation des officiers devint effroyable. Leurs ordres n'étaient plus exécutés. Les plus exigeants furent assassinés; les autres, humiliés et raillés. En ma qualité de commandant d'armée sur le front, j'ai reçu alors quelques rapports dans lesquels des officiers n'en pouvant plus suppliaient qu'on les dégradât et qu'on les dégageât ainsi des obligations et des responsabilités de leurs grades. Ils demandaient à rester sur le front comme simples soldats, pour pouvoir y remplir jusqu'au bout leur devoir. Hélas! comment y consentir? Il fallait, la mort dans l'âme, les remonter et les exhorter.

Pour désobéir à leurs officiers, les soldats invoquaient à la fois la déclaration de mai des droits du soldat et la fameuse ordonnance n° 1 que le Soviet de Pétrograd des députés ouvriers et soldats avait adressée, le 1^{er} mars 1917, aux soldats de la région militaire de Pétrograd. Cette ordonnance, même du point de vue des révolutionnaires, ne s'appliquait pas aux troupes du front, puisque celles-ci ne faisaient pas partie de la région militaire de Pétrograd. Néanmoins, en raison de la position prédominante prise par le Soviet de Pétrograd, cette ordonnance fut largement appliquée et ses dispositions furent accueillies d'enthousiasme par la grande masse des soldats. En fait, cette ordonnance portait un dernier coup à l'autorité des officiers sur leurs hommes. Elle prescrivait que les armes dans les unités fussent placées sous le contrôle de comités élus, sans pouvoir, en aucun cas, être remises aux officiers, « même s'ils l'exigeaient »: tous les conflits entre officiers et soldats devaient être portés à la connaissance de ces comités. Or, dans ces comités, tout sentiment du devoir étant perdu, le droit se trouvait toujours être du côté des soldats.

Quant à l'autre mot d'ordre, celui de « la terre », il inspirait aux soldats le désir de l'arrière, le mal du pays. On voyait naître chez eux la crainte maladive d'arriver trop tard « pour le partage », ou d'être lésés lors du partage. Ceux qui, pour une raison ou une autre, demeuraient sur le front n'avaient plus aucun désir de se sacrifier. « Qu'ai-je besoin de terre si je suis tué? » C'était l'objection qu'un soldat opposait à Kerenski sur le front nord, concluant à la nécessité de signer la paix immédiatement et coûte que coûte. Or, l'armée russe, pour les trois

quarts au moins, se composait de paysans qui ne voyaient pas plus loin que le clocher de leur village.

Comment, dans ces conditions, penser à l'offensive ? On ne pouvait que songer à tenir, tant bien que mal, jusqu'à la première attaque sérieuse des Allemands. Peu à peu, les positions se dépeuplaient. Les barbelés, jadis ininterrompus, furent, par endroits, coupés. Les tranchées, sous l'action des pluies, s'effondrèrent en partie. Les fossés et les boyaux n'étaient plus qu'une boue gluante. On ne se battait plus : tout cela devenait inutile. A quoi bon travailler, peiner ?

Les hommes trainaient oisifs sur les positions. La plupart dormaient. D'autres restaient dans les abris ; on jouait aux cartes, aux dames. Les mines étaient terreuses ; l'état sanitaire mauvais ; chez ces troupes passives et mal nourries, le scorbut fit son apparition.

LES MEETINGS

Seule la visite d'un grand chef (à partir du commandant de division), ou la venue d'agitateurs dans le secteur chassait cette masse d'hommes, affaiblis par une longue inaction, vers le grand air, pour assister à un meeting.

Oh ! ces meetings ! Impossible de séjourner dans une unité pour une raison quelconque sans se heurter à une tribune préparée à l'avance, en plein air, tendue d'une colonnade obligatoirement rouge, d'où les chefs étaient obligés de prononcer un discours sur un sujet qui intéressât les soldats. Les chefs en profitaient pour parler de l'offensive ; mais ils ne trouvaient pas d'écho parmi les soldats. Ceux-ci assiégeaient « l'échafaud », — c'était le nom qu'on donnait à la tribune, — et, excités par des meneurs révolutionnaires qui se cachaient dans la foule, ils répondaient par des répliques violentes à l'allocution de leur chef et l'empêchaient de s'en aller avant de leur avoir donné satisfaction. La plus grande prudence était nécessaire. Un mot maladroit pouvait tout compromettre.

Je me souviens tout particulièrement d'un incident qui arriva au général Broussilov, alors généralissime des armées révolutionnaires. On était en juin 1917, et l'on se préparait à prendre l'offensive. Le général Broussilov, venu pour inspecter mon armée, exprima le désir de passer en revue une des divi-

sions les plus difficiles. Elle tenait ce caractère frondeur de la présence dans ses rangs, comme aide-major, du bolchévik Sklianski, qui devait plus tard se rendre tristement célèbre et qui faisait alors la pluie et le beau temps parmi les troupes de la division.

Au cours de l'inspection, le général harangua les soldats rassemblés et essaya de les convaincre de la nécessité d'aider les Alliés qui défendaient avec énergie la riche région viticole de la Champagne.

— C'est ça ! s'écria une voix sortie des rangs de derrière. Nous versons ici notre sang, nous pourrissons dans la boue, pour sauver des vignobles qui produisent un vin hors de prix, à l'usage des bourgeois et des capitalistes ! Assez de sucer notre sang, assez de nous exciter contre les Allemands ! Il est temps de finir la guerre !

Et les rangs de devant, poussés par ceux de derrière, s'avancèrent vers l'orateur en grondant et en agitant leurs baïonnettes.

LES COMITÉS DE TROUPES ET LES COMMISSAIRES AUX ARMÉES

L'ordonnance démagogique n° 1, publiée le 1^{er} mars 1917, par le Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd, fut appliquée, ainsi que je l'ai déjà dit, dans toute l'armée russe, bien qu'elle ne fût, en principe, valable que pour les « soldats de la garnison de la région de Pétrograd ».

Cette ordonnance mémorable, qui portait un coup funeste à la discipline, prescrivait l'élection de « comités » formés de représentants élus des soldats; mais rien ne fixait, ne fût-ce qu'approximativement, ni la procédure des élections, ni la compétence des comités. Toutes ces questions essentielles étaient apparemment laissées à « l'initiative révolutionnaire ». Le résultat fut que, fréquemment, il se forma dans les unités des comités de troupes connaissant des questions les plus diverses, en dehors de toute compétence. Les soldats, du reste, n'obéissaient pas toujours volontiers à leur comité, surtout lorsque le commandant de l'unité réussissait, par son intermédiaire, à donner un ordre qui ne plaisait pas aux soldats. Dans ce cas, à l'instigation des meneurs, une rébellion sourde grondait. On exigeait la démission du comité. Le plus

souvent on l'obtenait, et l'ordre qui avait soulevé le mécontentement était aussitôt rapporté. Pourtant, c'est par les comités, et presque par eux seuls, que l'on pouvait faire appliquer les mesures qui s'imposaient. Les chefs avaient en eux le seul moyen de gouverner les unités dont ils étaient malgré eux responsables.

Par la suite, on désigna dans chaque armée un commissaire spécial ou un représentant du Gouvernement provisoire, pour veiller à ce que les ordres donnés fussent conformes aux nouvelles instructions. On vit peu à peu apparaître ainsi, à côté du commandant d'armée, le président du comité d'armée, lequel avait pris progressivement le rôle de comité central, et le commissaire du gouvernement, tous deux prétendant partager avec le commandant d'armée les bribes du pouvoir et de l'autorité. Les commandants d'armée durent faire preuve d'expérience, de savoir-faire, de tact et aussi d'énergie pour conserver la première place.

ON TENTE DE RECONSTITUER L'ARMÉE

Dans l'espoir de détourner l'attention des soldats des questions politiques, j'eus l'idée d'ouvrir, tout près du front, un réseau d'écoles où l'on enseignait, outre les rudiments de la grammaire et de l'arithmétique, quelques connaissances sur la Russie, l'économie rurale et l'histoire naturelle. La guerre, l'école ! Ce rapprochement, au premier abord, peut sembler étrange. Mais la période de la guerre de position nous avait déjà donné l'exemple d'un grand nombre d'écoles militaires de toutes sortes à l'arrière. Il s'agissait maintenant de substituer aux questions militaires, dont nul ne voulait plus entendre parler, des problèmes d'ordre général. La tentative réussit. Les écoles firent salle comble. Les élèves venaient aux leçons non par contrainte, mais parce qu'ils y prenaient intérêt. La difficulté fut de trouver des soldats capables d'enseigner, mais aussi d'empêcher qu'ils ne fissent de propagande politique.

La possibilité d'exercer, une fois tombée la première ardeur révolutionnaire, une certaine influence sur la masse des soldats par l'intermédiaire des comités m'amena à penser qu'il était nécessaire de recommander aux officiers d'entrer dans ces comités en s'y faisant élire. Beaucoup d'officiers, au début, y

répugnèrent. Ils craignaient de paraître, aux yeux de leurs chefs, favorables aux nouvelles tendances. D'une façon générale, ils évitaient d'entrer en rapport avec la masse des soldats qui s'était séparée d'eux. Par tous les moyens de persuasion en mon pouvoir, je luttais contre ce funeste désir d'abstention.

— Vous n'avez pas le droit de rester à l'écart de la vie de la troupe, leur disais-je. Votre devoir est de demeurer le plus près possible des hommes. Ils vous sont confiés, et vous n'avez pas d'autre moyen de les forcer à reconnaître votre autorité. Beaucoup d'entre vous ont la possibilité d'entrer dans les comités et d'y faire œuvre utile. N'hésitez pas ; c'est le seul moyen de réveiller les sentiments de confiance qu'a toujours eus le soldat envers ses officiers. Vous êtes riches de connaissances, d'expériences qui, partagées avec la masse, vous aideront à rétablir votre autorité. Armez-vous seulement de patience, de tact et de compréhension.

Ce conseil, que suivirent quelques officiers, les meilleurs, ne tarda pas à porter ses fruits. Dans beaucoup d'unités, on vit à nouveau régner l'ordre, du moins un ordre relatif ; mais c'était déjà une grande victoire. L'abîme que l'ordonnance n° 4 avait creusé entre les officiers et les soldats était en train de se combler. Une certaine confiance mutuelle semblait renaitre. Le malheur fut que beaucoup d'officiers étaient d'une complète ignorance en matière de politique et se rendaient mal compte de la situation générale. Triste résultat de l'enseignement reçu à l'école où l'on s'efforçait de les protéger contre tout ce qui n'était pas légal par une espèce de muraille de Chine, au lieu de les familiariser avec les dangers des doctrines extrémistes.

Quoi qu'il en soit, l'influence des comités dans les unités devint peu à peu si forte qu'il fut possible d'expulser les agitateurs les plus dangereux, qui propageaient l'idée bolchéviste. J'en réunis très rapidement à Dvinsk 2 ou 3 000 venus de tous les points de mon armée. Ils furent désarmés, et on les garda dans un état de demi-arrestation, sous la surveillance des unités de cavalerie les plus fidèles.

Il va de soi que toutes ces dispositions étaient extrêmement précaires. Je me rendais compte qu'à la première pression du flot bolchéviste de Pétrrogard tout mon système s'effondrerait. Sans doute aurait-il fallu prendre des mesures plus radicales

pour écarter de la zone des armées tous les éléments dangereux. Nombre de membres du Comité d'armée qui n'appartaient pas au parti extrême et qui m'aidaient à rétablir l'ordre dans l'armée partageaient ce point de vue. Il y avait parmi eux des hommes très respectables, des patriotes ardents. Nous réfléchissions tous aux décisions à prendre. Convaincu de l'impuissance complète du pouvoir, qui nous conseillait des mesures tout à fait inapplicables, je me décidai à renvoyer à l'arrière tous les bolchévistes, sous le prétexte que leur instruction militaire était insuffisante et qu'ils étaient, par suite, inutiles sur le front. Ce motif provoqua la protestation du commandant militaire de la région de Moscou. N'importe. L'essentiel était de libérer le front de ces indésirables. Leur départ assaillit la situation de l'armée. Plus tard, dans le désarroi complet ou, plus exactement, dans la décomposition de l'arrière, ces mêmes éléments revinrent sans doute aux armées. Pour lors, il avait suffi de protéger, ne fût-ce qu'un instant, un organisme malade d'un fléau qui le menaçait.

Malheureusement, le pouvoir central, en l'espèce le Gouvernement provisoire, ne servait nullement les intérêts du front.

Etait-ce de la part des gouvernauts mauvaise volonté ou manque d'autorité réelle? Dans la plupart des cas, les mesures qu'ils prirent ou leur inaction totale furent vraiment stupéfiantes. C'est le propre des révolutions d'élever parfois aux postes les plus importants des hommes des bas-fonds. Malheur au gouvernement qui n'ose pas à temps mettre fin à leur activité criminelle et promulguer les lois indispensables qui répondent aux conditions nouvelles. L'anarchie est inévitable.

Ces lois nouvelles, l'armée ne les reçut pas. Le gouvernement, du moins sous sa forme première, désirait sincèrement continuer la guerre, d'accord avec les Alliés. Or il ne faisait que favoriser le désarmement et la décomposition sans mettre une nouvelle organisation à la place de celle qu'on détruisait. Le corps des officiers ne rencontra aucun appui. Les comités eux-mêmes, le seul organe par lequel il fut encore possible d'exercer une influence sur la troupe, demeurèrent pendant longtemps sans que leurs droits et leur compétence fussent déterminés, ce qui leur permit, en vertu de la soi-disant « initiative révolutionnaire » ou plus simplement du droit qu'ils avaient usurpé, d'étendre leur compétence à l'infini. Rien,

d'autre part, n'empêchait les soldats, quand ils étaient mécontents de leurs comités, de procéder à de nouvelles élections. Force était de compter avec leur intransigeance.

Un jour vint où le pouvoir central se vit obligé de rétablir dans l'armée des mesures de rigueur, et même la peine de mort; il était trop tard: l'armée était irrémédiablement désorganisée, et les comités aux mains des éléments bolchévistes.

L'IMPRESSION EN FRANCE ET EN ANGLETERRE

Comment la Révolution russe fut-elle accueillie par nos alliés occidentaux? J'ai conservé à ce sujet quelques copies de télégrammes.

Les Alliés, évidemment, se préoccupaient surtout de savoir si la Russie serait en état de continuer la guerre. Nul ne doutait de la bonne volonté du Gouvernement provisoire de poursuivre la lutte jusqu'à la victoire. Mais nous avions vu, au début de mai, le ministre de la Guerre Goutchkov donner sa démission. Bientôt, ce fut le tour de P.-N. Milioukov, ministre des Affaires étrangères. Celui-ci démissionna sous la pression des forces intérieures, émues de la circulaire de Milioukov aux représentants russes à l'étranger touchant les buts de guerre, laquelle avait été interprétée, dans les milieux révolutionnaires, comme un retour aux visées impérialistes.

Quant au Soviet des députés ouvriers et soldats, il était, depuis longtemps déjà, l'objet des inquiétudes de l'opinion publique française. Dès le 21 mars, notre ambassadeur à Paris, Iswolski, télégraphiait à Milioukov: « On est fort inquiet ici des nouvelles de Pétrograd au sujet des tendances radicales du Soviet des députés ouvriers et soldats et, en particulier, de son désir de mettre fin à la guerre. »

De même le représentant de la Russie à Londres télégraphiait, à peu près à la même époque, que les communications du gouvernement russe inspiraient des craintes à l'Angleterre.

« Le gouvernement d'ici, ajoutait Nabokov, n'est pas sûr que notre armée soit présentement dans l'alliance une puissance aussi forte qu'auparavant. » Le 2 mai, Iswolski faisait part au ministère que l'ambassadeur de France à Pétrograd, M. Paléologue, peignait la situation en Russie sous des couleurs extrê-

mément sombres. M. Paléologue conseillait à son gouvernement d'examiner dès à présent dans quelle mesure on pouvait compter sur le concours ultérieur de l'armée russe. Il est vrai que M. Albert Thomas, qui se trouvait alors en Russie, estimait cette conclusion trop pessimiste. Il pensait qu'à la situation n'était pas désespérée, mais il préférait ne se prononcer sur la puissance combattive de l'armée russe qu'après être allé à la Stavka, et s'être entretenu avec le général Alexéiew.

Consulté en effet par M. Albert Thomas, le général Alexéiew lui déclara que l'armée traversait une crise grave qui n'avait pas encore atteint son maximum. Il lui promit qu'il ferait tout son possible pour profiter d'une occasion favorable afin d'affaiblir l'adversaire et de tenter de passer à l'offensive. Mais il termina l'entretien en priant M. Albert Thomas d'essayer d'obtenir du Soviet des députés ouvriers et soldats qu'il lancât une proclamation à l'armée sur la nécessité de l'offensive. Cette prière n'était pas faite pour rassurer M. Albert Thomas sur le résultat de l'offensive.

Celui-ci, de son côté, semble avoir eu beaucoup de peine à s'acquitter de la mission que lui avait confiée le général Alexéiew. Le Soviet des députés ouvriers et soldats proposa la convocation d'une conférence interalliée pour déterminer les buts de guerre et conclure entre alliés un accord à ce sujet. Cette proposition n'eut, du reste, pas de suite, M. Ribot ayant déclaré que la France refusait de s'engager sur cette voie et conserverait sa liberté d'action.

PRÉPARATION DE L'OFFENSIVE BROUSSILOV

Peu de temps après, le général Broussilov était nommé généralissime. Le général Alexéiew, auquel on reprochait d'avoir, dans un discours, prononcé des paroles imprudentes, demeurait conseiller militaire du gouvernement.

J'ignore par quels arguments le Gouvernement provisoire, en l'espèce Kerenski, réussit à convaincre le Soviet des députés ouvriers et soldats de consentir à la préparation de l'offensive. Mais, parmi ces arguments, il y avait sans doute le besoin urgent de crédit. Sur cette question, notre représentant à Londres, Nabokov, communiquait à notre gouvernement des renseignements peu encourageants : « On a perdu l'espoir ici,

télégraphiait-il, le 7 mai, que la Russie soit capable de nous apporter, pour vaincre les Allemands, un concours correspondant à son rang de grande Puissance. Ni les déclarations du Gouvernement provisoire, ni les propos remarquables de notre commandant en chef au feld-maréchal anglais n'ont pu dissiper cette défiance. C'est la raison pour laquelle il est impossible de convaincre le gouvernement d'ici de la nécessité de nous ouvrir de nouveaux crédits à concurrence de nombreux millions. Tant que la Russie n'apportera pas des preuves effectives que notre armée est comme auparavant capable d'attaquer et de vaincre, et que nous nous y préparons, aucun discours ne rétablira la confiance en la puissance combattive de la Russie, et en la solidité de son nouveau régime. »

Au surplus, la situation politico-militaire alors était telle, qu'elle faisait comprendre au Gouvernement provisoire la nécessité de montrer aux Alliés, par une offensive sur le front est, que la Russie restait fidèle à l'alliance des Puissances de l'Entente.

La guerre semblait toucher à sa fin. Vers le 10 avril, le général Nivelle avait commencé sur le front occidental une offensive décisive dans la région de Reims. Une partie importante de l'opinion française en attendait des résultats considérables. Deux de nos brigades envoyées sur le front français participaient à l'attaque.

On sait qu'en fin de compte cette offensive ne légitima pas les espoirs qu'on avait mis en elle. Mais il était toujours question du ralliement des États-Unis aux Alliés, à la suite de la guerre sous-marine à outrance décrétée par les Allemands depuis février. Et la situation de la monarchie austro-hongroise était si catastrophique qu'elle poussait celle-ci à songer à une paix séparée.

Bref, le Soviet des députés ouvriers et soldats fut forcé de consentir à un essai décisif de préparation de l'armée russe à l'offensive, en dépit du moral des troupes, qui prêtaient de plus en plus l'oreille aux conseils des bolchévistes partisans de la paix. Cette décision du gouvernement fut bien accueillie d'une partie de l'armée et de tous ceux qui, en Russie, nourrissaient des sentiments patriotiques.

Ce fut Kerenski, alors ministre de la Guerre, qui se chargea de la tâche ingrate de ranimer l'esprit offensif parmi les troupes.

Et, en fait, c'était sans doute le seul homme en Russie en qui, à cet égard, on pouvait mettre quelque espoir. Son autorité dans les milieux de gauche, son talent d'orateur n'étaient pas discutés. Ce n'est pas pour rien qu'avec une certaine pointe d'ironie on l'avait surnommé « le grand bavard ». Il y avait, du reste, dans ce sobriquet, une espèce de défiance pour les méthodes dont il voulait se servir devant la troupe.

Néanmoins, avec l'aide du commandement et des comités, qui se composaient encore, en majorité, d'éléments désireux de poursuivre la guerre, Kerenski parvint, sur le front sud-ouest, à électriser les hommes et à les préparer à la marche en avant. Les officiers, sans hésitation et avec un magnifique esprit de sacrifice, décidèrent de transformer cette attaque en victoire. Pour entraîner plus sûrement les hommes, on constitua, avec des volontaires, des brigades de « choc » qui devaient s'élancer les premières à l'assaut.

LE PLAN D'ATTAQUE

On choisit pour attaquer la zone du front, s'étendant sur plus de 150 kilomètres des deux côtés de la ligne Kamenets-Podolsk-Lvow. L'offensive devait commencer le 18 juin-1^{er} juillet, et elle devait être précédée par une préparation d'artillerie de deux jours.

Les premières attaques furent couronnées d'un succès inattendu. Les troupes russes, sur certains points où les Autrichiens étaient en majorité, avancèrent de plusieurs kilomètres à l'intérieur des lignes ennemis et s'emparèrent de 30 000 prisonniers et de 100 canons. Mais cette victoire avait été payée trop cher : le meilleur des assaillants avait péri dans la bataille. L'élan des autres ne tarda pas à tomber. L'état moral fut bientôt si bas dans nos troupes, que, sous la pression des contre-attaques allemandes, elles reculèrent rapidement. Un mois plus tard, elles avaient battu en retraite au delà de la Sbroutch, soit à 100 ou 120 kilomètres en arrière de leurs lignes de départ. Ainsi se termina ce qu'on appela en Russie, avec une nuance péjorative, « l'offensive du 18 juin ».

Les autres tentatives d'offensive de nos troupes sur les autres fronts, occidental et nord, eurent le même insuccès. Elles furent, du reste, conçues dans des proportions plus

modestes et, d'autre part, elles ne provoquèrent pas de repli au delà de la position de départ. En fait, elles avaient plutôt le caractère de démonstrations et elles auraient dû être engagées avant l'offensive sur le front sud-ouest, qui aurait gardé ainsi le caractère d'opération principale. Mais, évidemment, il ne fallait pas penser alors à préparer une opération selon les règles de l'art militaire. L'ordre des attaques était déterminé principalement par le plus ou moins d'espoir dans le succès. Le front sud-ouest était le plus éloigné du centre de la contagion révolutionnaire, de Pétrograd « le Rouge ». La vague de décomposition ne s'y faisait sentir que sous une forme atténuée. En outre, il trouvait devant lui comme adversaires en majorité des Autrichiens, qui avaient déjà subi plusieurs fois le choc des troupes russes. Le front ouest venait au second rang comme difficulté. Le plus ingrat était sans conteste le front nord, que l'on préservait avec peine de la soumission totale aux influences bolchévistes.

La dure obligation de prendre l'offensive échut, sur ce front, à la V^e armée, malgré que son chef eût fait part au Quartier général du danger de cette offensive, et qu'il n'eût pas caché qu'elle serait sans résultat.

— Nous pouvons, avec quelque chance de succès, tenir sur la partie du front qui nous a été confiée; mais attaquer est impossible.

Telle était mon opinion très nette.

Pour ranimer parmi les soldats l'esprit offensif, Kerenski fit une apparition à Dvinsk. A la veille de l'offensive, deux autres membres du Gouvernement provisoire, Skobelev et Lebedev, furent également délégués.

Je vois encore, comme si j'y étais, se rassembler dans l'immense théâtre du chemin de fer, près de la gare de Dvinsk, les représentants de tous les comités de troupe de l'armée. Que de discours enflammés ne proféra-t-on pas! Je dus moi-même prononcer quelques paroles. Je choisis pour thème de mon allocution cette idée que la paix sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, dont parlaient tant alors les agitateurs de cette période, ne pouvait être solide que lorsqu'ils auraient été libérés du joug étranger, sur notre front, nos frères slaves et sur le front occidental, l'Alsace et la Lorraine arrachées par la violence à la France.

La salle fut secouée d'un violent enthousiasme. A la fin, tous les assistants, beaucoup les larmes aux yeux, protestaient qu'ils étaient prêts à se sacrifier pour le succès de l'offensive en préparation... Oui, mais il y a loin de la coupe aux lèvres. L'enthousiasme ne franchit pas les murs du théâtre et n'arriva pas jusqu'aux hommes.

J'avais fixé comme but à l'offensive le problème militaire le plus simple. Il s'agissait d'attaquer une petite colline s'avancant en coin dans nos lignes et, de plus, mal défendue par le feu de l'artillerie ennemie. La tâche était aisée et purement tactique. On consacra à la préparation beaucoup de temps et d'efforts. L'inspecteur de l'artillerie de l'armée dirigea dans les détails, sous ma surveillance, la concentration des feux, la répartition des rôles et la marche même du combat d'artillerie. L'artillerie accomplit à la lettre sa mission de préparation de l'attaque. Pour effectuer celle-ci, j'avais désigné une brigade de choc, formée spécialement et minutieusement et comprenant un pourcentage considérable d'officiers. Elle s'élança hardiment dans les tranchées ennemis que les Allemands avaient presque évacuées lors de la préparation d'artillerie, et s'empara de la colline. Il ne restait plus à résoudre que la dernière partie du problème : organiser la position et s'y maintenir. C'est là que tout échoua, les hommes du rang se refusant, aussi bien de jour que de nuit, à sortir de leur place d'armes et à fortifier les nouvelles positions. Tous les efforts demeurèrent vains. A l'aube du jour suivant, en face des Allemands qui se préparaient à contre-attaquer, il fallut faire reculer la brigade de choc, qui se trouvait isolée, sans tranchée, sans boyaux, et vouée, dans l'impossibilité où l'on était de la secourir, à un sort des plus périlleux.

Telle fut la tentative d'offensive sur le front nord. Elle prouva jusqu'à l'évidence que sans discipline, sans autorité, sans volonté, une armée ne peut pas être.

La persuasion morale ne pouvait pas agir uniformément sur tous. Ce n'est pas sans raison qu'un révolutionnaire, aussi expérimenté mais aussi patriote que Savinkov, télégraphiait au Gouvernement provisoire : « A tous ceux qui refusent de se sacrifier pour la patrie, appliquez la peine de mort. Il n'y a pas d'autre issue. » Dans le même sens et sur l'ordre du général Kornilov, qui avait remplacé le général Broussilov à la tête

des armées, on institua des tribunaux révolutionnaires et on rétablit la peine de mort.

Mais la décomposition de l'armée était trop grave pour qu'on pût y remédier promptement. Le bolchévisme avait fait son œuvre. Le 16 juillet, à Pétrrogard, Lénine et ses partisans avaient tenté, pour la première fois, de s'emparer du pouvoir. On dut attendre plusieurs jours pour connaître l'issue de l'émeute. Parmi les troupes qui participèrent au rétablissement de l'ordre dans la capitale, il y avait une brigade de cavalerie que j'avais envoyée de la cinquième armée, celle-là même qui, lors de l'offensive, s'était montrée incapable d'attaquer.

Ainsi, les efforts pour ranimer l'esprit offensif de l'armée russe avaient échoué sur les trois fronts. Sur le front sud-ouest, la tentative avait tourné en catastrophe. En conséquence, et devant la démorisation croissante des troupes, Kerenski jugea nécessaire d'ajourner les préparatifs d'offensive sur le front roumain. Après les épreuves qu'elle venait de connaître, l'armée était tombée dans un véritable état de prostration.

KORNILOV, GÉNÉRALISSIME

Pourtant, le nouveau commandant en chef, le général Kornilov, nommé le 1^{er} août, n'avait pas déposé les armes. Dès son entrée en fonctions, il avait exigé l'institution de la peine de mort à l'arrière pour lutter contre les déserteurs, les désordres dans les dépôts; il exigeait aussi le rétablissement du pouvoir disciplinaire des chefs, la délimitation de compétence des comités de troupes, l'interdiction des *meetings* et de toute espèce de propagande contre l'État, enfin l'application de diverses autres mesures, moins importantes, mais aussi urgentes. Il fit de ce programme la pierre angulaire de toute son activité.

Ce programme, qu'il avait exposé dès le 25-29 août devant le Conseil d'Empire réuni à Moscou par Kerenski, rassembla autour du général Kornilov de très nombreux partisans. Son séjour dans la capitale fut un véritable triomphe pour ce chef extrêmement ferme et volontaire.

Par malheur, le Gouvernement provisoire, que présidait Kerenski, ne suivit pas Kornilov dans la voie du rétablisse-

ment de l'ordre. Il pressentait en lui un homme dangereux au point de vue politique. Même le nouvel échec que nous subîmes alors devant Riga sur notre flanc droit (12^e armée) et l'abandon de cette région ne ramenèrent pas à la raison ceux qui détenaient le pouvoir. Cette défaite eut du moins pour conséquence d'inspirer des craintes aux milieux dirigeants touchant la sécurité de la capitale et d'inciter le Gouvernement provisoire à prélever sur le front un corps composé de troupes de confiance qu'il plaça sous sa dépendance directe.

Au même moment, le général Kornilov concluait à la nécessité d'intervenir dans la vie politique du pays. Sans cette intervention, il lui semblait impossible de restaurer l'armée et de poursuivre la guerre.

Il conçut alors le projet de s'emparer de Pétrograd par la force, et, à cet effet, il dirigea vers la capitale un corps de troupes cosaques qui lui était dévoué. Mais sa tentative échoua. Son emprisonnement à Bykhov, son départ pour le Don et le Kouban, terminé par sa mort héroïque à Ekaterinodar furent les dernières étapes de la vie de ce vaillant patriote russe.

Son désir ardent de sauver la Russie et l'armée de la décomposition et de préserver son pays d'une paix prématurée lui avait gagné les sympathies de tous ceux qui voyaient clairement vers quel abîme la Russie roulait infailliblement, par suite de la faiblesse coupable du gouvernement. Mais les hommes qui vivaient de près ces événements ne furent pas moins stupéfaits de la légèreté avec laquelle le général Kornilov mit son plan à exécution sans l'avoir aucunement préparé. Presque personne dans l'armée, parmi ceux qui auraient pu lui faciliter la tâche, ne fut tenu au courant.

Son télégramme du 9 septembre, dans lequel il annonçait sa rupture avec le Gouvernement provisoire, éclata comme un coup de foudre dans l'étonnement général. En voici le passage essentiel :

« Moi, général Kornilov, fils d'un cosaque paysan, je déclare à tous et à chacun que je ne demande rien que le salut de la grande Russie. Je jure de mener le peuple, par la victoire sur l'ennemi, jusqu'à l'Assemblée constituante, dans laquelle il décidera lui-même de son sort et choisira la forme du nouveau régime de l'État. »

La marche de cavalerie contre Pétrograd ne réussit pas.

Mais elle eut pour résultat la destitution du général Kornilov du poste de généralissime.

Dans cette circonstance dramatique, alors que le général Kornilov engageait la lutte contre Kerenski, je me crus moralement tenu d'adresser au chef de l'État un télégramme. J'étais, en effet, convaincu, après l'échec de l'offensive, de l'impossibilité de sauver l'armée de l'anarchie, et je me sentais, d'autre part, responsable, en ma qualité de commandant de la cinquième armée, de la couverture de la capitale. J'exprimais, dans ce télégramme au chef de gouvernement, l'opinion qu'il était indispensable de trouver un moyen de concilier les espérances du général Kornilov et les vues du gouvernement. « Seul cet accord, disais-je en terminant, permettra à l'armée de protéger Pétrrogard dévoyé, mais toujours russe... »

Certes, je n'ignorais pas que ce télégramme me mettrait dans une situation très difficile à l'égard du Comité d'armée qui cédait de plus en plus à l'influence bolchéviste. Et, en effet, le lendemain on me fit officieusement savoir par l'intermédiaire du président du Comité d'armée que, durant toute la nuit, on avait débattu vivement mon arrestation. Celle-ci n'eut pourtant pas lieu, mais, peu de jours après, je fus relevé de mon commandement.

Je me trouvais déchargé ainsi d'une lourde responsabilité. Je partis pour Pétrrogard, après avoir, durant trois ans sans discontinuer, servi ma patrie sur le front.

YOURI DANILOV.

DANS LES COULISSES DE LA VIE PARISIENNE

(1871-1895)

Pendant quelque cinquante ans, je me suis trouvé mêlé à bien des événements de la vie parisienne, c'est ainsi que j'ai pris part, parfois comme acteur, plus souvent comme témoin, au mouvement littéraire, politique ou mondain contemporain. J'ai beaucoup vu, beaucoup entendu et beaucoup retenu, d'autant que j'avais de bonne heure contracté l'habitude de consigner dans une sorte de journal tout ce qui me paraissait intéressant à noter.

Le moment me semble venu de mettre quelque ordre dans ces souvenirs, et de les présenter au public. Si le lecteur veut bien me suivre, peut-être ne regrettera-t-il pas d'avoir pénétré avec moi dans ces coulisses de la vie parisienne.

LES CONSEILS DE M^E LACHAUD

Venu à Paris au mois d'octobre 1871 pour suivre les cours de la Faculté de droit (deuxième année), j'étais licencié en 1873. Je demandai alors mon inscription au barreau et fis mon stage.

Réussir au barreau n'était pas l'affaire d'un jour; je me rendais très nettement compte qu'il me faudrait marquer le pas pendant plusieurs années avant d'avoir une clientèle. Je m'armai de patience, et, pour que cette patience me fût moins pénible, je résolus de mettre à profit cette période d'attente

pour m'initier plus intimement à la vie du Palais et voir de près les maîtres les plus renommés.

Parmi ceux-ci Jules Favre était resté fameux, bien que le silence commençât à se faire autour de son nom. J'avais un vif désir de l'entendre. C'était assez difficile, car il ne venait plus que fort rarement au Palais. Enfin, un jour, je fus averti par un confrère que Jules Favre plaidait devant une chambre de la Cour; je m'y précipitai. Le procès n'avait rien de palpitant : c'était une vulgaire affaire d'intérêts privés qui se débattait devant les juges. Je ne m'attendais donc pas à un grand déploiement d'éloquence; néanmoins, je fus surpris de n'entendre qu'une plaidoirie assez terne, débitée sur un ton monotone, qu'entrecoupait presque à chaque phrase un hoquet du plus désagréable effet. C'était là cet orateur célèbre dont la réputation était universelle et qui avait remporté tant de triomphes? Il n'en subsistait pas même de beaux restes, et je n'en revenais pas.

M^e Lachaud était alors le grand avocat d'assises; il était allié à ma famille et avait épousé la fille d'une cousine germaine de ma grand mère paternelle. Cette parente était une femme de lettres qui avait eu en son temps une certaine notoriété, M^m Ancelot. Elle avait publié quelques volumes et fait jouer plusieurs comédies et vaudevilles dans le goût du jour; mais son œuvre, de beaucoup la plus remarquable, avait été de faire de son mari un académicien.

Ancelot, très médiocre versificateur, auteur d'une mauvaise tragédie, *Maria Padilla*, n'en avait pas moins osé se présenter contre Victor Hugo, candidat pour la cinquième fois, lequel ne l'avait emporté sur son concurrent que par 17 voix contre 15, le 7 janvier 1841; mais, le 15 février suivant, le vaincu avait eu sa revanche, et Ancelot était entré triomphalement dans l'illustre Compagnie. Si le succès était pour lui, tout le mérite en revenait à sa femme; on voit que Virginie Ancelot ne manquait pas de savoir faire. Elle ne manquait pas non plus d'esprit; c'est elle qui disait : « Je suis une heureuse mère : j'ai une fille dont on ne parle pas, et un gendre dont tout le monde parle. »

Je ne l'ai connue que très vieille. Elle habitait rue de Grenelle, au coin de la rue de la Chaise, le même appartement depuis 1830. Elle nous conta que, depuis qu'elle s'y était

installée, elle ne l'avait pas quitté un seul jour, ni pendant la Révolution de 1848, ni pendant le siège de Paris en 1870, ni pendant la Commune.

A la mort de son mari, survenue en 1854, elle avait transformé son salon. Cette pièce carrée, dont elle a parlé dans son livre sur les *Salons de Paris*, et dont elle avait fait un salon littéraire, était devenue une sorte de volière du plus bizarre aspect. Le long des murs étaient placés des réservoirs en zinc, remplis de terre, garnis de mousse et d'une herbe maigre et souffreteuse au-dessus desquels voletaient de pauvres oiseaux à qui ce pitoyable décor devait donner l'illusion de la nature et de la liberté. Quant aux visiteurs, c'était surtout par l'odorat qu'ils pâtissaient de l'étrange manie de la bonne dame.

Toujours confinée dans son logis, M^e Ancelot, qui avait conservé un cerveau encore vif dans une tête branlante, continuait à écrire des pièces qu'elle ne faisait plus jouer, et pour cause, mais qu'elle lisait à quelques intimes, dont les compliments, plus ou moins sincères, la ragaillardissaient en lui rappelant ses succès passés. C'étaient ses dernières joies. Fêtée, adulée dans sa jeunesse et dans son âge mûr, elle avait cédé au temps sans obstination; elle avait su vieillir, et ne plus vivre que dans ses souvenirs, lesquels étaient assez nombreux et assez variés pour meubler agréablement son imagination.

J'apercevais assez souvent M^e Lachaud au Palais, mais je n'osais l'aborder malgré l'envie que j'en avais, attendant toujours une occasion que je ne jugeais jamais assez propice à mon dessein.

Enfin le hasard me fournit cette occasion, et meilleure encore que je ne pouvais la souhaiter. Ayant été nommé d'office pour défendre un accusé devant la Cour d'assises, j'allai consulter la feuille du grefve; je vis que l'affaire était indiquée pour deux audiences, qu'elle comprenait trois accusés, et que l'un deux aurait pour défenseur M^e Lachaud.

J'étais un peu intimidé le jour où commença l'affaire, moins de plaider à côté du célèbre avocat que de voir quel accueil je recevrais de lui. Devrais-je lui rappeler notre parenté? Il me suffit de me trouver en sa présence pour être complètement rassuré. A peine m'étais je présenté à lui, en déclinant mon nom, qu'il me tendit la main, en me disant du ton le plus cordial :

— Mais nous sommes parents, et si je n'avais pas d'enfants, vous seriez mon héritier.

Durant les deux jours que se poursuivit l'affaire qui nous réunissait à la barre, il profita des suspensions d'audience pour faire plus ample connaissance avec son jeune cousin.

Dans le cours de ces conversations, il ne négligea pas le côté pratique, et il me donna d'utiles conseils touchant la profession dans laquelle il était passé maître, et dans laquelle j'étais encore bien novice, ainsi que je m'en apercevais en l'écoutant.

— Lorsque vous êtes en face de votre jury, me disait-il, votre premier soin doit être de passer en revue les têtes de vos jurés, et de tâcher de découvrir quel est celui qui est le plus intelligent de la bande. Ça n'est pas toujours facile, ajoutait-il, mais on y arrive, au moins relativement. Quand vous aurez découvert votre homme, adressez-vous directement à lui, et surveillez l'effet que produisent les arguments de votre plaidoirie ; s'il en est un qui le touche, il le manifestera inconsciemment par un geste, une attitude ; il relèvera la tête, se redressera, fixera son regard sur vous, etc. Vous aurez la preuve que votre argument a porté ; répétez-le sous d'autres formes pour qu'il pénètre ensuite dans le cerveau des autres jurés. Si, au contraire, votre homme reste indifférent, impassible, n'insistez pas ; ce serait peine perdue : passez à un autre argument.

Le conseil, fondé sur une observation psychologique très fine, me parut excellent, et je me promis d'en faire à l'occasion mon profit.

Il me disait encore :

— Lorsque vous avez des raisons de redouter la déposition d'un témoin, faites-lui poser par le président une question quelconque n'ayant aucune connexion avec l'affaire. Le témoin, surpris et qui ne voit pas où vous voulez en venir, hésite, cherche ce qu'il va dire et finalement balbutie une vague réponse. Bornez-vous alors à dire : « C'est bien ; j'en prends note », et rasseyez-vous tranquillement. L'effet est produit : à partir de ce moment, le témoin troublé est moins précis, moins affirmatif ; les jurés se creusent la cervelle pour deviner le motif qui vous a fait poser une question sans lien apparent avec l'affaire, et ils ne pensent plus à la déposition qui pouvait être dangereuse pour votre client.

GAMBETTA ET PAUL DE CASSAGNAC

Parmi les grands procès auxquels j'ai assisté, il en est un dont le souvenir mérite d'être rappelé, moins pour son intérêt propre que parce qu'il se termina par un de ces verdicts où se manifesta l'incohérence qui dictait déjà parfois, encore exceptionnellement, les décisions du jury, et parce qu'il fut la cause indirecte, à la Chambre des députés, d'un incident qui mit inopinément aux prises deux hommes fameux, Paul de Cassagnac et Gambetta.

Paul de Cassagnac, ayant dans son journal, *le Pays*, parlé sans aménité du régime républicain qui commençait à s'imposer à la France, fut déféré à la Cour d'assises. Les débats achevés, trois questions furent posées au jury, lequel répondit *non* sur les deux premières et *oui* sur la troisième, ce qui entraîna pour l'accusé une condamnation à deux ou trois mois de prison.

La diversité de ces réponses ne laissa pas de surprendre, car les deux premiers chefs d'accusation visaient des passages de l'article incriminé où l'auteur s'était livré à des attaques violentes contre le régime, tandis que le troisième ne portait que sur une phrase fort anodine : l'auteur y déclarait que ce qu'il faudrait à la France pour la guérir, ce serait une « infusion de violettes ».

Le mystère de ce verdict incohérent me fut expliqué par un des jurés qui avaient siégé dans l'affaire, et que je connaissais tout particulièrement ; c'était M. de Monteaux, dessinateur de grand talent, alors collaborateur de *la Vie Parisienne*.

Monteaux me conta que sur les deux premières questions les jurés s'étaient partagés en deux groupes égaux, six contre six ; mais une majorité s'était formée sur la troisième question : sept jurés avaient voté *oui* et cinq seulement *non*. Or le juré qui avait modifié son opinion était un pépiniériste de la banlieue parisienne, apparemment choqué, par un scrupule vraiment excessif de conscience professionnelle, du rôle que l'on faisait jouer à l'humble fleur des champs dans la bataille des partis. Sans doute, en votant comme il l'avait fait, avait-il eu moins soin de défendre la république que de punir un journaliste coupable d'avoir compromis la violette dans une fâcheuse aventure.

Voici maintenant l'incident parlementaire qui fut la suite de ce verdict.

Paul de Cassagnac était alors député, et comme il avait été laissé en liberté pendant la session, cela lui permettait de dauber sur le gouvernement, sans crainte de la Cour d'assises et à l'abri des votes fantaisistes des jurés. Un jour, son intervention dans une discussion ayant été annoncée, je m'étais rendu pour l'entendre à Versailles, où l'Assemblée siégeait encore ; j'étais présent à la séance lorsqu'il monta à la tribune. Il s'y montrait particulièrement agressif, quand, de son banc, Gambetta l'interrompit, et, faisant allusion à la condamnation qui avait récemment frappé l'orateur, il lui reprocha d'oser prendre la parole à la Chambre, « alors qu'il n'avait pas encore réglé ses comptes avec la Justice ».

A ce moment je vis, de la tribune où j'avais pris place, Paul de Cassagnac s'arrêter, puis, se tournant vers son interrupteur, il lui lança, avec autant de sang-froid que de présence d'esprit cette vigoureuse riposte :

— Je réglerai plus vite mes comptes avec la Justice que vous ne réglerez les vôtres avec la France, à qui ma prison coûtera moins cher que votre liberté !

La gauche hurle de fureur; la droite éclate en applaudissements : c'est un tapage effroyable, une confusion, un désordre dont on ne peut se faire une idée, si l'on n'a pas assisté à une de ces mêlées où les passions déchainées ne connaissent plus de frein. Le président, impuissant à dominer le tumulte, se couvre; la séance est suspendue, et les huissiers font évacuer les tribunes...

UN ÉCHO DANS LE FIGARO

Depuis une huitaine d'années, j'exerçais la profession d'avocat, mais, je dois l'avouer, un peu et même beaucoup en amateur.

En 1882, des revers de fortune m'obligèrent à envisager l'existence sous un autre jour; je compris que ma carrière d'avocat, mal commencée, ne me donnerait jamais les résultats pécuniaires qu'il me faudrait obtenir. Poussé en cela par le goût très vif que j'avais toujours eu pour la littérature, et m'imaginant que la littérature me paierait de retour, je

n'hésitai pas à me lancer dans cette voie, et à me faire homme de lettres.

J'abordai la carrière par le genre le plus facile : j'écrivis un roman qui parut chez Ollendorff.

Chose curieuse, son succès relatif fut dû pour une large part au *Figaro*, mais d'une façon toute détournée et après des péripéties qui ne l'eussent pas fait prévoir. En effet, je n'y connaissais encore personne, sauf le rédacteur chargé de la chronique judiciaire, que j'avais rencontré quelquefois au Palais.

Certain jour, appelé à défendre devant la Cour d'assises un employé qui avait volé son patron, je n'avais pas été peu surpris de voir dans l'assistance ce rédacteur, lequel avait paru suivre les débats avec un intérêt que ne comportait pas l'affaire en somme très vulgaire. Je m'étais bien tiré de ma plaidoirie; j'avais donc quitté l'audience avec l'espoir de trouver le lendemain, dans le *Figaro*, un compte rendu célébrant les mérites du jeune défenseur. Désillusion amère : le compte rendu y figurait bien, mais il était conçu en termes très durs pour l'accusé et très désagréables pour son avocat. J'étais, comme bien on pense, fort dépité, et ne savais à quoi attribuer ce procédé malgracieux d'un chroniqueur à qui je ne connaissais aucune raison de m'en vouloir. Un ancien me fournit l'explication du fait qui m'intriguait : le patron était en relations d'affaires avec le *Figaro* et comme, dans ma plaidoirie, j'avais dû, pour atténuer la faute du voleur, me montrer peu aimable pour le volé, ce qui est, en pareille matière, une des obligations pénibles de la profession, le compte rendu avait, avec usure, rétabli la balance, et m'avait, si j'ose dire, rendu la monnaie de ma pièce.

Mais Albert Bataille, tel était le nom de ce chroniqueur judiciaire, ne m'avait pas gardé rancune de la façon désobligeante dont il avait été plus ou moins forcé de parler de moi, et ce début fâcheux n'avait nullement empêché que par la suite d'excellents rapports s'établissent entre nous. Je lui avais envoyé mon livre; il m'en avait remercié en m'annonçant qu'il en ferait annoncer l'apparition par un « écho » dans le *Figaro*. Lorsque je fis part de cette bonne nouvelle à Ollendorff, celui-ci me félicita avec un petit air d'incrédulité qui ébranla singulièrement ma confiance dans l'efficacité de la promesse d'Albert Bataille.

me
un
rge
des
n'y
la
ais.
un
oris
vre
en
rie;
de
ites
a y
our
me
ce
sais
pli
ons
vais
ble
ons
ire,
o de

di-
nte
ce
uite
vais
u'il
ro.
ui-
gu-
pert

— Un écho dans *le Figaro!* Cela fait vendre une édition, me dit-il.

Mais Albert Bataille était pour moi l'homme des surprises : quelques jours après, un écho annonçait avec grands éloges la publication de mon roman *Mademoiselle de Poncin*. Cette seconde surprise effaçait l'amertume de la première, et la satisfaction de l'auteur lui faisait oublier les griefs de l'avocat.

LE MOUVEMENT BOULANGISTE

Au temps du boulangisme, je m'asseyais souvent à la table d'une femme d'esprit, bonne et charmante, que j'avais connue à la Comédie-Française, où, malgré le succès qui avait accueilli ses débuts, elle n'était pas restée longtemps. Elle avait quitté la scène pour se marier : c'était M^{me} Marguerite Durand, qui avait épousé Georges Laguerre, avocat et député. Celui-ci s'était jeté dans le mouvement boulangiste avec toute l'ardeur de la jeunesse et des illusions qu'il ne devait pas tarder à regretter.

J'ai vu le général Boulanger chez mon ami Duport, député bonapartiste de la Charente-Inférieure, à une soirée donnée en son honneur, dans les premiers temps de sa popularité. L'impression qu'il avait produite sur moi n'avait guère été favorable ; il n'avait, ni dans l'attitude ni dans le regard, ce je ne sais quoi par où se révèle la supériorité du caractère et de l'intelligence. Il semblait tout heureux de ses succès mondains et flatté des hommages que les femmes lui prodiguaient. Certes, il est permis à un ambitieux de cacher son jeu, mais il est dangereux pour lui de dissimuler sa valeur. A vrai dire, il ne me parut cacher ni l'un ni l'autre, et, dès ce moment, je me séparai de mes amis bonapartistes sur ce point, ne pouvant partager leurs illusions et leur confiance.

Que l'on ne croie pas, d'ailleurs, qu'en notant la chose, je songe à m'enorgueillir de ma perspicacité, car d'autres en ont montré autant que moi, et notamment une humble actrice de la Comédie-Française, laquelle fit preuve dans la circonstance d'une pénétration d'esprit fort inattendue.

Le général avait été invité chez une sociétaire de la Comédie-Française, la belle Marie Lloyd, femme du peintre Georges Vibert, lequel avait acquis une façon de célébrité grâce à ses tableaux, où il représentait invariablement, sous des traits fri-

sant la caricature, des moines en goguette ou des cardinaux en bonne fortune. Ce soir-là, M. et M^{me} Vibert avaient réuni à leur table, autour du général Boulanger, quelques hommes du monde, quelques artistes et deux comédiennes, Suzanne Reichenberg, et sa doublure Marie Martin.

Celle-ci, bien que jouant en second les rôles de son emploi sans un désavantage trop marqué, était considérée, au théâtre, comme une personne d'un esprit simple, sinon simple d'esprit. D'ordinaire, elle se tenait dans une prudente réserve; aussi la surprise fut-elle vive chez tous les convives lorsqu'on la vit, levant une coupe de champagne, se tourner vers le général, et qu'on l'entendit s'écrier :

— A notre camarade, le général Boulanger !

A ces mots, léger émoi parmi l'assistance; on juge la plaisanterie d'un goût douteux. La maîtresse de maison, plus ennuyée encore qu'étonnée, intervient, non sans humeur :

— Voyons, Marie, qu'est-ce que cela signifie? Tu ne sais pas ce que tu dis; le général n'est pas notre camarade...

— Mais si, répond sans se troubler Marie Martin...

Et elle ajoute tranquillement :

— Cabotin comme nous, le général.

On proteste pour la forme, car plus d'un convive n'est pas loin de trouver *in petto* que le mot de la « cabotine » n'est pas aussi bête qu'il en a l'air, mais on se hâte de parler d'autre chose pour faire oublier le toast malencontreux.

GRANDEUR ET DÉCADENCE D'ARTON

Je dois parler d'un personnage curieux et singulier que je connus à l'occasion de l'affaire boulangiste, à laquelle il se trouva mêlé, et où il joua un rôle dans la coulisse, avant d'en jouer un autre beaucoup plus important dans l'affaire de Panama. Ce personnage se faisait appeler Arton, bien que, dit-on, son vrai nom fût Aaron. Je le vis dans les bureaux de *la Presse*, dont il était le bailleur de fonds. *La Presse* dirigée par Laguerre était le journal du général Boulanger.

Arton était un petit homme replet, aux yeux vifs, d'aspect sympathique, toujours de bonne humeur, et dont la main s'ouvrait facilement. On ne savait trop d'où il venait ni comment il était parvenu à se faire une place dans le groupe qui

gravitait autour du général; mais un commanditaire est toujours le bienvenu partout. Je m'intéressais à la personne de cet inconnu qui me faisait un peu l'impression d'un personnage de Belzac. Je me souviens de le lui avoir dit, et d'avoir même ajouté que je pourrais bien quelque jour le mettre dans un de mes romans. Il en avait paru ravi, et, dès ce moment, il avait montré une grande amabilité à mon endroit. Un de mes amis, qui avait résidé pendant vingt ans à São-Paulo, avait connu Arton au Brésil, avant de le retrouver à Paris. Arton n'était pas riche à ce moment et cherchait à gagner quelque argent « en faisant des affaires ». Ayant été mis au courant d'une spéculation sur les cafés, il était venu trouver mon ami, lequel lui avait avancé une somme de 10 000 francs pour l'opération qu'il voulait tenter. Il faut croire que cette opération avait réussi, car Arton avait remboursé la somme prêtée, et s'était lancé dans « les affaires ». Quelles étaient ces affaires? Mon ami l'ignorait, mais le résultat était là : Arton était devenu un « financier », disposant de nombreux capitaux.

Il m'arriva une fois d'accepter, avec quelques personnes amies, une invitation à dîner dans une « garçonnière » qu'il possédait rue Rouget de Lisle.

On allait se mettre à table lorsqu'on vint discrètement avertir le maître de la maison que quelqu'un le demandait. Arton nous prie de l'excuser : il reviendra dans un instant. Cependant son absence se prolonge. Comme il arrive en pareil cas, la conversation languit : une idée me passe alors par la tête, l'idée d'une plaisanterie qui eût été, je le confesse, du plus mauvais goût, si je n'avais été intimement convaincu qu'elle était tout à fait inoffensive en l'espèce.

— Nous sommes chez un financier, dis-je à mes compagnons d'attente; on vient de l'arrêter. Une question se pose à notre délicatesse : devrons-nous quand même manger les bonnes choses qu'il nous a fait préparer?

Chacun dit son mot et l'avis général est que nous devons faire honneur au dîner, ce qui ne saurait manquer d'être agréable au malheureux qui gémit actuellement sur la paille humide des cachots.

Quelques instants après, Arton reparait.

— On vous a déjà relâché? fais-je, et je lui conte ce que nous avons décidé en prévision de son absence forcée...

Loin de paraître froissé le moins du monde de la plaisanterie, il sembla s'en amuser et la trouver très drôle. La soirée fut fort gaie, et, lorsque je partis, j'étais de plus en plus persuadé que notre amphitryon n'avait rien à redouter de la justice.

Cependant Arton devenait dans son genre une personnalité « bien parisienne », grâce à l'argent qu'il dépensait à propos et même hors de propos. La rubrique mondaine des journaux ne dédaignait pas d'entretenir les lecteurs de ses faits et gestes, des fêtes qu'il donnait, où il invitait une société très mêlée.

Il ne négligeait rien de ce qui pouvait servir d'aliment à la chronique. Ne s'avisa-t-il pas certain soir, où une grande fête réunissait dans les salons de l'Hôtel Continental le dessus et le dessous du panier du monde où l'on s'amuse, de trouver que sa maîtresse, Suzanne N..., n'était pas suffisamment parée de bijoux? La chose ne se pouvait tolérer plus longtemps. Prompt à la décision, et ne voulant pas remettre au lendemain une affaire aussi sérieuse, il envoya réveiller dans la nuit un grand bijoutier de la rue de la Paix, à qui il acheta un superbe collier, livré et payé sur-le-champ, lequel vint aussitôt s'enrouler autour du cou de Suzanne N... On juge de l'effet ainsi produit parmi les invités, et quels échos se répandirent dans les gazettes d'un acte où tant de générosité s'alliait à tant de galanterie. Le malin Arton savait ce qu'il faisait; c'était de la bonne réclame dont profitait son crédit.

Ce n'est que plus tard que j'appris à quelles opérations il se livrait, et en même temps pourquoi ces opérations lui donnaient une sécurité grande encore que trompeuse : la vérité se fit jour pour moi lorsqu'éclata le scandale du Panama. Son rôle dans l'affaire consistait à distribuer des sommes à certains parlementaires, afin de les disposer à voter dans un sens favorable à la Compagnie.

Par là s'expliquait sa rapide fortune ; on ne distribue pas des sommes considérables en pots de vin sans qu'il en reste une grosse partie dans les doigts.

Cependant, si discrets que soient les procédés employés en pareilles circonstances, il arrive un moment où la corruption se manifestant par ses effets attire fatidiquement l'attention sur les corrupteurs et les corrompus. Vers la fin de 1891, de mauvais bruits commencèrent à circuler aussi bien sur la situation désespérée de la Compagnie que sur quelques membres du Parlement.

Le premier nom qui parvint à la connaissance du public fut celui d'un ancien ministre, qui avait touché 400 000 francs. Avec celui-là on avait beau jeu, car il était mort, et l'action publique était éteinte à son égard. Mais il n'était pas le seul coupable, et Arton m'en indiqua plusieurs, dont certains avaient reçu 200 000 francs, d'autres 25 000. Il y en avait qui avaient encore moins touché, et qui s'étaient laissé corrompre au rabais. Avec quel mépris, il me nomma un député de Marseille, pauvre diable famélique, qui s'était vendu pour une somme dérisoire.

— Il ne m'a demandé que trois mille francs ! me dit-il. Il ne se lave donc jamais ?

Dès qu'il s'était senti menacé, Arton s'était naturellement enfui vers une destination inconnue. On fit mine de se livrer à des recherches ; mais on tenait d'autant moins à le prendre, que l'on redoutait ses révélations : Arton resta introuvable tant que la farce ne fut pas complètement jouée. Alors seulement sa retraite fut découverte, et encore par hasard. Ramené en France, il fut condamné à deux ans de prison (si je ne me trompe) ; toutefois, ce ne fut pas pour l'affaire de Panama, mais pour l'affaire de la Dynamite, dans laquelle il fut englobé comme secrétaire général de la Compagnie du Transvaal.

J'avais appris l'événement par les journaux, je savais Arton en prison, et j'avoue que, tout en conservant de lui un assez bon souvenir, je ne m'intéressais plus guère au sort d'un homme que je ne croyais plus revoir, lorsque, un jour, l'ami dont j'ai parlé, et qui avait connu Arton au Brésil, me dit :

— Arton viendra demain soir à la maison ; il a demandé à me voir, et je n'ai pas cru devoir le lui refuser. Il a exprimé également le désir de vous voir, je vous en préviens ; vous ferez ce que vous voudrez.

Je confesse qu'à cette proposition j'eus un moment d'hésitation ; toutefois, ce moment fut court. Évidemment, Arton s'était livré à des actes qui n'étaient pas conformes à la stricte honnêteté, mais les corrompus étaient à mes yeux aussi et même plus coupables que le corrupteur, et les corrompus, sauf un, avaient tous été blanchis par arrêt de justice. Je n'avais pas à me montrer plus sévère que les juges et les jurés, et puis j'étais curieux de revoir Arton et d'entendre ce qu'il me dirait.

Je me rendis chez mon ami ; au bout de quelques instants, Arton fit son entrée. La première impression fut bonne. Je

craignais qu'il ne prit soit l'attitude gênée et faussement humble du Vernouillet des *Effrontés* avant les conseils du marquis d'Auberive, soit l'attitude arrogante de Vernonillet seconde manière ; il évita le double écueil et se présenta simplement en homme qui a eu des aventures malheureuses et qui sait gré à ceux dont l'honnêteté discrète ne le lui fait pas sentir. La conversation s'engagea le plus naturellement du monde.

Tout d'abord, allant au-devant d'une question que nous ne lui posions pas, il nous expliqua, non sans bonne humeur, qu'on avait pour lui des égards, et qu'on lui accordait de grandes facilités lorsqu'il désirait sortir, ce que nous étions à même de constater par sa présence chez mon ami à une heure où d'ordinaire les prisonniers sont dans leurs cellules respectives. C'était quelque chose comme un régime ultra-politique qui lui était appliqué.

Trop fin pour se répandre en récriminations, et pour se plaindre d'avoir été condamné injustement, il nous conta que l'on s'occupait de lui faire obtenir sa grâce. Après avoir négligé sa famille au temps de sa splendeur et de ses folies, il avait retrouvé dans le malheur une fille qui se prodiguait pour lui avec le plus admirable dévouement. C'est cette fille qui avait entrepris de lui faire rendre la liberté ; avec une énergie infatigable, elle avait été porter une pétition chez tous ceux qu'elle croyait capables de s'intéresser au sort de son père, et elle avait obtenu déjà un grand nombre de signatures de personnages influents. Et Arton, tirant d'un cartable une feuille de papier ministre, exhiba la pétition sur laquelle s'étalait une longue série de signatures, que, sans dire un mot, mais avec un léger sourire sardonique plus éloquent que la parole, il fit passer sous nos yeux. Nous reconnûmes tous les noms de ceux que, dans ses confidences de jadis, il nous avait désignés comme ayant reçu de lui la manne distribuée par la Compagnie de Panama.

Arton ne doutait pas que la pétition produisit son effet et qu'on lui sut gré en haut lieu d'un silence propre à laisser le scandale s'atténuer, sinon se perdre dans l'oubli. Déjà il escroquait sa libération prochaine ; il nous fit même part de ses projets à ce sujet. Désireux de reprendre son activité, il avait cherché une affaire qu'il croyait capable de le remettre à flot, et qu'il dirigerait, tout en restant dans la coulisse, comme il convenait à sa situation d'homme « ayant eu des

malheurs »; il ne s'agissait de rien de moins que d'une concession qu'il avait déjà où ne saurait manquer d'avoir, la concession d'une mine d'or dans l'Alaska. Bref, il ne semblait ni abattu ni découragé, et lorsqu'il se retira vers les onze heures du soir pour réintégrer le local où il était logé aux frais de l'État, nous eûmes l'impression, mon ami et moi, que ce diable d'homme pourrait se relever et que nous entendrions encore parler de lui.

L'événement toutefois ne répondit pas tout à fait à nos prévisions. Arton obtint sa grâce et fut libéré avant d'avoir achevé sa peine; il se remit aux affaires, monta une société pour l'exploitation de la mine d'or, mais il ne sembla pas que les résultats fussent conformes à ses espérances, et l'affaire s'achevait vers un dénouement lamentable, si elle n'y était déjà parvenue, lorsque brusquement on apprit qu'Arton était mort.

Mon ami alla aux renseignements, et voici ce qu'il apprit: tout vieux qu'il fût, Arton avait conservé un cœur jeune; il s'était épris violemment d'une jeune fille, auprès de laquelle il n'avait pas trouvé la reciprocité du sentiment qu'il éprouvait, et, dans une crise de désespoir, il avait mis fin à ses jours en se tirant un coup de revolver. Triste fin à la Werther comme celle du général Boulanger et qui aide à mieux comprendre pourquoi ces deux hommes n'ont pas réussi : ni l'un ni l'autre n'avaient des tempéraments de lutteurs.

DE FORAIN À SEM

De 1888 à 1893, j'eus au *Figaro* une collaboration régulière. L'intimité qui commençait à s'établir entre Périvier et moi n'y était pas étrangère.

Nous nous retrouvions assez fréquemment dans le salon de M^{me} Laguerre, ou plutôt, pour dire vrai, dans la salle à manger. Je me plaisais beaucoup dans ce milieu, où l'on causait librement, où je m'initiais à la connaissance d'un monde nouveau pour moi, et où je rencontrais des gens intéressants et amusants. C'est là que je vis pour la première fois Forain, très grand artiste qui, après des débuts extrêmement difficiles, commençait à émerger et à se faire un nom, aussi bien par son talent de dessinateur que par ses mots « rosses » et même féroces.

Périvier avait acheté vers cette époque une fort jolie pro-

priété dans les environs de Meulan, à Tessancourt. Une élégante maison du XVIII^e siècle avec jardin à la française, vaste parc à l'anglaise, des prairies, une futaie, des cours d'eau et une île.

Pendant la belle saison, Périvier recevait à Tessancourt ses amis et ses collaborateurs du *Figaro*. Des femmes charmantes et aimables apportaient là leur grâce et leur sourire ; c'était Mme Laguerre, déjà nommée, Loyse Amel, morte prématurément, qui s'était fait une enviable réputation comme comédienne et comme chanteuse, disant avec un art exquis et consommé les vieilles chansons françaises, dont elle avait composé un répertoire unique, disparu avec elle ; c'était Mme Yvette Guilbert, créatrice d'un genre si personnel que personne n'a pu ni osé imiter parce que inimitable, qui venait en voisine, car elle habitait alors une villa sur les bords de la Seine à Triel, et d'autres qui ne faisaient que passer.

Théodore de Grave, un des anciens du *Figaro*, était avec moi un des plus assidus : nous partions le dimanche matin et ne revenions que par le train du soir. Certain jour, Théodore de Grave amena un de ses compatriotes, un Bordelais de petite taille, au visage glabre, ayant l'aspect d'un jockey de poids légers. Il nous le présenta comme un caricaturiste venant chercher à Paris la consécration d'un talent éclos en province. Le jeune caricaturiste ne devait pas tarder à rendre célèbre le nom de Sem, qu'il avait pris à l'imitation d'un de ses devanciers, le fin et aimable Cham, fils du comte de Noé. Toutefois l'imitation s'arrêtait là, car Sem n'eut jamais la bonne humeur de Cham, et son crayon a fait parfois des blessures que ses victimes ne lui ont guère pardonnées, moins indulgentes en cela que leurs amis et connaissances.

C'est dans une de ses visites du dimanche à Tessancourt, que Sem me photographia avec Théodore de Grave. Il eut l'aimable pensée de m'envoyer cette photographie, fort bien tirée, ma foi, et au verso de laquelle il avait écrit ces mots : *Sem, photographe ordinaire et respectueusement dévoué de M. Gaulot.*

LA CANDIDATURE DE ZOLA A L'ACADEMIE

Parmi ceux qui ambitionnaient l'immortalité dans le Palais Mazarin se révéla, vers 1892, un écrivain considérable, qui, à

cette époque, avait déjà acquis une réputation universelle, à quoi avaient coopéré le talent et le scandale : c'était Émile Zola, le chef de l'école naturaliste.

En 1891, je fus nommé membre du Comité de la Société des gens de lettres, en même temps que Zola en était élu président ; nous nous trouvâmes donc en rapports forcés. Je dois dire que si j'admirais le vigoureux talent du romancier, j'éprouvais une sorte de répulsion pour les obscénités dont il émaillait ses œuvres, et une forte antipathie pour sa personne. Je me faisais de lui une image conforme à son œuvre, autrement dit tout à fait « naturaliste » ; je m'attendais à voir un homme sanguin, violent, assaisonnant son langage de mots grossiers, bref, tout le contraire de l'homme que je vis : poli, doux, timide (car l'orgueil se cache souvent sous la timidité), osant à peine parler, surtout en public. Et ce qui me surprit encore davantage, il semblait pudibond ; ce fut du moins mon impression, lorsque, faisant fond sur sa réputation, je lui répétais un jour une plaisanterie assez salée que m'avait dite Hector Malot. Zola s'en montra très choqué et ne me le cacha pas ; je fus stupéfait.

Intrigué par cette contradiction entre ses écrits et ses paroles, je me mis à l'étudier, à analyser son caractère, et je crus découvrir dans son cas ceci de particulier : cet homme, la plume à la main, était un autre homme ; il se considérait alors comme un savant, comme un médecin qui ne recule devant aucune donnée précise de la science, dût-il pour cela dévoiler, dans les termes les plus crus, les plus intimes détails physiologiques. Je m'accoutumai fort vite à cette dualité de l'homme et de l'écrivain, et mon antipathie première pour l'homme que je ne connaissais pas, se changea en une sympathie pour l'homme que je connaissais. Il s'en aperçut, et nos relations devinrent cordiales, bien que, comme goûts, comme idées, nous fussions aussi différents qu'on puisse l'être.

Ainsi en fut-il pendant nos deux premières années de Comité. La troisième, ayant été nommé vice-président, je siégeai à côté de lui pendant les séances, et notre collaboration prit un caractère plus intime. Généralement, la séance terminée, il me proposait de sortir avec lui et de l'accompagner jusqu'à la rue Taitbout, où il se rendait tous les lundis ; j'acceptais volontiers, et nous cheminions de compagnie, tout en

causant. Il se plaignit un jour de l'ennui qu'il ressentait des séances du Comité, lesquelles, la plupart du temps, consacrées à des questions d'ordre intérieur, ne l'intéressaient pas. Étonné, je lui dis :

— Si cela vous ennuie tant, pourquoi avez-vous tenu à devenir président?

— Du moment qu'il y a une Société des gens de lettres, je devais en être le président, me répond-il.

Cette réponse m'éclaira sur sa pensée intime : il avait de lui-même une haute idée, une très haute idée. Et il m'en donna quelque temps après une nouvelle preuve.

C'était encore un lundi, dans le trajet de la Chaussée-d'Antin à la rue Taitbout.

— Savez-vous, lui dis-je, que j'ai parlé de vous hier avec l'héritier du plus grand nom des temps modernes?

Il s'arrêta, intéressé par ce début, mais il ne devina pas qui je désignais ainsi, et me lança un regard interrogateur.

— J'étais hier à Bruxelles, poursuivis-je ; j'ai passé la plus grande partie de la journée avec le prince Napoléon...

— Le prince Victor?

— Oui, et nous avons causé histoire, littérature. Il m'a demandé quelles étaient les opinions politiques des grands écrivains de notre temps... Je vous ai dit que je lui avais parlé de vous ; il eût été plus exact de dire que c'est lui qui m'a parlé de vous, car c'est lui-même qui a prononcé votre nom.

Visiblement, il était flatté.

— Eh bien ! Que lui avez-vous dit ?

— Je lui ai dit que vos opinions étaient « avancées » et qu'il devait vous considérer comme n'étant nullement de ses partisans : bien au contraire...

— Mais je ne lui suis pas hostile ! s'écria-t-il vivement.

— Le prince sera heureux d'apprendre que vous n'êtes pas de ses adversaires..., car je le lui dirai, si vous m'y autorisez.

— Oui, oui...

Nouvelle révélation que ces paroles échappées à sa sincérité ; il était sensible aux satisfactions de l'amour-propre.

Le cri du cœur poussé par Zola en apprenant que le prince Napoléon avait prononcé le premier son nom dans l'entretien que j'avais eu avec lui à Bruxelles, avait achevé de m'éclairer sur la crise que traversait alors le romancier.

J'étais bien forcé de constater une ambition qui se manifestait avec éclat par une démarche publique. Je m'apprétais à assister en spectateur à l'événement, dont l'issue ne me paraissait que trop facile à prévoir, lorsque le hasard m'amena à jouer un rôle dans l'affaire. Oh ! un rôle fort modeste, ainsi qu'on va le voir. Toutefois, conscient de l'intérêt que pouvait peut-être prendre, un jour ou l'autre, cet incident de vie littéraire, j'eus soin d'en écrire le récit tout chaud.

Voici donc mon récit :

« Décoré de la Légion d'honneur, président de la Société des gens de lettres, Zola voulait être un des Quarante, et, dans une lettre hautaine, il avait affirmé ses droits à faire partie de l'Académie française. Il ne semblait pas que l'illustre Compagnie en jugeât de même, car la candidature de Zola se heurtait aux plus vives résistances de la part des immortels, à l'exception de quelques-uns plus indulgents que leurs collègues pour les écarts d'un talent qu'ils admiraient. Confiant dans l'appui de ce petit groupe, Zola était décidé à aller de l'avant.

« Je ne connaissais des ambitions académiques de notre président que ce qu'en connaissait le public lorsqu'à un des diners mensuels de la Société des gens de lettres, le hasard m'ayant placé à côté de lui, il me prit pour confident de ses désirs et de ses espérances.

« Dans le cours de cette conversation, le nom de M. Camille Doucet fut prononcé. Camille Doucet, dès mon arrivée à Paris, m'avait accueilli avec une bonté paternelle et se montrait pour moi, en toute occasion, le meilleur des protecteurs. Zola témoignait pour lui une estime profonde, et se louait beaucoup de son appui. Je fus heureux d'entendre cet éloge d'un homme pour lequel j'avais une vive et respectueuse affection. M. Doucet, malgré son grand âge, restait ouvert à toutes les idées neuves, et ne reculait pas devant les initiatives hardies.

« Quelques jours plus tard, après la séance du Comité, Zola me prit à part, et me dit « combien il s'applaudissait du hasard qui nous avait mis en plus intime relation ; que, sachant maintenant à quel point j'étais lié avec M. Doucet, il n'hésitait pas à me demander de servir en quelque sorte de truchement entre eux, que cela lui serait d'autant plus agréable qu'il éviterait ainsi de traverser les cours immenses de l'Institut, et de passer sous quantité de fenêtres derrière lesquelles il

sentait des yeux nullement bienveillants occupés à épier ses démarches. »

« Je me chargeai volontiers du rôle qui m'était confié, et je me mis aussitôt à faire la navette entre l'Institut et la Société des gens de lettres. Il y avait trois fauteuils vacants, ceux de Renan, de Marmier et de Camille Rousset. Zola se portait candidat aux trois fauteuils; mais, ses chances étaient plus que nulles pour les sièges de Renan et de Camille Rousset (1).

« Restait celui de Marmier. Inconnu du public, Xavier Marmier était un lettré délicat qui avait vulgarisé les littératures du Nord. Zola me dit :

— J'aimerais à succéder à Marmier; le discours serait facile à faire, il y aurait de bien jolies choses à dire.

« Je transmis ce désir à M. Camille Doucet, et, comme il cadrait avec les intentions des partisans de Zola, de porter leur effort sur ce fauteuil, il fut convenu qu'on s'occuperaît uniquement d'enlever la succession de Marmier.

« Mais une première difficulté se présentait : Marmier avait eu pour ami et avait désigné pour son exécuteur testamentaire un homme, qui, après avoir été un éminent magistrat, était alors un éminent avocat, M. Choppin d'Arnouville. M. Camille Doucet me déclara que l'opinion de M. d'Arnouville serait d'un certain poids dans le choix de l'Académie, et que, dans le cas où elle se montrerait très nettement hostile au candidat, ce serait une difficulté de plus; il ajouta qu'il serait bon de lever cet obstacle en se rendant M. d'Arnouville favorable; toutefois, il ne me cacha pas qu'étant donné les opinions de l'exécuteur testamentaire de Marmier, l'affaire ne semblait pas des plus aisées. D'ailleurs, il ne pouvait personnellement rien, car il ne connaissait pas M. d'Arnouville.

« C'était fâcheux assurément, mais, là encore, le hasard n'avait pas trop mal arrangé les choses, et mon intervention pouvait être utile à mon président. M. Choppin d'Arnouville m'avait connu tout enfant et m'avait toujours témoigné les sentiments les plus affectueux.

« Après donc avoir rapporté à Zola les nouvelles de l'Institut touchant cet obstacle à sa candidature, je lui offris de faire une démarche auprès de M. d'Arnouville et de tâcher de dissiper

(1) Renan fut remplacé par Challemel-Lacour et Rousset par Thureau-Dangin.

ses préventions. La chose fut ainsi convenue, et, certain lundi, avant d'aller à la séance du Comité, je me rendis chez M. d'Arnouville qui demeurait rue Casimir-Périer.

« M. d'Arnouville, d'opinion très conservatrice et de convictions religieuses très nettes, n'était point disposé à faciliter à Zola l'entrée à l'Académie. Je plaidai de mon mieux la cause du candidat, insistant sur ce point que, si l'œuvre était de nature à effaroucher, l'homme était de nature à rassurer, étant bien différent de l'idée que l'on s'en faisait dans certains milieux.

— C'est possible, mais je ne le connais pas, me répondit M. d'Arnouville.

« Il sortit avec moi, et nous cheminâmes ensemble jusqu'au boulevard, au coin de la Chaussée d'Antin. Je nous vois encore sur le trottoir, devant le Vaudeville, dans une fin de discussion où chacun répète ses mêmes arguments. L'idée me vint de risquer le tout pour le tout :

— Vous ne le connaissez pas, c'est vrai; mais vous pourriez le connaître. Que feriez-vous, si Zola allait vous voir?

— Je le recevrais de mon mieux, et d'après ce que vous me dites, je ne serais point mécontent de causer avec lui.

« Il ajouta :

— Mais cette visite ne m'engagerait en rien, que cela soit bien entendu.

« Je n'avais aucune objection à faire à cela. Je quittai M. d'Arnouville en disant :

— Eh bien! vous recevrez peut-être sous peu la visite de Zola.

« Je retrouvai mon président au Comité, et je l'informai du résultat de ma démarche, l'engageant vivement à aller voir M. d'Arnouville. Ce n'était, après tout, qu'une visite de plus à faire. Il trouva mon idée bonne. Toutefois, averti comme je l'étais, par toute cette cuisine préparatoire d'une candidature, des précautions qu'il fallait prendre et de l'adresse qu'il fallait déployer pour se concilier des bonnes grâces aussi récalcitrantes, je crus bon de donner à Zola certains détails sur M. d'Arnouville, afin de le prendre par son faible, — tout homme en a; — je lui citai quelques-unes des affaires célèbres dans lesquelles, magistrat ou avocat, il avait porté la parole, et, dûment renseigné, Zola se résolut à faire sans tarder la visite annoncée.

« Il se rendit donc un matin rue Casimir-Périer, M. d'Arnouville était sorti; Zola prit le parti d'attendre son retour. Mais il ne l'attendit pas seul; il avait à peine pénétré dans le salon qu'une porte s'ouvrit, et M^{me} d'Arnouville, suivie d'une de ses filles, parut. Une curiosité fort naturelle l'avait poussée à venir tenir compagnie à l'auteur de *l'Assommoir*.

« Lorsque M. d'Arnouville arriva, Zola avait charmé ses auditrices et l'atmosphère était des plus favorables. L'ancien magistrat et l'écrivain causèrent ensemble, mettant à se plaire réciproquement une véritable coquetterie. Bref, l'entrevue se passa le mieux du monde, et l'on se quitta dans les meilleurs termes.

« Malheureusement pour Zola, l'œuvre était plus forte que l'homme; Nana, la Mouquette et le reste l'emportèrent sur sa séduction personnelle. Je ne sais s'il obtint le suffrage intime de l'exécuteur testamentaire de Marmier; il n'obtint point ceux de l'Académie qui se montra irréductible... »

HENRY HOUSSAYE

Dans le salon de Camille Doucet, à ces diners que présidait M^{me} Doucet avec tant de bonne grâce et d'amabilité, je rencontrais Jules Simon, Émile Ollivier, Henry Houssaye, d'autres académiciens encore.

Avec Henry Houssaye, qui n'était mon ainé que de quelques années, mes relations furent particulièrement fréquentes, et prirent assez rapidement une tournure amicale. Il habitait un des hôtels jumeaux que son père, Arsène Houssaye, l'ancien administrateur général de la Comédie-Française, avait fait construire dans le haut de l'avenue de Friedland. Il avait épousé une Américaine, laquelle, même après plusieurs années de séjour à Paris, n'avait pu arriver à perdre l'accent de son pays d'origine. C'est elle qui, à une personne lui faisant observer qu'au moment de son mariage elle ne parlait pas français, ni son mari anglais, et que cela devait être fort gênant, répondait avec une candeur naïve :

— Non, car c'était un mariage d'inclination.

Et le mot *inclination* qu'elle prononçait *innclinecheune* avait dans sa bouche une saveur toute particulière.

M. et M^{me} Houssaye menaient la vie la plus mondaine qui

se pût voir; les rares jours où ils ne passaient pas la soirée dehors, ils recevaient chez eux; et dans la grande galerie occupant tout le premier étage sur le devant de l'hôtel, de nombreuses tables de bridge étaient dressées. On se demandait comment un homme si mondain trouvait le temps de travailler, surtout d'écrire des ouvrages sur l'antiquité grecque et romaine, nécessitant de longues recherches et de patientes études. Ce fut bien pis, lorsque, franchissant quelque deux mille ans, il aborda l'*histoire des dernières années du règne de Napoléon I^r, 1814 et 1815*. À lire simplement les notes abondantes qui figurent comme références au bas de chaque page, on se rend compte de la masse formidable de documents qu'il lui a fallu lire, analyser, pour arriver à la connaissance des moindres détails de ces deux campagnes.

Il n'hésitait pas à interrompre son existence mondaine pour aller recueillir un document, une précision sur place. Il me conta à ce propos une amusante anecdote touchant l'enquête qu'il avait été faire à Waterloo, sur le champ de bataille. On lui avait indiqué une très vieille femme qui, jeune fille, s'était trouvée non loin de l'endroit où s'était passé le dernier épisode de la lutte : les carrés de la garde opposant en vain leur résistance aux attaques des Anglais, et la réponse fameuse de Cambronne à la sommation de se rendre. Conduit près de la vieille femme, Houssaye l'interrogea :

- Vous avez entendu le mot?
 - Quel mot?
 - Le mot de Cambronne.
 - Ah!... si je l'ai entendu! s'écria-t-elle avec conviction.
- Puis, après quelques secondes d'hésitation, elle ajouta :
- Pas ce jour-là... mais depuis!...

Et Houssaye dut se contenter de ce témoignage qui n'avait rien d'historique.

CHEZ LE PRINCE JÉRÔME

Dès qu'il fut devenu chef de la maison Bonaparte, après la mort du Prince impérial, tué le 1^{er} juin 1879 au Zoulouland, le prince Jérôme-Napoléon s'apprêta à en exercer les droits, en donnant à ses partisans des directions conformes à ses idées politiques. Toutefois, comme ses partisans étaient peu nom-

breux, il sentit la nécessité d'attirer à lui ceux qui voudraient bien venir, se flattant d'exercer sur eux le pouvoir de séduction qu'il s'attribuait. Il donna donc à ses fidèles la consigne de lui amener les nouveaux, les jeunes du parti. C'est à ce titre vraisemblablement qu'un de mes amis, le baron Legoux, m'offrit de me conduire chez le Prince, m'assurant que je serais bien reçu. Pourquoi aurais-je refusé? Cette démarche ne m'engageait pas. Et puis, j'étais curieux de voir de près ce prince dont on avait dit tant de mal, qui valait peut-être mieux que sa réputation, et qui, investi de nouveaux devoirs par sa nouvelle situation, pouvait se montrer un autre homme.

Le baron Legoux me conduisit donc avenue d'Antin, où demeurait le Prince, et nous fûmes introduits dans un vaste salon, à chaque coin duquel étaient placés des bustes représentant Napoléon aux diverses époques de sa vie : général de la République, premier consul, empereur...

Le Prince ne tarda pas à paraître, et je fus tout de suite frappé de son masque napoléonien. Il avait une grande ressemblance avec l'effigie de 1811, alors que l'Empereur avait pris déjà un certain embonpoint. Le Prince nous fit asseoir, mais resta debout, et, durant toute la visite qui dura une demi-heure, il ne cessa d'arpenter le salon, parlant avec animation, lançant ses phrases un peu comme des coups de boutoir; on eût dit qu'il cherchait moins à convaincre qu'à exciter la contradiction. Il ne faisait aucun effort pour gagner son interlocuteur; il exposait sa politique sans se soucier de l'effet produit, encore qu'il fût facile de discerner dans son ton d'autorité qu'il se considérait comme un maître à qui l'on devait l'obéissance. A la fin de l'entretien, il annonça son intention de fonder un journal de doctrine napoléonienne, — la sienne, — et il fit à cette occasion une allusion à la coopération qu'il attendait de ses partisans, allusion que je ne pouvais point ne pas comprendre.

Lorsqu'il nous indiqua que l'audience était finie, je me retirai avec Legoux, qui me demanda mon impression; je lui avouai franchement que cette impression était assez vague et confuse. Je ne regrettai pas ma démarche, mais elle ne m'avait pas procuré l'effet que j'en avais espéré; je n'étais ni hostile ni favorable; je n'avais été ni rebuté ni conquis.

Le prince Jérôme avait grand air ; on sentait qu'il avait de

lui-même une haute idée, tant à cause de sa valeur personnelle que de sa naissance. Aussi il était facile de se rendre compte que, très entier dans ses convictions politiques et anti-religieuses, il n'était pas homme à les faire flétrir plus ou moins sur certains points, encore moins à écouter les conseils des dignitaires de l'Empire, qui avaient formé ce que l'on pouvait appeler l'état-major du Prince impérial. Il restait obstinément fidèle au petit groupe des familiers qui avaient composé son entourage au Palais Royal, et qui l'avaient toujours servi avec un dévouement aveugle et sans jamais se permettre la plus petite observation.

CONVERSATION AVEC LE PRINCE VICTOR

Quand le fils ainé du prince Jérôme, le prince Victor, ayant terminé son service militaire, rentra à Paris, une fraction importante du parti résolut de le reconnaître pour chef, et une scission sépara le père et le fils, ce dernier représentant la tradition précédemment incarnée par le Prince impérial. Suivant en cela mes préférences politiques, je me rangeai du côté du fils.

Je ne me croyais pas un personnage assez important pour que ma déflection, — si déflection il y avait, — méritât que l'on y fit quelque attention ; en quoi je me trompais. Le prince jugea ma conduite d'un terme énergique et quelque peu gros que, pour cette seule raison, je ne reproduirai pas ici, et qui me fut rapporté par mon ami Legoux.

C'est dans une soirée donnée par M. Levert, ancien préfet et député, que je fus présenté au prince Victor. Dès cette première entrevue, j'eus le sentiment très net que je n'éprouverais pas avec le fils les mêmes désillusions qu'avec le père.

Le prince Victor était un grand bel homme, qui avait peut-être lui aussi le masque napoléonien, ce dont on ne pouvait juger, car il portait la moustache, et cette moustache très fournie donnait à sa physionomie un aspect énergique, et qui eût même paru dur, si deux yeux au clair regard n'en avaient adouci l'expression.

Doué d'une vive intelligence, d'un caractère sérieux, s'intéressant aux choses élevées, instruit et aimant l'étude, le prince, tout en conservant la dignité qui convenait à son rang,

se montrait, avec ceux qu'il admettait dans son intimité, d'une grâce charmante. Je le voyais assez fréquemment rue de Monceau, où il s'était installé après la rupture avec son père, et je n'avais pas tardé à éprouver pour lui un grand attachement.

Lorsqu'il fut exilé à Bruxelles, à la suite du vote de la loi de 1886, je correspondis avec lui par l'intermédiaire d'un secrétaire auquel on remettait les lettres qu'il n'eût pas été prudent de confier à la poste. Mais les lettres ne remplacent pas les causeries, et j'aurais bien voulu pouvoir aller de temps en temps passer une journée à Bruxelles; malheureusement, le temps me manquait. Enfin, un jour vint où les circonstances se prêtèrent à mon désir. C'était en 1893. J'arrivai vers minuit, un samedi, à Bruxelles. Je me dirigeai le lendemain dans la matinée vers l'avenue Louise, où habitait le Prince.

J'étais quelque peu ému à la pensée de le revoir... Je le retrouvai tel que je l'avais quitté, dans la journée des adieux, sept ans auparavant, toujours aussi parfait dans son accueil. Néanmoins, un grand changement s'était opéré en lui; c'était maintenant un homme fait (il avait alors trente et un ans), et un homme mûri par l'exil. Les souvenirs de la rupture étaient effacés; le prince Napoléon était mort le 17 mars 1891, et son second fils, le prince Louis, avait refusé de se prévaloir du testament de son père pour perpétuer la division dans la famille impériale.

Après le déjeuner, le secrétaire du Prince, Amédée-Edmond Blanc (lequel, pour le dire en passant, n'avait, malgré la similitude du nom, aucune parenté avec les Blanc de Monaco), me prit à part, et me dit :

— Le Prince va recevoir quelques personnes venues de Paris, mais ce ne sera pas long; il désire causer avec vous, et comme il sait que vous devez repartir ce soir, il vous consacrera la plus grande partie de l'après-midi. En attendant, je vais vous faire visiter l'hôtel et vous montrer les souvenirs napoléoniens qui y sont réunis.

Parmi ces souvenirs, les plus émouvants étaient ceux qui rappelaient le séjour à Sainte-Hélène et les derniers moments de l'Empereur : petit lit de fer, chaises de paille de la maison de Longwood, burettes et vases sacrés qui avaient servi pour l'Extrême-onction, et divers autres objets familiers, dons de

Mme Hortense Thayer, fille du général Bertrand, au Prince.

Puis on me conduisit devant une vitrine renfermant l'habit civil du Premier Consul; c'était un présent des dames lyonnaises qui avaient exécuté les broderies sur le velours de l'habit. Cet habit, dans un état parfait de conservation, semblait neuf: il avait été si peu porté, n'ayant fait que les rares intérimés de la redingote grise et de l'uniforme de général!

Vers trois heures, le Prince causa quelques instants avec moi dans son cabinet, puis, comme le temps était beau, il décida de sortir. Sa voiture était attelée, et nous y montâmes. Après avoir traversé les plus beaux quartiers de Bruxelles, nous quittâmes la voiture, et nous nous promenâmes jusqu'au moment où l'heure m'avertit que l'instant du départ approchait.

Pendant près de trois heures, ce jour-là, j'eus avec le Prince une conversation où nous éfilâtrâmes cent sujets. Le Prince m'expliqua d'abord pourquoi il avait fixé sa résidence à Bruxelles: c'est parce qu'on y parle français, et qu'il eût plus vivement senti la tristesse de l'exil dans une ville où il aurait entendu une langue étrangère; parce qu'un grand nombre de compatriotes venaient à Bruxelles; parce que des troupes d'artistes parisiens jouaient fréquemment dans les théâtres, et qu'il resterait ainsi en communication avec la culture française.

Puis il passa à la politique; il m'avoua que c'était pour lui un sujet ennuyeux. Autant la politique active, ayant un but précis et susceptible de résultats effectifs, lui aurait plu, autant lui déplaisaient les vains propos de partisans regrettant le passé, les mesquines ambitions de candidats convoitant un siège de député ou de sénateur, ou les suggestions de conseillers bénévoles venant lui proposer des plans ou puérils ou ridicules, ou impossibles. Ce qui l'agaçait particulièrement, c'étaient les exaltés, les violents, qui lui reprochaient de ne rien faire, pas même un petit coup d'État.

— Avec qui et avec quoi le faire? disait-il; où est le régiment qui se mettrait à ma disposition? C'est fou. Quant à faire des proclamations, à quoi bon? On sait qui je suis, où je suis, ai-je besoin de le rappeler à tout instant? Rentrer en France, réclamer contre la loi qui m'interdit de servir dans l'armée, cela aurait peut-être quelque intérêt, si je risquais ma vie ou

même seulement ma liberté par ce geste; mais non : tout se bornerait à l'intervention d'un commissaire de police qui me conduirait peut-être à la Conciergerie, ou qui, plus simplement, me reconduirait à la frontière.

Passant ensuite à un autre ordre d'idées, le Prince me parla des travaux historiques qui se multipliaient sous l'impulsion d'écrivains d'une haute valeur, et dans lesquels on rendait enfin justice à Napoléon. Il constatait avec une vive satisfaction que c'en était fini de ces pamphlets à prétentions historiques où l'on dénigrat l'Empereur, où l'on travestissait ses actes et ses pensées et la faveur qui revenait au grand homme lui semblait l'indice d'un réveil politique. Ce n'était pas mon avis, et je lui dis franchement :

— Ne le croyez pas, monseigneur : ce n'est pas un réveil politique, c'est un réveil historique. La voie est redevenue libre pour les vrais historiens depuis que ceux qui attaquaient l'oncle pour combattre le neveu ont cessé leur petit jeu méprisable.

De l'histoire il passa à la littérature. Il lisait beaucoup, dans le désir de se tenir au courant du mouvement intellectuel contemporain, et il me donna sur les écrivains en renom et sur leurs œuvres des appréciations qui témoignaient d'un grand sens et d'une complète impartialité. Il s'inquiéta de savoir si ces littérateurs étaient sympathiques à ses idées politiques; c'est à cette occasion qu'il prononça le nom de Zola. J'ai rapporté plus haut l'incident. Là encore, je lui répondis avec franchise; il n'y avait guère de bonapartistes, parmi les littérateurs, les uns étaient à droite avec les royalistes, et les autres, — c'étaient les plus nombreux, — à gauche avec les républicains.

— C'est fâcheux, dit-il, de n'avoir pas avec soi l'élite, ou du moins une partie de l'élite.

Le ton dont il prononça ces paroles montrait qu'il en éprouvait un regret sincère.

Dans toute cette conversation, il n'est pas sorti de sa bouche un seul mot qui ne témoignât d'idées larges et élevées, d'un souci constant de la grandeur de la France. Il parlait avec une mélancolique tristesse, mais sans aucune amertume, de la situation qui lui était faite par sa naissance et qu'avait aggravée l'exil. Il souffrait profondément de se sentir inutile,

d'être condamné à une oisiveté à laquelle il ne pouvait apporter d'autres dérivatifs que le travail et l'étude.

Toutefois, il était encore jeune et un long avenir s'ouvrait devant lui. Qui sait si des circonstances favorables ne lui permettraient pas un jour de rentrer en France ? Il se refusait à désespérer de ce retour dans sa patrie, après quoi il soupirait. Revoir Paris, y retrouver ses amis connus et inconnus, se reprendre à cette vie parisienne, à ce mouvement littéraire et artistique dont il avait goûté jadis le charme, tel était son rêve, et il n'y avait pas renoncé.

Hélas ! je l'écoutais, partageant ses regrets sans oser partager ses espérances. Aussi, lorsque je quittai le Prince, j'emportai un double sentiment : j'étais heureux de l'avoir vu plein de fier courage et de résignation sereine, triste à la pensée que la destinée ne lui apporterait sans doute que la lente et douloureuse certitude d'une vie manquée.

PAUL GAULOT.

COMMENT NOUS AVONS OCCUPÉ LA RUHR

I

Au cours des douze années d'occupation pacifique des provinces rhénanes, l'occupation de la Ruhr en 1923, précédée des « sanctions économiques de 1921 », a constitué un épisode, bref dans sa durée, mais grave par ses répercussions.

Le tableau de l'occupation serait incomplet, si l'on négligeait d'y faire figurer l'œuvre économique accomplie sur le Rhin par les autorités alliées. Cette œuvre, en effet, donne à l'occupation rhénane un caractère exceptionnel, qui la différencie nettement des diverses occupations militaires dont l'histoire offre l'exemple.

Dans le passé, l'occupation pacifique d'un territoire étranger avait un but précis et limité : la présence des garnisons étrangères visait, selon les cas, à garantir le paiement d'une créance, ou à assurer l'établissement d'un certain statut politique ou territorial. L'occupation rhénane, au contraire, telle que l'a instituée le traité de Versailles, eut dès le début un caractère beaucoup plus large et plus complexe, puisqu'elle était destinée à garantir dans toutes ses clauses, aussi bien territoriales et politiques que militaires et financières, un instrument diplomatique qui portait la signature de vingt-huit États et modifiait profondément la carte de l'Europe et du monde.

Aussi, dès 1919, au cours des délibérations du comité, présidé par M. Loucheur, qui élaborait le statut de l'occupation rhénane, l'éventualité d'une intervention de la Haute-Commissio-

sion dans l'ordre économique avait-elle été envisagée, sur une intervention du représentant britannique, lord Robert Cecil. Fait assez piquant, si l'on observe que, par la suite, la Grande-Bretagne s'est constamment attachée à restreindre la compétence et les attributions des autorités d'occupation. Le gouvernement italien s'était même alors réservé la faculté d'envoyer un représentant à Coblenze, si l'hypothèse envisagée venait à se réaliser, afin que les intérêts économiques de l'Italie fussent pris en considération par les puissances occupantes. Mais il ne pouvait s'agir, croyait-on, que de mesures provisoires, essentiellement limitées : on n'avait en vue que l'éventualité de troubles économiques ou sociaux, — grèves, crises de ravitaillement, — de nature à compromettre l'ordre public, en Rhénanie, ou la subsistance et la sécurité des forces d'occupation.

Or, les événements, ou, plus exactement, les manquements répétés de l'Allemagne, pendant les années qui suivirent la signature du traité de paix, allaient imposer aux Alliés, sur le Rhin, une tâche toute différente, et qui dépassera singulièrement par son ampleur, par ses difficultés d'exécution, par ses incidences politiques, le cadre qui avait été primitivement fixé à l'activité des autorités d'occupation.

A deux reprises, en effet, — en 1921, les trois puissances occupantes, puis en 1923, la France et la Belgique seules, — se verront contraintes de prendre en mains et d'exploiter directement, pour le compte des « réparations », les ressources douanières, minières, forestières, ferroviaires et fiscales d'une région qui compte parmi les plus développées, les plus peuplées et les plus riches de l'Europe.

Ces interventions, — la première n'étant que la préface de la seconde, — n'influieront pas seulement sur les rapports de la France et de l'Allemagne et sur la politique générale de l'Europe ; elles auront des répercussions immédiates et multiples sur le régime, l'esprit, le statut même de l'occupation rhénane.

Par là, sans doute, elles vont rendre singulièrement plus complexe la tâche déjà délicate des autorités d'occupation ; la politique rhénane d'entente et de rapprochement amorcée et, en partie déjà réalisée, en sera sérieusement troublée. En revanche, elles mettront en lumière, aux yeux d'une population, sympathique ou hostile, mais attentive, les qualités d'ini-

tiative, d'intelligente adaptation, de dévouement, — et surtout de mesure et de sang-froid, — par lesquelles les nôtres, pendant la guerre, avaient déjà étonné le monde.

Dans cette période enfin, les tendances véritables de ceux qui, de Berlin, dirigeaient alors les destinées du Reich, vont apparaître sous leur vrai jour, non seulement aux regards des Alliés, qu'elles ne devaient pas surprendre, mais encore aux yeux des Rhénans, qui pouvaient avoir oublié les temps révolus du *Kulturkampf*, et qui se virent brusquement voués à la misère et à l'abandon par leurs maîtres lointains...

* * *

A la suite des nombreuses conférences où les Alliés s'étaient efforcés d'obtenir le paiement des réparations, le 3 mars 1921, un ultimatum est adressé au gouvernement de Berlin, qui a sept jours pour accepter les chiffres fixés par les Alliés. Le ministère Fehrenbach ayant repoussé l'ultimatum, les Alliés décidèrent de « prendre des gages ».

L'occupation de la Ruhr était déjà, et depuis plusieurs mois, réclamée en France par une partie de l'opinion publique et parlementaire, mais elle rencontrait l'opposition formelle du gouvernement de Londres, opposition qui tient à la fois à la politique traditionnelle de la Grande-Bretagne sur le Rhin, et à la politique particulière de soutien, dont lord d'Abernon, ambassadeur d'Angleterre à Berlin, faisait alors bénéficier le gouvernement du Reich. Une solution intermédiaire ne permettrait-elle pas de concilier les légitimes exigences de la France et de la Belgique avec la nécessité de maintenir l'union interalliée, qui est à la base du traité?

Le 7 mars 1921, le Conseil suprême, réuni à Londres sous la présidence de M. Lloyd George, décidait l'occupation des villes de Duisbourg, Ruhrort et Düsseldorf, situées sur la rive droite du Rhin et qui apparaissaient comme les « clefs de la Ruhr ».

Les autorités d'occupation avaient fait valoir, en effet, dans les rapports et projets qu'elles avaient adressés à leurs gouvernements, que le contrôle des douanes pourrait être assuré par l'occupation de ces trois grands ports fluviaux aussi utilement et plus aisément que par l'occupation du bassin entier de la Ruhr. Ruhrort et Duisbourg ne sont-ils pas les débouchés obligatoires sur le Rhin du charbon de la Ruhr?

C'est par le port de Ruhrtort, en particulier, — un des premiers ports intérieurs du monde par l'étendue de ses bassins et de ses quais et la puissance de son outillage, — qu'est évacuée la plus grande partie du charbon destiné à l'Allemagne du Sud, aux territoires occupés et aux pays étrangers. Ruhrtort et Duisbourg centralisent d'autre part l'importation des minerais de fer d'Espagne, de Suède et de Lorraine, nécessaires aux industries métalliques de la région rhéno-westphalienne.

L'occupation de Ruhrtort et de Duisbourg, jointe à celle de Düsseldorf, la métropole commerciale et financière du bassin westphalien, devait donc nous donner le moyen de contrôler efficacement la plus grande partie des exportations et importations de la Ruhr, sans qu'il fût nécessaire de pénétrer dans le bassin lui-même. Grâce à cette transaction, qui limitait l'occupation de la Ruhr à celle de ses « portes », l'accord interallié était maintenu.

Le Conseil suprême décidait, d'autre part, que le montant des taxes encaissées par les postes douaniers allemands sur les frontières extérieures des territoires occupés serait versé à la Commission des réparations, et enfin qu'une nouvelle ligne de postes douaniers serait établie provisoirement sur le Rhin et aux limites des têtes de pont occupées par les Alliés. Le tarif à percevoir, sur cette ligne douanière, tant à l'entrée qu'à la sortie, sera fixé par la H. C. I. T. R. d'accord avec les gouvernements alliés.

L'OPÉRATION DE GAGES DE 1921

L'ordre d'exécution signé par M. Lloyd George m'est adressé comme président de la Haute-Commission et il est communiqué aux armées le 7 mars 1921 par le maréchal Foch, au nom du Conseil suprême; il est exécuté dans la nuit sans aucune difficulté.

Le jour même, la Haute-Commission mettait en application les décisions prises par la conférence de Londres (ordonnances 77 et 84). La réglementation édictée visait à soumettre à un contrôle effectif la perception des différentes recettes fiscales dans les territoires occupés, perception qui serait faite au profit de la « Caisse des gages », mais par les soins du personnel allemand en service, sous la haute direction des autorités alliées.

En conséquence, les services allemands des douanes, des importations et exportations, et le service institué pour prévenir l'évasion des capitaux étaient placés sous les ordres de la Haute-Commission.

Le Comité directeur des douanes, organisme interallié, était présidé par l'ingénieur principal Carteron, directeur des services économiques du Haut-Commissariat français, fonctionnaire d'une haute intelligence et d'une largeur de vues qui devait lui valoir l'estime commune des Alliés et des Allemands (1). Ce Comité chercha tout d'abord à s'adjoindre, du côté allemand, le concours d'un *Zöllkommissar für das Rheinland* qui, en collaboration avec le Comité, aurait été chargé de régir l'ensemble des services douaniers des territoires occupés, afin de rendre aussi supportable que possible aux fonctionnaires allemands des douanes l'application du nouveau régime. Un haut fonctionnaire du *Landesfinanzamt* de Cologne, proposé par le *Reichskommissar*, fut désigné pour ce poste. Il se mit aussitôt en rapport avec le Comité des douanes, mais, par suite d'un revirement du gouvernement allemand, il reçut l'ordre, le 29 mars 1921, de quitter cet emploi et de rejoindre Berlin. Il ne devait pas être remplacé.

La plus grosse difficulté résidait en effet dans l'attitude du personnel d'exécution qui, en ces matières techniques, ne pouvait être improvisé : il devait, en particulier, posséder parfaitement la langue et la législation allemandes. Or, dès le premier jour, un certain nombre d'agents allemands firent défection et gagnèrent l'Allemagne non occupée, croyant ainsi répondre au désir du gouvernement allemand.

L'opération des gages posait ainsi une question politique délicate, dont la solution allait avoir une portée pratique considérable : dans quelle mesure les administrations allemandes allaient-elles déférer aux ordres de la Haute-Commission et collaborer à une tâche qui faisait partie d'un plan de « sanctions » contre l'Allemagne ? Problème de conscience patriotique pour certains, de devoir professionnel, de disci-

(1) Il était très heureusement secondé par M. le colonel Mathieu, chef des services économiques du Haut-Commissariat belge, et par des financiers éminents, MM. Wibier, délégué belge, Giscard d'Estaing, inspecteur des Finances, délégué français, Georgie et Troughton, délégués britanniques. L'ingénieur en chef Voisin participa utilement, auprès du Haut-Commissaire, à l'organisation initiale de ces services et des sections économiques et à leur direction.

pline et de loyauté à l'égard de l'occupation pour d'autres...

Jusqu'alors les fonctionnaires allemands des territoires occupés avaient obéi, sans conteste ni hésitation, aux ordres de la Haute-Commission. Mais pour l'opération des gages, la Haute-Commission ne statuait-elle pas en dehors de sa compétence usuelle?

En fait, il n'y eut que peu de défaillances; il n'en sera pas de même, on le verra, trois ans plus tard, lors de l'occupation franco-belge de la Ruhr. D'ailleurs, les Hauts-Commissaires prirent sans délai une mesure radicale pour mettre un terme aux dangereuses hésitations du personnel: ils avertirent le commissaire d'Empire que si les lignes de douane (y compris celle de la nouvelle frontière établie à l'est du Rhin, aux limites des têtes de pont) n'étaient pas garnies d'agents capables d'assurer la marche du service et la perception des droits, ils installeraient, faute de techniciens, une ligne d'avant-postes militaires, qui ne pourrait qu'interrompre et bloquer les communications économiques entre les territoires occupés et l'Allemagne non occupée, — solution fâcheuse dont il assumait seul la responsabilité.

Devant l'attitude des autorités d'occupation, résolues à assurer par tous les moyens le fonctionnement du service qu'elles avaient mandat d'instituer, le gouvernement allemand ne tarda pas à rapporter ses interdictions et ne s'opposa plus à la collaboration de ses agents à l'organisation de la nouvelle ligne douanière.

Grâce à cette collaboration loyale, grâce aussi à la parfaite discipline de nos troupes de protection, qui permit d'éviter tout incident fâcheux, les inévitables difficultés rencontrées au début furent rapidement surmontées, et les services de contrôle et de perception fonctionnèrent dans des conditions aussi satisfaisantes que possible; mais on ne saurait trop souligner que le résultat alors obtenu fut grandement facilité par le fait que la Grande-Bretagne participait à l'ensemble de l'opération. L'union interalliée, malgré les légères divergences qui apparurent à certains moments entre les points de vue des divers gouvernements, s'affirma fortement sur le Rhin, en cette circonstance. Elle fut facilitée par les liens personnels qui existaient entre les personnalités chargées de mener à bien cette tâche difficile. L'Italie elle-même, conformément aux

réserves qu'elle avait formulées à Versailles, et bien qu'elle ne participât pas à l'occupation militaire, tint, pour l'application des sanctions économiques, à se faire représenter auprès de la Haute-Commission par un délégué, le commandeur dell' Abbadessa. Seul, le gouvernement des États-Unis, dont les troupes occupaient encore la zone de Coblenze, mais qui n'avait pas ratifié le traité de Versailles, s'abstint de participer à l'action commune, qui avait cependant pour objet d'obtenir le paiement des sommes dont l'Amérique bénéficiait finalement. Du moins ses représentants en territoire occupé, malgré les sollicitations de la presse allemande, continuèrent-ils d'observer vis-à-vis des autorités alliées cette attitude traditionnelle de camaraderie et d'amicale correction qui a constamment caractérisé les relations des Alliés sur le Rhin.

* * *

Les résultats économiques et financiers de l'opération s'avéraient fort intéressants, et la progression du rendement des gages saisis, après la période d'organisation des services, était la meilleure preuve du succès. Il apparaissait en même temps que la Rhénanie, ainsi placée sous un régime économique et financier distinct de celui de l'ensemble du Reich, et contrôlé par nous, allait se trouver amenée à nouer des rapports économiques directs avec les pays alliés et le reste du monde. Aussi le gouvernement allemand n'allait-il pas tarder à se déclarer prêt à négocier...

L'opération qui avait été décidée le 8 mars 1921, par les gouvernements de France, d'Angleterre et de Belgique, pour faire pression sur le gouvernement allemand, avait atteint pleinement son but. Dès le 10 mai, le ministère du docteur Wirth, qui succédait à celui de M. Fehrenbach, acceptait l'ultimatum de Londres.

Le 13 août 1921, après de longues négociations, le Conseil suprême, considérant que l'Allemagne avait accepté les conditions imposées par les Alliés, considérant aussi les premiers versements faits par elle au compte des réparations, décidait, sous réserve du paiement intégral par l'Allemagne des sommes qu'elle devait verser au 31 août 1921, que les sanctions économiques et douanières seraient levées à la date du 15 septembre 1921.

Cette décision était, toutefois, subordonnée à l'acceptation par l'Allemagne de deux conditions importantes.

D'une part, le gouvernement allemand devait reconnaître la validité de tous les actes accomplis pendant la durée des sanctions en vertu des ordonnances prises par la Haute-Commission, et garantir toutes personnes contre les conséquences judiciaires ou administratives d'actes accomplis par elles en vertu de ces textes. Les autorités alliées voulaient ainsi empêcher d'injustes représailles contre les ressortissants allemands qui, directement ou indirectement, avaient secondé notre effort pacifique en vue d'amener une solution plus rapide du problème des réparations, et, partant, un allègement plus radical des charges imposées aux territoires rhénans. Des mesures de protection furent prises à cet effet par la Haute-Commission et acceptées par le gouvernement allemand.

Les autorités alliées décidaient, d'autre part, de maintenir en territoire occupé un organisme interallié qui collaborerait avec les autorités allemandes à l'examen et à la délivrance des licences d'importation et d'exportation.

Le gouvernement du Reich ayant donné son accord à ces différentes mesures, le régime des sanctions fut définitivement levé le 30 septembre 1921. En conséquence, tout le service douanier interallié fut supprimé et le personnel technique rapatrié. Mais les ports de la Ruhr, Düsseldorf, Duisbourg et Ruhrort, restèrent occupés militairement, sous le commandement territorial du général Degoutte, commandant en chef les forces alliées, occupation exercée, — fait dont on ne saurait trop souligner l'importance, — au nom des trois puissances participantes à l'occupation rhénane.

* * *

Indépendamment du résultat essentiel, à savoir, l'acceptation par l'Allemagne de l'ultimatum du 7 mai, l'opération de 1921 s'était traduite par des bénéfices tangibles pour le compte des réparations. Elle avait permis de réaliser, en quelques mois, et compte tenu de la période d'organisation, une recette totale de plus de 1 milliard 350 millions de marks papier (alors au cours de 20 francs pour 100 marks), soit 270 millions de francs, qui furent transférés au compte de la Commission des réparations.

Les difficultés persistantes opposées par le gouvernement du Reich dans l'exécution de ses engagements devaient faire apparaître par la suite, à l'actif de cette opération, un autre bénéfice imprévu; elle fut comme la répétition générale d'une pièce dont on avait cependant le droit d'espérer alors qu'elle n'aurait pas d'autre représentation.

L'opération de 1921 a nécessité, en effet, un effort considérable pour la réalisation d'une œuvre économique, douanière, financière sans précédent, l'établissement et la mise au point de méthodes et d'organismes nouveaux, la formation de cadres et d'agents techniques qui, lorsque la suite des événements entraînera l'application d'un plan de « saisie des gages » plus étendu, permettront aux autorités d'occupation de s'adapter immédiatement à la situation nouvelle et de remplir efficacement la mission qu'elles recevront de leurs gouvernements.

Au demeurant, cette opération a remporté, dans son cadre limité, un plein succès. Les « sanctions » de 1921, auxquelles les autorités d'occupation avaient su donner, en fait, le caractère non d'une mesure de force ou de représailles, que le traité de Versailles prévoyait cependant, mais d'une exploitation fructueuse des ressources économiques, douanières et financières du gage placé entre nos mains, furent en réalité levées prématurément. Il semble que si, faute d'avoir été maintenues en 1921, elles avaient du moins été par la suite rétablies telles quelles, dans leurs modalités limitées et leur organisation primitive, elles auraient permis en 1923 de maintenir sur le Rhin l'entente interalliée, qui allait se trouver gravement menacée lors de l'occupation de la Ruhr.

Il est vrai que le redressement de notre politique nationale, dont l'opération de la Ruhr allait donner un éclatant témoignage, l'effort imprévisible qui fut alors fourni par nous, le succès final de la lutte engagée devaient, en magnifiant notre prestige, porter sur un plan politique plus élevé le problème des réparations et, en permettant l'instauration et la mise en œuvre d'accords financiers acceptés par les parties en cause, faire évoluer les relations franco-allemandes vers une conception nouvelle de la paix européenne.

L'OCCUPATION DE LA RUHR

L'« opération de gages » de 1921 n'avait pas résolu l'irritante question des réparations et une lourde incertitude continuait de peser sur l'Europe. La France et la Belgique, à demi ruinées, ne pouvaient différer la reconstruction de leurs régions dévastées, et elles engageaient pour cette tâche, aux lieu et place de leur créancier, des dépenses formidables mais nécessaires, qui allaient ébranler dangereusement leurs finances, leur monnaie, leur crédit, — alors que l'Allemagne, qui avait conservé intact son outillage économique, accumulait les obstacles pour différer l'exécution de ses engagements.

On connaît la longue et monotone histoire des efforts suivis par les Alliés pour amener l'Allemagne à remplir ses obligations ; on sait comment, après la constatation officielle, par la Commission des réparations, des manquements successifs du Reich et après d'ultimes négociations engagées par les gouvernements alliés, la France et la Belgique se résolurent finalement à occuper la Ruhr. Cette occupation, avec ses multiples conséquences, marque le point culminant de l'intervention sur le Rhin des puissances occupantes.

Si cette opération a pris peu à peu une telle ampleur et un caractère de gravité tel qu'on a pu parler, — non sans quelque exagération, — d'une « guerre de la Ruhr », — *Ruhrkampf* et même *Ruhrkrieg*, — la responsabilité en incombe directement au gouvernement du Reich de l'époque, qui a organisé la résistance, et indirectement à la Grande-Bretagne dont l'abstention a fourni à cette résistance un appui involontaire, mais certain.

L'opération décidée par les gouvernements français et belge était dans leur esprit essentiellement une opération d'ordre économique, absolument pacifique et conforme aux dispositions du traité de Versailles, à l'instar des sanctions interalliées de 1921, d'ailleurs encore partiellement en vigueur, et acceptées, — on l'a vu, — par le gouvernement allemand.

En mettant tout en œuvre pour faire échouer l'intervention franco-belge, en lui opposant une résistance acharnée, sans scrupule, dont les excès sanglants soulevèrent finalement l'indignation universelle, les dirigeants du Reich ont contraint les

autorités d'occupation, responsables du succès de l'opération et de la vie des exécutants, à des parades et à des ripostes nécessaires, et ils ont ainsi donné eux-mêmes à l'opération de la Ruhr un caractère excessif qu'elle n'avait pas dans son principe.

D'autre part, l'attitude du gouvernement britannique, — qui, cependant, ayant participé et participant encore aux sanctions économiques engagées en 1921 (occupation des trois ports de la Ruhr et contrôle des exportations allemandes à Bad-Ems), ne pouvait valablement justifier son abstention présente par des considérations juridiques sur l'interprétation de tel ou tel article du traité de paix ou sur les droits des puissances occupantes, — vint renforcer la position du Reich et lui donner, pour organiser et poursuivre sa résistance, un appui moral et des facilités matérielles qui devaient singulièrement compliquer la tâche des autorités franco-belges.

Au cours de l'année 1922, le Reich avait effectué la totalité des versements en espèces fixés par la Commission des réparations, mais il avait, pour les versements à venir, multiplié les demandes de moratoire, appuyées d'ailleurs par le gouvernement britannique. Dès le 12 octobre 1922, le gouvernement de Berlin, faisant état de la baisse du mark qu'il avait en partie provoquée, s'était déclaré incapable de continuer les paiements en espèces, et il n'exécutait plus qu'incomplètement les livraisons au titre des réparations en nature.

Par ailleurs, la campagne d'excitation nationaliste, qui se poursuivait sans relâche, provoquait de graves incidents, à Stettin, à Passau, à Ingoldstadt. A la fin de 1922, des officiers de la Commission militaire interalliée de contrôle étaient molestés dans l'exercice de leurs fonctions. Dans cette atmosphère troublée, fiévreuse, le ministère modéré du Dr Wirth était renversé et remplacé par le cabinet nationaliste Cuno, dont la mauvaise volonté évidente ne pouvait qu'aggraver une situation déjà singulièrement tendue. L'Allemagne paraissait décidée à se soustraire entièrement à ses obligations : une intervention alliée semblait inévitable.

Le 29 novembre 1922, le gouvernement français arrête son point de vue : pas de moratorium sans garantie. A Londres d'abord (9-11 décembre 1922), puis à Paris (2-4 janvier 1923), les chefs des gouvernements alliés examinent la situation. On

sait ce qu'il advint de ces échanges de vues et comment, après le rejet de la proposition de M. Bonar Law, les gouvernements français et belge, à l'exclusion du gouvernement britannique, se mirent d'accord sur le principe de leur intervention (1).

Entre temps, le 27 décembre 1922, la Commission des réparations a constaté à la majorité des voix, le représentant britannique s'étant abstenu, un premier manquement de l'Allemagne, en ce qui concerne les livraisons de bois.

Le 9 janvier 1923, la Commission des réparations constate dans les mêmes conditions un nouveau manquement en ce qui concerne les livraisons de charbon.

La lendemain, 10 janvier, les gouvernements français et belge notifient au gouvernement allemand l'envoi dans la Ruhr d'une « mission d'ingénieurs » français, belges et italiens, destinée à contrôler le rendement économique du bassin industriel. Cette mission sera accompagnée des détachements français et belges nécessaires à sa sécurité.

L'opération est menée avec une précision, un tact et un sang froid remarquables par le général Degoutte, commandant en chef les armées alliées, d'accord avec la Haute-Commission. Le 11 janvier, les troupes françaises et belges occupent sans incident les centres de Oberhausen et Essen, et une fraction du bassin de la Ruhr, tandis que la mission interalliée de contrôle des usines et des mines (désignée sous le nom de M. I. C. U. M, et placée sous la direction de M. l'ingénieur général des mines Coste) débarque à Essen et prend un premier contact avec les industriels de la Ruhr. Elle aurait pu collaborer aussitôt avec ceux-ci dans l'intérêt commun, mais le gouvernement du Reich, — on le verra, — en avait décidé autrement.

Berlin vient de lancer, en effet, contre l'action pacifique de la France et de la Belgique, une offensive qui va se dérouler pendant de longs mois par vagues successives.

Le 13 janvier, pour faire face aux suites de la défection du syndicat du charbon, qui a quitté subrepticement Essen en emportant ses archives, les troupes du général Degoutte

(1) Cf. sur ce point d'histoire l'exposé de M. Poincaré, à la tribune de la Chambre, au mois de juillet 1929, et les interventions en sens divers qui se produisirent au cours du débat, notamment de la part de M. Herriot, à l'occasion des négociations relatives au plan Young.

occupent l'ensemble du bassin de la Ruhr, et, en particulier, Bochum, centre de la production du coke. Des éléments nationalistes provoquent dans cette dernière ville une échauffourée : des coups de feu sont tirés sur un poste de police français, qui doit se défendre par les armes. Le lendemain, nos troupes occupent Dortmund.

Le 16 janvier, la Commission des réparations constate deux nouveaux manquements de l'Allemagne : suspension des livraisons au titre des « réparations », ainsi que des remises de bétail au titre des « réparations et restitutions ». Les gouvernements français et belge décident de procéder à une nouvelle prise de gages. En conséquence, la H. C. I. T. R. promulgue, le 18 janvier, trois ordonnances fondamentales décrétant la saisie de certains revenus du Reich en territoires occupés : douanes, licences, forêts domaniales, impôt sur le charbon. Le général Degoutte prend des dispositions parallèles pour le territoire nouvellement occupé de la Ruhr qui est placé sous sa juridiction directe.

Enfin, le 26 janvier, la Commission des réparations constate « le manquement général de l'Allemagne à ses obligations ». A titre de sanction, les gouvernements français et belge décident d'interdire tout envoi de coke et de charbon de la Ruhr à destination de l'Allemagne non occupée. Cette interdiction est étendue par la suite aux produits métallurgiques et fabriqués.

Ainsi la Rhénanie et la Ruhr vont se trouver totalement séparées du reste de l'Allemagne.

Nous sommes désormais placés devant une tâche formidable, absolument nouvelle, et qu'il nous faudra, coûte que coûte, mener jusqu'au succès final. Or, la lutte n'en est qu'aux premières reconnaissances ; elle va entrer dans ses développements décisifs.

LA RÉSISTANCE PASSIVE

Devant la décision prise par la France et la Belgique, deux partis s'offraient au choix de l'Allemagne : accepter comme en 1921 l'opération de saisie, financière et économique, que sa carence avait rendue nécessaire, collaborer avec les autorités alliées en vue d'amener une solution rapide, hâter ainsi l'heure

de sa libération; ou, au contraire, opposer à l'action franco-belge la force d'inertie et même la résistance ouverte, sans reculer devant la violence, compromettre ainsi une paix fragile, retarder la solution des irritants problèmes posés par la guerre, sacrifier, enfin, dans une lutte sans espoir, les intérêts les plus immédiats de la population rhénane, victime d'un conflit dont elle n'était ni la cause, ni l'enjeu, mais dont elle subira les terribles répercussions. C'est ce dernier parti que l'Allemagne a choisi.

Dès le 12 janvier 1923, en réponse à la notification qui lui avait été faite par les gouvernements alliés, de l'occupation de la Ruhr, le gouvernement du Reich avait protesté contre la décision prise et fait connaître qu'aussi longtemps que la situation ainsi créée subsistera, l'Allemagne ne sera pas en mesure de fournir des prestations aux Puissances alliées. Il prescrit de suspendre les envois de charbon au titre des « réparations », et prévient les particuliers qui effectueraient des livraisons que celles-ci ne leur seraient pas remboursées.

Stinnes, le grand industriel westphalien, annonce de son côté qu'il se voit obligé de suspendre l'exécution de l'accord conclu avec M. de Lubersac. D'ailleurs, dans la nuit qui précédait l'entrée des troupes françaises dans la Ruhr, le *Kohlen-syndicat*, organe des Trusts charbonniers, avait, on l'a vu, clandestinement quitté Essen. La M. I. C. U. M. se substitua à lui.

Comme suite à la protestation du gouvernement allemand, que celui-ci a renouvelée au Reichstag le 13 janvier, et à la campagne de presse qui l'accompagne, les secrétaires des syndicats rhénans décident une grève d'une demi-heure qui a lieu le 15 janvier. Toutefois, les cheminots n'y participent pas et les trains ne subissent aucun retard. En particulier, les convois militaires qui transportent nos troupes sont normalement acheminés sur la Ruhr. Sans doute est-ce là le résultat de la politique sociale généreuse constamment pratiquée par la Haute-Commission à l'égard du personnel allemand des chemins de fer. C'est, par ailleurs, la preuve que la population des territoires occupés ne considère pas l'occupation de la Ruhr comme un acte d'hostilité.

Cependant les autorités allemandes multiplient les obstacles. Le ministère des communications du Reich interdit tout

transport de charbon à destination de la France et de la Belgique, et toute participation aux opérations résultant de l'établissement d'une ligne douanière à l'est des territoires occupés.

La France et la Belgique décident donc d'organiser l'exploitation directe des « gages ».

Dès lors, la « résistance passive » du gouvernement et des administrations allemandes fait place rapidement à une hostilité déclarée et agissante. Le gouvernement du Reich va jusqu'à envisager de remettre ses passeports à notre ambassadeur à Berlin, pour protester contre la mort de deux manifestants tués au cours de l'échauffourée de Bochum. Ce projet n'est pas retenu, mais les ordres donnés par Berlin et Munich prescrivent de s'opposer par tous les moyens à l'action franco-belge en Rhénanie et dans la Ruhr.

Bientôt, sur l'ordre du gouvernement allemand, la grève générale des chemins de fer est déclarée, au risque de déclencher en Rhénanie la famine et la révolution. Il est enjoint aux fonctionnaires de refuser l'obéissance aux prescriptions des autorités alliées. Les cheminots sont avisés qu'ils perdront leurs droits à la retraite s'ils continuent à assurer leur service et que les grévistes, au contraire, seront payés par le gouvernement.

Le commissaire d'empire à Coblenz, prince de Hatzfeld, fait connaître, d'autre part, que le gouvernement allemand se refuse désormais, contrairement à l'arrangement rhénan, à fournir des marks aux armées françaises et belges. Les armées doivent, par suite, procéder à des « saisies-réquisitions », pour se procurer les marks nécessaires à leur entretien. Les autorités franco-belges étudient d'ailleurs les mesures à prendre au cas où cette solution s'avérerait insuffisante ; la création d'une monnaie rhénane est envisagée.

Enfin, comme il est établi que le commissariat d'empire à Coblenz ne sert plus désormais que d'intermédiaire au gouvernement allemand pour transmettre à ses fonctionnaires les ordres de résistance, la Haute-Commission, après avoir pris l'avis des gouvernements alliés, décide à la majorité des voix de mettre fin à la mission du prince de Hatzfeldt qui, avec les formes usuelles de courtoisie, est accompagné jusqu'à la limite des territoires occupés. Les fonctionnaires qui refusent ouver-

tement d'exécuter les ordres et instructions de la Haute-Commission, au risque de paralyser la vie administrative et économique des territoires occupés, sont révoqués et invités à regagner l'Allemagne non occupée. Un grand nombre, ceux notamment qui sont d'origine rhénane, se montreraient disposés à continuer aux autorités d'occupation une collaboration utile à la population, et répugnent à une « résistance » qui mène l'Allemagne et surtout la Rhénanie aux abîmes. En 1921, dans des circonstances identiques, le gouvernement allemand ne les a-t-il pas autorisés à faciliter aux Alliés l'exploitation et le contrôle des gages? Mais ils sont menacés brutalement de perdre leur situation et ils hésitent, — ce qui est naturel, — à briser leur carrière. Certains, pour l'assurer, sollicitent discrètement des autorités alliées une réquisition apparente ou une décision d'expulsion, mesure de rigueur protectrice...

On verra par la suite comment les autorités d'occupation réussissent à parer, par des moyens de fortune, d'abord, puis d'une façon régulière et efficace, à la carence généralisée des administrations allemandes, qui ne compromettait pas seulement le rendement des gages, mais désorganisait du même coup toute la vie économique des pays occupés. Dans les services des douanes et des licences, dans les cercles forestiers, sur les voies ferrées et dans les gares, des agents français et belges assureront, aux lieu et place des fonctionnaires allemands, l'exploitation des gages.

Les efforts tentés par l'Allemagne pour faire échouer l'action franco-belge n'avaient servi à rien. Allait-elle capituler? Il lui restait à jouer une dernière carte: elle ne recula pas devant les conséquences du geste et décida de passer à l'« action directe » (1).

Aux sabotages organisés par les administrations lors de l'abandon des gares, centraux téléphoniques, etc... succéda

(1) Il est à remarquer que la complaisance, pour ne pas dire la complicité, dont les autorités allemandes firent alors bénéficier les auteurs d'attentats terroristes, s'est par la suite retournée contre elles-mêmes. On sait qu'au cours de l'année 1929, l'Allemagne entière fut vivement émue par une série d'attentats criminels; des bombes atteignirent le Reichstag lui-même. L'enquête de la police allemande a établi que les auteurs de ces attentats, qui étaient en relations à la fois avec certaines autorités de la Reichswehr et avec l'ancien chef de bande des saboteurs de la Ruhr, Heinz Haunstein, appartenaient aux associations qui avaient organisé les attentats contre nos troupes pendant l'occupation de la Ruhr.

une longue série d'attentats criminels, qui vont affecter gravement la sécurité des troupes et des fonctionnaires alliés. A plusieurs reprises, des postes sont attaqués dans la Ruhr, des sentinelles sont tuées. Le 31 mars, à Essen, un détachement, cerné et menacé dans les usines Krupp, est obligé de faire usage de ses armes pour se dégager; il y a des morts et des blessés. La prémeditation et l'organisation préalables de l'attentat étant manifestes, les quatre directeurs des usines Krupp sont arrêtés, traduits devant un conseil de guerre et condamnés. Un officier belge, le lieutenant Graf, est assassiné, sans provocation, sur la plate-forme d'un tramway (1).

Les attentats sur les voies ferrées prennent un caractère de gravité inquiétant. Le soin méthodique avec lequel ils sont préparés trahit évidemment un plan d'ensemble. Des bandes organisées à la manière des détachements d'assaut (*Stoss-Truppen*), venues secrètement des territoires non occupés, se rendent aux points désignés, munis d'explosifs et font sauter les ouvrages d'art au passage des trains. Elles disparaissent aussitôt, laissant la responsabilité de leurs actes aux bourgmestres rhénans que ces purs nationalistes considèrent, au reste, comme des « demi-Allemands ».

Le 17 avril, le train transportant les ministres français et belge, MM. Le Trocquer et Devez, est spécialement visé. Mais c'est en mars que le nombre des attentats atteint son paroxysme; plus de quatre-vingt-six attentats, dont vingt par engins explosifs. Certains d'entre eux furent particulièrement graves, comme la destruction du pont de Düren avant le passage de l'express Bruxelles-Cologne, qui put heureusement être arrêté à temps, et le 30 juin, l'attentat du pont de Duisbourg où une bombe à retardement, déposée dans une voiture d'un train de permissionnaires belges, causa la mort de douze soldats et en blessa vingt.

Dans ces circonstances critiques, la tâche des autorités d'occupation est particulièrement délicate. Devaient-elles, pour faire respecter l'ordre public et garantir la sécurité des troupes, dont la responsabilité leur incombe, prendre des otages parmi

(1) Ce meurtre qui souleva l'opinion en Belgique a donné lieu à un long conflit judiciaire pour la punition des coupables, entre les juridictions belge et allemande. Finalement le gouvernement allemand gracia ceux que ses propres tribunaux avaient condamnés, à la suite de l'arbitrage accepté par la Belgique.

la population et placer, par exemple, des bourgmestres ou des notables sur les locomotives, comme cela s'était pratiqué au cours de l'occupation allemande en France, en 1871 ? Une ordonnance signée à Ferrières par le roi de Prusse, le 1^{er} octobre 1870, avait, en effet, prescrit de placer des notables dans les trains de chemin de fer, pour empêcher les tentatives de déraillement. On se rappelle encore, dans nos provinces de l'Est, comment le comte de Warren fut invité, malgré son âge, à prendre place, comme otage, sur une locomotive et comment il se présenta aux autorités allemandes, en habit de cérémonie et porteur de toutes ses décorations « pour ce service d'honneur ». Les Haut-Commissaires français et belge ne voulaient pas provoquer la répétition de ces scènes barbares et le sang-froid des autorités d'occupation et des exécutants permit d'éviter dans cette lutte ouverte la déflagration d'hostilités sanglantes. Cette attitude se trouva d'ailleurs facilitée par le bénéfice des relations antérieurement établies avec la population, qui supportait, avec une impatience chaque jour grandissante, les dures conséquences d'une situation dont elle connaissait les véritables responsables.

Indignés de ces attentats répétés, émus de leurs conséquences, les habitants des territoires occupés se lassaient, en effet, d'une résistance que les efforts des autorités alliées rendaient au reste de moins en moins efficace. Ne bénéficiaient-ils pas de la réorganisation progressive, par les autorités françaises et belges, des services publics, en particulier des chemins de fer ?... Première manifestation officielle de cet état d'esprit, le 23 juin le gouvernement hessois publiait une proclamation condamnant énergiquement les sabotages et sommant la population de s'abstenir de ces actes criminels.

L'attentat de Duisbourg avait, d'ailleurs, soulevé la réprobation universelle, aussi bien en Allemagne qu'à l'étranger. Le Saint-Siège avait élevé une protestation solennelle. Le gouvernement du Reich, constatant les inconvenients de ces méthodes inhumaines, décida, alors, d'y mettre un terme. Fait qui se passe de plus ample commentaire, les attentats cessèrent dès leur interdiction, et, dans les jours suivants, de nombreux paquets d'explosifs furent trouvés abandonnés à proximité des voies ferrées. D'ailleurs, le succès de l'exploitation des gages par les services d'occupation est alors évident aux yeux de tous.

La difficile partie engagée par les Alliés peut être considérée comme gagnée.

Le 28 septembre, le chancelier Stresemann proclamera officiellement la fin de la résistance passive et abrogera toutes les ordonnances qui l'avaient organisée.

Quels avaient été les causes et le processus de cette défaite?



La rupture de la résistance passive, qui marque la défaite du gouvernement allemand dans cette âpre lutte, eut des causes multiples, à la fois internes et externes. Au nombre de ces dernières, il faut compter d'abord l'admirable dévouement du personnel français et belge qui, au milieu de difficultés jugées insurmontables, triompha de tous les obstacles; cheminots, mineurs, ingénieurs, douaniers, forestiers, tous, sans exception, sentirent clairement qu'un devoir impérieux s'imposait à eux : réussir à tout prix. Leur échec n'aurait-il pas entraîné l'effondrement de la victoire achetée par tant de sacrifices?

De nouveau, comme pendant la guerre, chacun, quel que fût son grade, quelle que fût sa fonction, réalisa avec simplicité l'impossible, dès lors qu'il était fait appel à son dévouement, à son intelligence, à son initiative, à son patriotisme.

Tel cheminot de vingt ans, promu chef d'un formidable centre de triage, seul dans le désert infini des innombrables voies abandonnées, réussit à débrouiller en quelques heures un outillage et des enclenchements électriques dont les ingénieurs allemands prétendaient que nous ignorions la technique.

Pour surveiller et exploiter d'immenses secteurs forestiers, dans des régions montagneuses et hostiles, de simples brigadiers des eaux et forêts, venus des Alpes et des Pyrénées, entrent du jour au lendemain en rapports avec les bourgmestres, dont ils ne parlent pas la langue, au besoin même avec leurs collègues allemands qui avaient pourtant reçu l'ordre de s'abstenir, mais qui ne peuvent se résoudre à abandonner leurs forêts sans surveillance, et finissent par s'entendre avec leurs adversaires de la veille, rapprochés dans le culte commun des beaux arbres et des nobles futaies.

Mais la défaite du gouvernement allemand eut aussi des causes d'ordre interne. La résistance passive, en désorganisant

l'activité économique, déjà alourdie par les suites de la guerre, avait déchainé la misère et le désespoir dans les territoires occupés. Dans cette conjoncture, la population, les chefs des partis rhénans se tournèrent naturellement vers ceux qui apportaient une solution et qui avaient le pouvoir de la réaliser : ils se tournèrent vers les Alliés.

L'irritation populaire atteignait son paroxysme le jour où le gouvernement du Reich, non content de payer ses cheminots, ses fonctionnaires de toutes sortes, pour ne rien faire d'autre que de paralyser les services, alors que la population manquait de tout, prétendit interdire l'utilisation des trains que les autorités d'occupation, au prix d'efforts inouïs, avaient réussi à remettre en marche. Les ouvriers qui les utilisaient pour se rendre à leur travail n'étaient-ils pas dénoncés aussitôt et obligés de faire la route à pied, le long des voies où passaient vides les trains de la régie?

En même temps, l'effondrement des finances du Reich affaiblissait chaque jour le soutien matériel donné par Berlin à la résistance. La valeur du mark s'effondrait d'heure en heure, sous le poids d'émissions massives. On remettait en circulation les anciens billets surchargés d'innombrables zéros : ne fallait-il pas payer le salaire de l'armée des chômeurs et des grévistes forcés? La hausse vertigineuse des prix paralysait l'approvisionnement des cités. Les paysans, dans l'impossibilité d'échanger les denrées alimentaires contre les produits fabriqués, fuyaient les marchés. On signalait dans les campagnes des colonnes d'ouvriers en armes qui pillaien les fermes et les métairies.

Or, à ce moment, les autorités d'occupation tentaient de sauver la Rhénanie du péril mortel dont elle était menacée, en créant une monnaie provisoire, le « franc-régie » (1), et en amodiant l'institution définitive d'une monnaie-or rhénane, stabilisée sur le dollar. Il apparaissait clairement que la direction politique suivie par les autorités occupantes tendait essentiellement à ménager et à assister la population rhénane, dans toute

(1) La Régie des chemins de fer avait été autorisée par les gouvernements français et belge à émettre des bons de valeurs diverses (100 francs, 50, 20, 10, 5, 2, 1, 0 fr. 50, 0 fr. 25, 0 fr. 10, 0 fr. 05) ayant valeur libératoire pour tous les usagers des chemins de fer. Cette nouvelle monnaie, en raison de sa stabilité et de sa commodité, avait été accueillie avec faveur par la population rhénane.

la mesure compatible avec le succès de l'opération prescrite.

Cependant, à Berlin, des politiciens éloignés de la lutte qui se déroulait tragiquement sur le Rhin, préchaient la continuation de la résistance et allaient jusqu'à conseiller l'abandon, au moins provisoire, de la Rhénanie afin de ne pas imposer à la politique nationaliste en Allemagne l'humiliation d'un échec. Les esprits commencent à s'émouvoir, dans la province ainsi sacrifiée.

Les magnats de la Ruhr ne sentirent-ils pas alors vaciller les bases de leur « empire » ? M. Stinnes, le plus important d'entre eux, va jusqu'à envisager la création d'un « duché économique » de la Ruhr. Il me fait savoir son intention de négocier directement à Paris la question des réparations et le sort de la région rhéno-westphalienne, et il écrit au gouvernement du Reich que les industriels de la Ruhr entendent n'être pas seuls à supporter le poids des réparations (1). Il demande l'autorisation pour les industriels des pays occupés de traiter directement avec les autorités franco-belges. Il laisse entrevoir le danger qu'il y aurait à laisser les Rhénans dans l'obligation de régler seuls leur propre sort.

Les dirigeants du Reich finirent par s'inquiéter sérieusement du danger que leur politique faisait courir à l'unité allemande. Et, comme dans les jours tragiques qui précédèrent l'armistice, il se trouva des hommes en Allemagne qui comprirent que l'intérêt supérieur de l'État commandait de cesser une résistance, dont la prolongation aurait mené à une catastrophe.

LA RÉGIE DES CHEMINS DE FER

Dans l'histoire de cette lutte sournoise, tenace, parfois tragique, une page doit être consacrée à la « Régie franco-belge des chemins de fer » (2), à ses cheminots, à ses chefs, à l'œuvre magnifique de son directeur, M. Breaud.

Dès le début de l'opération, on l'a vu, le gouvernement du

(1) Lettre de Hugo Stinnes au Dr Stresemann, chancelier du Reich (10 octobre 1923) et réponse du chancelier (12 octobre 1923). (Documents publiés dans *l'Europe nouvelle* du 27 octobre 1923).

(2) Voir l'intéressant article publié par M. Soulez, secrétaire général de la Régie. (*Revue générale des chemins de fer*, août et septembre 1924.)

Reich avait prescrit aux agents des chemins de fer de n'exécuter que les transports prévus par l'arrangement rhénan, à l'exception de tout transport de troupes vers la Ruhr ou de combustibles vers la France et la Belgique.

Une certaine nervosité se manifesta aussitôt parmi le personnel allemand des chemins de fer qui, jusqu'alors, avait été d'une absolue correction. Sous la pression des directions régionales, cette agitation se traduisit par des abandons de service. Dès le 19 janvier, la grève était générale dans la Ruhr. A partir du 21 janvier, des grèves locales éclataient sur la rive gauche, ce qui nécessitait l'entrée en action du personnel technique militaire.

Il est, en effet, prescrit aux agents des chemins de fer de saboter clandestinement les installations électriques de signalisation et de téléphone, de façon à en rendre l'emploi impossible pour les non-initiés, puis de chercher à arrêter tous les trains conduits par du personnel allié.

Le résultat de ces instructions ne se fait pas attendre. Dans la plupart des gares, les documents techniques concernant le service sont évacués; un grand nombre de locomotives ou de wagons sont envoyés en Allemagne non occupée. Des machines sont lancées sur les aiguilles fermées ou sur les plaques tournantes. Dans tout le territoire occupé les sabotages, les grèves partielles se multiplient. Des accidents se produisent.

Non content de semer ainsi la terreur parmi le personnel et les usagers des trains, le gouvernement allemand cherche, par tous les moyens, à entraver l'action des autorités franco-belges. Propagande par la presse et par les tracts, relatant les interdictions et diffusant le récit des attentats et des accidents; identification par la police et délation des voyageurs rhénans qui utilisent les trains; efforts pour assurer le logement sur place des ouvriers des localités voisines qui empruntaient les trains ouvriers, ou paiement d'indemnités kilométriques pour qu'ils effectuent la route par leurs propres moyens en camions ou en autobus, tout est mis en œuvre pour paralyser le trafic ferroviaire. Des postes de schupos furent même installés à la limite des territoires occupés, qui contrôlaient les voyageurs provenant, par voie de fer, de ces territoires et leur faisaient subir de multiples vexations.

La situation de l'exploitation était alors très critique, en

raison notamment de l'insuffisance du personnel technique dont disposait l'autorité militaire. Les sections de sapeurs des armées française et belge, au prix d'efforts admirables, parvenaient à assurer le ravitaillement des troupes avec un service réduit mais insuffisant pour faire face aux transports du charbon de la Ruhr et surtout pour ravitailler la population rhénane, que la paralysie subite de son immense réseau ferré menaçait de famine. Aussi les gouvernements français et belge décidèrent-ils l'envoi en Rhénanie et dans la Ruhr d'un important contingent de cheminots, réservistes ou volontaires.

Nos hommes se trouvaient en présence de difficultés sans précédent. Transportés du jour au lendemain dans une région dont ils ignoraient la langue et les usages, ils se virent confier la marche d'un réseau d'une extrême complexité, dont ils ne connaissaient pour la plupart ni la signalisation ni les méthodes techniques d'exploitation. On pouvait donc craindre, et c'est ce qu'espérait le gouvernement du Reich, que leurs efforts ne fussent pas couronnés de succès. Les cheminots français et belges trompèrent cet espoir; ils triomphèrent, avec une bonne humeur inaltérable, de difficultés que l'on avait jugées insurmontables. L'ordre était clair : les trains doivent passer; ils passèrent.



Mais l'exploitation du réseau rhénan par le personnel militaire et avec les méthodes de guerre, qui laissaient forcément au second plan l'exploitation commerciale, présentait un caractère de précarité incompatible avec l'action de longue durée qu'il fallait envisager.

Les autorités franco-belges n'entendaient pas, en effet, limiter l'exploitation ferroviaire aux trains de vivres et de charbon nécessaires aux besoins des armées d'occupation et aux réparations dues aux puissances occupantes. Elles avaient aussi la volonté de ravitailler la population rhénane, de ranimer et de rétablir la vie économique et la prospérité sociale des territoires occupés, dans l'intérêt même de cette population que Berlin semblait vouloir abandonner à son propre sort. Une organisation plus rationnelle de l'exploitation s'imposait à cet effet.

A la suite d'un accord intervenu entre les gouvernements

français et belge, et les autorités d'occupation, une « Régie des chemins de fer des territoires occupés » fut instituée par l'ordonnance 149 de la Haute-Commission. L'exploitation du réseau fut remise, le 19 mars, par l'autorité militaire à l'administration civile franco-belge de la Régie, qui ne disposait encore que de 10 036 agents, dont 9 079 français et 937 belges, alors que le réseau comportait antérieurement un effectif de 170 000 agents allemands.

Pour faire face à la tâche qu'elle assumait, la Régie s'attacha d'abord à l'organisation du personnel.

En interrompant leur travail sur l'ordre du Reich, les cheminots avaient contrevenu à leurs obligations vis-à-vis des autorités alliées et aux ordonnances de l'occupation. Tout fut tenté pour les ramener à l'observation de leur devoir. La Régie les invita, le 20 mars, à reprendre leur service, leur garantissant le respect des droits acquis, l'amnistie et leur salaire; mais un décret du ministère des Transports du Reich vint menacer le personnel, qui obéirait aux ordres de la Régie, d'un congé immédiat avec perte de tous droits à la retraite.

Pour parer aux défaillances du personnel local, dans un moment où les transports commençaient à s'intensifier, un nouvel appel fut donc adressé aux grands réseaux français et belges. Accompagnés de leurs familles, les agents et employés nécessaires vinrent s'installer en Rhénanie.

La Régie, secondée par la Haute-Commission et le commandement, dut attribuer à ce personnel le logement des agents défaillants du cadre local qui, après avoir été mis en demeure de reprendre leur service, furent, en raison de leur refus, refoulés en Allemagne non occupée. La population rhénane apprit, d'ailleurs sans regret, le départ de certains meneurs dont l'oisiveté, largement rémunérée, était d'autant plus scandaleuse qu'elle était l'une des causes de la hausse des prix et de la misère publique. Il advint même bientôt que les cheminots allemands, qui avaient été reçus en Allemagne non occupée comme des héros nationaux, devinrent à charge aux habitants, qui le leur firent sentir.

* * *

La Régie franco-belge était parvenue à rétablir la circulation ferroviaire, malgré tous les obstacles. Ce succès allait

avoir une influence déterminante, décisive, sur la cessation de la résistance passive.

Les premières défaillances se déclarèrent au mois de mai 1923. Les commerçants de Trèves firent alors une démarche à Berlin pour obtenir le retrait de l'interdiction d'utiliser les trains de la Régie. Ils furent sévèrement éconduits. Mais le 10 mai les directeurs des usines à gaz des territoires occupés, réunis à Cologne, reconnaissaient l'impossibilité d'assurer leur ravitaillement en charbon et de continuer leur exploitation dans ces conditions, et ils chargeaient une délégation d'exposer à Berlin la situation, décidés qu'ils étaient à passer outre en cas de refus.

La lassitude augmentait parmi la population, en même temps que l'exploitation de la Régie s'améliorait. En fait, les trains étaient chaque jour plus fréquentés malgré les prohibitions édictées. Le trafic journalier, qui était au début de quelques centaines de voyageurs, atteignit le 15 mai le chiffre de 30 000. Si les timorés n'osaient encore se montrer aux guichets des gares, ils utilisaient les intermédiaires installés par la Régie (agences de billets ou bureaux de transports). Suivant une progression constante, au mois d'août, plus de 3 millions de voyageurs utilisaient les trains de la Régie, transgressant les interdictions gouvernementales. Les facteurs psychologiques de la lutte étaient inversés.

A partir du 1^{er} juillet, on peut dire que la Régie avait gagné la partie. L'excès des violences commises avait soulevé la réprobation générale. Désormais la population utilise, malgré toutes les pressions, les lignes exploitées par les Alliés.

Le 15 septembre, le syndicat des cheminots allemands de la tête de pont de Kehl offre de reprendre collectivement le travail, mais sous certaines conditions qui ne peuvent être acceptées. La situation s'aggravant de jour en jour, le gouvernement du Reich, on l'a vu, se décidait, le 28 septembre, à proclamer la fin de la résistance passive et à abroger toutes les ordonnances qui l'avaient organisée.

Mais l'expérience du passé, que les termes de la proclamation adressée par le président du Reich au peuple allemand, viennent encore confirmer, incite cependant les autorités alliées à attendre que l'Allemagne ait donné des preuves de sa sincérité. Aussi aucune modification n'est-elle apportée au régime

de Régie, et les événements ne tardent pas à montrer combien cette attitude était justifiée. Il apparut que les décrets de résistance n'étaient que partiellement rapportés.

La réintégration du matériel roulant évacué en territoire non occupé devait également donner lieu à de grosses difficultés. Le gouvernement allemand accumula les obstacles. Le 1^{er} mars 1924, il n'avait encore livré que seize locomotives. Il cherchait ainsi à placer la Régie dans l'impossibilité de faire face à un trafic sans cesse croissant, afin de pouvoir mettre sur le compte de son incapacité une situation qui avait paralysé l'industrie et le commerce des territoires occupés.

La Régie a néanmoins réussi à assurer tous les transports qui lui ont été demandés. Déjà une importante fraction du personnel allemand a été réintégrée sous ses ordres, et une entente parfaite règne entre cheminots français et rhénans. Pour les besoins du service, ils se composent un idiome bilingue qui établit rapidement entre eux une cordiale intimité. L'exploitation de certaines sections par nos cheminots méridionaux ne manquait d'ailleurs pas de pittoresque : leur manière imprévue d'annoncer avec un accent ensoleillé les noms de stations aux consonances germaniques, leur affabilité, leur obligeance à l'égard des voyageurs et surtout des voyageuses, leur fantaisie joyeuse et quelque peu bruyante, — sifflets des machines, trompettes des chefs de train, — offrait, avec les traditions rigides et silencieuses des chemins de fer allemands, un contraste qui n'était pas pour déplaire à la population rhénane...

Bientôt la Régie dispose d'un personnel considérable, parfaitement encadré. Au mois de mai 1924, 100 000 agents travaillent sous ses ordres, dont plus de 70 000 cheminots allemands. Elle est parvenue, avec un effectif notablement inférieur à celui de l'administration allemande, — qui comptait, en 1922, plus de 170 000 agents, — à assurer un trafic égal et bientôt supérieur. Au mois d'avril la parité était en effet dépassée et l'exploitation était en bénéfice. Dès le mois de mars, alors que le trafic ne représentait encore que les quatre cinquièmes de celui de 1922, les recettes de la Régie s'équilibraient à la moyenne journalière de 6 millions de francs, laissant un bénéfice net d'un million par jour. En fin d'exploitation, la Régie qui, en 1923, était en déficit de 84 100 026 francs, aban-

donnera à la caisse des gages un bénéfice net de 67 154 971 marks-or, soit plus de 400 millions de francs.

Les Allemands eux-mêmes ont dû s'incliner devant ces résultats et reconnaître le succès d'une entreprise qui, à beaucoup, — et en France même, — avait paru d'abord irréalisable. Dès le 18 février 1924, M. Wolf, du ministère des Transports du Reich, déclarait à M. Breaud, directeur de la Régie, que le gouvernement allemand savait que nous étions maîtres du service, et que d'ici peu de mois la situation serait redevenue normale sur le réseau ferré des territoires occupés.

Cependant la Régie et les autorités d'occupation se préoccupaient de donner au réseau rhénan un statut définitif. Il apparaissait sans conteste que l'exploitation des chemins de fer, désormais en plein rendement, constituait le plus solide des gages financiers, et en même temps la plus efficace des garanties de sécurité militaire. Il convenait d'élargir son statut franco-belge, et de lui donner un caractère international. Du point de vue technique, d'ailleurs, il devenait nécessaire d'assurer au personnel un statut normal et à l'exploitation une organisation permanente. Aussi, dès le 7 avril 1923, le directeur de la Régie envisageait-il, d'accord avec la Haute-Commission, la création d'une société de gérance, qui aurait eu un caractère à la fois rhénan et international.

Il était prévu la constitution d'une société anonyme, au capital de 100 millions de francs, réparti en actions, dont 15 pour 100 auraient été attribués à des souscripteurs rhénans et 85 pour 100 à des souscripteurs français, belges, anglais et italiens, proportionnellement à leur droit aux réparations. Ce projet rencontra dans les milieux rhénans un accueil favorable.

La réunion à Paris du Comité des experts (comité Dawes) interrompit les travaux préparatoires de la Société de gérance. Le projet en fut abandonné, mais il allait servir de base, dans une mesure d'ailleurs incomplète et insuffisante, à la future Société internationale des chemins de fer du Reich.

PAUL TIRARD.

(A suivre.)

GENS DE LA CÔTE

DERNIÈRE PARTIE (1)

I

Le prédicateur laïque Paul Gerhard Sand provoquait une vive émotion dans toute la commune. Les gens parcouraient des lieues pour assister à ses sermons; jamais on n'avait rien entendu de pareil. Aucune salle ne se trouvait assez grande, il fallait tenir les réunions en plein air; heureusement c'était l'été. De longues processions accompagnaient l'orateur en chantant. Nombreux furent ceux qui cessèrent de travailler pour l'écouter, car savait-on si la mort ne viendrait pas, le lendemain, vous frapper. Là-bas, dans la baie de Klunger, une fille ne dormait plus depuis cinq nuits, et sanglotait, ayant soudain compris qu'elle avait péché contre le Saint-Esprit. Si encore le prédicateur avait pu venir et l'aider à lutter contre le mal, mais il n'avait pas le temps, car tout le monde l'appelait. Et un matin deux des frères de la jeune fille durent la conduire à l'asile.

Au milieu de cette agitation, un homme longeait la mer tous les matins, une bêche sur l'épaule et un seau à la main. Il cherchait des vers pour amorcer sa ligne. Anders Inderberg inclinait fortement la tête à chaque pas, ses genoux flageolaient; certes le vieux ne devait plus en avoir pour bien longtemps; mais il restait toujours cramponné aux biens de la

Copyright by P.-G. La Chesnais, 1930.

(1) Voyez la *Revue* des 15 septembre, 1^{er} et 15 octobre.

terre. Il en allait autrement de sa plus jeune fille, Bergitta. Après une séance d'édification, alors que toute l'assemblée fondait en larmes, comme tant d'autres elle ne put s'empêcher d'implorer de l'orateur une parole de consolation. Per vint se mettre à côté d'elle. Il était tout en pleurs comme son amie.

Un samedi soir les maisons du district se trouvèrent à peu près vides, car le prédicateur allait s'embarquer sur le vapeur, et toute la commune était accourue à l'endroit où il faisait escale. Une fois à bord, il étendit les mains vers ceux qui restaient sur la grève. La foule se mit alors à chanter :

Mes frères et mes sœurs, en nous séparant,
Allons avec Jésus, joyeux et contents,
Chacun suivant sa juste voie.

Et l'orateur entonna à son tour ce chant que lui-même avait composé. Les femmes se tamponnaient le visage avec leur mouchoir, et l'on entendait partout des sanglots. Qu'allait-on devenir, maintenant qu'il ne serait plus là?

Un jour Bergitta, fiancée à Per, commença à transporter à la cense de Flata ce qu'elle possédait. Per mit une commode et une malle sur une charrette à bras; elle-même porta un panier. Elle n'avait pas dit adieu aux siens; mieux valait procéder graduellement; elle insinua seulement qu'elle pourrait bien ne pas rentrer le soir. Deux jours plus tard, aurait lieu une petite noce à la cense de Flata, où l'appentis de la grange restait toujours sans toit ni murs.

Elle descend vers le fjord et suit sur la grève la ligne du varech laissé par les flots. Le temps est couvert, la baie brille comme de l'huile. La nouvelle maison qu'elle va habiter est grise et pauvre, mais ils y vivront ensemble, elle et Per. Comme ses mouvements sont vifs, tandis qu'elle réfléchit à tout ce qu'elle aura à faire! Oui, certes, ça ira.

Per la rejoint. Il est sur le point de rire et de pleurer.

— Bergitta! dit-il. Viens, maintenant.

— Oui, Per, je viens.

Quand elle arrive à la maisonnette délabrée, les vieux, sur le seuil, lui souhaitent la bienvenue. Gjert a revêtu son meilleur habit, il s'incline profondément et dit quelque plaisanterie.

Elle entre. Elle semble aussitôt prendre possession de la maison. Bonjour à tout.

Ce premier jour, elle croit être en visite. Cependant elle met un tablier rouge sur sa robe de laine, accroche au mur son mouchoir de tête, et aide un peu mère Lisbet. Per rayonne. Bergitta est là, et va rester. Ce n'est pas un rêve. Elle va rester à la cense de Flata cette nuit, demain, toujours. Il lui a si souvent pris la main qu'il n'ose plus recommencer, mais il passe des clous dans des bobines vides et les plante au mur, pour qu'elle ait de quoi prendre ses affaires. Il s'empare des souliers neufs de la jeune fille et les monte au grenier pour les cirer. Bergitta est arrivée. Enfin!

Le soir, une difficulté. Où va-t-elle coucher ? Ils ne sont pas encore mariés. Sans les sermons du prédicateur, tout se serait arrangé, et mère Lisbet, la première, aurait fermé les yeux. Mais maintenant il en va autrement. Après les prières, ils se regardent avec inquiétude. Il n'y a pas de pièce pour elle; Gjert occupe la petite chambre, les vieux sont dans la salle, et le grenier s'étend d'un seul tenant sur toute la maison. Il faut qu'elle y couche, pourtant, comme Per.

Mère Lisbet arpente la salle, songeuse. Puis elle dit au petit Martin que lui et Astrid devront partager la même couche cette nuit; elle a fait pour eux, là-haut, le lit près de la cheminée. Le garçon est furieux, mais il faut obéir.

— Toi, tu vas me donner des coups de pied, dit-il en regardant Astrid avec colère.

Elle lève son museau et souffle :

— Pfuh ! Veille plutôt sur toi-même. Tu peux bien avoir besoin de moi pour te recouvrir, afin de ne pas te refroidir et retomber malade.

Au dehors règne la claire nuit d'été; le silence s'est fait dans la maison, mais les deux enfants ne dorment pas et, dans leur lit, se tournent le dos, hostiles. Et Per est couché contre un mur, Bergitta contre l'autre. Un vaste espace de plancher les sépare. Il pourrait franchir cet espace, le traverser en quatre ou cinq pas, mais les yeux de Notre Seigneur sont fixés sur lui.

La veille du mariage, Gjert offre sa petite chambre aux jeunes gens; ils s'y installeront dès leur retour de l'église. Lui se hissera au grenier et y sera très bien. Peut-être l'air

pas-t-il à travers les murs mal joints, mais on parviendra bien à boucher les fissures.

Après la noce, Bergitta se mit à sa besogne de jeune maîtresse de maison. Paal était radieux d'avoir chez lui une si jolie jeune femme, et il ne pouvait s'empêcher de plaisanter avec elle.

Mais Per devait bientôt partir pour une campagne de pêche au hareng à Buvik, et la séparation fut douloureuse. Bergitta sur la grève, en tablier rouge, regardait la barque qui s'éloignait. Chaque samedi soir, Per ramait pendant des lieues et des lieues et traversait le fjord afin de passer la nuit près d'elle. Le temps des nuits claires était passé; mer et fjelds se couvraient d'une brume bleue de crépuscule, des nuages gris et jaunes restaient immobiles dans le ciel, silencieux et songeurs; il ramait, silencieux et songeur comme eux. Jamais il ne devait oublier ces traversées solitaires et nocturnes où il se jouait des distances. Si la nuit tombait avant qu'il arrivât, une unique lumière brillait près du cap... Bergitta l'attendait, n'étant pas encore, Dieu merci, un ange avec des ailes.

Cependant le hareng n'avait guère donné à Buvik, et lorsque Per rentra définitivement, il comprit que Bergitta ruminait quelque projet. Aussitôt en tête-à-tête, elle s'explique. Elle veut qu'il prenne tout de suite la direction de la cense. Elle-même doit, tout de suite aussi, gouverner la maison, sans quoi elle ne pourrait y rester.

— Ta mère est aussi bonne que le jour est long, dit-elle,... mais rien n'avance entre ses mains; c'est pourquoi tout va mal.

Puis elle parle de Gjert. Les vieux se ruinent à le régaler et à dépenser pour lui du matin au soir. Il est facile d'aller chez l'épicier et d'acheter à crédit, mais un beau jour Per devra payer le tout.

— Et si nous voulons avoir murs et toit à l'appentis, nous n'y arriverons guère en fêtant la Noël tous les jours. Hein ! crois-tu ?

Per va trouver son père. Le vieux sourit et regarde autour de lui. Se charger de tout ? Ça veut dire qu'il perdra lui-même son dernier reste d'autorité. Dans une petite cense, il ne peut être question de pension et les vieux n'ont qu'à recevoir le petit morceau que les autres veulent bien leur donner; et s'ils ont besoin d'un vêtement, il leur faut le mendier. Ici une vente aux enchères générales sera sans doute nécessaire, car

les deux gendres exigeront un partage égal. On pillera la maison du peu qu'elle contient. Mais à quoi bon regimber?

— Il faut que tu en parles avec ta mère, dit-il en souriant; pourtant ses yeux se sont mouillés, et un moment plus tard, il va faire un tour chez Élias Daber.

Per a moins de succès auprès de sa mère.

— Non, dit-elle,... non, Per.

Alors, elle n'irait plus panser les bêtes dans sa propre étable? Vache et moutons ne lui appartiendraient plus? Et dans la maison elle n'aurait plus son mot à dire! Si elle avait envie de faire du café, elle ne le pourrait pas! Si une voisine était dans l'embarras faute d'une goutte de lait, elle ne disposerait de rien! Qui déciderait de la tonte des moutons, de l'installation du métier à tisser, et qui, dans la maison, aurait des vêtements neufs? Et puis il y a pis encore. Elle pense à Gjert et aux deux enfants. Elle n'aura plus à dire s'ils restent ici ou non. Ces questions-là seront-elles désormais tranchées par les vieux d'Inderberg?

— Non, dit-elle. Pas encore. Il faut d'abord que Bergitta s'habitue à la maison.

Per comprend que ceci les touche au vif, elle et père. Mais il est entre l'arbre et l'écorce. Il soupire : « Oui, oui... je l'ai dit, maintenant. »

Un jour, Paal rencontre Anders Inderberg au bord de la mer. Anders se gratte le cou et demande si le petit Martin n'est pas assez grand pour être berger dans une ferme.

Paal ne se montre pas très patient avec le bonhomme. Il tape du pied, agite les bras, et dit qu'il est pauvre, mais qu'il ne chasse pas de chez lui des enfants sans protection.

— Évidemment, répond humblement Anders. Et il poursuit son chemin avec sa bêche et son écope.

Mais Bergitta alla voir ses parents et au retour de cette visite, elle pria Per de venir dehors avec elle. C'était une soirée d'automne déjà sombre, au large ciel étoilé, imprégnée d'une odeur de terre fraîchement labourée. Les fenêtres brillaient ça et là dans le district, et l'on entendait sur la grève le léger clapotis des vagues léchant le sable. Tous les deux marchent, s'arrêtent, causent doucement et reviennent. Lorsqu'ils rentrent dans la salle, les vieux sont assis à la table et ont sorti les psautiers. Gjert lit encore un bout de journal qui a enve-

loppé un paquet; les enfants sont blottis au coin du poêle. Alors Per déclare, de façon à être entendu par tout le monde, que s'il ne prend pas tout de suite la direction de la cense, lui et Bergitta partiront pour l'Amérique.

Tous sursautent et le regardent. Mère Lisbet met la main au-dessus de ses yeux, Paal mâchonne, Martin observe Astrid, maintenant assez grande pour comprendre.

— Ah! dit enfin Paal. Mère Lisbet, les yeux vagues, soupire profondément. Gjert a l'air épouvanté, mais ne dit mot.

Puis, un jour, on a été chercher l'instituteur pour rédiger l'acte. Il siège au bout de la longue table, les autres sont assis sur le banc et des chaises, et bien que les vieux ne sachent lire que l'imprimé, ils ont tout de même mis des lunettes. Et dehors, dans le champ, Gjert marche à pas lents, s'appuie lourdement sur son bâton, s'arrête et revient, sans se décider à entrer.

A la table on est tombé d'accord. Per prend la cense et son nom sera inscrit sur le contrat passé avec le propriétaire. Mais Per doit se charger de la dette du père, soit cent dalers dus à la banque, plus de menus comptes chez l'épicier et en ville. En échange ses parents lui abandonnent les deux vaches, le cochon et les cinq moutons. C'est simple. Paal Flata et sa femme resteront à la maison; leur entretien y sera assuré pour le reste de leurs jours; Lisbet pourra garder deux poules et prendre de la crème pour le café, si elle en boit une goutte en dehors de l'ordinaire. L'instituteur interroge : « Est-ce bien tout? » Les autres font signe que oui. Dans une petite cense comme celle-là, il n'existe aucune richesse à réservier aux vieux. Cependant, mère Lisbet ne peut plus se taire. Elle dit d'un ton suppliant :

— Ne peut-on indiquer que Gjert passera ici le temps qu'il lui reste à vivre?

L'instituteur questionne les autres du regard. Per soupire et a envie de dire oui. Mais Bergitta intervient; du moment que l'on est d'accord, Gjert peut bien rester. Elle ne songe pas, quant à elle, à le renvoyer.

— Et le petit Martin et Astrid? demande encore mère Lisbet... ne peuvent-ils pas rester jusqu'à leur confirmation?

La jeune femme se tourne vers Per.

— Il nous est impossible de nous engager au delà de nos moyens, mère, dit-il.

Puis les vieux ont à signer par procuration ; Per écrit son nom sous le leur. L'instituteur ajoute le sien en qualité de témoin. Les parents ont maintenant renoncé au peu qu'ils avaient, et le fils promet qu'ils ne mourront pas de faim.

Quelques jours plus tard, le prévôt vint procéder à la vente aux enchères.

Per, debout près de la table, contemple les objets. Ils ont appartenu à mère et père ; c'est une partie de son foyer et de son enfance. Il achète trois lits, pour un prix dérisoire ; Anders Inderberg prend les deux autres. Les trois frères de Bergitta se montrent des acquéreurs empressés... une marmite, deux chaises, une cafetièr^e.

« Tiens, Bergitta ! » disent-ils en lui repassant tout ~~cela~~. Une de ses sœurs achète plats et assiettes, et dit elle aussi : « Tiens, Bergitta ! »

Les deux gendres sont venus. On croirait, à voir Peter Norset si affairé, que lorsqu'un objet est mis en vente, c'est à lui de l'acheter bien vite, mais inutile de faire une offre ; le temps où le prévôt le prenait au sérieux est passé. Il en est autrement d'Helmer Spandet ; celui-là est un gars qui a des yeux pour voir. Il veut que tout se passe correctement, que rien n'échappe à la vente.

— Et ça ! dit-il, en tirant de la grange un vieux pantalon de peau.

Le prévôt regarde et sourit, mais Paal dit qu'il vaut mieux vendre l'objet. Le pantalon monte à vingt öre.

— Voyez-vous ça, dit Helmer : on pensait nous en frustrer !

Plus tard, il arrive avec une vieille ligne à petit poisson qu'il a dénichée dans le bûcher. Avait-on l'intention de flibuster ça ? Vraiment, il a bien fait d'être là.

Enfin vint le tour des bâtiments. Mais personne n'en offrit un öre ; c'eût été une grande honte pour le district si quelqu'un eût osé ouvrir la bouche à ce moment. Non pas seulement parce que les bâtiments étaient vermoulus et ne valaient rien, mais aucun voisin n'eût voulu priver les gens de la cense de Flata de leur demeure.

Helmer, seul, fit une offre pour l'étable, bien qu'il fût en train de s'en bâtir une lui-même. Sans doute les chevrons de l'appentis le tentaient ; mais l'un des frères de Bergitta s'approcha de lui, et dit :

— Si tu ne clos pas ton bec, gare à toi!

Per eut donc les bâtiments pour quelques couronnes; c'était au moins un toit, pour les bêtes et pour les gens. Dans le champ, Gjert assis sur une pierre sifflotait.

On vend la pendule murale, et cette fois c'est Martin le plus ennuyé. Il n'a pas compris jusqu'ici qu'elle était comme un être humain dans la maison; elle ressemblait à mère Lisbet; le cadran était un vieux visage fidèle. La pendule allait quitter la maison, elle aussi. Oh! il se rappelle bien le jour où Anne lui a, pour la première fois, appris à lire les heures. Martin aurait volontiers vendu ses habits du dimanche pour qu'elle pût rester là. Mais l'acheteur est un gars du centre de la commune... Le marteau a frappé, et la pendule se met à sonner, comme pour appeler tout le monde au secours.

Paal Flata est assis, la tête basse, inquiet du sort de ses outils de cordonnier. Ils l'ont si souvent consolé. Mais le gendre Helmer a exigé que rien ne fût soustrait, et ils vont aussi sans doute s'en aller. Voilà que l'on apporte la caisse, et le prévôt invite l'assistance à faire des offres. Il y a là quelques alènes, une pince, des tenailles, deux marteaux au manche usé, des clous sans tête, un morceau de cuir de semelle, un paquet de fil enduit de poix. Le vieux n'ose pas dire un prix. Il n'a plus rien. On ne tiendrait pas compte de son offre.

Alors Helmer Spandet propose cinquante öre. Mais une voix, là-bas, s'élève près de la porte: « Soixante ». Une petite lutte a lieu entre Helmer et ce bonhomme, caché derrière d'autres gars. Finalement le tout monte à une couronne, et c'est le bonhomme qui l'emporte. Helmer n'est pas content.

— Qui est-ce? demande le prévôt.

— Elias Daber, répond le petit homme qui s'avance, prend la caisse et regarde Paal.

— Je la mets dans la chambre*, dit-il, et il s'en va.

Les yeux de Paal se mouillent; il doit sortir pour dissimuler son émotion.

Au tour de la petite barque... « Faites vos offres! » Mais elle est tellement abîmée! Elle fait eau et il est dangereux de la mener en mer... Per l'obtient pour cinquante öre. Et c'est tout...

II

Le même automne parvint la grande nouvelle que le hareng était abondant dans la baie de l'Ouest; les bancs restaient près de la côte, en sorte qu'il suffisait aux pêcheurs de jeter leur filet pour le ramener plein. Per emprunta la barque à six rames d'Inderberg, emmena son père et partit avec les quelques filets qu'il possédait. Mais à l'endroit où il se rendit, les pêcheurs étaient déjà si nombreux que les rares habitants du lieu ne pouvaient loger les nouveaux venus. Per et son père durent entrer dans une grange. Celle-ci se trouvait au bord d'une anse, loin de toute habitation; ils faisaient cuire leur repas dehors, entre deux pierres. Ils passaient la nuit en mer, et dormaient dans la grange la plus grande partie de la journée.

Un jour, Per se réveilla le premier. A peine avait-il allumé le feu sous la bouillotte, qu'il entendit son père marcher sur le plancher. Le vieux est sans doute un peu étourdi après avoir dormi si longtemps dans le foin, car il a peine à se tenir sur ses jambes, et soudain il chancelle et tombe. Per se dresse et bondit jusqu'à lui, mais le père reste couché, face contre terre, et agite seulement un pied. Per se met à genoux et le secoue.

— Qu'as-tu? Es-tu blessé?

Le vieux ne répond pas. Per le retourne, visage en l'air. Alors il entr'ouvre les yeux, le regarde, hoche la tête, et referme les paupières.

— Père! Père, tu m'entends, il faut me répondre! Tu t'es blessé?

Mais le vieillard allonge les membres et ne bouge plus.

Per le secouait toujours, et criait :

— Père! Père!

Enfin il alla chercher la bouillotte et la vida sur la figure de son père, qui ne fit aucun mouvement. Il lui tâta le pouls... rien.

Lorsqu'il regarda autour de lui en quête de secours, la plupart des barques avaient repris la mer. La baie s'étendait unie et dorée sous les nuages flamboyants, du côté du nord; la nuit venait et les étoiles s'allumaient.

Per était seul avec le corps de son père. Il embarqua ce

qu'ils ont apporté. Il a vendu son hareng, il a sur lui quelques couronnes. Les filets séchent sur la grève, il les range à l'arrière. Il n'a plus qu'à revenir près de son père qui git, en bottes de mer, face au ciel. Il lui dresse le buste, puis lui passe un bras autour de la taille, l'autre sous les cuisses, le soulève et se dirige avec vers la barque. Il le dépose sur les filets et le couvre d'une bâche, en sorte que le vieux semble étendu là pour dormir.

Il pousse la barque, se met à l'avant, et saisit les avirons. Maintenant il fait très sombre ; Per a cinq longues lieues à parcourir pour traverser le fjord et rentrer chez lui.

Il arrive au promontoire extrême et tourne dans le fjord. Il a des deux côtés des chaînes de fjelds bleus qui se découpent sur le ciel jaune. Le fjord est vide, jaune comme le ciel, pas une barque ni un bateau à vapeur, on dirait que toute vie a fui. Il n'y a que lui, avec son père mort, et il rame lentement. Sur les deux rives, des lumières éparses apparaissent. Il se rapproche de la côte, mais il existe là une longue bordure de rochers inaccessibles. Ils se dressent abrupts sur la mer et montent haut dans le ciel, couverts de pierres éboulées, et Per a entendu ici des aigles crier les jours d'orage. Il doit passer là. Les rochers projettent une ombre, et la mer est noire à leur pied. Mais Per ne va pas vite, car il transporte un mort.

Il n'est encore qu'à mi-chemin, il ôte son suroît et reprend les avirons. Le vent contraire lui souffle dans le cou ; il n'y fait pas attention. Une lumière brille dans les montagnes : c'est Orrott, petite ferme isolée perchée là et qui regarde la mer. Puis vient de nouveau une interminable côte inaccessible ; il se remet à ramer lentement. Dans l'ombre la plus noire, la brise commence à hurler.

Les coups d'aviron se suivent régulièrement, le phare brille comme une étoile jaune. Per a eu l'ardent désir d'avoir une maison agréable et d'acquérir l'estime des gens. Mais son père se moquait bien de ça. Lui et la pauvreté étaient si bons amis ! Ils s'entendaient si bien. Toute sa vie, il pécha aux Lofoten comme simple homme de louage et s'est contenté de gagner la moitié de ce que recevaient les autres. Lorsque Per a rejeté son autorité, il a aussi accepté ça. Voilà comme il était.

Per rame, et la nuit s'écoule. Elle est toujours aussi sombre lorsqu'il double le dernier cap et voit les maisons du district.

Une seule fenêtre est éclairée ; c'est à Stand, semble-t-il ; peut-être quelqu'un y est-il malade ?

Per aborde à la cense, tire la barque, mais ne monte pas vers les maisons. Le père ne doit pas rester seul. Il s'assied sur le banc d'arrière pour être plus près de lui, et se repose, les coudes sur les genoux. Le temps s'est calmé, les petites vagues lèchent la grève, l'aurore ne tardera guère à paraître.

Il entend le tic-tac de sa montre, et ne la regarde pas. Ses bras sont las après cette longue course, mais son père l'a faite bien des fois. Son estomac le tiraille, il n'a rien mangé depuis plus d'une journée ; mais le père aussi a connu la faim. Il semble s'incliner devant ce père et vouloir lui ressembler. S'il doit être aussi pauvre toute sa vie, il se résignera.

— Et maintenant je te promets d'être bon pour mère. Et Martin et Astrid vont rester au moins cet hiver. Je dirai à mère que c'est toi qui me l'as demandé.

Ce fut seulement lorsque la fumée monta de la cheminée qu'il se dirigea vers la maison.

Mère Lisbet, toujours la première levée, avait aperçu la barque sur la grève, et pensait que les hommes étaient revenus. Lorsqu'elle vit Per arriver seul, elle sortit au-devant de lui.

— Où est ton père ? cria-t-elle.

— Père est encore à bord. Il faut que tu viennes avec moi.

Deux petites maisons sont tapies contre le versant qui domine les fermes de Norset, et bien qu'elles aient été bâties depuis quelques années, elles ont encore un air inachevé. Peter Norset, naturellement, est homme à mettre tout en état, mais il recule toujours le moment de l'exécution. Anne, tantôt le cajole et tantôt le menace, mais on s'habitue à tout. Il n'a d'ailleurs pas encore compris que son véritable foyer est ici. Ce foyer de Peter Norset, il le croit toujours, est à la vieille ferme d'en bas.

Lorsqu'il y descend en corvée, il paraît en être le patron. Plein de sollicitude pour ses deux frères, il n'est pas loin de s'imaginer qu'il a bâti la ferme neuve. Il surveille ce que font ses frères. Il est rarement tout à fait content d'eux, bien que parfois il reconnaîsse qu'ils auraient pu se tirer plus mal de ceci ou de cela. Ola et Nils, depuis longtemps, ne craignent plus qu'il ne leur reprenne les fermes par droit d'alleu. Ils

causent avec lui maintenant et l'admettent tel qu'il est. Mais on a du mal, le soir, à lui faire quitter la maison. Il s'assied, fume, et finalement il faut lui rappeler qu'il a femme et enfants là-haut.

Anne menait une vie assez difficile. Lorsque les enfants étaient couchés, elle prenait son tricot et venait leur conter des histoires. Elle se rappelait le temps où elle était petite et où sa grand mère paternelle lui racontait les mêmes ; cela lui faisait oublier ses misères.

Le soir où elle apprit que son père était mort, ce fut de lui qu'elle parla. Il était un pêcheur renommé, lorsqu'il allait aux Lofoten en sa jeunesse. Elle dit à Peter qu'elle voulait aller aux obsèques, dût-elle porter sur son dos son dernier-né. Peter trouva que c'était bien naturel.

— Je m'occuperai des enfants, moi, dit-il.

Anne eut quelque peine à se mettre en route. La femme de *husmand* à qui elle emprunta des souliers ne voulait pas qu'elle les mit pour parcourir sept lieues, à l'aller ni au retour. Elle ne devait s'en servir que là-bas, pour la cérémonie.

Anne part donc avec les souliers empruntés dans un panier, mais les sabots conviennent mal à une longue course. Elle porte sa robe de mariée en étoffe noire, et sur la tête un mouchoir que Per lui a donné. Elle passe devant des fermes où elle a été bien souvent cuire des galettes d'avoine pour six skillings par jour. Rhumatisante, elle a du mal à se tenir droite, bien qu'elle soit âgée à peine de trente ans. Les gens regardent cette femme qui a entrepris une si longue course en sabots. Elle a mal aux pieds longtemps avant d'être à mi-chemin. Mais voici la descente vers la côte ; la vallée s'élargit, le ciel s'agrandit. Elle marche toujours, sans repos. Et voici le district. Et voici la vieille maison. Tiens, on a dressé des poutres pour un appentis...

III

C'est le premier hiver que Gjert passe ici, au milieu des pêcheurs. Per s'en va aux Lofoten, neige et tempête font rage, et certains jours le citadin est très ennuyé d'avoir à mettre le nez dehors. Il circule dans la salle, craignant de gêner. Pour Dieu, qu'on ne fasse pas attention à lui. Un courant

d'air traverse le grenier, mais jamais il n'en parle; il souffre parfois, mais personne n'a besoin de le savoir.

Il s'est mis à réparer des filets. Il porte les vêtements de bure rapiécés du vieux Paal et songe à d'autres temps. Il est bien permis de revivre le passé. Mais soudain mère Lisbet lui demande s'il veut une tasse de café, et il se secoue, considère ses pauvres vêtements, et se retrouve soudain dans une hutte de pêcheurs que l'orage ébranle.

Il ne s'accoutume pas à être séparé du monde. Il ne reçoit aucune lettre, ne lit aucun journal. On ne connaît ici que sermonnaires et psautiers. C'est une habitude à prendre. Voici pourtant qu'arrive un paquet par la poste : une collection de journaux amusants que lui envoie son ami le barbier. Gjert sourit et pense à l'argent qui lui a été volé dans le tiroir de sa commode. Les journaux ont un aspect malpropre. Mais ils sont drôles, et Gjert rit. L'occasion de rire est si rare maintenant.

Les voisins voient un jour le médecin entrer à la cense de Flata. « Bon Dieu, disent-ils, le jeune Martin va-t-il si mal? »

Un médecin inspire toujours un certain effroi. Il remplit l'ouverture de la porte avec sa grosse fourrure ; ses lunettes lui donnent un air sévère, et il demande pourquoi diable on n'a pas balayé la neige jusqu'à la route, car il a failli verser. Les gens sont paralysés d'avance. Il entre, et avec lui le froid de l'hiver, émanant d'une telle fourrure ; toute la maison en est glacée. Puis il ôte sa pelisse, qu'il jette sur la table, ainsi que son bonnet fourré et ses gants de peau, mais il garde ses caoutchoucs gris, couverts de neige. Il se souffle dans les mains : « Bon,... et le malade ? » On l'a descendu du grenier, et il est couché là dans le lit, la tête rouge, respirant avec peine et toussant. Le docteur se met à bavarder, l'oblige à se tenir assis et lui frappe sur le dos et sur la poitrine. Les autres attendent. Le gamin se rétablira-t-il ? Mère Lisbet soupire...

— Oui ! dit le docteur, le regard vague. Oui ! Tousse-t-il souvent, ce garçon ?

Il sont obligés de reconnaître que la toux est fréquente.

— Oui ! dit-il encore.

Et c'est tout. Un médecin n'en dit jamais long. Ce monsieur à lunettes d'or, au col blanc, en manchettes, aux mains élégantes et si propres, produit à peu près le même effet que le prévôt, quand il vient pour une citation.

— Il faut que quelqu'un m'accompagne pour rapporter un remède, dit-il enfin, et il se lève.

Avant de remettre son manteau, il regarde Gjert.

— C'est vous qui faites des filets? demande-t-il.

— C'est moi, dit Gjert en s'inclinant.

— Est-ce long à faire, un filet comme celui-là?

— Oh! oui, un filet pour le hareng, c'est long. Les mailles sont si petites! Il faut quinze jours à celui qui travaille vite.

— Et pour vous?

Le docteur sourit. Il a constaté l'impuissance de Gjert.

— Il me faut malheureusement le double.

Le visage de Gjert rougit légèrement.

— Qu'est-ce qu'on vous paye ce travail?

— Deux couronnes pour un filet à pêcher le hareng.

Un silence. Le médecin détourne un moment les yeux.

— Bien, bien, dit-il, et il commence à se vêtir.

Gjert l'aide. Et avant de mettre ses gros gants de voiture, le monsieur lui tend la main.

— Adieu!

Et il s'incline presque aussi bas que Gjert.

Bergitta accompagne le médecin. Au retour, elle chemine péniblement dans le vent et l'obscurité et songe que Per sans doute devra payer cette visite au printemps. Pourtant, c'est une année de misère aux Lofoten! Et dire que Per s'est endetté pour sa quote-part et ses filets pendant cette expédition, et que d'ici là, un petit être sera venu au monde!

Elle arrive à la maison, et porte de l'eau aux gens et aux bêtes. Cette femme menue fait le va-et-vient avec des seaux et des brocs, dans l'orage et la neige. Et les autres sont peut-être dans la chambre, à manger des craquelins et à boire du café offert par mère Lisbet. La seule qui aide un peu est maintenant la petite Astrid. Elle est adroite et attentive, bonne élève à l'école, où elle apprend facilement. Vraiment elle aurait bien pu rester, s'il y avait eu ici vêtements et vivres pour tous.

La cense n'eut pas d'homme à fournir, cet hiver-là, pour les corvées dans le domaine, mais aussitôt que Martin fut à peu près rétabli, il dut aller conduire la batteuse. Il reçut cinq skillings par jour.

Chaque matin, le garçon claquait des dents au moment de partir à cinq heures. Le docteur avait dit qu'il devait se tenir

au sec et au chaud : ah ! ouiche ! Ayant gagné la route, il criait : « Ohé ! » Souvent un autre « ohé ! » répondait au sien, lancé par quelque *husmand* qui se rendait aussi en corvée. Le gars Martin marche alors sur ses talons, et tousse et fait la grimace, quand le vent le frappe au visage.

Ils sont blancs de neige en arrivant, le *husmand* va à la grange et le garçon à l'écurie, où le premier valet l'attend avec une lanterne. Les deux rangées de chevaux tournent la croupe à l'allée médiane. Se risquer dans le box n'est pas commode pour un gamin. Il faut livrer une véritable bataille pour passer le lourd licol, et mettre le mors. Les chevaux harnachés, hue ! en route. L'haleine des bêtes et des garçons se condense en brouillard.

Au printemps Martin va partir comme pâtre. Mère Lisbet et Astrid devront se passer de lui. Elles ne le verront plus jamais. Personne au monde désormais n'aura soin de lui.

Per revient des Lofoten ; il a honte en approchant de la maison. Il doit de l'argent partout, et sa campagne de pêche se solde par une perte. Il regarde l'appentis qui attend murs et toit, et la maison qui se tasse, et il se dit qu'au grenier la caisse où l'on enferme la farine est probablement vide. Est-il possible de supplier l'épicier de livrer encore à crédit ? Il entre. « Bonjour à tous. — Bienvenu ! » disent vieux et jeunes.

Il se penche sur le berceau. Un petit garçon est là, figure ronde et les yeux clos, qui vraiment ressemble à son père. A ce moment, Per éprouve un sentiment nouveau... S'il y a dans la maison beaucoup de monde qu'il devient difficile de nourrir, Bergitta, l'enfant et lui, du moins, forment un tout. Il prend sa femme dans ses bras et se sent riche, malgré la misère.

— Il faut essayer de nous en tirer, dit-il.

— Oui, il le faut, répond-elle en lui caressant la barbe.

Les jeunes époux sont au lit un soir, avec leur fils entre eux, et ils causent et réfléchissent. Ils ne prient plus... Ils sont unis maintenant, et ils savent que, s'ils ne s'aident pas, les autres ne les aideront pas.

Per va trouver le chef du bureau de bienfaisance, et déclare que si on le paye convenablement, il est disposé à garder Martin et Astrid tout l'été. Mais le chef du bureau répond que le garçon doit s'en aller comme pâtre et la fillette comme garde d'enfants. Per s'est humilié inutilement.

Il obtient à crédit un demi-sac de farine chez l'épicier, puis il attend le prévôt pour les intérêts de ce qu'il doit à la banque.

Un jour il cause avec le vieil Anders Inderberg. Le barbon se gratte le cou, le regarde, et lui demande timidement combien il touche pour Gjert?

— Cinquante couronnes par an, répond Per.

— Crois-tu que ça rapporte? demande le vieux.

Per ne comprend pas. Faut-il que ça rapporte d'avoir son frère?

— La caisse de la ville est riche, dit le bonhomme. C'est quatre-vingts, non, cent couronnes que tu devrais recevoir. Et Gjert n'en serait pas moins ton frère. Cinquante couronnes de plus, c'est de l'argent, aujourd'hui.

Et le vieux s'en retourne. L'idée fait son chemin; Per pourrait payer les intérêts à la banque, et avoir encore deux sacs de farine, et le voici de nouveau en ville devant le chef du bureau de bienfaisance. C'est le même homme grisonnant que la dernière fois; il est assis derrière le même bureau et le regarde à travers ses lunettes, les sourcils relevés. Per toussote un moment. Ce qui l'amène n'est pas facile à expliquer.

Il s'agit de vendre son frère et d'en tirer le plus d'argent possible. Pourquoi cet homme relève-t-il ainsi les sourcils? Per dit que les temps sont durs pour les petites gens, que son frère est si malade qu'il faut s'occuper de lui du matin au soir. Parfois on doit le veiller la nuit. Et avec cinquante couronnes on ne va pas loin; s'il n'obtenait pas un supplément convenable, il ne lui serait plus possible de le garder chez lui.

La gorge de Per se serra. Qu'est-ce qu'il racontait là de son propre frère? Mais il pensait aux intérêts de la banque.

— Nous ne pouvons malheureusement donner davantage, dit l'homme à barbe grise. Nous reprendrons plutôt votre frère. Nous avons plus de place à l'asile en ce moment.

C'était clair. Per recevait tout de même cinquante couronnes pour Gjert. Il allait les perdre.

Il restait là les yeux fixés sur le fonctionnaire. Il réprima un sanglot. Si quelque jour il était chassé de la cense de Flata, c'était ce monsieur-là qui serait la cause de son malheur.

— La caisse de la ville n'a-t-elle pas plus de ressources que moi?

L'autre répondit :

— Nous devons traiter l'affaire commercialement, mon brave. La caisse de la ville n'a pas de frère, vous en avez un.

Il sembla à Per qu'il recevait un coup en pleine figure.

— Vous spéculez sur lui, dit-il avec un tremblement dans la voix. La caisse veut gagner de l'argent sur un pauvre pêcheur parce qu'il ne veut pas renvoyer son frère.

— Nous ne spéculons pas. Pour nous, il est un assisté que nous sommes obligés d'entretenir. Mon devoir est d'assurer cet entretien au meilleur compte.

— Eh bien ! puisque vous êtes si inhumains, alors... alors, reprenez-le. Je n'ai pas les moyens d'enrichir la caisse de la ville davantage.

— Bien, vous n'avez qu'à venir avec lui, dit l'autre, en abaissant les sourcils et se replongeant dans ses paperasses.

Les jours suivants, Per n'adressa pas la parole à Gjert; quand il le rencontrait, il se détournait de lui. Gjert le remarquait et interrogeait son frère du regard.

Un jour, ils sont à table et n'ont que du poisson fumé pour leur dîner. Gjert ne mange guère, et mère Lisbet observe Per avec des yeux suppliants. Ne peut-il dire à Bergitta de griller un petit morceau de lard pour le pauvre garçon ?

Per comprend, mais il songe à tout ce que Gjert a eu en extra depuis qu'il est ici. C'est malheureusement vrai ce qu'a dit le vieil Inderberg : son frère ne rapporte pas. Et il pense aux intérêts de la banque, et aux deux sacs de farine.

Il devint maussade... Tous se dépêchaient de quitter la place dès qu'il arrivait.

Il eut besoin de Martin et d'Astrid pour les travaux du printemps. Mais Gjert, lui, n'était bon que pour manger. Et un jour, le voyant sortir de la petite chambre, Per s'écria soudain :

— Il me semble que tu es bien souvent chez mère, Gjert.

Le frère appuyé sur son bâton, écarquille les yeux :

— Mon cher Per, trouves-tu mal que je vienne voir mère ?

— Oui. Vous devez cuisiner quelque chose ensemble. As-tu à te plaindre ici ?

Gjert ne peut s'empêcher de rire.

— Si j'ai à me plaindre ! Bon Dieu !

Et il branle la tête. Alors, Per d'ajouter :

— Tu vivais mieux en ville, évidemment. C'était plus facile d'avoir le docteur, en cas de besoin, et la nourriture devait

être meilleure. Je ne sais comment faire, Gjert. Qu'est-ce que tu en penses?

Après un silence, Gjert propose :

— Aimes-tu mieux que je m'en aille, Per?

Et Per, tout à l'heure si animé contre son frère, a maintenant les yeux mouillés.

— Non, non, Gjert, mais ma situation n'est pas facile.

Et il se hâte de sortir.

Dans la journée, Gjert se promène autour des bâtiments. Depuis quelque temps, il a lu dans les yeux de son frère et de sa jeune femme qu'il est une gêne. Est-ce bien surprenant, au fond? Arrivez un jour les mains pleines de cadeaux, repartez le lendemain, vous emportez tous les suffrages. Mais il ne faut ni rester trop longtemps, ni devenir soi-même misérable.

C'est pour mère que le coup sera dur. Comment lui annoncer la décision?

Le printemps revient. Oiseaux de mer sur la grève, champs gazonnés, cris de courlis au-dessus des tourbières.

Rentrer à l'asile... peuh! Le plus pénible n'est pas d'y terminer ses jours, mais de ne plus regretter la cense de Flata.

IV

Le même jour, Per, sur la grève, regarde la barque à deux rames et une autre à six qu'il a, l'automne précédent, achetée d'occasion. La petite barque a affronté bien souvent la mer, surtout elle est restée dehors l'hiver et l'été, et le soleil, l'orage, la pluie et la neige l'ont abimée bien plus que la mer. Maintenant elle semble dire à l'autre : « Il en sera de toi comme de moi. Si tu n'as jamais l'abri d'un hangar, tu vieilliras vite. Ce n'est pas le travail, c'est la pauvreté qui use. »

Per lève les yeux vers la maison, qui en dit autant. Elle peut témoigner que la pauvreté use. Et il pense à père et à mère. Eux aussi avaient été usés par la misère. Son tour viendrait de vieillir de la même façon. Mais il est jeune encore, il a Bergitta et l'enfant, et il s'agit de s'atteler à la besogne.

Il a la certitude maintenant que son frère sera mieux à la ville. Mais il est tourmenté du matin au soir par l'idée que la ville l'a volé... volé depuis des années. Les gens riches spéculent sur ce que Gjert est son frère. Lui ne veut pas qu'ils

continuent. Et le vieil Anders Inderberg a dit l'autre jour : « Quand tu iras avec Gjert, l'homme du bureau comprendra que c'est sérieux, et tu verras qu'il mettra les pouces. »

Il remonte d'un pas rapide vers les maisons. De la salle, il entend que l'on pleure dans la petite chambre. Il entre. Gjert se lève et s'efface contre le mur. La vieille lève les yeux de son ouvrage et les essuie.

— Est-ce possible Per ?

— S'il ne dépendait que de moi, mère, on vivrait tous ensemble. Mais nous n'aurons bientôt plus rien à nous mettre sous la dent, et je ne veux pas que Gjert meure de faim ici.

La mère soupire seulement : « Oh ! mon Dieu ! » Gjert dit :

— Chère mère, il ne faut pas te faire tant de chagrin. Je sortirai et viendrai te voir.

C'est un secours inespéré. Per en est soulagé.

— Oui, Dieu sait que tu seras le bienvenu, dit-il.

Pendant un jour ou deux, la vieille femme circula dans la maison, presque sans ouvrir la bouche. Elle semblait s'entretenir avec ce que les hommes ne voient pas. Elle aidait au travail et considérait tout le monde avec calme. Mais le soir, au lit, quand le silence régnait, elle avait à subir la même épreuve déjà si souvent supportée. Dieu viendrait-il à son secours, ou bien n'existaît-il pas ?

Une nuit, comme le jeune ménage dormait, elle parut à la porte.

— Per ! dit-elle.

— C'est toi, mère ? Qu'est-ce qu'il y a ?

— Si Gjert fait douze filets par an, c'est vingt-quatre couennes. Et s'il te les donne, Per ?

Il se cache les yeux.

— Chère mère, tu devrais te coucher.

Elle soupire et s'en va.

Le lendemain, au dîner, Per observa sa mère. Il trouva qu'elle ressemblait à la vieille barque sur la grève, délabrée par les mauvais temps, faute de hangar. Un beau jour, ce serait leur tour, à lui et à Bergitta. Et il fut décidé que Per accompagnerait Gjert en ville le jour suivant.

Il y eut séance de dévotion, ce soir-là encore, mais personne ne chanta de bon cœur.

La nuit s'écoula. Per ne dormit guère. Il lui semblait entendre gémir sa mère dans la petite chambre.

Gjert fut de bonne heure debout vêtu de son costume élimé du dimanche. La vieille valise fut préparée... il n'y avait pas grand chose à y mettre. Lui qui autrefois possédait tant de chemises à manchettes et de cravates! Mère apporta un mouchoir de soie qui venait de Paal, et le lui noua autour du cou. Il passa le peigne dans ses cheveux et sa barbe une fois de plus, car il allait voir le capitaine à bord.

Enfin il fut prêt. Il serra la main de la jeune femme, s'inclina profondément et remercia pour son séjour. Deux fois il s'approcha du berceau et avança les lèvres vers le bébé. Puis il se retourna vers les enfants qui pleurnichaient, leur tapota la tête à tous les deux, et essaya de plaisanter. Astrid l'inviterait à sa noce, dit-il. Martin reçut un petit crayon, Astrid un bouton d'argent. Puis il se trouva devant sa mère.

— Et toi, tu m'accompagnes? dit-il en souriant.

Quelques voisins étaient venus dire adieu; il y avait là Inga Rönningen, sa camarade de confirmation. Il rougit légèrement en lui tendant la main. Allons, adieu à tous! Et l'on se dirigea vers le môle. En bas de la pente, il se retourna et agita encore son chapeau.

Il restait seul avec Per et mère Lisbet. Elle lui donnait des conseils en cas de maladie. Et comme elle l'avait fait souvent lors d'autres départs, elle le supplia d'écrire, pour l'amour de Dieu! Per portait la valise.

Lorsque la barque s'éloigna, les deux frères entendirent une voix qui crieait de la grève :

— Adieu, Gjert!

Et le vapeur arrive dans la baie et s'arrête.

— Hé! mais, n'est-ce pas Gjert Knutsen! dit le capitaine du haut du pont.

Et Gjert se lève, ôte son chapeau et salue comme autrefois. Il resta ensuite debout près du bastingage à regarder la côte, tandis que le vapeur poursuivait sa route. Il vit sa mère marcher lentement sur la grève. Et voici Martin et la petite Astrid qui accourent vers elle. Ils ont sans doute pensé qu'elle aurait du mal à remonter à la maison. Ils lui prennent chacun une main et la conduisent, mais naturellement elle s'arrête et

suit du regard le bateau. Les maisons de la cense de Flata vont bientôt disparaître. A ce moment là, Gjert salue.

Le lendemain, les deux frères entrèrent dans le bureau du chef du service des assistés.

— Ah ! vous voilà ! dit l'homme grisonnant.

— Oui, répond Per en le fixant d'un air de défi. Quand il n'y a pas d'autre moyen !

Un silence. Le monsieur répond avec un petit sourire :

— Est-ce vraiment sérieux ? Vous ne voulez pas garder votre frère, si l'on ne vous donne pas de supplément ?

Gjert ouvre de grands yeux. A-t-on déjà discuté la question ?

— Ce n'est pas ma faute, si je suis si pauvre ! dit Per.

Et il n'ose plus regarder ni son frère ni le chef du bureau.

Celui-ci se tourne vers Gjert. Cet homme décrépit et poli le fait refléchir un instant. Gjert ne doit guère avoir plus de quarante ans, et il est ravagé comme un vieillard.

— Dites-moi, lui demande le chef, avez-vous d'autres parents là-bas, dans votre pays ?

Gjert s'incline.

— Oui, ma mère.

— Alors, vous y retourneriez volontiers ?

Gjert baisse la tête. En un instant, il voit le grenier, l'hiver, quand la neige tombe sur son lit; les yeux, qui disent qu'il est un embarras, et il voit sa mère. Oui... à cause d'elle. Quant à lui, peu importe. Il se hâte de répondre :

— Oui, c'est bien certain, j'y retournerais volontiers.

— C'est bien, dit l'homme aux lunettes. Alors, il vaut mieux que votre frère et moi cherchions à nous entendre.

Lorsque, le lendemain, les deux frères se trouvent de nouveau sur le vapeur, c'est Per, chose curieuse, dont le visage est épanoui. Il ne pense ni à la banque, ni aux sacs de farine. Il lui semble qu'un pouvoir invisible lui a épargné d'accomplir un acte qu'il aurait regretté toute sa vie.

Gjert le regarde et sourit tristement.

Mère Lisbet berçait l'enfant en essayant de chanter, quand Astrid entra en coup de vent et dit :

— Mère, les voilà !

— Qui ? Per ?

— Oui, et Gjert aussi.

— Où est la bouillotte ? dit-elle. J'ai un peu de café à moi.

V

Les travaux de printemps finis, les enfants quittèrent la maison ensemble, chacun avec un paquet de vêtements sous le bras. Astrid avait huit ans, mais elle était grande et forte pour son âge. Martin, dans sa seizième année, restait petit, avec un teint terreux. Elle allait à Hjalmen garder des enfants et lui à Helsela comme pâtre. Mère Lisbet les avait accompagnés à la barrière et attendait, pensant qu'ils se retourneraient, mais ils trottaient, chacun sur un côté de la route, et sans doute ils ne pensaient qu'à l'endroit où ils se rendaient, se demandant quel sort les y attendait.

Ils avaient été brouillés bien souvent, mais ils dormaient dans le même lit et se réchauffaient l'un contre l'autre quand il faisait un froid de chien, l'hiver. Ils avaient joué ensemble sur la grève et dans la grange, et Martin avait essayé d'être comme un père pour elle qui était si petite, jusqu'au moment où, devenue si grande, elle avait essayé d'être comme une mère pour lui. D'ailleurs, il n'aimait pas ça, elle faisait trop ses embarras, depuis quelque temps, parce qu'elle était, à l'école, bien meilleure élève que lui.

Cependant, tout en marchant, il s'inquiétait de l'avenir pour elle, si jeune, qui allait se placer chez des étrangers. Il avait entendu dire que, si l'on voulait une domestique à bon marché, on prenait une fillette comme gardienne d'enfants. Il se pouvait donc qu'Astrid eût autre chose à faire que de s'occuper des mioches; il lui faudrait sans doute porter de l'eau et faire la cuisine et frotter le plancher et traire les vaches et trimer sans cesse. Ses futurs maîtres de Hjalmen passaient pour avares. Mais s'ils se conduisaient mal, ils trouveraient à qui parler... seulement, il n'était pas disposé à le dire maintenant à la petite, qui avait l'audace de lever le nez et de se moquer de lui.

Astrid trottinait, les yeux droit devant elle; son visage rond et rose rayonnait de bonté. Elle avait bien aussi quelque chose à dire à son camarade, mais ce n'était pas facile, lui connaissant la tête près du bonnet. Ils se taisaient depuis quelque temps; enfin :

— Te rappelles-tu, quand tu m'as roulée dans la voiture à quatre roues?

Elle rit, et regarda les collines. Lui aussi ne put s'empêcher de rire.

— Oui; une fameuse voiture! dit-il. Tu as commencé de bonne heure à mener grand train.

Un peu plus haut, sur la côte de Skaret, ils se retournèrent. Mère Lisbet commençait seulement à descendre vers la maison. Elle avait dû rester un bon moment à les suivre des yeux.

— C'est mère, dit Astrid, et elle rit de nouveau, sans quoi elle aurait peut-être pleuré.

— Oui, c'est bien elle, murmura-t-il, et il regarde la silhouette connue qui s'en va d'un pas tranquille.

— Quand viendras-tu à la maison? demande-t-il.

— Je ne sais pas... et toi?

Puis ils repartent. Elle portait une robe de coton neuve, qui lui tombait jusqu'aux souliers, et elle était coiffée d'un mouchoir blanc à fleurs rouges, que Bergitta lui avait donné. Lui était en costume gris, et sa tignasse rousse se rebellait sous sa casquette bleue, la même depuis des années.

Elle se demandait si elle aurait cet hiver une robe de laine chez ceux qui allaient maintenant l'entretenir. Mais avares comme on les disait, les vêtements qu'ils lui donneraient seraient sans doute de médiocre qualité. Elle avait d'ailleurs pour le moment des préoccupations plus importantes. Afin de consoler un peu mère Lisbet, elle lui avait promis le matin, seule dans la petite chambre, d'essayer de sortir tous les dimanches, d'aller retrouver Martin et de lui faire réciter ses leçons. Ainsi il pourrait peut-être passer tout de même l'examen de la confirmation. Et mère Lisbet l'avait remerciée, caressée. Mais autre chose était d'en parler à Martin lui-même! Il allait peut-être bondir à cette idée. Tout en marchant, elle cherchait un moyen de lui présenter son projet.

— Prends-tu le raccourci? demande le garçon.

— Oui, et toi?

— Je peux bien.

Ils firent ensemble encore un bout de chemin, et en haut des coteaux de Skaret ils suivirent un sentier qui serpentait en montant dans les bois. Ils avaient souvent conduit les vaches jusque-là, tous les deux, et ce temps-là était passé.

A la première crête, ils se retournent et regardent vers les bas fonds. Le district s'étend avec toutes ses maisons grises le long de la grève ; le fjord s'est élargi, et l'on voit jusqu'à son embouchure. Ils entendent des clochettes de moutons et de vaches sur les collines.

— Je me demande qui ramènera le bétail ce soir ? dit-elle en pensant à la vieille maison.

— Bon, ce ne sera pas moi.

— Ni moi non plus.

Et elle rit, mais ses yeux restent tristes.

Elle n'a pas encore dit ce qu'elle voudrait, et de nouveau elle pense à mère Lisbet, qui a pitié de la voir se placer si tôt chez des étrangers, mais ne redoute guère cette épreuve, tandis qu'elle craint que Martin ne réussisse pas. Il faut qu'Astrid essaie de s'occuper de lui, mais ils ne vont pas tarder à se séparer... Si elle n'allait pas pouvoir lui parler de son projet ?

Ils se taisent tous deux à la grimpée suivante. Dans quelques instants, elle devra oblier à l'ouest, vers Hjalmen. Et sans qu'elle y ait pris garde, voici le moment de tendre la main et de se dire adieu.

Ils essaient de plaisanter.

— Est-il lourd, ton paquet ? J'aurais pu le porter, dit-il.

— Non, tu en as un toi-même.

— Allons, bonne chance.

Il prend un air bourru en avançant la main.

— Toi aussi.

C'est à peine s'ils se touchent du bout des doigts. Ils ont peur de trop ressembler aux grandes personnes. Ils aimeraient mieux se donner l'un à l'autre une claque et filer chacun de son côté.

— Allons, adieu !

Il se hâte de s'éloigner, car il n'y peut plus tenir.

— Non, attends un peu !

— Qu'est-ce que tu veux encore ?

Il s'arrête, sans regarder du côté de la fillette.

— Écoute, Martin... ne te fâche pas

— Non, parle donc.

Il examine la prochaine montée.

— Ne peux-tu pas venir me trouver dimanche, sur la montagne ? L'après-midi. Ça n'est pas loin du chalet où tu gardes les bêtes ?

- Où se rencontrera-t-on ?
 — Près de la pyramide de pierres.
 — Je verrai.
 Il s'en va, mais elle ne bouge pas.
 — Martin !
 — Qu'est-ce qu'il y a encore ?
 Il ne s'est toujours pas retourné.
 — Ne peux-tu pas apporter ton catéchisme ?
 — T'es bête. Qu'est-ce que nous en ferons ?
 — Apporte aussi la Bible. Veux-tu ?
 Elle a un ton suppliant.
 — Non, alors je ne viendrai pas.
 Et il part, furieux.

Elle regarde par delà les collines, vers Hjalmen, sans se décider à s'éloigner. Maintenant qu'elle est seule, elle peut bien s'essuyer les yeux. Un appel lui parvient des bois situés de l'autre côté du ruisseau :

- Astrid.
 — Oui.
 — Faut-il apporter le psautier aussi ?
 — Oui-i.

Elle crie ardemment entre ses mains disposées en cornet. Car il doit apprendre aussi dans le psautier. Et la petite femme se met en route de meilleur cœur.

Une heure plus tard, le garçon se trouve auprès de la pyramide de pierres dressée au sommet de la plus haute croupe. Sa vue s'étend sur un vaste panorama, au sud sur le fjord intérieur qui va jusqu'à la ville, au nord sur Blaaheia qui masque la grande mer, et sur les fjelds de l'ouest encore striés de neige. Le tout baigné dans une buée de soleil bleue.

Et en bas, le long du fjord plus étroit, le district des pêcheurs n'est qu'une mince bande verte avec de toutes petites maisons. Et il aperçoit à la cense de Flata, contre la grange, quelque chose qui brille au soleil. Ce sont les poutres de l'appentis, qui reste inachevé.

JOHAN BOJER.

Traduit du norvégien par M. P.-G. La Chesnais.

L'IMPÉTRATRICE ZITA ET L'OFFRE DE PAIX SÉPARÉE

Au lendemain de la mort de François-Joseph, le nouvel empereur et roi avait rédigé un court message où il proclamait sa volonté « de tout faire pour bannir dans le plus bref délai les horreurs et les sacrifices de la guerre », et rendre à ses peuples « les bénédictions disparues de la paix ». Il tint parole aussitôt. A peine fut-il le temps de conduire le défunt à sa dernière demeure, en la vieille crypte des Capucins de Vienne, auprès de la dépouille du petit duc de Reichstadt. Au retour des funérailles, il obtenait de la duchesse de Parme, mère de la nouvelle impératrice, qu'elle se tournât, au nom de son gendre et de sa fille, vers la France. Dès le 5 décembre, bien avant les splendides cérémonies du couronnement à Budapest, cette princesse adressait à ses frères, Sixte et Xavier de Bourbon, alors sur le front belge, une lettre les pressant de venir la voir. Pour être plus assurée d'être entendue de ses enfants, elle écrivait aussi à la reine des Belges, sa nièce, demandant à elle et au roi d'agir sur les princes et de les décider à se rendre en Suisse, où elle avait, disait-elle, « des choses de la dernière importance à leur confier ». C'est la grande, la dramatique affaire de l'offre de paix séparée de l'Autriche à la France, qui s'ouvre ainsi, dès les tout premiers jours du nouveau règne.

Le 23 janvier, le prince Sixte est en Suisse avec son frère Xavier. « Ma mère, écrit-il, nous exposa le désir de l'empereur de nous voir pour s'entretenir directement avec nous de la paix.

Tout était déjà arrangé pour nous amener à Vienne dans le plus grand secret. » La duchesse de Parme remet à son fils une lettre de l'impératrice Zita. Le prince promet qu'il fera connaître au président Poincaré les ouvertures de l'Autriche. Le 12 février, un ami personnel de l'empereur, un ami d'enfance, le comte Thomas Erdödy, est en Suisse. Il a une entrevue avec le prince, rentre à Vienne, puis revient à Neufchâtel. Il apporte la première fois une lettre, la seconde fois deux lettres de l'impératrice. Celle-ci prie son frère, en son nom, au nom de l'empereur, au nom du ministre des Affaires étrangères, comte Czernin, de venir à Vienne. « Une demi-heure d'entretien, écrit ce dernier, vaudrait bien dix voyages. » Entre Vienne et Neufchâtel d'une part, Paris et Neufchâtel de l'autre, les entrevues se multiplient. On se met peu à peu d'accord sur les conditions essentielles de la paix.

A la fin, autorisé par Paris, le prince se rend à l'appel de son beau-frère et de sa sœur. « Ne te laisse pas arrêter, lui a écrit celle-ci, par des considérations qui, dans la vie courante, seraient justifiées. Pense à tous ces malheureux qui vivent dans l'enfer des tranchées, qui y meurent tous les jours, et viens ! » Il se rend donc secrètement à Vienne une première fois, puis une autre. Cette seconde fois, c'est aussi une lettre de sa sœur qui l'a décidé. « Il y a, lui a-t-elle écrit, des choses nouvelles, qui ne sont pas claires. L'Italie veut obtenir davantage par vous, que directement par nous. Viens ! » Comme elle le presse ! Comme elle la veut, cette paix, qui sauvera le monde, et, pourquoi s'en défendre ? qui sauvera son trône par surcroit, son trône et son bonheur. Elle est femme : elle défend sa maison.

Sa maison, c'est l'Autriche. Chacun connaît les affinités françaises de cette princesse, mais elle règne aujourd'hui sur les rives du Danube. Ainsi Marie-Antoinette, à Trianon, aux Tuilleries, au Temple, était notre reine. Et quand des sans-culottes l'appelaient l'*Autrichienne*, ils l'injuriaient, car elle avait apporté son cœur à la France. Une autre princesse, en cette année 1916, a donné aussi la mesure de l'amour brûlant qu'une femme peut nourrir en soi pour le pays qu'elle a fait sien. Élisabeth de Bavière, quoiqu'elle ait toutes les raisons du monde d'aimer la patrie allemande, où se sont formés son esprit et son cœur sous la garde du plus noble des pères, le prince oculiste, à la fois grand seigneur, savant illustre, ami

des pauvres, Élisabeth est maintenant la femme du roi chevalier. Elle est à ses côtés pour résister à tous les envahisseurs, y compris les Bavarois. Cette émouvante princesse, dont on ne peut évoquer sans attendrissement le ferme et douloureux visage au temps de la guerre, la princesse Zita la connaît bien. Elles sont cousines-germaines. La mère de Zita, impératrice d'Autriche, et celle d'Élisabeth, reine des Belges, sont sœurs. Et leurs filles, de même qualité d'âme, ont dû toutes les deux faire la guerre dans un camp qui n'était pas celui de leur naissance. Le sort de l'exquise femme du roi Albert a sans doute été plus cruel, car entre sa Belgique et la patrie de ses pères il ne pouvait y avoir de quartier. Zita de Bourbon, pour servir l'Autriche, a pu tendre un moment ses deux bras vers l'Occident, vers le pays que, toute petite, on lui avait appris à chérir. Aujourd'hui, c'est elle qui est malheureuse. Du moins a-t-elle trouvé dans sa détresse des coeurs compatissants, dont celui de sa cousine, qui a offert, en terre belge, un refuge à l'exilée.

On a mauvaise grâce à insister sur le patriotisme des reines. Mais il faut éclairer les étourdis et répondre aux méchants. La patrie de l'impératrice Zita, c'est son mari, qu'elle adore; c'est son fils Othon, prince-héritier; et la petite archiduchesse Adélaïde, si jolie; et ces deux amours d'enfants, Robert et Félix, qui ne sont pas princes de Bourbon, mais archiducs d'Autriche. Les reines qui trahissent sont des êtres sans entrailles. Une femme qui, pour des fins politiques, parjureraient sa vocation d'épouse et de mère, serait un monstre. Nous savons que le cœur de Marie-Louise, la triste compagne de Napoléon, était sec, et son intelligence petite. Zita, au dire de quiconque l'a approchée, est une nature lumineuse, forte, égale à son destin; et c'est une âme passionnée, qui s'est donnée, avec la sublime et farouche loyauté des femmes, à ses amours.

Un jour, à Bruxelles, j'examinais quelques-uns de ses portraits en compagnie du professeur Paul Nyssens. De l'étude de son noble et intéressant visage, j'eus plaisir à entendre ce maître tirer des déductions conformes à ce que je savais déjà de son caractère. La jolie ligne du cou, la figure ovale, l'expression intelligente du regard, les épaules tombantes, la main délicate et bien faite, la grâce et l'harmonie des traits, sont les signes d'une fine qualité organique. Dans leur langage, les savants

disent qu'en de telles natures il y a prédominance du tempérament mental. C'est-à-dire prédominance de l'esprit sur le corps. Et par l'esprit, il faut entendre l'âme entière. Plus de force morale que de force physique.

Cette femme délicate porte d'ailleurs en ses traits la marque du courage. Elle est réaliste et, quoique tout son être trahisse des tendances vers l'idéal, elle a de bons pouvoirs d'observation. La faculté de l'ordre est éclatante. Les belles lignes des sourcils, de la bouche, du nez, sont la marque d'une nature droite, probe, franche. A d'autres signes, on aperçoit un peu de réserve, de discrétion, voire de diplomatie. Ses compagnons et ses compagnes d'enfance la trouvaient, dit-on, un peu secrète. Ce qui apparaît, même aux profanes, ce sont les yeux brûlants, et si ouverts, qui annoncent l'honnêteté, la fidélité, la bonté.

Au total, une noble physionomie, exprimant l'intelligence, la tendresse, la dignité, la conscience. Nature profondément féminine, mais non exempte de caractéristiques viriles.

Le docteur Camille Streletski, à qui je montrais la signature de l'impératrice et quelques lignes de sa haute écriture anguleuse, fit d'abord toutes les réserves d'usage devant ces sortes de calligraphies artificielles, que les religieuses de nos couvents imposent, à la cadence du métronome, à leurs élèves; puis il m'assura qu'à son avis les traits essentiels du caractère de la princesse Zita étaient, avec un juste orgueil, la fermeté, la réserve et la passion.

Une telle femme, au poste qu'elle occupait, ne pouvait être que patriote. Pour son mari, pour ses enfants, pour les siens mêmes, les Parme et les Bourbon, dont elle n'entendait point démeriter, pour les peuples dont Dieu l'avait faite reine, pour l'apaisement enfin des ardeurs de son âme loyale, il fallait qu'elle fût la première servante de sa patrie.

Ceux qui ont imaginé le contraire n'ont pas vu qu'ils calomniaient bassement une honnête femme. Le général von Cramon, qui repréSENTA pendant toute la guerre l'empereur d'Allemagne au G. Q. G. austro-hongrois, a écrit dans ses *Mémoires* (1) que « l'impératrice et sa mère, parvenues à la puissance par le mariage de l'empereur, songeaient en premier lieu au bien de leur propre maison ». Injure gratuite, à

(1) *Quatre ans au G. Q. G. austro-hongrois*, traduit par le capitaine Kœltz, breveté d'état-major. Payot, Paris.

laquelle il a ajouté cette sottise : « La France, pensaient-elles, aurait éventuellement un trône à donner aux Bourbons. »

Non, la ferme compagne de l'empereur Charles n'a pas fait une politique française, et ne s'est pas souciée d'un trône pour les siens aux Tuilleries ou à Versailles. Sa politique fut à la fois autrichienne et humaine. « Politique féminine ! » écrivaient avec mépris ses détracteurs allemands. Politique de cœur, répondrons-nous, et dans un temps où, les âmes masculines ayant dépouillé toute pitié, on se dévorait avec sauvagerie les uns les autres.

On raconte que, trois semaines après le couronnement à Budapest, tandis que Charles se débarrassait sans façon de tous les hommes de l'Allemagne dont sa cour était encombrée, le Kaiser, vivement ému, voulut éprouver son allié. Il le pria de s'associer à ses projets de guerre sous-marine à outrance. Le nouvel empereur se récusa. Alors on lui envoya l'amiral en chef de Holzendorf, accompagné du secrétaire d'État aux Affaires étrangères, qui était alors Zimmermann. Ils sont reçus à la table impériale, à déjeuner, le 20 janvier 1917. L'impératrice, pour d'aussi importants personnages, a prescrit un menu copieux. On bavarde, on s'échauffe. Comme le jeune empereur ne se rend pas aux raisons de ses hôtes, l'amiral prussien se tourne vers l'impératrice, et, oubliant, sous l'influence des vins généreux, de lui parler à la troisième personne, ose lui dire : « C'est vous, madame, qui inspirez l'empereur. Derrière les arguments de Sa Majesté, je sens des raisons de femme, des raisons de pitié. — Amiral, répond-elle, la politique n'est pas mon domaine. Mais j'ai pitié des innocents qui vont périr et de tous ceux que cette odieuse guerre sur mer va affamer. — Moi, je n'ai pas pitié, madame. Un soldat ne s'occupe pas de ceux qui ont faim. — Il est vrai, fait doucement la souveraine en baissant les yeux, il est vrai, amiral, que nous sommes au quatrième service, et que ce rôti, je le vois avec plaisir, vous semble à point. »

Elle a rapporté elle-même qu'un jour de cette même année 1917, lors de la fameuse entrevue de Homburg, elle se trouvait au salon après le déjeuner et regardait cette assemblée où il y avait deux empereurs, deux impératrices, les états-majors au complet et les principaux ministres des deux pays. « Je pensais à part moi, dit-elle, que si par aventure une bombe

tombait au milieu de nous, elle ferait un fameux travail. L'impératrice Augusta, la bonne épouse de Guillaume II, me voyant songeuse, me demanda : « A quoi penses-tu ? » Je lui dis la vérité. « Ach ! c'est vrai, répondit-elle sur un ton très effrayé. Si les Français savaient qui est ici, ils seraient bien capables de venir nous bombarder. — Quant à cela, lui dis-je, je n'en crois rien. Les Français ne voudraient sûrement pas jeter des bombes sur deux femmes. Naturellement des bavures peuvent être commises par des jeunes gens désireux de se signaler. Ainsi, quand, à l'anniversaire du roi des Belges, des aviateurs allemands bombardèrent sa villa et risquèrent de tuer sa femme, ce fut certainement par inadvertance... » « Elle fut, ajoute la malicieuse Zita, toute décontenancée ; et je vis qu'elle allait s'informer auprès de Ludendorff. »

Elle s'est donc tournée, à l'insu des Allemands, vers la France. Dès la première entrevue en Suisse, le prince Sixte fit part à la duchesse de Parme, vénérable et tremblante arbitre entre ses deux enfants, des conditions fondamentales et préparatoires de la paix pour l'Entente : l'Alsace et la Lorraine de 1814 à la France, sans aucune compensation coloniale ou autre en échange ; la Belgique restaurée, et gardant le Congo ; de même la Serbie, éventuellement agrandie de l'Albanie ; enfin Constantinople aux Russes.

L'abdication du Tsar allait bientôt rendre inutile cette dernière stipulation. Sur les autres, l'accord était possible, et le prince Sixte l'apprit moins de quinze jours plus tard, à Neuchâtel, dans une entrevue du 13 février avec l'envoyé de l'empereur, Thomas Erdödy. En substance, ce messager fit savoir que son maître avait été vivement intéressé par la première conversation entre le prince et la duchesse de Parme et que la paix, à laquelle il tenait très vivement, pourrait se faire sur les bases proposées. Charles souhaitait toutefois qu'au royaume de Serbie sous le sceptre d'un Karageorgevich fût substituée une grande Yougo-Slavie englobant la Bosnie-Herzégovine, l'Albanie et le Monténégro. Ce royaume, non pas indépendant, mais autonome, relèverait de sa couronne impériale et serait offert à un archiduc. Le prince Sixte répondit que la Serbie, avec un accès à la mer, devait être restituée dans sa pleine souveraineté.

LE VOYAGE À VIENNE

Il faudrait, pour entrer dans le détail des conversations qui eurent lieu dès lors entre Vienne et Neuchâtel d'une part, Neuchâtel et Paris d'autre part, tout un volume. Aussi bien, ce livre existe. C'est le rapport authentique établi par les soins du prince Sixte lui-même sur cette mémorable affaire (1).

Voici d'ailleurs des extraits du document capital de ce volume. Il s'agit du procès-verbal de la première entrevue des princes Sixte et Xavier avec leur sœur Zita et son mari au château de Laxenbourg près de Vienne (2).

« Le 19 mars, les princes arrivent à Genève. Le même soir, le comte Erdödy se présente chez eux à l'hôtel et leur dit à brûle-pourpoint : « Cette fois-ci, il faut absolument que vous veniez à Vienne. L'empereur m'a dit : « Avec toutes ces allées et venues entre Vienne et la Suisse, on perd du temps; cela finira par attirer l'attention et nous n'aboutirons à rien. Il faut se hâter si on veut arriver au succès. J'ai la plus absolue confiance dans la loyauté de mon beau-frère et je suis persuadé que ses sentiments pour moi sont les mêmes. Dans ces conditions, rien ne nous empêche de nous voir : une heure de conversation entre nous fera plus avancer la paix que vingt lettres en six mois. J'en donne ma parole impériale : le prince pourra, bien entendu, sortir d'Autriche aussi librement qu'il y sera entré; personne ne saura rien de son voyage; en dehors de l'impératrice et de moi, il verra seulement le comte Czernin; nous aborderons seulement la question de paix pendante entre nous, sans toucher à aucun sujet d'ordre militaire ou politique.

« Aux objections d'ordre matériel que lui fait le prince, le comte Erdödy répond en exposant la façon dont il a préparé ce voyage. « Venez, dit-il enfin, j'ai tout préparé et puis vous garantir sur mon honneur qu'il n'y aura aucune difficulté. » Comme dernier argument, il remet au prince une lettre de l'impératrice, sa sœur, dans laquelle celle-ci le prie instamment de venir. »

(1) Prince Sixte de Bourbon, *l'Offre de Paix séparée de l'Autriche*, Paris, Plon, 1920.

(2) *Ibid.*, pp. 80 et suiv.

C'est la lettre que nous connaissons, où elle conjure ses frères de penser « aux malheureux qui vivent dans l'enfer des tranchées ».

« La conversation s'achève à trois heures du matin.

« Le lendemain, 20 mars, les deux princes communiquent au comte Erdödy leur décision de risquer l'aventure. Ils partent, le soir même, de Genève avec Erdödy. Seul, le colonel commandant la police à la frontière, et qui avait reçu l'ordre de la main même de l'empereur de se mettre à la disposition du comte Erdödy, voit, le 21 mars, passer les deux princes. Faisant une partie du trajet en automobile, ils arrivent à Vienne le 22 mars au soir et descendent chez le comte Erdödy. La nuit même, celui-ci se rend auprès de l'empereur qui se trouve au château de Laxenbourg, à quelques kilomètres au sud de Vienne, et lui porte une lettre que le prince lui avait écrite de Paris avant d'avoir prévu ce voyage.

« Le lendemain, 23 mars, les princes passent la journée chez le comte Erdödy; ils partent avec lui, à six heures du soir, pour Laxenbourg. Il fait nuit noire et la neige ne cesse de tomber depuis deux jours. »

Ici le procès-verbal du prince omet un détail. Le temps était si mauvais qu'un moment la voiture fut bloquée par la neige. Une autre voiture, dans laquelle se trouvait le jeune frère de l'empereur Charles, l'archiduc Maximilien, arrivait dans l'autre sens, à très petite allure et menaçant de déraper. Un jeu de phares sur le visage de Sixte donna quelque éveil à l'archiduc. Celui-ci déclarait le lendemain à des proches que, s'il ne l'avait point su de l'autre côté des lignes, il aurait bien cru avoir croisé sur la route de Laxenbourg un des frères de l'impératrice. L'affaire en resta là. Mais voilà comment de grands secrets sont à la merci d'un mauvais coup de frein dans la neige.

En réalité, nul, hors Czernin et Erdödy, ne connaît la démarche des princes de Bourbon; et pas même le colonel comte Ledochowski, aide de camp de service ce jour-là. J'ai pu consulter, en effet, le registre des audiences de l'empereur Charles, tenu par cet officier à la date du vendredi 23 mars. J'y ai vu que le monarque, à sept heures vingt-cinq du matin,

s'était rendu au G. Q. G., à Baden. Là il avait reçu successivement, à partir de sept heures cinquante, l'archiduc Charles-Étienne; le ministre hongrois Daniel Ernö; un autre ministre hongrois, celui de l'Instruction publique, comte Aladar Zichy; le feld-maréchal comte Wallis, son ancien précepteur, qui ne resta qu'un quart d'heure, alors que l'audience de chacun des autres avait duré de trente à quarante-cinq minutes. Puis vint, à dix heures cinquante, Thomas Erdödy, heureux sans doute de donner pour la deuxième fois à son maître des nouvelles des deux princes cachés à Vienne, et de décider avec lui comment ils se présenteraient secrètement à Laxenbourg dans la soirée. A onze heures dix, on faisait entrer le feld-maréchal Robert Langer. A onze heures vingt-cinq, l'ober-lieutenant Kraus était introduit, avec sa palette et ses pinceaux; celui-là, peintre officiel de Sa Majesté, n'eut le droit de contempler son modèle que pendant vingt minutes; car, à onze heures quarante-cinq, il dut faire place à un puissant personnage, le général Arz, à qui Charles avait récemment confié le poste de chef d'état-major général, en remplacement du germanophile Conrad von Hoetzendorf. A midi trente-cinq, cinq minutes pour des signatures. A midi quarante enfin, départ pour le déjeuner, bien gagné, à Laxenbourg.

Là, l'empereur retrouva sa compagne dans le cadre charmant que tous deux avaient choisi à la mort de François-Joseph. Les mauvaises langues ont raconté que la jeune souveraine, très jalouse, avait voulu cette résidence un peu éloignée de Vienne, afin d'y garder son mari pour elle seule. On la disait hostile aux fastes tentateurs de la Hofburg ou de Schœnbrunn, et résolue à imposer à son époux, auprès d'elle et de ses enfants, la vie familiale la plus stricte. Ainsi arrivait-on à dénaturer les plus exquises initiatives de cette princesse. Certes, elle aimait Laxenbourg, mais Marie-Thérèse, avant elle, avait aussi apprécié cette belle demeure. C'est par cette illustre femme que, voilà bientôt deux cents ans, une large route, bordée de marronniers, avait été tracée pour joindre, en ligne droite, Schœnbrunn à Laxenbourg. Ces deux femmes goûtaient sans doute pareillement le calme, la fraîcheur, la gaieté de ce noble et lumineux palais, et le silence des nuits dans son beau parc. Tous les domaines royaux ont, pour l'amusement des visiteurs, des étangs ou des ruisseaux, avec des ponts rustiques,

du haut desquels on donne à manger à des poissons familiers. A Trianon, à Fontainebleau, à Rambouillet, ce sont de bonnes grosses carpes; dans les eaux de cristal du jardin de Laxenbourg, ce sont des truites, qui se meuvent par saccades, comme de petites bêtes d'acier. Quand l'impératrice décida de s'installer au milieu des grands arbres et dans l'air pur de ce domaine, c'était la guerre. On ne pouvait pas songer à s'amuser. Ce qu'il fallait à son mari, dont nous venons de voir que les journées étaient assez remplies, c'était une maison reposante.

J'ai visité Laxenbourg. L'impératrice Zita y avait fait aménager, pour les siens et pour elle-même, des appartements d'un goût sobre et sûr. Point de dorures, ni de lourdes étoffes. Aux murs de la salle d'audience, des pastels bleus de Belmont. Des pastels roses dans le cabinet de l'empereur. Le salon de l'impératrice, grande pièce d'angle où la lumière entre à flots, est tout entier de jolie cretonne à ramages. La souveraine y a fait placer un portrait de l'impératrice Élisabeth. Le meuble capital de cette pièce agréable est un curieux et coquet bureau empire. On a l'impression que cette petite merveille n'a pu être apportée là que par Marie-Louise elle-même. La salle à manger où, ce 23 mars, Charles et Zita déjeunèrent dans l'intimité, gardant avec peine, sous les yeux des serviteurs, le secret du gros événement de la journée, est une pièce toute blanche avec une admirable vue sur le parc. Et les enfants aussi ont leur salle à manger, leur salle de jeux, leurs belles chambres claires.

Point d'eau courante en ce palais, et voilà de quoi scandaliser beaucoup de gens; mais Louis XIV, qui s'en passait, fut tout de même un grand roi. Les cabinets de toilette sont d'ailleurs nombreux, et confortables à souhait; et l'eau y arrive en abondance, amenée de loin dans des voitures.

Ayant pris quelque repos et embrassé ses enfants, l'empereur quitta Laxenbourg vers trois heures et demie; et, au témoignage de l'aide de camp Ledochowski, qui l'a noté sur son registre, il s'en alla faire une visite inopinée à l'académie d'artillerie de Mödling. A cinq heures, retour à Laxenbourg; audience du ministre autrichien de la justice, baron Shenk; à cinq heures vingt, arrive le ministre de l'Intérieur, baron Handel; à six heures, c'est le cardinal Piffl, évêque de Vienne;

à six heures trente, le général major von Landwehr, chargé du ravitaillement national. A huit heures, autre visite, mais d'un personnage qui, sans doute, n'est point passé par l'anti-chambre, car l'aide de camp n'a pu noter son nom, qu'il a remplacé sur le registre par un point d'interrogation. Dans la marge, on voit, entre parenthèses, la mention T. Erdödy. Sans doue le comte Erdödy a-t-il paru un instant et invité le comte Ledochowski à ne pas s'enquérir de celui ou de ceux qui, par une voie secrète, ont pénétré chez l'empereur. La dernière ligne du registre, pour cette journée, est consacrée au ministre des Affaires étrangères, comte Czernin, qui, introduit à neuf heures trente, a quitté le palais à dix heures quarante-cinq.

Ainsi, comme Maximilien, l'aide de camp Ledochowski aurait pu soupçonner quelque chose. En fait, il a seulement, par un signe sur son registre, confirmé pour l'historien l'incredoyable visite. Erdödy avait raison : le secret devait être bien gardé.

Et le procès-verbal du prince Sixte, que je reprends, continue ainsi :

« L'auto s'arrête dans une cour extérieure et un vieux capitaine de la garde, depuis de très longues années à la cour où il jouit de la confiance absolue de l'empereur, les conduit, à travers les communs, dans le parc, vers la façade du château. Les sentinelles qui montent la garde, le col relevé, sous la tempête glacée, les laissent passer au reçu du mot d'ordre. Tous les quatre entrent dans le château par une petite porte donnant sur l'escalier qui conduit dans les appartements privés de l'empereur et de l'impératrice. Tandis que le capitaine et le comte Erdödy restent, l'un à garder l'escalier, l'autre l'anti-chambre, les princes entrent dans le salon de l'impératrice, où se trouve le couple impérial.

« Ils n'avaient plus revu leur sœur et leur beau-frère depuis le mois d'août 1914, alors qu'archiduc héritier, il leur avait procuré l'autorisation de quitter l'Autriche. En ces jours lointains, ami fidèle, il avait compris que leur devoir était de se battre contre lui. Ils s'étaient embrassés une dernière fois : le jour même, l'archiduc partait pour les armées du Nord-Est et les princes pour la France.

Ils le retrouvent aussi affectueux, aussi droit et loyal que dans ces temps passés, mais avec plus de gravité et, même, un

peu de tristesse ; sur les tempes, il y a déjà quelques cheveux blancs. La première émotion passée, l'empereur entame directement la conversation en disant : « Il faut absolument faire la paix, je la veux à tout prix. Le moment est tout à fait propice, car nous avons tous connu les succès et les revers : il y a à peu près équilibre de forces. Il se peut évidemment qu'en continuant la guerre, l'un de nous arrive à une victoire complète et écrase son adversaire. Mais peut-on jamais écraser son adversaire complètement et à quel prix l'écrasera-t-on ! C'est affreux que d'y penser... Ce ne sont pas toujours les très grandes victoires qui donnent les meilleures paix. Nous en avons le meilleur exemple dans les deux paix que fit Bismarck, dont l'une modérée, au point que les militaires criaient à la trahison, fit de l'Autriche l'alliée souvent trop docile de l'Allemagne, tandis que l'autre, celle de Francfort, a été la plus grande erreur et les Allemands l'expient en ce moment. Mieux vaut donc consentir à des arrangements équitables et je suis, pour ma part, tout disposé à le faire. C'est pourquoi je t'ai si instamment prié de venir. Une lettre ne peut pas tout contenir, tandis que, dans la conversation, on peut plus délicatement tâter le terrain jusqu'à ce que l'on soit arrivé, de part et d'autre, sur une position définitive. »

« Reprenant sa lettre, le prince lui développe ses idées, l'impossibilité de conclure quoi que ce soit avec les Allemands qui, encore en ce moment précis, se retirant sur la ligne Hindenburg devant la menace de l'offensive Nivelle, se conduisent comme les pires sauvages.

« L'empereur dit qu'il a déjà tout essayé vis-à-vis d'eux, mais que l'idée de paix n'existe même pas, en réalité, dans les hautes sphères allemandes où le dogme de la victoire totale, « Siegfriede », reste inébranlable. Cette idée existe seulement dans certaines classes du peuple, dont l'enthousiasme guerrier des premiers mois s'est refroidi au contact des réalités et à la suite des privations. Cependant, son devoir d'allié l'oblige à tenter l'impossible pour amener les Allemands à faire une paix juste et équitable. Si cela ne réussit pas, comme il ne peut pas sacrifier la Monarchie à la folie du voisin, il fera la paix séparément. De toute façon, il ne parlera pas aux Allemands de quoi que ce soit, avant d'être sûr qu'ils acceptent l'idée de paix, telle que nous la formulons ensemble. Mais ils semblent tous

hypnotisés. Il s'agit maintenant d'arriver à un accord complet, avant tout, avec la France et, par elle, avec l'Angleterre et la Russie, de façon que, si les Allemands refusent obstinément de vouloir entendre parler de cette paix, l'Autriche puisse leur dire : « Nous ne pouvons continuer à nous battre pour le roi de Prusse, nous faisons les sacrifices nécessaires et signons la paix immédiatement. »

« L'empereur insiste sur son devoir d'allié qu'il a envers l'Allemagne et qui ne peut cesser, selon lui, que sur une mise en demeure évidente faite par l'Autriche de traiter raisonnablement et sur un refus catégorique allemand de le faire... L'empereur ajoute : « Bien que je ne me fasse aucune illusion sur le gouvernement de Berlin, et sur la façon dont il en use et veut en user plus tard vis-à-vis de l'Autriche, je tiens à être correct jusqu'au bout, comme je le serai toujours, plus tard, avec vous autres, quand je serai lié avec vous. »

« Le prince lui expose tout d'abord la nécessité absolue qui s'impose à la France de récupérer les territoires de l'Alsace et de la Lorraine, tels qu'ils étaient dans leur plus grande extension jusqu'en 1814... L'empereur répond qu'il connaît parfaitement les sentiments français à l'égard de l'Alsace-Lorraine et la nécessité absolue dans laquelle se trouve la France de récupérer ces territoires perdus. Il connaît d'ailleurs les sentiments de l'Alsace-Lorraine elle-même, et cette question l'intéresse particulièrement comme chef de la maison de Lorraine et descendant des comtes d'Alsace. Le prince constate que les sentiments de l'empereur répondent aux siens au sujet de cette question qui est primordiale : personne n'accepterait en France une paix qui n'en comporterait pas le règlement. »

« Abordant la question polonaise, l'empereur envisage que la solution de celle-ci aidera grandement à aplanir les difficultés avec la Russie... En général, dans toute la question d'Orient, l'Autriche devra soutenir plus tard l'intérêt français et la France, en échange, devra aider l'extension économique autrichienne au détriment de l'allemande. »

L'empereur parle ensuite avec sagesse de la Serbie. « Nous sommes disposés, dit-il, à lui donner une large place, avec toute la côte albanaise comme débouché. Ainsi la Serbie pourra se refaire et nous ne demandons qu'à l'y aider. »

Mêmes propos raisonnables au sujet de la Roumanie.

« Le prince touche à la question de la Belgique et du Congo : étant officier dans l'armée belge, il est de son devoir d'insister particulièrement sur ce sujet. L'empereur partage tout à fait la manière de voir du prince.

« Enfin, le prince aborde la question la plus difficile, celle de l'Italie. Il dit à l'empereur qu'il craint que ce ne soit là le point qui fasse tout échouer. Ce n'est pas le sentiment national des deux peuples qui s'oppose à la paix : ce sont les ambitions des politiciens et les susceptibilités des partis politiques. L'Allemagne entretient chez eux la haine et le mépris de l'Autriche : là encore, nous trouvons la marque de la trahison allemande. Pour pénible que cela puisse sembler à l'empereur, il ne peut que lui conseiller de contenter les Italiens dans la limite de la justice. L'empereur répond qu'il ne peut exister chez lui aucun faux amour-propre personnel : il traitera cette question avec la même sérenité que toutes les autres ; mais, en l'abor-
dant directement avec les Italiens, on n'aboutira à rien. Il faut, avant tout, que la France, l'Angleterre et la Russie soient bien décidées à faire la paix avec l'Autriche : alors on se réunira pour discuter les demandes italiennes et chercher à les contenter.

« Quelques instants après, le comte Czernin entre : long, maigre et froid, en redingote. Il reste environ vingt minutes. La conversation est passablement glaciale, malgré le désir évident de l'empereur de la mettre sur un ton plus chaud. Le prince trouve chez le comte Czernin des réticences, et surtout une façon de s'exprimer tellement floue qu'il est impossible de saisir le fond de sa pensée. »

J'abrège, et retiens seulement que Czernin croit que les Allemands « ne voudront jamais abandonner l'Alsace-Lorraine et qu'alors, un jour ou l'autre, il faudra bien divorcer ». La conversation flottant, le prince insiste pour avoir des précisions. L'empereur se consulte avec Czernin et dit ensuite au prince : « Je te les donnerai demain soir. » Là-dessus Czernin s'éloigne. L'empereur le retient un moment au bout du salon ; et les princes se retirent avec leur sœur dans une pièce voisine.

« Le prince profite de cette circonstance pour demander

à l'impératrice, ce qu'il avait déjà fait par l'intermédiaire du comte Erdödy, d'intervenir pour sauver ce qui reste de la cathédrale de Reims et épargner la ville dans la mesure du possible. L'impératrice répond qu'elle est déjà intervenue pour cela et qu'on lui a répondu par une fin de non-recevoir, mais qu'elle interviendra encore. Très émue, elle demande au prince des précisions sur l'état de la cathédrale. »

Nous pouvons croire que la mutilation de la splendide basilique française l'émuait en effet. Je voyais, il y a peu, sur le sol de la place Saint-Marc, à quelques pas de la somptueuse église vénitienne, une inscription rappelant qu'une bombe avait éclaté là, qui faillit endommager le précieux monument. Et le guide, avec toute l'indignation convenable, soulignait qu'il s'agissait d'un crime autrichien. — Non, brave homme, crime allemand ! Le général prussien von Cramon signale, dans ses *Mémoires*, que, dès son avènement, l'empereur Charles, sous l'influence de l'impératrice Zita, avait fait défense à ses troupes de jeter des bombes derrière le front ennemi, de se servir de gaz toxiques, et d'employer des munitions incendiaires pour combattre les avions ennemis, à moins d'une autorisation formelle de sa part. « Le G. Q. G. allemand protesta », nous dit Cramon, et on le croit sans peine. Il fit pis que de protester. Par son ordre, la jeune souveraine fut insultée. On avait compris à Berlin qu'aux yeux de beaucoup d'Autrichiens, de Hongrois, de Tchèques, la traiter de *Française* équivalait à l'honorer ; alors, on l'appela *l'Italienne*. Et plus tard, contre son vœu, il fallut que Charles, abandonné par la France et livré sans forces à son brutal allié, rapportât l'humaine mesure. Ce n'est pas la faute de ce prince ni de sa femme compatissante si, un jour, quelque excité visa Saint-Marc. Et nous pouvons croire Sixte de Bourbon, s'il nous dit que le cœur de l'impératrice Zita avait grand pitié du temple où, pendant tant de siècles, furent sacrés ses pères, les rois de France.

Le lendemain dans la matinée, le comte Czernin alla voir les princes chez le comte Erdödy ; et, le soir, ceux-ci retournèrent à Laxenbourg, où l'empereur leur remit, pour être placée sous les yeux du président Poincaré, la lettre suivante, écrite en bon français, entièrement de sa main :

Laxenbourg, 24 mars 1917.

« Mon cher Sixte,

« La fin de la troisième année de cette guerre qui a apporté tant de deuils et de douleurs dans le monde approche. Tous les peuples de mon empire sont unis plus étroitement que jamais dans la volonté commune de sauvegarder l'intégrité de la Monarchie au prix même des plus lourds sacrifices. Grâce à leur union, au concours généreux de toutes les nationalités de mon empire, la Monarchie a pu résister pendant bientôt trois ans aux plus graves assauts. Personne ne pourra contester les avantages militaires remportés par mes troupes, en particulier sur le théâtre de guerre balkanique.

« La France a montré, de son côté, une force de résistance et un élan magnifiques. Nous admirons tous, sans réserves, l'admirable bravoure traditionnelle de son armée et l'esprit de sacrifice de tout le peuple français.

« Aussi m'est-il particulièrement agréable de voir que, bien que momentanément adversaires, aucune véritable divergence de vues ou d'aspirations ne sépare mon empire de la France et que je suis en droit de pouvoir espérer que mes vives sympathies pour la France, jointes à celles qui règnent dans toute la Monarchie, éviteront à tout jamais le retour d'un état de guerre pour lequel aucune responsabilité ne peut m'incomber. A cet effet, et pour manifester d'une façon précise la réalité de ces sentiments, je te prie de transmettre secrètement et inofficiellement à M. Poincaré, président de la République française, que j'appuierai, par tous les moyens et en usant de toute mon influence personnelle auprès de mes alliés, les justes revendications françaises relatives à l'Alsace-Lorraine.

« Quant à la Belgique, elle doit être rétablie entièrement dans sa souveraineté, en gardant l'ensemble de ses possessions africaines, sans préjudice des dédommagemens qu'elle pourra recevoir pour les pertes qu'elle a subies. Quant à la Serbie, elle sera rétablie dans sa souveraineté et, en gage de notre bonne volonté, nous sommes disposés à lui assurer un accès équitable et naturel à la mer Adriatique, ainsi que de larges concessions économiques. De son côté, l'Autriche-Hongrie demandera, comme condition primordiale et absolue, que le royaume de Serbie cesse à l'avenir toute relation et qu'il supprime

toute société ou groupement dont le but politique tend vers une désagrégation de la Monarchie, en particulier la Narodna Obrana ; qu'il empêche loyalement, et par tous les moyens en son pouvoir, toute sorte d'agitation politique, soit en Serbie, soit en dehors de ses frontières dans ce sens et qu'il en donne l'assurance sous la garantie des puissances de l'Entente.

« Les événements qui se sont produits en Russie m'obligent de réserver mes idées à ce sujet jusqu'au jour où un gouvernement légal et définitif y sera établi.

« Après t'avoir ainsi exposé mes idées, je te demanderai de m'exposer à ton tour, après en avoir référé avec ces deux puissances, l'opinion tout d'abord de la France et de l'Angleterre, à l'effet de préparer ainsi un terrain d'entente sur la base duquel des pourparlers officiels pourraient être engagés et aboutir à la satisfaction de tous.

« Espérant qu'ainsi nous pourrons bientôt, de part et d'autre, mettre un terme aux souffrances de tant de millions d'hommes et de tant de familles qui sont dans la tristesse et dans l'anxiété, je te prie de croire à ma très vive et fraternelle affection.

« CHARLES. »

Ayant remis aux deux princes ce message de paix, qui contenait dans ses plis la vie de plusieurs centaines de milliers d'êtres humains dans tous les camps, Charles et Zita embrassèrent leurs frères et, le cœur gros d'espérance, les laissèrent s'en retourner vers la France.

L'ENTREVUE DE HOMBURG

Quelques jours plus tard, le 3 avril, avait lieu à Homburg cette entrevue des deux empereurs, où Zita devait si finement répondre aux alarmes un peu soltes de l'impératrice Augusta. Le général allemand von Cramon convient lui-même (1) que le but de cette visite des souverains d'Autriche-Hongrie au Kaiser était d'examiner les conditions d'une paix immédiate. Au témoignage du prince Sixte, documenté aux bonnes sources, Charles de Habsbourg, sans dévoiler la médiation confiée par

(1) *Op. cit.*, pp. 188 et suiv.

lui à son beau-frère, s'efforça « d'amener l'empereur Guillaume à des vues pacifiques raisonnables. Il lui déclara que les deux empires, devant bientôt avoir contre eux le monde entier, ne pouvaient plus espérer sortir victorieux de la lutte ; que leur paix avec l'Entente devenait une nécessité prochaine ; que, si l'empire allemand se refusait à envisager cette paix raisonnable, la Monarchie danubienne ne pourrait demeurer liée à lui dans la guerre au delà de l'été ou, tout au plus, de l'automne prochain ; que la paix avec l'Entente supposait nécessairement la rétrocession par l'Allemagne à la France de l'Alsace et de la Lorraine ; que, pour rendre ce sacrifice moins douloureux à l'Allemagne, lui, Charles, était prêt, en échange de l'Alsace et de la Lorraine, à offrir à son allié Guillaume toute la Pologne et la Galicie dont il pouvait disposer. Cela revenait, pour l'empire allemand, à recevoir un *bœuf* à l'est, en compensation de l'*œuf* qu'il devait forcément perdre à l'ouest (1) ».

Le 12 avril, le comte Czernin, sur l'ordre de son maître, l'empereur Charles, rédigeait un exposé de la situation, où étaient répétées quelques-unes des paroles prononcées à Homberg. Ce texte, que le comte Czernin a lui-même livré au public en 1918 (2), fut envoyé, dès le lendemain 13 avril, à Guillaume II, qui se trouvait alors à Kreuznach. En voici les passages essentiels :

« A l'été de la Saint-Martin ou à l'automne, il faut à tout prix que cela ait pris fin...

« On fonde en Allemagne de grands espoirs sur la guerre sous-marine. Je crois ces espoirs trompeurs...

« Votre Majesté a évité, sous le couvert de ma responsabilité, les essais répétés de nos ennemis faits pour nous séparer de nos alliés, parce que Votre Majesté n'est capable d'aucun acte contraire à l'honneur. Mais Votre Majesté m'a chargé, par contre, de dire aux hommes d'État de l'empire allemand, nos alliés, que nous sommes à bout de forces et que l'Allemagne, au delà de l'été de la Saint-Martin prochain, ne pourra plus compter sur nous... J'ai exécuté cet ordre. »

(1) Prince Sixte de Bourbon, *Op. cit.*, pp. 128 et suiv.

(2) Ottokar Czernin, *Ueber die Politik waehrend des Weltkriege. Rede, gehalten den 11 Dezember 1918*. Zweite Auflage, Wien, Verlag von Moritz Perles I., Seilergasse 4.

Il résulte de ce texte que Charles fixait une limite extrême aux Allemands pour faire la paix, une paix qui nous rendit l'Alsace et la Lorraine, et c'était le 11 novembre 1917; un an, jour pour jour, avant la date où, pour n'avoir pas écouté son généreux et clairvoyant allié, Guillaume II, en fuite, devait apprendre la capitulation de ses armées.

La paix un an plus tôt; la paix à la Saint-Martin de 1917: voilà l'œuvre à laquelle travaillaient, avec une méthode et un courage dont l'ingratitude des peuples a négligé jusqu'ici de s'émuvoir, cet empereur et cette jeune femme...

Ce qui se passait alors en France, nous le verrons tout à l'heure. A Luxembourg, en tout cas, on était fidèle. Quand Hindenburg et Ludendorff, un peu émus des dispositions pacifiques de Vienne, décidèrent de rendre visite à leurs camarades autrichiens au G. Q. G. de Baden, Ludendorff sortit d'une entrevue assez vive avec l'empereur Charles en s'essuyant le front et disant : « Il ne fait pas bon manger des cerises avec votre empereur ! »

Ces gens-là se doutaient évidemment de quelque chose. Cramon prétend qu'il croyait savoir dès ce moment que Sixte était venu à Vienne, mais la certitude lui manquait. Et c'est contre Zita surtout que s'amoncelaient les colères. « Tu es encore sous l'influence de ta femme ! » a dit Guillaume de Hohenzollern à Charles de Habsbourg, après l'avoir embrassé, suivant l'usage impérial, à son arrivée à Homburg. « Tu es mal informé, comme toujours ! » a riposté Charles, sachant qu'il agaçait ainsi prodigieusement l'orgueilleux personnage. Mais les Allemands sont gens pratiques. Si le douteux allié traite avec Paris, le plus pressé est de le déconsidérer aux yeux des Français. Alors on met en mouvement les services de propagande et l'on fait savoir à tout l'univers que Charles et Guillaume viennent, à Homburg, de resserrer leur alliance, et que les deux impératrices sont maintenant des amies très chères.

Charles est environné de trahison allemande. Alors qu'il vient, par une amnistie généreuse, de tenter, auprès des Tchèques dissidents, une politique d'apaisement et d'union, la Prusse fournit des subsides aux agitateurs de Bohème et favorise de son or la dislocation de l'Autriche-Hongrie, empire voisin, empire gênant. On le sut en 1918, quand il était trop tard (1).

(1) Prince Sixte de Bourbon, *Op. cit.*, p. 327.

Cependant le jeune empereur songe à se tourner vers le Kronprinz. Ce prince avait appris à Verdun à douter de l'invincible Allemagne. De celui-là, l'empereur d'Autriche pensa qu'il serait peut-être écouté. Voici la lettre que, le 20 août 1917, il lui envoya de Reichenau, où il passait la belle saison :

« Cher Guillaume,

« Mon aide de camp, le lieutenant-colonel comte Ledochowski, te porte ma grande médaille pour le mérite et je te prie de bien vouloir accepter celle-ci en raison de tout ce que tu as fait pour notre cause dans cette guerre de défense commune.

« Mon ministre des Affaires étrangères m'a rapporté l'intéressante conversation qu'il a eu l'honneur d'avoir avec toi et toutes tes observations m'ont réjoui le cœur parce qu'elles reflètent très exactement ma conception de la situation. Malgré les efforts surhumains de nos troupes, la situation de l'arrière exige absolument une fin de la guerre avant l'hiver ; ceci aussi bien pour l'Allemagne que pour nous. La Turquie ne pourra plus nous suivre longtemps et, avec elle, nous perdrions aussi la Bulgarie. Alors, nous restons seuls tous les deux et le printemps prochain amènera l'Amérique, et l'Entente sera encore fortifiée.

« D'autre part, j'ai encore des indices sûrs que nous pourrions gagner la France à notre cause, si l'Allemagne pouvait se résoudre à certains sacrifices territoriaux en Alsace-Lorraine. Si nous gagnons la France, alors nous sommes victorieux et l'Allemagne peut, ailleurs, trouver des compensations. Mais je ne veux pas que l'Allemagne seule fasse ce sacrifice. Je veux, moi-même, prendre la part du lion dans ce sacrifice et j'ai expliqué à S. M. ton père que, ce cas advenant, je suis prêt, non seulement à renoncer à toute la Pologne, mais à céder la Galicie à la Pologne et à aider à joindre ce royaume à l'Allemagne.

« L'Allemagne gagnerait ainsi tout un royaume à l'est, tandis qu'à l'ouest, elle céderait une partie de son territoire.

« En l'année 1913, sans exiger aucune compensation réelle, nous avons, dans l'intérêt de notre alliance, sur la prière de l'Allemagne, promis le Trentin aux Italiens parjures pour éviter la guerre avec l'Italie. Aujourd'hui, l'Allemagne est dans une situation semblable, quoique cette situation offre un

meilleur avenir et toi, comme héritier de la couronne d'Allemagne, tu es fondé à jeter dans la balance le poids de ton conseil et je sais que Sa Majesté ton père partage entièrement et pleinement ce point de vue de ta collaboration.

« Aussi, je te prie, en cette heure décisive pour l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, de penser à la situation générale et d'unir tes efforts aux miens pour terminer rapidement la guerre avec honneur. Si l'Allemagne insiste sur son point de vue négatif et détruit la possibilité d'une paix, alors la position de l'Autriche-Hongrie est des plus critiques.

« Je me réjouirai très particulièrement si je puis avoir, le plus tôt possible, un entretien avec toi, et ta promesse de venir nous voir bientôt, que m'a transmise le comte Czernin, m'a fait le plus grand plaisir.

« Zita et moi, nous te saluons bien cordialement.

« CHARLES. »

UN JOUR DE MAI

Dans l'intervalle avait eu lieu à Laxenbourg une seconde entrevue du ménage impérial avec les princes de Bourbon. Un singulier incident avait provoqué cette nouvelle rencontre. Si Paris tardait à répondre aux jeunes souverains, ce n'était pas qu'on jugeât sans intérêt leur démarche. Au contraire, MM. Poincaré et Lloyd George y attachèrent tout de suite le plus grand prix. Mais il y avait l'Italie. Le général Cadorna voulait la paix. Et, ce qui est très italien, il avait chargé une femme, c'est-à-dire un être qu'en cas d'échec on put renier comme une bavarde, de proposer à l'Autriche un armistice immédiat, moyennant la cession du seul Tyrol italien. Le président du Conseil d'alors, M. Sonnino, n'était pas au courant de cette démarche. Mais Cadorna se savait appuyé par le roi et par Giolitti, qu'une bourrasque parlementaire, facile à provoquer en ces jours de désenchantement, ramènerait vite au pouvoir.

L'empereur Charles refusa d'écouter cette proposition. Ayant confié à la France ses offres de paix, il jugea qu'il manquerait à sa parole en traitant en dehors d'elle. Encore fallait-il qu'à Paris on fût prévenu. Et c'est pourquoi Zita écrivit ce billet, que j'ai déjà cité : « Il y a des choses nou-

velles qui ne sont pas claires. L'Italie veut obtenir davantage par vous, que directement par nous. Viens ! »

Les princes accoururent. Et c'est au cours de cette nouvelle entrevue que Charles remit à Sixte la lettre suivante, écrite entièrement de sa main, comme la première. Ces deux lettres capitales de l'empereur n'ont pas été versées elles-mêmes aux archives des Affaires étrangères; mais les originaux, que j'ai tenus dans mes mains et sur lesquels j'ai pris les textes publiés ici, ont été reproduits, en *fac-simile*, dans l'ouvrage du prince Sixte.

Voici cette deuxième lettre si émouvante :

Laxembourg, 9 mai 1917.

« Mon cher Sixte,

« Je constate avec satisfaction que la France et l'Angleterre partagent mes vues sur ce que je crois être les bases essentielles de la paix de l'Europe. Cependant, elles m'opposent leur volonté de ne point réaliser la paix sans que l'Italie y participe; précisément, l'Italie vient de me demander de conclure la paix avec la Monarchie, en abandonnant toutes les prétentions inadmissibles de conquête qu'elle avait manifestées jusqu'ici sur les pays slaves de l'Adriatique. Elle réduit ses demandes à la partie du Tyrol de langue italienne. J'ai ajourné l'examen de cette demande jusqu'à ce que je connaisse, par toi, la réponse de la France et de l'Angleterre à mes ouvertures de paix. Le comte Erdödy te communiquera mes vues et celles de mon ministre sur ces différents points.

« La bonne entente entre la Monarchie et la France et l'Angleterre sur un si grand nombre de points essentiels permettra, nous en sommes convaincus, de surmonter les dernières difficultés qui se présentent pour aboutir à une paix honorable.

« Je te remercie du concours que tu me prêtes maintenant pour cette œuvre de paix conçue par moi dans l'intérêt commun de nos pays. Cette guerre t'a imposé, comme tu me le disais en me quittant, le devoir de rester fidèle à ton nom et au grand passé de ta Maison, d'abord en secourant les héros blessés sur le champ de bataille, et ensuite en combattant pour la France. J'ai compris ta conduite et, quoique nous fussions

séparés par des événements dont je ne porte en rien la responsabilité personnelle, mon affection t'est restée fidèle.

« Je tiens à me réserver, si tu le veux bien, la possibilité de faire connaître, sans autre intermédiaire que toi, à la France et à l'Angleterre, ma pensée directe et personnelle.

« Je te prie encore de croire à ma vive et fraternelle affection.

« CHARLES ».

Je n'évoquerai pas sans émotion l'entrevue au cours de laquelle ce grave document fut remis au prince Sixte. La scène se passait, en effet, un jour de mai, un admirable jour fleuri, dont il arrive que je me souviens moi-même avec enchantement.

Le 9 mai 1917, un officier français, un pauvre diable d'officier d'occasion, pareil à tant d'autres, arrivait en convalescence dans un village de Normandie. Les oiseaux chantaient comme des perdus. Ce n'est pas une chose banale que je dis là. Non seulement nous entendions peu d'oiseaux sur les terres désolées du front, où nous connaissions tout au plus la compagnie de quelques alouettes familières; mais des citadins, comme celui dont je parle, n'ont jamais connu, même dans la paix, le tumulte passionné des oiseaux qu'enivrent les premières caresses du soleil. A cette fête de l'ouïe, qui étourdisait, une autre s'ajoutait : les haies, que la main des hommes avait, depuis trois ans, cessé d'élaguer et d'ébrancher, s'épanouissaient follement, et les fleurs d'aubépine, comme une belle tourmente de neige, avaient blanchi toute la nature et l'avaient embaumée. Ces grandes débauches, nées de la guerre, nous n'en jouirons plus. Il ne faut pas regretter d'en avoir rassasié ses sens et illustré son souvenir. Celui-ci m'aide, pour ma part, à mieux imaginer ce qui se passa, le même jour, au château de Luxembourg. C'est là que, ce 9 mai, vers quatre heures, par une radieuse journée de printemps, nous dit le rapport officiel, l'empereur attendait le prince Sixte, venu de France en grand secret. L'entrevue eut lieu dans le parc, sous les oiseaux bavards et parmi les fleurs turbulentées.

Il fallait bien qu'on se rencontrât dans le jardin, car la maison était pleine. Il faut savoir que, le 9 mai 1892, une petite fille était née aux Pianore, en Toscane. Le 9 mai 1917, la

cour d'Autriche fêtait les vingt-cinq ans de cette princesse. Des archiduchesses avaient envahi les appartements impériaux. Partout on avait mis des fleurs. Et l'on bavardait avec feu, car les jours de fête, en ces tristes temps, étaient rares. On commençait à servir le thé, quand Charles fit connaître à sa femme, d'un signe, que ses frères étaient arrivés. Le pauvre empereur, plus que jamais débordé, avait reçu dans la matinée l'ambassadeur d'Allemagne. Ce personnage était venu lui demander une audience prochaine pour le chancelier Bethmann-Holweg. Le jeune monarque se fût volontiers passé d'une telle visite ce jour-là. L'impératrice, à qui le chef d'état-major général Arz avait apporté, un peu avant le déjeuner, les félicitations de l'armée, s'animait beaucoup, pour donner le change. Elle disposait heureusement d'un prétexte toujours valable pour s'évader : les enfants. Elle courut vers le parc, craignant fort que, des fenêtres du grand salon d'angle, on ne reconnaît la fugitive. Son cœur battait. Elle ne se sentit à l'aise que la pelouse franchie, sous les arbres. Il y a là, dans le jardin privé des souverains, non loin de la façade principale, du côté droit, d'enormes platanes et des sapins centenaires. En s'y perdant un peu, on arrive à une sorte de clairière avec une cabane. C'était là.

De quoi vont-ils donc parler, cet empereur, cette impératrice d'Autriche, et ces deux princes qui ne sont en ce lieu que par la permission du président Poincaré et avec l'assentiment de M. Lloyd George ? Bavardages de femmes, diront plus tard les Allemands. Moi, qui rôdais ce jour-là dans les chemins creux, et que la nature amoureuse grisait un peu, je pensais à cette même minute à la fin de la guerre. Je la voulais glorieuse et je savais que nos généraux nous conduiraient un jour à la victoire, un jour lointain. Comme tant d'autres, qui réfléchissaient, j'avais l'impression qu'il ne restait plus rien en France, ni par tout l'univers, que des soldats. Et si l'on peut gagner la guerre avec des soldats seulement, on la gagne tout de même plus vite et mieux si, derrière eux, d'autres manœuvriers se trouvent : les grands diplomates. La race en était-elle éteinte ? Personne ne se trouverait-il donc pour faire qu'un matin le grand échiquier fût bouleversé et qu'un cri d'allégresse s'échappât de nos millions de poitrines ?

L'ÉCHEC

Il s'en est fallu de peu. En France, l'offre de paix de l'empereur Charles avait été, dès le premier jour, accueillie avec intelligence et sympathie. Il n'est peut-être pas excessif d'ajouter qu'on l'attendait. Les princes Sixte et Xavier de Bourbon avaient eu l'occasion, le 24 août 1916, c'est-à-dire bien avant la mort de François-Joseph, de s'entretenir avec M. Poincaré d'un accord possible entre la France et l'Autriche. Au cours d'une cordiale conversation avec ces princes, M. de Freycinet leur avait dit, le 16 octobre : « L'ennemi principal, c'est la Prusse, la maison de Hohenzollern. L'intérêt de la France, c'est de maintenir une Autriche assez forte. » Un peu plus tard, les mêmes princes avaient reçu chez M. William Martin, ministre plénipotentiaire, alors directeur du protocole, la visite de l'ancien ambassadeur de France à Berlin, M. Jules Cambon, qui revint les voir, en leur résidence parisienne, le 23 novembre. On avait appris la veille la mort de l'empereur d'Autriche et l'avènement de Charles et de Zita. « Pour moi, leur déclara M. Cambon, je désirerais ne voir subsister qu'une seule couronne impériale, celle d'Autriche, en réduisant la Prusse à son royaume. »

Au cours de la conversation, M. Cambon vint à parler des préjugés de nos hommes d'État contre la monarchie danubienne. A Paris, l'influence italienne agissait alors avec virulence sur la presse, sur le parlement; et ceux qui avaient la charge de nos intérêts subissaient encore une autre action. « Il y a ici, murmura l'ambassadeur, tout un milieu, détestable comme politique, de dames, qui donnent des thés à ces messieurs, qui dinent et déjeunent avec eux et s'occupent de toutes ces questions... »

La-dessus les princes, obligés de rejoindre leur poste, regagnent le front belge et y reçoivent la lettre de la duchesse de Parme. Le roi et la reine des Belges, qui ont aussi trouvé dans leur courrier un appel de cette princesse, convient leurs cousins auprès d'eux le soir du 25 décembre. A l'heure où beaucoup d'entre nous, croyants ou curieux, s'apprêtaient à suivre, au cantonnement ou dans les abris des premières lignes, cette inoubliable cérémonie qu'est une messe de minuit au front,

on veillait aussi dans la villa royale de La Panne. Je me souviens qu'en Champagne le temps était beau, mais les coeurs bien lourds. Nous entendions des cantiques allemands qui sortaient, en face de nous, de la terre morte, tandis que les clochers lointains de la France occupée, nos clochers, sonnaient à toute volée, appelant les soldats ennemis à la prière ou aux libations. On imagine ce que dut être une telle nuit de Noël au foyer de la reine Élisabeth. Il s'agissait de décider si l'on écouterait la voix venue de Vienne. On convint d'user, au profit de l'Entente, de l'amitié entre les jeunes princes et leur sœur. On ne sacrifierait rien à cette amitié ; on se servirait d'elle, pour la Belgique, pour la France, pour la paix du monde.

Il faut dire tout de suite, afin de n'y pas revenir, que le prince Sixte et son frère, sans celer leur affection pour l'impératrice Zita et son mari, se préoccupèrent, dans toute cette affaire, de notre intérêt national seul. C'était leur devoir strict de princes français. Encore tinrent-ils à dire et à montrer, tant à Vienne qu'à Paris, par chacune de leurs paroles et tous leurs actes, qu'ils connaissaient la grandeur de ce devoir et sa gravité. Lorsque, deux ans plus tard, un dramatique incident révéla au monde l'offre, restée jusque-là secrète, de l'empereur Charles, le président Clemenceau envoya au prince Sixte un télégramme dont voici le passage essentiel : « Je suis profondément touché de la noblesse des sentiments que vous m'exprimez ; nul de nous n'oubliera le pur loyalisme de vos intentions envers la France. Le gouvernement français a le devoir de vous en donner acte dans cette angoisse universelle des peuples et des hommes, petits et grands... »

Après leur première entrevue avec la duchesse de Parme, les deux princes s'en étaient allés directement en Italie. Ce voyage aux Pianore était décidé depuis longtemps. Il s'agissait, pour n'éveiller l'attention d'aucun indiscret, de ne rien changer aux projets connus. Un ami, qui les avait accompagnés en Suisse, vint apporter à Paris un premier compte rendu de l'offre impériale. Peu après, le 5 mars, Sixte de Bourbon, de retour en France, était reçu à l'Élysée par le président de la République. Celui-ci fit au messager de paix un cordial accueil. A la fin de la conversation, M. Poincaré paraissait très satisfait. « La filière à suivre, déclara-t-il, sera donc celle-ci : obtenir de l'Autriche les quatre points essentiels », ceux que

nous connaissons et auxquels nous savons déjà que l'empereur Charles devait donner son adhésion totale; « communiquer ce résultat à l'Angleterre et à la Russie sous une forme tout à fait secrète et voir s'il y a moyen de s'entendre pour conclure un armistice secret. La Russie ne fait la guerre que pour Constantinople. L'Angleterre ne réclame rien de l'Autriche, ni nous non plus. L'intérêt de la France est non seulement de maintenir l'Autriche, mais de l'agrandir au détriment de l'Allemagne... »

Là-dessus le prince Sixte précise que, dans sa pensée, les négociations entamées ont pour objet direct et unique la victoire sur l'Allemagne, en détachant d'elle l'Autriche. Il faut continuer la guerre contre l'ennemi principal, jusqu'à ce qu'il soit abattu.

Et le président promet d'écrire au roi Albert pour que les princes, officiers dans son armée, obtiennent toutes les prolongations de permission nécessaires à leur mission.

Trois jours après, nouvelle entrevue. M. Poincaré, dans l'intervalle, a fait part à M. Briand, président du Conseil, des avances autrichiennes. Les deux hommes d'État sont d'accord pour apprécier l'offre faite à la France et y répondre. Le président de la République donne au prince Sixte les consignes essentielles pour la poursuite des négociations et l'on se préoccupe tout de suite de saisir les Alliés. « Pour le tsar, lit-on dans le compte rendu de cette visite, M. Poincaré écrirait une lettre, peut-être contresignée par M. Briand, lettre qui devrait être portée par un envoyé spécial. Est-ce que les princes accepteraient d'aller en Russie? Leur situation donnant beaucoup plus de poids à leur parole, ils auraient une plus grande liberté vis-à-vis de l'empereur. Le prince répond qu'il accepte... » Le Président ajoute : « L'Italie sans doute fera valoir certaines demandes, mais l'Autriche sera entièrement dédommagée par des reprises sur l'Allemagne. » Et c'est justement, nous l'avons déjà vu, ce à quoi Charles de Habsbourg ne voulait point se prêter. Il ne songeait pas à se payer sur son allié, mais plutôt à lui donner la Galicie et la Pologne pour que nous fussent rendues l'Alsace et la Lorraine et que la paix redescendit sur la terre.

C'est à la suite de ces deux visites à l'Elysée qu'eut lieu le premier voyage des princes en territoire ennemi. A son retour

de Laxenbourg, le prince Sixte alla remettre à M. Poincaré la lettre de l'empereur Charles, que nous connaissons. C'était le 31 mars. M. Briand n'était plus alors président du Conseil. Son successeur, M. Ribot, déléguera M. Jules Cambon. Notons que les princes, arrivés de Suisse dans la soirée du 30, avaient été convoqués aussitôt à l'Élysée pour le lendemain matin, à neuf heures trente. M. Poincaré lut d'abord à voix basse la lettre de l'empereur, puis la passa à M. Cambon. Tous deux s'en déclarèrent satisfaits. « Il s'agit donc, déclara le président de la République pour résumer la conversation, non point d'un armistice, mais d'une paix séparée, destinée à amoindrir le bloc central, paix séparée avec l'Autriche, qui, diplomatiquement, se rangerait ensuite de notre côté. »

Restait à transmettre l'offre autrichienne aux Alliés. Du tsar, il n'est malheureusement plus question, la Révolution ayant passé par là. Mais il y a l'Angleterre. M. Poincaré propose d'écrire au roi en lui résumant la lettre de l'empereur. Le prince s'offre à se rendre lui-même à Londres; il y verra le roi et les ministres qualifiés. M. Poincaré accepte. « L'opinion publique en Angleterre, dit-il, est généralement favorable à l'Autriche, comme en France; et constamment le président de la Chambre, Paul Deschanel, me demande si nous n'allons pas bientôt faire la paix avec l'Autriche. »

On se sépare en se promettant le secret. « Car, dit le prince Sixte, une indiscretion forcerait l'empereur à donner des garanties à l'Allemagne, garanties qui prendraient probablement la forme de quelques régiments autrichiens sur le front français. » A quoi M. Poincaré réplique : « Nous ne nous sommes rencontrés avec les Autrichiens jusqu'ici que sur mer; nous n'avons eu qu'à nous louer les uns des autres. Évidemment, tout changerait si on arrivait à se rencontrer sur terre, à l'arme blanche. Par conséquent, le secret le plus absolu est à garder. »

Et l'on décide de se revoir au plus tôt. Puis, comme à Laxenbourg, le prince se retire par un escalier dérobé, au bas duquel l'attend M. William Martin, qui joue à Paris le rôle de Thomas Erdödy en Autriche.

* * *

Ici finit l'idylle, car des personnages vont entrer en scène, qui tout de suite laisseront transparaître leur défiance, et fina-

lement ne voudront pas faire la paix qu'ont proposée l'empereur Charles et l'impératrice Zita.

Ce n'est pas mon sujet de raconter comment avorta une entreprise, dont le succès eût été pour toute l'Europe, y compris l'Allemagne, une bénédiction. Retenons seulement qu'en France il y a des têtes bien faites, qui voient juste et grand aux heures où c'est au génie de décider. M. Poincaré, les deux Cambon, Deschanel, Freycinet étaient d'accord, et nous auraient sauvés. Foch et le maréchal Pétain aussi voulaient la paix séparée, et l'ont fait savoir par leurs services en des écrits qui demeurent. La décision, malheureusement, n'appartient pas toujours à ces têtes-là.

Le rêve de l'impératrice Zita, puisque c'est d'elle qu'il s'agit ici, le rêve humain de cette jeune femme, qui, comme nous, redoutait les Allemands et qui eût voulu que la guerre entre elle et nous cessât, pour que l'Allemagne orgueilleuse, restée à la fin seule contre tous, fût écrasée et punie, des volontés hostiles ont empêché qu'il se réalisât. La guerre a duré un an de plus. Trois cent mille Français, qui vivraient aujourd'hui, sont tombés sur le sol. L'Autriche a été démembrée. L'empereur Charles est mort de misère et de froid. Sa femme est en exil et sans ressources. Mais Guillaume II est riche et s'est remarié. Et nous sommes seuls, en face d'une Allemagne cimentée par nos soins.

ANTOINE REDIER.

CAMILLE BELLAIGUE

Il me semble qu'il est encore là, que je l'entends derrière la porte, qu'il va reparaitre comme tous les ans à cette époque de l'automne. Qui, voilà quelques mois encore, lorsqu'il nous disait au revoir, aurait pu deviner que nous ne le reverrions plus ? Il paraissait en pleine vigueur. L'idée de penser à la mort, en voyant sa haute taille, sa fière et robuste tournure, ne pouvait entrer dans l'esprit. Il y avait dans toute sa personne quelque chose de resplendissant et, c'est le mot, de somptueux. Sa barbe, qu'il portait entière, non pas en éventail comme le roi Léopold, mais en deux tresses soyeuses qui lui coulaient le long des joues et se réunissaient en une nappe abondante, lui donnait un signalement, lui faisait une « tête » célèbre dans Paris, une de ces têtes qu'on se montre aux « premières » et qui font centre et point de mire, comme une de ces « lumières » que les peintres placent dans un tableau.

Cette barbe, à peine dé dorée et où persista jusqu'au bout une flamme, était pour Bellaigue, au milieu d'une génération rasée, une façon de proclamer son extrait de naissance : pas plus que cette toison, il n'avait coutume de cacher ses opinions ou de mettre, comme on dit, son drapeau dans sa poche. Sans en tirer aucune gloire, il gardait sa figure telle que la nature ou le bon Dieu (il disait de préférence le bon Dieu) l'avait faite : et il faut reconnaître qu'il aurait eu tort de s'en plaindre.

J'ai devant les yeux son portrait, dessiné par Dagnan d'un crayon délicat et d'une pointe caressante, dans le goût d'Ingres ou de Clouet. Voilà ses traits puissants et fins, le nez aquilin frémissant, la belle architecture du masque coloré où nageait un regard bleu, au-dessus de la bouche noyée sous une neige opulente : une tête qu'on aurait vue sur une fraise à godrons, dans quelque tableau de donateur. Si chacun de nous a dans le passé un artiste qui lui aurait convenu, si le monde est plein

de modèles qui semblent échappés aux toiles des maîtres, de types qu'on dirait créés par eux à leur image, on ne pouvait, en voyant Bellaigue, se tenir de dire : « Quel Rubens ! »

C'était un Parisien, né de parents parisiens, comme cet autre esprit si solide et si rare, cette tête si bien faite que fut son ami et le nôtre, parti si peu de temps avant lui, notre cher André Hallays. Ils avaient tous les deux plus d'un trait en commun, ne fût-ce (en dépit de la légende qui fait de l'enfant de Paris une race chétive) que la charpente imposante et la stature majestueuse. C'étaient également des bourgeois de la classe aisée et qui auraient pu se dispenser de travailler pour vivre; je veux dire que le travail ne leur était pas imposé par la dure, l'impitoyable loi du pain quotidien. Il conservait pour eux quelque chose d'un plaisir : c'était le noble exercice d'une profession libérale.

Mais si c'est un honneur d'être Parisien, cet avantage se paie quelquefois assez cher. Pour beaucoup de provinciaux Paris représente un but, une ambition, une étape sur la route du succès. C'est là qu'il faut jouer des coudes, piétiner le voisin et monter à l'assaut. C'est la grande bagarre et le sauve-qui-peut, où font merveille les débrouillards. Les gens qui, comme Bellaigue ou Hallays, se trouvent tout portés à Paris, pour y être venus au monde, sont beaucoup moins enclins à se donner du mouvement afin de jouir d'un privilège qui est leur état naturel. Ils manquent de fièvre et d'appétits. Loin de se pousser dans le monde, ils se tiennent sur la réserve et sur la défensive. C'est ainsi que ces deux hommes d'esprit et de talent, auteurs de trente volumes, et que tout le monde tenait pour des maîtres, n'étaient rien, *pas même académiciens*. A peine s'ils étaient décorés. On ne pensait pas à eux, parce qu'ils n'étaient point candidats. « Bellaigue, lui disait d'un ton bourru son voisin Clemenceau, voyons, Bellaigue, que voulez-vous ? Vous ne me demandez jamais rien. » Au fond, il ne tenait qu'à son indépendance. On le prenait au mot en l'oubliant régulièrement dans toutes les promotions.

Ses parents appartenaient déjà à cette classe supérieure de la bourgeoisie qui, par certains côtés, confine à l'aristocratie. S'il avait écrit ses souvenirs, il aurait pu nous faire un tableau précieux, peindre la rue de Bellechasse au temps du Maréchal, nous donner le pendant des peintures charmantes de M. Jacques-

Émile Blanche sur le vieil Auteuil, ou de ce petit chef-d'œuvre que sont les *Pays parisiens* de M. Daniel Halévy. La famille Bellaigue n'avait pas ce qui s'appelle un salon, mais on y tenait un cercle de personnes choisies, que réunissaient l'affection, l'estime mutuelle et la communauté de goûts. La nuance de ce petit cercle était principalement musicale et littéraire. Alphonse Daudet et Charles Gounod y fréquentaient, ainsi, je crois, que Georges Bizet; Pauline Viardot s'y faisait entendre, et chantait Gluck et Mozart comme on ne les a jamais chantés, de cette voix qui pendant trente ans enchaîna Tourguenéf. Ainsi, sans ostentation, sans luxe, dans ce milieu de vieille bourgeoisie, le jeune Camille Bellaigue trouvait chez ses parents, comme une chose gratuite et naturelle, ce que n'aurait pu payer la fortune des rois. Il était né dans la musique et continua de vivre en musique.

Ce qu'il devait encore à son milieu, c'était ce sentiment de l'honneur bourgeois, fait de conscience et de probité, l'honneur de servir une culture, de veiller sur le trésor de vertus et d'idées qui fait l'honnête homme. Camille Bellaigue le possédait à un degré superstitieux. C'était le sujet de discussions infinies entre lui et son beau-frère, Jean Brunhes, ce savant si tôt enlevé, esprit généreux mais inquiet, porté par son cœur et son éloquence vers les foules, les rêveries démocratiques, et qui s'était jeté de bonne heure dans le mouvement, déjà bien oublié, des Universités populaires. Bellaigue aussi aimait le peuple (si ce mot veut dire quelque chose) ou plutôt il aimait les simples, et il les aimait trop pour souhaiter qu'on les lui gâtât. Trop âgé pour servir pendant la guerre, et trop valide pour se contenter d'une place dans un bureau, il passa dans un hôpital la blouse de l'infirmier. Sa bonté, sa délicatesse, disons le mot, sa charité consolèrent plus d'un pauvre blessé, l'aiderent à guérir ou à mourir plus doucement. Longtemps après, il parlait encore avec admiration de la patience, de la résignation, des vertus merveilleuses de ces humbles soldats. Il se sentait leur ami, leur frère. Plusieurs lui paraissaient des saints, et il entrait dans ses paroles, en rappelant ces souvenirs, quelque chose d'un agenouillement. Ce n'est pas à lui qu'il fallait apprendre la noblesse de ces petits.

Il remportait son premier prix au Conservatoire à vingt ans dans la classe de piano, et quel autre joli livre il aurait pu écrire

encore sur la vieille maison du faubourg Poissonnière ! Il y avait conservé une foule d'amitiés et de camaraderies, et c'était une chose piquante de voir cet homme si correct, habitué des maisons les plus recherchées, qui tutoyait Lucien Guitry, Fugère, Jean de Rezské, toutes ces étoiles de la scène et du chant, tout ce peuple de la comédie, de la déclamation et de l'art lyrique, envers lequel le public nourrit des sentiments confus d'admiration inquiète. Bellaigue était de la partie : il savait mieux que personne ce que cette vie de théâtre suppose de travail et d'application, et aussi que ce monde de la rampe, s'il a ses défauts, a ses vertus, le culte de son art, le désintéressement, et qu'on ne s'adresse jamais en vain à son cœur ; et c'était ce qu'il en aimait le mieux.

Et il était du métier : il avait cette supériorité sur la plupart des critiques, qui se mêlent de décider d'un art sans en connaître le premier mot, qu'il savait « comment c'était fait ». Faut-il pouvoir faire une sonate pour bien juger d'une sonate, avoir écrit des opéras pour être juge d'un opéra ? La critique des créateurs est sans doute la première de toutes : les écrits d'un Schumann, d'un Berlioz, d'un Wagner ou d'un Liszt sont une des sources de la vérité musicale, mais ces personnalités puissantes sont naturellement préoccupées d'elles-mêmes ; il leur est extrêmement difficile de s'oublier, et nous ne le leur demandons pas ; leurs injustices, leurs partis pris offrent autant d'intérêt que leurs amitiés et leurs enthousiasmes. A côté de cette critique des maîtres il est bon qu'il y en ait une autre, moins sujette aux déformations de la rivalité, pour servir de liaison, former le pont entre les artistes et les profanes.

* * *

C'est ce rôle que Bellaigue tenait à la perfection. Il avait, comme musicien, cette chose si rare qui s'appelle l'autorité. Son désintéressement lui valait le respect. Et quand il émettait une opinion, tout le monde se rendait compte qu'il savait ce qu'il disait. Il pouvait donner ses raisons, et dire à l'exécutant dont il n'était pas content : « Mon petit, donne-moi ta place ; je vais te montrer comment il faut jouer cela. » Il fallait le voir au piano. Il en avait un dans son cabinet de travail. Il y passait régulièrement deux ou trois heures par jour ; c'était sa récréation, son étude, son délice ; cela lui tenait lieu de

campagne, de voyages : c'est en musique que ce citadin goûtait et sentait la nature. Sans être un virtuose, et même avec une aversion marquée pour le genre concerto et pour ces acrobaties qui réduisent la musique à une sorte de prestidigitation, il n'y avait pas pour lui de difficultés d'exécution ; il lisait à livre ouvert la partition la plus compliquée, et il avait sur le clavier un charme personnel, un toucher qui n'était qu'à lui, avec cette propriété de style, cette pureté qui lui venait de son maître Marmontel et qui l'apparentait à la belle école française des Diémer, des Risler. Il avait horreur du clinquant, de tout ce qui sent la manière, de tout ce qui triche avec le texte, de tout ce « qui n'est pas de jeu » : il se soumettait à la page écrite, jouait Bach comme Bach et Chopin comme Chopin. En toute chose il tenait d'abord à la mesure, au caractère. Avec lui la musique était musique, elle était sentiment. Surtout quand il avait devant lui une page d'un de ses maîtres préférés, d'un de ses dieux intérieurs, Mozart ou Beethoven, son expression devenait quasi religieuse : il avait l'air de servir la messe.

Qui ne se souvient de ces conférences qu'il donnait à notre *Société des conférences*, dont il était un des fondateurs avec Gaston Deschamps, Édouard Rod, René Bazin, André Hallays, Maurice Spronck, René et Max Doumic ? Il interrompait son discours pour s'asseoir au piano et donner des « exemples ». S'il s'agissait d'un opéra, d'un *lied* de Schumann ou de Schubert, il jouait et s'accompagnait en chantant. Il n'avait qu'un filet de voix, d'un joli timbre de ténor, pas très forte ni d'un registre très étendu, mais très juste et qu'il savait conduire avec une extrême adresse. Surtout il savait « dire » avec un art merveilleux, avec une souplesse, un tact, une science, une flamme qui émerveillaient. De ce gosier, comme on tire les marionnettes de leur étui, il faisait sortir tour à tour tous les personnages d'un drame ou d'une comédie. Il était Rosine, Almaviva, Fidelio, Chérubin, Figaro, la Comtesse. Sa tête s'agitait, ses mains jouaient, tout son corps se mettait de la partie : il s'oubliait, il faisait à lui seul tous les rôles, il soupirait, il roucoulait, il tonnait, il mimait, il chantait, il était l'homme-orchestre ; ou plutôt, il était à la fois tout le théâtre, il était toute la musique.

Il avait débuté comme critique au *Correspondant* et c'est là que Brunetière le remarqua et se l'annexa pour lui confier le

feuilleton musical de la *Revue* où il entrait en même temps que Téodor de Wyzewa. Il faisait partie de l'équipe que ce grand directeur avait su attacher à la maison de François Buloz. Ce n'est pas à nos lecteurs qu'il faut rappeler ces chroniques, ces quelque trois cents articles de critique et d'histoire qu'il a donnés ici, sur tous les sujets et dans tous les domaines de la musique. De son royaume pas une province qui lui fût étrangère. Pas un événement musical, pas un fait important de l'art lyrique contemporain qu'il ait passé sous silence; et souvent, à propos d'un livre d'érudition, d'une reprise, d'un concert, ne trouvait-il pas l'occasion de parler du passé?

De tous les genres d'écrire, la critique musicale est assurément l'un des plus difficiles. La musique est un langage et ce qu'il exprime est d'un ordre qui échappe par définition au langage des mots. Bellaigue y réussit par son art délicieux d'écrire et par une intelligence profonde de ce qui est humain. Quand il parlait de la musique, on avait l'impression de n'être plus un profane; c'était la causerie d'un homme merveilleusement épris, qui vous entretient de ce qu'il aime et qui prête ses yeux au plus indifférent. Son style avait les mêmes mérites que son exécution au piano: c'était un clavier d'images, de métaphores, de souvenirs, d'évocations, d'associations, où il entrait une science infinie, une culture extrême, de l'expérience, de l'humour, aucune espèce de pédantisme, mais en revanche beaucoup de tendresse et de sensibilité. Il changeait d'instrument, mais c'était le même résultat.

Pendant le règne de Bellaigue, le fait qui domine la musique est la conquête de la scène et de l'imagination par l'œuvre de Richard Wagner. C'est à ce moment que furent donnés successivement *la Walkyrie*, *Tannhaüser*, *les Maîtres chanteurs*, *Siegfried*, *Tristan*, *le Crépuscule*. J'ai moi-même le souvenir de ce que furent ces dates pour la jeunesse d'alors. Il est difficile aujourd'hui de se représenter la fascination que le génie de l'enchanteur exerçait sur les hommes de ma génération. Nous étions de vrais fanatiques. Nos économies d'étudiants passaient à payer le voyage de Bayreuth, la saison de Munich. Je dois avouer qu'à ce moment le critique de la *Revue* excita plus d'une fois nos véhémentes indignations. Nous lui reprochions sa tiédeur: il se permettait des réserves!... Que je serais prêt aujour-

d'hui à lui donner raison et à en louer plutôt la tranquille audace ! Notre histoire à tous depuis trente ans est celle de notre lente désintoxication de Wagner : nous avons échappé peu à peu à l'envoûtement. Bellaigue est un de ceux qui nous y ont aidés. C'est lui l'un des premiers qui nous ouvrit les yeux. Dans cette gigantesque machine de la *Tétralogie*, il aperçut de bonne heure l'immense part de système et de fabrication, l'indiscrétion énorme, l'enflure et le charlatanisme, le fatras de métaphysique, toutes les parties mortes qui déjà tombent en lambeaux des membres du colosse. Il osa dénoncer l'insupportable abus du développement symphonique et l'aridité de cette formule du *leit-motiv* qui menaçait d'envahir toute la musique. Il devançait le travail du temps qui allait disloquer le bloc wagnérien, et annonçait le jour où, comme aux ruines de Palmyre, il ne subsisterait plus du monstre que quelques fragments, des arches et des pans de mur debout au milieu d'un amas de décombres.

Même en plein wagnérisme, il avait eu le courage de ne rien sacrifier à l'idole et de rester fidèle aux amis de sa jeunesse, aux maîtres qu'on aimait dans le salon de sa mère. Il connaissait trop la musique, il était trop dans le plein et dans le courant du fleuve pour se laisser égarer dans un bras du delta et s'échouer dans les sables...

Jamais on ne lui eût fait renier la musique italienne. Il continuait d'adorer Rossini avec la même préférence que l'on avait pour lui au temps de nos aïeules, en nous disant qu'on y reviendrait : et qui ne se rappelle en effet le triomphe de l'opéra de Turin, quand nous entendimes naguère *le Barbier, l'Italienne, la Cenerentola*, chantés comme ils doivent l'être par Tito del Monte et Conchita Supervia ? Il vénérait l'immense Verdi, ce Lombard des temps héroïques, ce maître qui s'eleva toujours, jusqu'à l'extrême vieillesse, et dont les dernières œuvres sont aussi les plus belles. Une longue amitié l'unissait à Arrigo Boito, l'auteur de *Mefistofele*, et avec quelle joie, quand on joua à la Scala son chef-d'œuvre posthume, il courut applaudir *Nerone* ! Jamais il n'oublia que l'Italie est une des patries éternelles de la musique, la mère de la mélodie : il la saluait dans son cœur, quand le reste du monde l'eût méconnue, comme la Sainte Cécile de Raphaël, en extase, les yeux au ciel, les lèvres entr'ouvertes, au milieu des violes, des luths

brisés, chante, immortelle image de la victoire de la voix humaine sur les instruments du concert.

Mais en art on ne tue vraiment que ce qu'on remplace : deux vagues nouvelles, quand le wagnérisme battait son plein, se préparaient à l'effacer. Bellaigue présentait l'une et l'autre. Se rappelle-t-on qu'il fut un des prophètes de la musique russe ? Ses articles sur Moussorgsky, sur la *Sniégourotchka* de Rimsky-Korsakoff, devancent de dix ans l'éclatante révélation des Ballets russes. Longtemps avant qu'on en parlât, et lorsqu'il était convenu que la musique ne peut être que « symbolique » et que « mythique », il nous entretenait de ce chef-d'œuvre réaliste, égal à *OEdipe-Roi* et aux *Histoires* de Shakespeare, qu'est *Boris Godounov*. Quant à l'école française, il discerna très vite son admirable relèvement, l'effort spirituel qu'elle déploya dans les trente dernières années du XIX^e siècle et qui aboutit à des créations symphoniques, comme celles de César Franck, de Saint-Saëns, de Lalo et de M. Vincent d'Indy, et à des œuvres dramatiques telles que *l'Ariane et Barbe bleue* de M. Paul Dukas. Peut-être laissa-t-il voir un peu d'hésitation dans son jugement sur l'auteur de *Pelléas et Mélisande* et montra-t-il quelque impatience à l'égard de M. Arthur Honegger. Mais le maître qu'il aimait entre tous, c'est Gabriel Fauré : non seulement le traducteur lyrique de Verlaine, l'auteur des mélodies les plus originales qu'on ait écrites depuis Schubert, mais peut-être plus encore le musicien pur, le compositeur de musique abstraite, l'auteur intime des trios, des quintettes, le musicien des passions tendres ou le poète inspiré de ce *Requiem* qui est une des choses les plus humaines de la musique religieuse et qui a accompagné, consolé tant de deuils de ses plaintes pudiques, de ses humbles sanglots et de ses frémissements de harpes angéliques.

Une telle œuvre devait lui être chère. Elle répondait à un des vœux de son esprit. Bellaigue était chrétien ; il l'était du même cœur, presque du même élan qu'il était musicien. Il gémissait de la décadence de la musique d'église et de l'invasion du sanctuaire par la muse profane : ce répertoire de morceaux rabâchés de *Lohengrin* ou de *Tannhäuser*, la « Méditation » de *Thaïs* ou celle de *Jocelyn*, le sommeil de la Valkyrie, devenus le « tarte à la crème » des maîtrises et l'accompagnement rituel des mariages et des enterrements. Ce

flot de réminiscences mondaines n'était pas seulement un scandale pour le sanctuaire ; il était affligeant pour la musique elle-même. Que dirait-on d'une poésie qui ne serait plus que du théâtre, qui ne saurait plus se recueillir, n'aurait plus de lyrisme, de vie intérieure ? Que serait une muse qui cesserait de s'accorder aux étoiles et ne verrait plus que le lustre et les feux de la rampe ? Cet état d'indigence morale commençait à préoccuper certains esprits ; on avait pourtant des trésors, des siècles de musique religieuse, et on allait se fournir d'originaux au vestiaire de l'Opéra !

Cependant une réaction se dessinait ; l'école bénédictine ramenait au jour les monuments de la musique liturgique, les nobles cantilènes, retrouvait les secrets de la déclamation grégorienne, reste de l'éloquence et de l'antique prosodie. Charles Bordes, avec son admirable école des chanteurs de Saint-Gervais, ressuscitait la grande polyphonie vocale du xvi^e siècle, ces cathédrales musicales des Roland de Lassus et des Palestrina. M. Vincent d'Indy fondait dans le même esprit son séminaire, son laboratoire musical de la *Schola cantorum*.

Notre ami fut des premiers à s'intéresser à cet effort, à tout ce merveilleux renouveau spirituel. De bonne heure, comme d'autres font une saison de Vichy, il prit l'habitude d'aller faire une retraite à Solesmes ; il y faisait une cure, s'y débarbouillait d'ambroisie. Il faisait oraison ; il se ménageait dans la vie ces haltes où l'on fait silence et où l'on reprend contact avec les choses sacrées. Aux environs de 1900, un de ses pèlerinages ordinaires devint Venise. Le patriarche de cette ville avait institué dans son diocèse la réforme grégorienne et commençait par la musique à instaurer, comme il disait, *omnia in Christo*. Lorsque le cardinal Sarto, à la fin de 1903, monta sur le siège de Saint-Pierre, Bellaigue y applaudit comme à l'un des grands événements de sa vie : le nouveau Pape allait délivrer la musique enchaînée, rendre ses ailes à la colombe. Le critique de la *Revue* ne fut pas étranger, dit-on, à la rédaction du *motu proprio* qui étendait à toute l'Église la discipline ou plutôt la sainte liberté grégorienne. A la vérité, je ne suis pas sûr que l'ère nouvelle qu'on attendait de ce grand acte ait commencé ; il n'y a jamais d'ère nouvelle. Je ne jurerais même pas qu'il existe réellement un art religieux ; pour ne parler que de la musique, il y a beaux jours que Savo-

narole, pour répandre ses cantiques, faisait chanter de pieuses paroles sur des airs de carnaval; le texte sanctifiait la chanson et l'intention emportait le tout où il plaisait à Dieu...

Quoi qu'il en soit, Bellaigue, tant que dura le règne de Pie X, demeura un de ses confidents intimes. Le Saint-Père l'avait nommé camérier. Tous les étés il allait prendre son service au Vatican. Il n'y manqua pas pendant douze ans. Ces souvenirs étaient les plus heureux de sa vie. Il goûtait profondément la majesté de la Ville Éternelle. Les offices dans Saint-Pierre, les vêpres de la Sixtine, la messe matinale dans l'oratoire privé du Souverain Pontife, les promenades dans la campagne, les ruines, les jardins, les cyprès, les charmantes églises baroques, la bonhomie des mœurs, la gentillesse du menu peuple, les manières exquises de l'aristocratie, un air de *Rigoletto* fredonné la nuit par un passant au murmure d'une fontaine, formaient un composé dont il ne se lassait pas : il en a noté quelques accords dans ses *Harmonies romaines*.

Accord trop beau, trop doux sans doute pour durer ! On se rappelle qu'aux jours tragiques d'août 1914, la première victime du crime des Empires centraux fut un prêtre : le Père des fidèles, en voyant le désastre qui déchirait les âmes chrétiennes, tomba de douleur ; son âme remonta au ciel en bénissant la paix. Bellaigue servit au chevet des blessés, des mourants. Il s'unit pendant quatre ans aux souffrances de la patrie. La musique solitaire vint parfois visiter secrètement ses heures sombres. Il ne faisait pas la guerre à Beethoven, à Mozart. Jamais il ne put se résoudre à les tenir pour des âmes ennemis. Souvent il leur demanda des conseils d'héroïsme, des secrets pour supporter sa peine, l'horrible effort de vivre.

Aux diners de la *Revue*, aux réunions intimes de notre petite *Société des conférences*, quel convive, quel causeur charmant ! Il avait la gaieté, l'entrain, quelquefois la jovialité point méchante des âmes simples : c'était un badinage gouailleur, où il y avait l'esprit du gamin de Paris, la politesse de l'homme du monde et aussi le bon rire de certains moines. Mais il revenait bien vite à ses sujets favoris. Tout pour lui partait de la musique et ramenait à la musique. Il avait des convictions dont il ne faisait pas étalage, mais qui faisaient la solidité, la structure secrète de sa vie et de ses discours. De la musique il tirait à peu près toute chose, jusqu'à une théorie

politique. Il avait horreur de certains *dadas* à la mode. La devise de nos monuments publics était du nombre. Il la condamnait, comme il faisait tout, au nom de la musique : « Figurez-vous une musique où toutes les notes seraient libres : quelle cacophonie!... et où toutes seraient égales : quel supplice! »

C'est à cause de ces certitudes que son écrivain préféré était Bossuet. Il le citait continuellement. Il aimait cette grande prose si peu « poseuse », cette majesté simple, cette musique des idées. Mais les poètes de son âme, c'étaient Dante et Shakespeare, les deux grands poètes de la musique. Il s'enchantait de répéter les vers du *Marchand de Venise* : « Celui qui n'a pas de musique dans l'âme... » et ce mot de *Jules César* sur l'assassin Cassius : « Cet homme est dangereux : il n'aime pas la musique. »

Chère âme musicienne ! Que d'heures j'ai passées avec lui dans son studio de Passy, dont la fenêtre s'ouvrait sur des cimes de jardins, tandis qu'il me jouait quelque page de Beethoven ou de Bach, quelque mélodie de Duparc ou de Chabrier, quelque partition de Verdi ou de Boito ! Puis-je dire quelle était sa bonté, son affection généreuse ? Jamais on ne lui demanda rien en vain : il suffisait de le lui demander au nom de la musique, comme à cette héroïne de Dante qui consent à parler, dès que le voyageur l'implore au nom de l'amour. Il était notre guide, celui qui nous conduisait par la main dans le saint des saints. Plus encore que la poésie, la musique était pour lui le langage du divin. Elle était « Dieu sensible au cœur ». Qui ne se rappelle sa dernière conférence ? Ce fut en 1928, pour le centenaire de Beethoven. Avec quelle gravité religieuse, quelle solennité il s'approcha du piano et nous joua la *Mort de Claire*, l'andante du *Clair de lune* ! On sentit dans la salle une émotion singulière, un frisson de piété, de surprise, de prière que je n'ai jamais vu provoquer par un virtuose. L'auditoire était suspendu. On n'osait applaudir. On retenait même ses larmes... Ce fut son chant du cygne. Il refusa depuis de paraître en public. « Et puis onques ne chanta... »

LOUIS GILLET.

OU EN EST L'ALLEMAGNE?

I

A BERLIN. — LE NOUVEAU REICHSTAG

J'avais quitté l'Allemagne à la fin de mars dernier, et ne pensais pas y revenir de sitôt. Mais durant les six mois écoulés depuis lors, il s'est produit dans le pays plus d'événements qu'il n'en faut pour modifier profondément une situation et pour rendre nécessaire un nouvel examen.

Le cabinet Hermann Müller avait eu à remplir deux tâches difficiles : faire approuver le plan Young par l'Assemblée d'Empire, et équilibrer un budget en déficit. Plusieurs fractions importantes, — dont le Centre catholique, — avaient même lié les deux questions, subordonnant leur vote pour l'acceptation du nouveau plan à l'introduction d'une réforme financière indispensable. Finalement, les lois relatives à l'exécution des accords de La Haye furent approuvées par le Reichstag, sans que les partis eussent pu se mettre d'accord sur les principes essentiels d'un programme fiscal et financier conforme aux exigences de la situation (1).

Chacun des trois grands partis qui formaient alors la majorité, tout en proclamant bien haut la nécessité d'équilibrer le budget et d'assainir la trésorerie, n'avait d'autre souci que de rester fidèle à son programme et de ménager sa clientèle électorale. Lorsqu'il eut épousé tous les moyens de conciliation, le chancelier Müller remit au président d'Empire la démission

(1) Voyez la *Revue* des 1^{er} mars, 15 mars et 1^{er} avril 1930.

du cabinet (27 mars). Le maréchal Hindenburg confia au docteur Brüning, *leader* du Centre, le soin de former un ministère. M. Brüning eut bientôt compris que, même en faisant à la droite quelques avances coûteuses, il ne parviendrait à réunir qu'une majorité de fortune. Le ministère de personnalités qu'il présenta au Reichstag n'avait qu'un but, déclarait son chef : faire aboutir la réforme financière et boucler le budget.

Ce but, le cabinet Brüning ne devait pas l'atteindre. Après avoir remanié vingt fois un projet qui toujours se heurtait à quelque intérêt de parti, le ministre des Finances, M. Moldenhauer, finit par perdre courage et donna sa démission (20 juin). Dès lors, les événements se précipitent. Pour conjurer une crise ministérielle, le chancelier fait passer un membre du cabinet, M. Dietrich, de l'Économie aux Finances. Les mesures préparées par le nouveau ministre sont promulguées le 16 juillet sous forme d'ordonnances ; le Reichstag les abroge le 18, par 236 voix contre 221. Alors le chancelier dissout le Reichstag.

Quelques jours après, le 30 juin, selon les engagements pris à La Haye, les dernières troupes françaises évacuaient la dernière portion du territoire rhénan qui était occupé depuis le 14 novembre 1918 et qui, aux termes du traité de Versailles, aurait pu l'être encore pendant cinq ans. Cet événement donnait lieu à des manifestations, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles répondaient fort mal à l'esprit dans lequel le gouvernement français avait consenti à abréger la période d'occupation.

Durant toute la campagne électorale, chefs de parti et membres du gouvernement protestent à l'envi contre les restrictions d'ordre militaire que le traité impose à l'Allemagne, contre les charges que fait peser sur elle le plan Young, contre le paradoxe du couloir polonais et l'injustice des frontières orientales. Les élections ont lieu le 14 septembre : elles marquent nettement l'échec des partis bourgeois et modérés, — exception faite pour le Centre, — et le triomphe des partis extrêmes de gauche et de droite. Les communistes passent de 54 à 76, les national-socialistes de 12 à 107.

Un gouvernement hétérogène et sans prestige, un parlement où les partis d'ordre sont émiettés, divisés, et où les

partis subversifs représentent ensemble presque un tiers de l'Assemblée, un budget en déficit, une économie en pleine crise, une opinion publique désorientée, et trois millions de chômeurs : voilà, en raccourci, l'image que les journaux allemands eux-mêmes donnaient de l'Allemagne aux derniers jours de septembre. Cette image sombre et inquiétante, allons la regarder de tout près.

HITLER ET SON PARTI

Berlin, premiers jours d'octobre. — « Votez la liste 9 ! » Cette formule, suivie d'une croix gammée, inscrite au charbon sur une palissade de banlieue, accroche mes yeux quelques minutes avant l'arrivée en gare de Berlin. La liste 9, c'était celle des partisans de Hitler, des *nazis*, comme on les nomme, depuis qu'on les nomme souvent. Six millions et demi d'Allemands ont répondu à cet appel le 14 septembre, et le succès foudroyant de la liste 9 compte bien pour quelque chose dans la situation nouvelle que je viens observer.

« Qui est Adolf Hitler ? qui sont les 107 députés élus sur son programme ? En connaissez-vous quelques-uns ? Où peuvent-on les rencontrer ? » J'adresse ces questions à vingt personnes. Et la réponse ne varie guère : ces 107 députés hitlériens sont à peu près aussi inconnus en Allemagne qu'à l'étranger. Sauf M. Goebbels, orateur de réunions publiques, dont quelques journaux ont parfois reproduit les traits, pas un élu nazi n'est notoire à Berlin. « Patience ! me dit-on, vous les verrez bientôt au Reichstag. » En attendant, je trouve au Journal officiel les éléments de la statistique suivante. Classés par profession, les 107 députés national-socialistes se décomposent ainsi :

8 écrivains et journalistes ; 10 agriculteurs ; 17 commerçants et artisans (dont 1 confiseur) ; 1 industriel ; 8 officiers, qualifiés comme tels ; 14 professeurs de lycée ou instituteurs ; 1 magistrat ; 1 pasteur protestant ; 9 fonctionnaires ; 4 avocats ; 1 pharmacien ; 16 ingénieurs ou employés de fabrique ; 8 ouvriers, dont un conducteur de taxi ; 3 artistes ; 6 propriétaires.

Parmi la foule des noms obscurs, je relève pourtant quelques noms connus : le comte Reventlow, le ministre Frick, auteur de la fameuse prière subversive imposée naguère aux écoliers de

Thuringe ; le général von Epp, qui, en 1923, joua un rôle important dans le *putsch* de Munich. C'est à peu près tout. Ainsi plus de six millions d'électeurs ont voté, sur la foi de Hitler et sur son programme, pour des gens qu'ils ne connaissaient pas. J'en conclus que Hitler est, sinon un grand homme, du moins un manieur de foule assez remarquable. Mon désir de le connaître n'en devient que plus vif. Mais Hitler, à ce qu'on m'assure, ne veut rencontrer aucun Français.

Du moins y a-t-il sur lui, comme on dit ici, une littérature qu'on puisse utilement consulter ? J'apprends qu'on a fort peu écrit sur Hitler, et que les deux ou trois auteurs qui l'ont pris pour sujet sont moins des historiens que des apologistes. « Mais que ne cherchez-vous le secret de Hitler, me dit quelqu'un, dans Hitler lui-même, c'est-à-dire dans le petit livre où il a raconté sa vie, et exposé ses idées politiques ? La troisième édition de *Mein Kampf* (ma bataille) vient de paraître à Munich. Hitler a composé cet ouvrage en 1924, dans la prison de Landsberg où l'avait conduit son aventure bavaroise. Adversaires et amis y reconnaissent une analyse curieuse et une confession sincère. » Écoutons Adolf Hitler nous parler de lui.

Il naquit en 1889 à Braunau sur l'Inn, en terre autrichienne, mais d'une famille issue de la Basse-Bavière. Son grand père était ouvrier agricole. Son père, petit fonctionnaire, ne se trouvait bien nulle part, et les changements de poste promenèrent l'enfant de Passau à Linz et de Linz à Lambach. Adolf n'a que treize ans quand son père meurt ; à la mort de sa mère, il en a quinze. Orphelin, sans ressources, il part pour Vienne, où il essaie vainement de se faire admettre à l'Académie de peinture. Faute de mieux, il entre chez un entrepreneur comme apprenti-peintre en bâtiment, et, pendant cinq ans, ce fils de petits bourgeois vit de la vie des ouvriers. De cette période de souffrance date la haine violente que Hitler a vouée au marxisme, à la doctrine où ses camarades puisaient leur espérance, et qu'il juge, lui, illusoire et dangereuse.

Vers 1910, la chance commence à lui sourire : il se met à son compte comme dessinateur et aquarelliste. Deux ans après, il quitte Vienne pour s'établir à Munich, où il espère ouvrir un petit cabinet d'architecte. La déclaration de guerre fait écrouler ses projets. Hitler ne rentrera pas dans son pays d'origine, parce qu'il déteste les Habsbourg « amis des Slaves » ; c'est

dans l'armée bavaroise qu'il s'engagera, au risque de perdre sa nationalité. Dès 1914, il se bat dans les Flandres. Grièvement blessé en 1916, il est soigné à l'hôpital de Beelitz, près de Berlin et voit pour la première fois, durant sa convalescence, la capitale de l'Empire. Revenu au front, il prend part aux deux grandes offensives de 1918 et tombe le 14 octobre, sur le champ de bataille de l'Yser, à demi asphyxié par les gaz. Transporté dans un lazaret de Poméranie, il reste longtemps aveugle et ne recouvre enfin qu'une vue trop affaiblie pour lui permettre de dessiner.

Le temps de la Révolution, il le passe à l'hôpital, à maudire le gouvernement, le Reichstag et surtout les social-démocrates. À peine rétabli, il rentre à Munich, et sa carrière politique commence. Nommé officier instructeur dans la Reichswehr, il s'essaie à parler devant les soldats. Il s'inscrit au parti nouvellement fondé des « Travailleurs allemands » (*Deutsche Arbeiterpartei*). Le 24 février 1920, il tient à Munich sa première réunion publique : un succès éclatant décide de sa carrière. La création, par Hitler, du « mouvement national-socialiste pour la liberté » (*Nationalsozialistische Freiheitsbewegung*) date du printemps de 1920.

Le point de départ où, si l'on veut, le premier mobile de la réaction hitlérienne, on le trouve dans le reproche adressé par Hitler aux dirigeants de la nation allemande, de n'avoir pas conduit la guerre avec assez d'énergie. Or les solutions énergiques se sont surtout heurtées aux scrupules, à la timidité d'une bureaucratie bourgeoise, et à l'opposition dogmatique de la social-démocratie. Quant à la méthode choisie par Hitler pour réaliser son plan d'action, elle se résume dans cette formule : « La terreur marxiste ne peut être vaincue que par une terreur plus violente. »

Curieux mélange de révolte et de discipline dans cet homme que la misère a déclassé, dont la guerre a brisé l'effort de relèvement ; qu'un foyer bourgeois, puis l'atelier, puis les tranchées ont marqué tour à tour de tares indélébiles et contradictoires ; mécontent et pourtant optimiste, passionné et méthodique, antisémite farouche, et, par dessus tout, ardent patriote, Allemand fanatique et intransigeant. Le héros, le dieu de son enfance fut, nous dit-il, ce libraire de Nuremberg, Jean-Philippe Palm, que Napoléon fit fusiller en 1806, pour

avoir répandu une brochure intitulée : *le Profond avilissement de l'Allemagne*. Hitler, depuis lors, n'a pas changé de religion.

Reste à expliquer sa prodigieuse victoire de septembre, que des succès locaux précédemment obtenus en Saxe, en Thuringe, en Bade, et même à Berlin, lors d'élections partielles au Conseil municipal, ne suffisaient pas à faire prévoir. On admet que la presque totalité des quatre millions d'électeurs qui, s'étant abstenus en 1928, ont voté en 1930, s'est prononcée en faveur de Hitler. Pourquoi ?

— Ces millions de citoyens qui sont venus grossir l'effectif des nazis, m'explique un Allemand, ne sont ni des révoltés, ni des anarchistes ; mais, pour la plupart, des bourgeois, commerçants ou petits fonctionnaires, des artisans, des ouvriers, des paysans, qui s'croient que, depuis dix ans, on leur a beaucoup promis sans rien leur donner. Quand, de ce qu'ils gagnent, ils ont soustrait ce qu'ils doivent payer au Reich, à l'État, à la Commune, ils constatent que ce qui leur reste ne suffit pas pour vivre. Les mécontents d'il y a deux ans sont devenus des désespérés. En votant pour Hitler, ils ont, pour ainsi dire, joué une dernière carte, estimant que, si cela n'allait pas mieux avec celui-là, cela ne pourrait pas aller plus mal. Hitler a exploité très habilement la déception, le désespoir des petites gens : c'est une des causes de son succès.

Mais une campagne électorale menée de façon à atteindre et à entraîner des millions d'électeurs, dans les villages comme dans les villes, nécessite d'énormes dépenses. Où Hitler a-t-il pu trouver l'argent ? Ses adversaires ont parlé, tantôt de subsides russes, tantôt de subsides italiens, fondant leurs hypothèses sur l'intérêt que la Russie bolchéviste ou l'Italie fasciste devaient trouver à une victoire hitlérienne. Mais de ce concours étranger, aucune preuve n'a été fournie. Il semble certain, au contraire, que l'attitude résolue prise par Hitler à l'égard du marxisme et de la social-démocratie lui a valu l'appui financier de plusieurs magnats de l'industrie lourde et des quelques banques placées sous leur contrôle. Enfin le système adopté par Hitler, de faire payer un droit d'entrée aux assistants pour toute réunion électorale, a fourni, dit-on, à la caisse du parti un appoint assez important.

Voilà pour les moyens. Que pensait-on du résultat ? Je

m'attendais à recueillir, dans cette bourgeoisie dont les élections de septembre avaient réduit les forces et ruiné l'influence, des impressions nettement défavorables aux vainqueurs. Je me trompais. Certes, j'ai trouvé parmi les démocrates, et même parmi les populistes, quelques mécontents; mais c'étaient des politiciens ou des journalistes. Dans le monde des affaires, j'ai entendu un son de cloche assez différent. Plusieurs reconnaissaient aux élections de septembre le grand avantage d'avoir mis en lumière un fait trop méconnu par l'étranger: la grave déception, le profond désespoir qui accablent une grande partie du peuple allemand. Un homme considérable, à qui je disais combien le résultat des élections me semblait fâcheux pour l'Allemagne, m'a répondu :

— Mais pourquoi donc? Je le trouve, moi, très satisfaisant. En raison du grand nombre des chômeurs, de la crise économique et aussi de la propagande à laquelle se livrent chez nous nos voisins russes, j'avoue que je redoutais en septembre une grande victoire communiste. Or, la masse des mécontents s'est portée, non pas vers l'extrême-gauche, mais vers l'extrême-droite nationaliste. Tant mieux! Gardez-vous de prendre nos nazis pour des révolutionnaires. Ce sont avant tout des Allemands patriotes, qui en ont assez de l'internationalisme, du marxisme et de leurs conséquences.

« Je ne conteste pas qu'ils soient, comme vous dites, des revanchards. Et après? Chez vous, ce désir de la revanche a éclaté aussitôt après votre défaite; chez nous, on a attendu dix ans avant d'oser l'exprimer. Notre peuple a passé par de telles épreuves, qu'il lui a fallu du temps pour se ressaisir. S'il retrouve aujourd'hui sa dignité, son orgueil, ce n'est pas un malheur.

— Cependant, observai-je, le brusque et énorme progrès de deux partis violemment anticonstitutionnels, — communiste et national-socialiste, — ne risque-t-il pas d'ébranler le régime établi et de remettre en question la forme de l'État?

— Oh! le régime, en Allemagne, a si peu d'importance! Que le Reich ait à sa tête un souverain, comme la Grande-Bretagne, ou un président, comme les États-Unis, cela nous est bien égal. Ce qui nous importe, qu'est qu'on en finisse avec des gouvernements incapables ou pires. Sous l'ancien régime, l'Allemagne avait peut-être une direction politique médiocre;

mais elle avait une administration compétente, méthodique et scrupuleusement honnête. Le résultat, c'était, pour tous et pour chacun, un sentiment de sécurité et de confiance qu'aujourd'hui nous aspirons à retrouver.

Curieux de mieux connaître un état d'esprit que je n'avais prévu qu'à demi, j'ai posé d'autres questions. Le plus souvent, on a évité d'y répondre autrement que par ces mots :

— La situation est encore très confuse. Attendez que le parlement soit réuni et que les partis prennent position. Dans une dizaine de jours, on y verra plus clair.

LA JOURNÉE DU 13 OCTOBRE

Lundi, 13 octobre. — Le nouveau Reichstag tient aujourd'hui à trois heures sa première séance. Jusqu'au dernier moment, le chancelier Brüning a négocié avec les chefs de parti, soit qu'il espère vraiment pouvoir réunir une majorité, soit qu'il veuille épuiser tous les moyens de conciliation avant de recourir à des procédés extraordinaires de gouvernement. Trois partis ont déposé contre le cabinet une motion de défiance : les communistes, les national-socialistes et les allemands-nationaux. De leur côté, les populistes, ou du moins une partie d'entre eux, ont mené contre le docteur Curtius une campagne hargneuse, et peu s'en faut que le ministre des Affaires étrangères n'ait été mis en demeure de choisir entre son portefeuille et sa qualité de membre du parti. La fraction la mieux disposée à l'égard du cabinet est sans contredit la social-démocratie. Non seulement, elle ne s'associera à aucune motion de défiance, mais elle ne demandera pas le retrait des ordonnances de juillet. On dit même que les social-démocrates ne seraient point ennemis d'une dictature économique, pourvu, bien entendu, qu'elle ne fût pas aux mains de leurs adversaires.

Au fond, cette idée de dictature n'inspire ici ni répugnance, ni inquiétude. Toutefois, au pouvoir d'un seul homme on préférerait celui d'un Directoire de trois ou quatre personnes. Mais les gens raisonnables ont si peur du désordre et sentent si vivement la nécessité de mettre un terme à la confusion financière, qu'ils accepteraient volontiers, du moins à titre provisoire, une forme exceptionnelle de gouvernement.

— Le programme financier présenté par le cabinet est excellent, me disait le directeur d'une grande banque. Mais il forme un tout. Si on le soumet aux critiques et aux amendements des divers partis, il perd toute sa valeur. Il n'y a qu'un moyen d'appliquer la réforme financière, c'est de la soustraire au contrôle du parlement.

Sans aucun doute, depuis quelques semaines, l'idée de dictature a fait du chemin.

J'arrive au Reichstag par la *Siegesallee*. Des forces de police considérables gardent les abords du palais législatif. Au moment où je passe devant la Colonne de la Victoire, les *Schupos* chassent assez brutalement devant eux quelques centaines de jeunes gens qui avaient envahi la plate-forme. Avant de parvenir jusqu'à la porte du Reichstag, je dois montrer au moins dix fois ma carte de journaliste.

Trois heures moins un quart. Les tribunes sont archicombles. Dans l'hémicycle, les seuls bancs vides sont, à l'extrême droite, ceux que doivent occuper les national-socialistes. Pour loger 576 députés, on a dû serrer étroitement les banquettes : seuls les cinq premiers rangs ont gardé leurs pupitres, et l'enceinte politique a désormais l'aspect d'une salle de théâtre ou de cinéma.

Un murmure s'élève, bientôt suivi d'exclamations ironiques, lorsque les nazis, groupés derrière M. Frick, en ordre militaire, font leur entrée. Tous portent la chemise « brune », — qui me semble être plutôt vert-de-gris, — les uns avec le brassard rouge timbré de la croix gammée, les autres avec les manches retroussées jusqu'aux coudes. Beaucoup sont jeunes, bien que déjà chauves; plusieurs ont l'air de vrais gamins. Ils échangent en riant le salut fasciste avec leurs amis des tribunes. Le port de l'uniforme étant rigoureusement interdit aux civils, les nazis, pour entrer au Reichstag, ont dû dissimuler leur costume sous un pardessus : à l'intérieur du palais, la police perd ses droits et les représentants du peuple font ce qui leur plaît.

A trois heures, un grand vieillard à longue barbe blanche vient s'asseoir au fauteuil présidentiel. Le doyen d'âge, M. Herold, a quatre-vingt-trois ans ; il appartient au Centre catholique. Personne au banc du gouvernement : les quelques ministres présents ont pris place parmi les membres de leurs

fractions. Le président ouvre la séance : elle est entièrement consacrée à l'appel nominal des nouveaux élus. Mais cette cérémonie, qu'on aurait pu croire incolore, dépasse en pittoresque et en débraillé toute imagination. Le premier nazi appelé répond en hurlant : « Présent ! Vive Hitler ! » Tous les camarades hurlent avec lui. Aux invectives des communistes, les national-socialistes ripostent par des cris d'animaux et des trilles de siflets à roulette. Quand on appelle M. Goebbels, chef du groupe hitlérien de Berlin, un silence : il n'est pas à son banc. Mais une minute après, il arrive en courant ; tous les nazis se lèvent pour lui faire honneur, tandis qu'un communiste lui crie : « Goebbels ! achève donc de t'habiller ; le pan de ta chemise passe ! »

Un moment vient où, pour s'injurier de plus près, extrémistes de droite et de gauche quittent leurs bancs et s'affrontent au centre de l'hémicycle. On les sépare ; le vieux président invite courtoisement ces malotrus à regagner leurs places. Ils finissent par obéir. Mais, bientôt après, le « chahut » recommence : il n'y a pas d'autre mot pour désigner le vacarme indécent, scandaleux, qui remplit la majestueuse enceinte où siège l'Assemblée d'Empire. Il est un peu plus de quatre heures, quand le président lève la séance et ajourne le Reichstag à mercredi.

Dans la cour, que je traverse pour gagner la sortie, un va-et-vient de *Schupos* affairés ; dehors, un mouvement de camions chargés de police. Des manifestants s'égaillent en désordre devant les terribles matraques de caoutchouc que brandissent les soldats. Poursuites éperdues à travers les pelouses du *Tiergarten*. Mais cela ressemble moins à une émeute qu'à une énorme partie de cache-cache. Les fuyards, qui ne s'en vont pas bien loin, sont pour la plupart de tout jeunes gens, presque des enfants. Je suis la rue Frédéric-Ebert jusqu'à Potsdamer Platz. Là, les choses ont dû prendre une tournure plus grave. Circulation arrêtée, camions de *Schupos* en travers des rues. Devant les grands magasins Wertheim, le trottoir est jonché de débris de verre. Pendant que l'effort de la police se concentrait autour du Reichstag, des bandes de jeunes nazis, subitement rassemblées Leipzigerstrasse et Friedrichstrasse, ont brisé à coups de pierres et de gourdins les glaces des magasins et des cafés, dont les enseignes ou les propriétaires ne

leur étaient pas sympathiques. Quand les *Schupos* sont arrivés, la besogne était déjà faite. On a pourtant opéré une centaine d'arrestations, et la chasse continue.

L'aspect des rues dévastées est sinistre. La foule semble moins curieuse, comme elle serait chez nous, que craintive et atterrée. Le moindre cri, le moindre geste inattendu met en fuite des troupeaux de passants. La police disperse les rassemblements, entraîne les suspects vers les camions, calme les récalcitrants à coups de matraque. Tous ces *Schupos* ont l'air d'avoir vingt ans; mais quels gaillards, et avec quel entrain ils font leur service! A les voir travailler, on souhaite que les matraques ne s'abattent que sur des têtes coupables...

Lorsque je rentre chez moi, vers onze heures du soir, le calme n'est pas encore revenu sur la Potsdamer Platz, et l'on entend toujours rouler des camions.

Mardi 14. — En repassant mes impressions de la veille, celles du Reichstag et celles de la rue, je leur trouve le goût de choses déjà vues. Où, quand? Je ne cherche pas longtemps: c'était à Rome, en novembre 1922, dans les jours qui ont suivi la marche victorieuse des chemises noires. On dirait que les gens de Hitler ont voulu copier la tenue des fascistes italiens, leur allure, leurs gestes et... jusqu'à leurs violences. Analogie toute de surface, que rompt nettement la différence des caractères nationaux. Je ne suis pas certain qu'entre le régime fasciste et le mouvement hitlérien n'existent pas certains liens d'ordre spirituel, ou même d'ordre pratique; mais je sais bien que les méthodes par lesquelles M. Mussolini a imposé sa volonté à l'Italie n'auraient en Allemagne aucun succès.

Et voici encore une différence. Ce matin, Berlin a déjà retrouvé son calme et sa figure ordinaire. Dans les rues où l'on se battait hier, des échelles se dressent, des vitriers sont à l'ouvrage. Une commerçante dont la devanture est encore béante a collé sur sa porte l'avis suivant: « Mes vitrines ayant été brisées par la main des mauvais garçons, je prie le public de venir voir la marchandise à l'intérieur. »

Cependant les journaux de midi apportent ici les premiers échos de l'impression produite par les événements d'hier en France, en Angleterre, aux États-Unis. La sévérité de quelques jugements n'étonne point, mais elle inquiète des gens qui ont besoin, pour vivre, que l'étranger ait confiance en eux. Ils

voudraient pouvoir effacer, avec les traces matérielles du désordre, le souvenir gênant que le désordre laisse après lui. Le crédit de l'Allemagne ne va-t-il pas subir le contre-coup de cette triste journée ? Que fait la Bourse ? La Bourse n'est pas mauvaise ; plusieurs papiers allemands gagnent même quelques points.

Mercredi 15. — Le Reichstag se réunit pour élire son président et les membres de son bureau. Même appareil qu'avant-hier, mêmes forces de police autour du palais. Mais, au dehors comme au dedans, l'atmosphère est sensiblement plus sereine. Aujourd'hui, les députés hitlériens sont vêtus comme tout le monde : seul, un grand gaillard est venu siéger en gilet de chasse, sans veston. Le scrutin pour l'élection présidentielle se poursuit dans le calme, presque dans l'indifférence : le résultat en est prévu. Au premier tour, il y aura ballottage entre le président de l'ancienne Assemblée, M. Loebe, social-démocrate, et M. Scholz, leader du parti populiste, pour qui voteront les hitlériens ; au second tour, M. Loebe l'emportera. Les national-socialistes auront le premier vice-président ; le Centre catholique aura le second ; on laissera le troisième aux allemands-nationaux.

Dans les couloirs, on commente avec vivacité les curieuses résolutions que, sur l'ordre de Hitler, les nazis viennent de déposer sur le bureau du président : « Plaise au Reichstag, dit l'une d'elles, décider l'expropriation sans indemnité, au bénéfice de la communauté du peuple allemand, de tous les avoirs des princes de la Banque et de la Bourse, ainsi que ceux des Juifs orientaux et autres étrangers venus dans ce pays depuis le 1^{er} août 1914 ; et prendre la même mesure touchant les augmentations de fortunes privées dues à la guerre, à la révolution, à l'inflation et à la déflation. Toutes les grandes banques, y compris la soi-disant Reichsbank, passeront sans délai en la possession de l'État. » Allons, cela ne va pas mal ; pour peu que Hitler pousse encore un peu plus loin la fantaisie, le cabinet Brüning pourrait bien finir par trouver une majorité au Reichstag.

MAURICE PERNOT.

(A suivre.)

TOME LX. — 1930.

AU CONGRÈS DE L'AMERICAN LEGION

Chargé de représenter le Gouvernement à la Convention de l'American Legion, le général Gouraud a prononcé, le 8 octobre, à Boston, un discours d'une chaude et grave éloquence, qui est allé au cœur de nos amis américains, et dont nous sommes heureux de donner ici les passages essentiels.

Mes camarades,

Au moment où vous célébrez votre glorieux troisième Centenaire, j'ai le bonheur de vous retrouver à Boston, où dans le Capitole, il y a sept ans déjà, Son Excellence le gouverneur m'a remis les trois drapeaux : France, États-Unis, Massachusetts, qui décorent mon cabinet des Invalides.

En 1923 et 1929, j'étais venu à l'appel des Anciens de la 42^e division *Rainbow division*, mes braves compagnons du 15 juillet 1918. Quel merveilleux voyage ils m'ont fait faire alors de l'Atlantique au Pacifique et au golfe du Mexique ! Et me voici votre hôte, mes camarades de l'*American Legion*, vous les représentants des armées américaines, de ces braves qui ont tout quitté, leur foyer, leur famille, leurs affaires pour courir au secours du Droit méconnu et de la Liberté menacée.

C'est pour moi un grand honneur de représenter le gouvernement de la République française, en venant vous apporter son souvenir reconnaissant et ses vœux sincères pour votre grand peuple, vos familles et pour vous.

Dès que j'ai reçu ma haute mission, mon premier soin a été de déposer une couronne au cimetière de Suresnes. Votre cher ambassadeur, Mr Walter Edge, a voulu m'y accompagner. De même mon premier geste, en arrivant à Washington, a été de

rendre au cimetière d'Arlington le même hommage au rival de gloire du soldat de l'Arc de triomphe. Nos morts sont les véritables héros qui ont donné leur vie pour que nous vivions indépendants et libres. Nous leur devons de ne pas laisser disparaître ni amoindrir à travers le monde les libertés si chèrement payées.

MON séjour aux États-Unis aura été court, mais restera inoubliable.

Ce qui domine dans mon esprit, c'est tout d'abord la Convention de l'*American Legion*, le grand et beau discours de M. le président Hoover et la magnifique parade : spectacle émouvant que cette longue colonne qui défila pendant huit heures par États et par Postes, évoquant les divisions et les régiments de l'armée américaine, précédée du groupe de tous ces hommes de haute valeur qui, ayant repris leurs fonctions dans la vie civile, avaient voulu revêtir leurs habits de guerre. A leur tête, superbe, mon ami l'ancien National commander Mac Nutt.

Non moins émouvante était la foule si dense, serrée sur plus de vingt lignes de profondeur, acclamant les hommes qui ont incarné l'élan généreux et courageux du peuple américain dans la Grande guerre.

J'ai eu l'honneur pendant ce défilé de prendre place à côté du général Pershing, comme il y a sept ans à Indianapolis, comme il y a douze ans, lorsque lui-même dans l'Argonne et moi en Champagne, nous combattions en ce mois d'octobre pour briser le front allemand et libérer le sol de France.

Une des impressions les plus émouvantes que je conserve de la parade est le regard d'amour dont la foule suivait le général, les mains ardemment tendues vers lui. Elle exprimait le sentiment du peuple américain. Son bon sens ne l'a pas trompé.

La France et en particulier ses généraux partagent ces mêmes sentiments d'estime et d'affection. Nous nous rappelons sa lettre du 28 mars, de grand chef désintéressé et clairvoyant, au maréchal Foch : « Infanterie, artillerie, aviation ; tout ce que nous avons est à vous. Disposez-en comme il vous plaira... »

Nous savons comment le général Pershing, en plein accord avec son ami le maréchal Pétain, s'est, par son étude des opérations, rapidement rendu compte des conditions de la bataille

moderne dominée par la puissance du feu, a fait bénéficier ses troupes de l'expérience de la guerre, leur a conservé en même temps leur admirable élan et y a fait régner une exacte discipline.

Et puisque certains ont pu être troublés par une grande voix d'outre-tombe, qu'il me soit permis d'affirmer, en homme qui a connu dès 1914 les épais fourrés, les profonds vallons de la forêt d'Argonne et les longs glacis de Montfaucon, quelle admiration j'éprouve pour le général et pour les troupes qui ont brisé ces redoutables obstacles !

Je n'ai pas été seulement frappé par la parade, j'ai été aussi impressionné par ma visite aux enfants des écoles de Cambridge. Ces jeunes visages de garçons et de filles, si charmants et si recueillis, pendant que montaient dans l'air les accords de *la Marseillaise* et du *Star Spangled Banner*, reflétaient le plus pur patriotisme : non celui qui s'inspire de l'esprit d'agression et de mauvaise foi, mais celui qui enseigne au citoyen que que son premier devoir est d'être prêt à défendre son pays.

LES sentiments joyeux ne sont pas les seuls qui envahissent l'esprit d'un Français voyageant en Amérique ; il en est de mélancoliques. Combien nos deux peuples se connaissent mal ! Une certaine littérature, de mauvais films présentent trop souvent les Français sous la plus fausse des apparences.

Comment confondre cependant le peuple de France, les familles françaises avec le monde interlope que l'on rencontre à Montmartre ?

Comment accuser de militarisme un peuple qui a fait depuis la fin de la guerre tant de sacrifices à la paix, qui a diminué le temps de service des deux tiers et chez qui, je vous l'assure, les réunions d'anciens combattants présentent un aspect moins militaire que la parade de l'*American Legion* à Boston ? J'en appelle à mon ami le colonel Picot, le sympathique président des « Gueules cassées ».

Quelle tristesse encore de voir paraître dans presque tous les pays des livres si mauvais et si faux sur la guerre ! A les lire, il semblerait qu'elle ramène l'homme à des instincts de basse brutalité. Ils ne savent qu'en dire les horreurs, sans jamais montrer le caractère sublime du héros qui accepte le sacrifice de sa vie pour sa patrie.

Quiconque a fait la guerre sait que, si elle est atroce, elle exalte cependant les plus hautes qualités de l'homme, le dévouement, le courage, le sacrifice. C'est ce qu'a noblement exprimé M. le Président Hoover en disant que « des expériences de la guerre est sortie la plus haute forme du patriotisme et que la camaraderie des combats a transformé les vies des combattants ».

Pour se mieux connaître, le meilleur moyen est à coup sûr de voyager, mais, hélas ! les conditions d'après guerre ne facilitent guère les voyages pour les Français réduits au franc à quatre sous.

Sans doute la France, par son travail, la sagesse de son peuple, l'intelligence et le labeur de ses hommes d'État, a rétabli sa situation financière et supporte courageusement les lourds impôts grevés des dettes de guerre. La France, nation honnête, les a ratifiées. Elle a en même temps, dans l'intérêt de la paix, accepté de notables réductions des indemnités qui lui sont dues. Mais, attaquée, dévastée sur une importante partie de son territoire et victorieuse, elle demande seulement à ne pas payer ses dettes plus vite que ne paiera les siennes son ancien adversaire, agresseur resté intact dans son territoire, et vaincu.

Et cependant certains événements politiques ne sont pas sans causer d'inquiétude aux amis de la paix, qu'il s'agisse du maintien de l'équilibre financier dans lequel figure le plan Young ou du désarmement ; le désarmement des esprits n'est-il pas la condition indispensable de celui des bras ?

Les voyages ne seraient pas moins nécessaires pour vous mieux connaître, Américains, vous, attachés au développement de vos richesses et passionnés pour les affaires, vous qui possédez cependant au fond de vos cœurs un bel amour de l'idéal. Si vite que marche la vie, il est impossible d'en oublier les preuves récentes :

— L'engagement dès 1914 de vos volontaires, jeunes gens riches pour la plupart, doués de tous les dons, quittant tout pour courir au secours d'une nation qu'ils aimaient. Trop nombreux sont ceux de ces braves qui reposent dans le sol de France comme Alan Seeger, Henry Farnsworth, Edmond Genet qui écrivait à son frère peu avant sa mort : « Il ne me reste plus qu'un mois ou à peu près à vivre, mais par tout ce

qui est sacré, je mourrai d'une mort dont n'importe qui pourrait tirer honneur. Vous autres, de l'autre côté de l'eau, vous ne nous rendez peut-être pas compte de la profondeur de l'enthousiasme que le petit nombre d'Américains que nous sommes ici éprouvons pour la France et pour sa Grande Cause. Mais le monde connaîtra notre sacrifice et se le rappellera pendant bien des années à venir. Place, mon cher frère, les Couleurs françaises sur ma tombe, avec la Bannière étoilée »;

— L'arrivée en France, dès 1915, à l'appel de votre généreux député Piatt Andrews, des jeunes gens de l'*American Field Service*, qui vont chercher les blessés jusque sous les tirs de barrages;

— Les héros de l'Escadrille Lafayette, les Victor Chapman, les Norman Prince, les Kiffin Rockwell;

— Les femmes courageuses des cantines et des hôpitaux de la *Red Cross*, qui restent sous les obus et les bombes d'avion pour ne pas quitter les soldats;

— Les dons qui affluent par milliards, avant même que vous n'entriez dans la guerre, pour nos veuves et nos orphelins;

— Enfin, votre effort gigantesque de 1917 et 1918, dicté à coup sûr par la plus sage des politiques, mais qui cependant eût été impossible, si le peuple américain, mû par le plus généreux sentiment, ne s'était pas levé de grand cœur pour secourir la nation lointaine, qui seule l'avait aidé jadis au temps de la guerre de l'Indépendance. Et nous en restons fiers.

Il y a un an aujourd'hui, une émouvante cérémonie se déroulait dans le petit village de Belleau, sur la Marne. Les anciens combattants de la 26^e division, de Boston, groupés derrière leurs chefs, le général Edwards, le général Sherburne, le général Cole, le colonel Keville, le major Hannigan, bien d'autres, inauguraient l'église de Belleau restaurée par leurs soins.

Dans toutes les guerres, bien des églises ont souffert, et je ne veux citer que l'illustre et douloureux exemple de la cathédrale de Reims; mais c'est probablement la première fois que ceux, que le devoir de la bataille a obligés à jeter bas une église occupée par l'ennemi, aient voulu la reconstruire eux-mêmes.

Au cours de la cérémonie, des enfants des Vétérans de la

26^e division et des enfants de la commune de Belleau groupés sur les marches de l'église, échangèrent une promesse : « Nous nous engageons, dirent-ils, à conserver pieusement la mémoire de nos morts, à ne jamais oublier, enfin à toujours maintenir entre nous l'esprit de camaraderie, de compréhension et d'affection qui fut celui de nos pères. »

Repétons, mes camarades, la promesse de ces enfants et gardons dans nos coeurs l'amitié pure des champs de bataille.

Les plus grands souvenirs nous lient : chacun à son tour, les deux peuples se sont mutuellement dévoués pour l'ami en danger. Et chaque fois que les événements nous rapprochent, nos coeurs s'émeuvent ; que ce soit lorsque votre charmant et héroïque Lindbergh, le premier, a franchi l'Océan, — et je le vois toujours près de votre cher et regretté ambassadeur Myron T. Herrick, si heureux de sa gloire, — que ce soit aujourd'hui, lorsque les intrépides Costes et Bellonte sont venus rendre la visite.

Je ne puis mieux remplir ma mission près de l'*American Legion* qu'en empruntant à l'ancien ambassadeur de France, à Washington, M. Jusserand, la fin d'un de ses admirables articles que, bravant les assauts de la maladie, il vient de donner à la *Revue des Deux Mondes* sur le sentiment américain pendant la guerre :

« Entre la France et les États-Unis, il y aura une paix ferme, inviolable, universelle et une amitié vraie et sincère. »

Ainsi débutait le traité du 6 février 1778.

Ce qui était vrai au lendemain de la guerre de l'Indépendance l'est encore aujourd'hui et le sera toujours.

GÉNÉRAL GOURAUD.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

En Europe comme en Amérique, tous les États souffrent d'un malaise économique grave et dont la fin ne paraît pas proche. La baisse des prix de presque toutes les matières premières nécessaires à la vie, depuis les métaux jusqu'aux céréales, depuis le caoutchouc jusqu'à la laine et au coton, entraîne une réduction considérable des bénéfices des producteurs, souvent même des pertes, et, par suite, le marasme industriel et le chômage. A l'origine des difficultés financières et politiques de l'heure actuelle, on trouve cette crise économique. C'est la raison profonde des révoltes qui se succèdent en Amérique latine. Les embarras économiques, quand ils ne créent pas les luttes politiques, les enveniment dans toute la mesure où ils aigrissent les caractères et exaspèrent les rivalités ; à leur tour, les troubles politiques aggravent le malaise économique : double et réciproque incidence qui avive les plaies et retarde la guérison. Parfois cependant l'excès du mal oblige les hommes et les partis à une sagesse relative. C'est notamment ce qui est advenu, ces jours derniers, en Allemagne.

La mésintelligence entre la Social-démocratie et le Centre, qui sont les deux principaux partis parlementaires et républicains, avait amené, le 27 mars, la démission du cabinet Muller, la formation du ministère Brüning d'où les socialistes étaient exclus, et, en juillet, la dissolution du Reichstag. Les élections du 14 septembre et le succès foudroyant des nationaux-socialistes de M. Hitler ont rendu aux partis démocratiques le sentiment des réalités ; l'imminence du péril a refait, au moins provisoirement, la « grande coalition » qui a sauvé l'Allemagne en 1919 et l'a gouvernée depuis lors presque sans interruption. Une coalition de droite aurait subi la loi des « nazis », vainqueurs aux élections avec leurs cent sept députés; force était donc d'en revenir à un accord avec les socialistes contre

lesquels on avait fait, sous l'inspiration du maréchal-président, la dissolution et les élections. Les partis « bourgeois » se plaignaient que la social-démocratie profitât du pouvoir, en Prusse, pour peupler de ses créatures les administrations et les tribunaux, et voici que les extravagances de l'extrême-droite leur imposent une entente avec elle. De leur côté, les social-démocrates qui avaient commis l'imprudence de renverser le cabinet Brüning et qui ont subi aux élections un échec relatif, ont mesuré l'étendue de leur faute; pour sauver leur pouvoir en Prusse, ils ont consenti à voter pour le cabinet Brüning. Comment s'est opéré un tel revirement?

Les racistes et leurs folies en sont les artisans. Dans l'ivresse du succès, fiers des six millions et demi de voix qui ont acclamé leur programme anti-parlementaire et révolutionnaire, Hitler et ses amis se crurent les maîtres du pouvoir et prétendirent poser leurs conditions : ils ne soutiendraient qu'un ministère de coalition à droite qui leur donnerait au moins les portefeuilles de la Reichswehr et de l'Intérieur et qui s'engagerait à dissoudre la diète de Prusse. La manifestation grandiose des 150 000 « Casques d'acier » à Coblenz semblait leur promettre que les forces nationalistes organisées seraient prêtes à soutenir leur politique pour la destruction des traités de paix et du gouvernement parlementaire. Le procès de Leipzig devant la Haute-Cour, révélait que des officiers de la Reichswehr, endoctrinés par les racistes, étaient prêts à favoriser un coup d'État dont Hitler donnerait le signal. Le 13 octobre, jour de la réouverture du Reichstag, le bataillon compact des cent sept députés hitlériens entra en masse dans la salle des séances en tenue des fascistes allemands, chemise brune, brassard rouge à la croix gammée, ceinturon, comme s'ils voulaient jeter les parlementaires à la porte et jouer les grenadiers de Brumaire ; ils se contentèrent de vociférations ridicules. Mais, en présence de leurs violences, que les communistes encourageaient, les hommes d'ordre de tous les partis compriront la nécessité de s'entendre.

Tandis que le chancelier Brüning, au Reichstag, lisait au milieu du tumulte la déclaration ministérielle, dans la rue les partisans de Hitler allaient briser les glaces d'une centaine de magasins juifs : suprême maladresse qui donnait aux Berlinois un avant-goût de ce que serait la dictature raciste, qui inquiétait les gens d'affaires et en particulier les Juifs. Les vitrines brisées et les hurlements des « nazis » eurent, en Bourse et dans les banques, un écho immédiat. Déjà avaient commencé après le 14 septembre, mais surtout se

précipita après le 13 octobre, la ruine des capitaux allemands et le retrait des capitaux étrangers investis en prêts à court terme en Allemagne. Il fallut que la Reichsbank se hâtât d'élever de 1 pour 100 le taux de son escompte et qu'elle fit des envois d'or dans les grandes banques étrangères, à Paris notamment, afin de soutenir les cours du mark. Les valeurs allemandes, sur les marchés étrangers, s'effondraient. Le bruit courait que plusieurs familles israélites puissantes réalisaient leur fortune et se préparaient à quitter l'Allemagne. En quelques jours les réserves d'or et de devises de la Reichsbank diminuaient de 800 millions de marks.

Les motions révolutionnaires déposées par les députés « nazis » au Reichstag révélaient les partisans de Hitler plus dangereux que ces social-démocrates dont les partis « bourgeois » et les magnats de l'industrie avaient prétendu réduire l'influence. On raconte que les leaders nationaux-socialistes avaient confortablement déjeuné à la table du directeur de la *Deutsche Bank und Diskonto Gesellschaft*, le jour où ils réclamèrent en séance l'étatisation immédiate des grandes banques, l'interdiction des opérations de Bourse à terme, la confiscation des bénéfices réalisés pendant la guerre et durant la période de l'inflation. En même temps, ils encourageaient les ouvriers métallurgistes en grève.

Les grands industriels et banquiers qui avaient alimenté la caisse du parti, dans l'espoir de briser l'influence des social-démocrates et de leurs syndicats, compriront qu'ils avaient joué un jeu de dupes. On n'avait même pas réussi à intimider les Français, mais, au contraire, on leur offrait l'occasion de prendre contre l'Allemagne de nouvelles précautions et de dénoncer à tous les amis de la paix le péril hitlérien. En Angleterre, aux États-Unis, pays de démocratie parlementaire, la démagogie raciste et ses outrances éveillaient des inquiétudes dont les intérêts allemands pouvaient souffrir. Il n'était que temps de mettre fin à une expérience désastreuse.

Le chancelier Bruning poursuivit donc ses négociations, après le 13 octobre, sous de plus favorables auspices et avec l'appui très efficace du président Hindenburg qui empêcha le ministre de la Justice, M. Bredt, représentant du Parti économique dans le ministère, de donner sa démission pour obéir aux injonctions de son groupe. Le chancelier eut une entrevue avec Hitler qu'il trouva assez embarrassé de son personnage et conscient de l'impossibilité de réaliser un seul article de son programme. La réélection, à la présidence du

Reichstag, de M. Lobe, social-démocrate, par 267 voix contre 209, montra que l'entente était faite et la « grande coalition » replâtrée.

Les catholiques du Centre ont compris que, tant dans le Reich qu'en Prusse, ils n'ont rien à gagner avec la droite ultranationaliste. L'évêque de Mayence a déclaré, dans un mandement, que le programme raciste était en opposition sur plusieurs points avec les doctrines de l'Église et qu'il n'était pas permis aux catholiques d'adhérer au parti national-socialiste. Le bruit avait couru que l'évêque de Berlin, Mgr Schreiber, avait désavoué son collègue en déclarant que ses censures ne s'appliquaient pas dans son diocèse; de Rome, où il se trouve actuellement, il a démenti cette assertion. Le cardinal-archevêque de Munich a confirmé que le racisme était, sur divers chefs, incompatible avec les enseignements catholiques.

Les social-démocrates, d'autre part, se rendirent compte de la nécessité d'une contre-offensive en opposition; dès le 13 octobre, au Landtag de Prusse, le président du Conseil, M. Braun, attaqua les « nazis », dénonçant l'hypocrisie d'un chef qui, en Allemagne, réclame l'abolition du plan Young et des traités et qui, en Angleterre, affirme ses intentions pacifiques et son désir de ne pas manquer aux engagements du Reich, et fit le tableau du désastre financier et de la panique économique, conséquences du succès hitlérien du 14 septembre. A la séance du 16, au Reichstag, l'ancien chancelier Muller vint apporter à M. Bruning la promesse de l'appui des socialistes à un ministère dont cependant ils sont exclus. De cette abnégation et de cet esprit politique, la social-démocratie ne devait pas tarder à recueillir le bénéfice.

La déclaration ministérielle du chancelier Bruning est volontairement très générale. Elle indique que la politique qu'il entend suivre est une nécessité qu'impose la crise économique. Le maintien des décrets-lois du 26 juin est indispensable, parce qu'il importe que, d'une façon ou d'une autre, l'assainissement financier soit réalisé. « Le premier devoir du peuple allemand est de mettre de l'ordre dans sa propre maison. » Les recettes fiscales vont diminuer, le déficit de l'exercice actuel atteindra de 450 à 600 millions de marks, le chômage s'accroît; il faut de toute urgence comprimer les dépenses et augmenter les recettes. Pour parer aux besoins les plus urgents, le gouvernement a négocié un emprunt de 125 millions de dollars pour deux années. Mais, depuis les élections, le marché monétaire est devenu déifiant et les banques étrangères n'ont accordé l'emprunt

qu'à la condition que le gouvernement garderait les pleins pouvoirs et que l'accord relatif à l'amortissement de la dette serait sanctionné par une loi spéciale. Sur la politique extérieure la déclaration se montre réservée et s'en tient à des généralités ; M. Brüning a cependant éprouvé le besoin, sans doute pour offrir certaines satisfactions aux nationalistes et rallier les petits partis, de rééditer quelques-uns des lieux communs les plus inexacts et les plus tendancieux de la propagande nationaliste allemande ; ses allégations ne sont de nature ni à rassurer l'Europe, ni à donner confiance à la France. Quoi qu'il en soit, à l'intérieur, la manœuvre du chancelier, appuyée par le président, a pleinement réussi ; il a obtenu non seulement les voix des social-démocrates, mais aussi celles du parti économique et de plusieurs petits groupes : à une majorité de 82 voix, il a fait rejeter en bloc toutes les motions de défiance et à une majorité de 88 voix il a obtenu le vote du projet de loi sur l'amortissement de la dette. Donc, pour le moment, le ministère est le maître de la situation ; il est libre de réaliser l'assainissement financier ; il a déjà commencé à faire pression tant sur les cartels patronaux que sur les syndicats ouvriers afin de réduire les prix de revient. Il espère, de sa politique économique et financière, une diminution du chômage. A tous les points de vue, il est souhaitable que ses efforts ne restent pas inefficaces ; car une Allemagne appauvrie deviendrait une Allemagne troublée et insolvable.

Les socialistes, instruits par l'expérience, ont habilement saisi le rôle qui s'offrait à eux ; leur appoint est indispensable et ils en profitent. L'ancien chancelier Müller a même osé dénoncer l'hypocrisie d'une politique qui, a-t-il dit, a deux ministres des Affaires étrangères, M. Curtius pour l'étranger, M. Treviranus pour l'intérieur. Le 22 octobre, on apprenait la démission du ministre de l'Intérieur du cabinet prussien et, sans délai, son remplacement par M. Severing, social-démocrate, ancien ministre de l'Intérieur pour le Reich dans le ministère Müller et, auparavant, longtemps titulaire du portefeuille qu'il reprend aujourd'hui dans le cabinet prussien. M. Severing est un homme d'État justement renommé pour la netteté de son langage et l'énergie de son geste ; résolument démocrate, il a travaillé plus que personne à républicaniser, en Prusse, les administrations et la police ; il est honni des conservateurs et des hobereaux. Ministre à poigne, il est l'homme le plus capable de s'opposer à un coup d'État raciste. Le choix qu'a fait de lui M. Braun, avec lequel il a toujours marché d'accord,

indique d'abord, que la diète de Prusse ne sera pas dissoute, comme le réclamaient les droites, ensuite que l'entente est conclue avec le Centre pour une résistance énergique à la poussée des « nazis ».

A peine installé dans ses fonctions, M. Seizinger a fait entendre, à Francfort, quelques unes de ces paroles fermes qui engagent : « Le parti national-socialiste n'est pas le parti de l'avenir; c'est le parti du passé le plus ténébreux. Une semaine encore d'activité au Reichstag et l'électeur le plus primitif reconnaîtra qu'il y a une grande différence entre la théorie et la pratique, entre promettre et tenir. Nous devons montrer à l'étranger que le 14 septembre ne peut se renouveler. Si les violences des Hitleriens ne prennent pas bientôt fin, nous montrerons à ceux qui emploient la violence, — et ceci est un serment, — que la force n'est pas seulement de leur côté. Nous devons faire en sorte d'arriver à entretenir de bonnes relations avec tous les États du monde. C'est pourquoi nous devons être des amis de la paix. Si certaines périodes des derniers temps ont laissé croire à l'étranger que l'esprit de revanche serait cultivé en Allemagne, nous voulons affirmer solennellement ici, dans cette Francfort démocrate, que nous voulons être de bons Allemands, mais, au-dessus de cela, nous voulons être des citoyens du monde : une nouvelle guerre marquerait la fin de toute civilisation. »

L'homme qui tient ce langage est au poste où la République et la paix peuvent être le plus efficacement défendues. Ainsi, la manœuvre du Centre et des groupes modérés a été si maladroite qu'elle aboutit à confier l'une des fonctions les plus importantes du gouvernement à ces mêmes socialistes contre lesquels, il y a peu de mois, on partait allègrement en guerre. La poussée nationale-socialiste explique un tel revirement et prouve la nécessité d'une entente entre les partis qui veulent sincèrement la paix et la démocratie parlementaire. Mais les partis modérés comprendront-ils la leçon ? Le Centre surtout qui craint toujours, comme minorité confessionnelle, de ne pas paraître assez allemand, assez national, arrivera-t-il à se dégager des concessions qu'il ne cesse de faire aux opinions nationalistes les plus exaltées, et même le voudra-t-il ? Pour des raisons historiques, il n'y a pas, en Allemagne, de solution moyenne entre la démocratie républicaine et pacifique et la reconstitution d'un Empire qui, par son essence même, ne peut pas ne pas être militarisé et belliqueux. Il faut choisir. L'Allemagne est au carrefour.

Il faut que le Centre, en particulier, choisisse, car plus de quatre millions d'électeurs obéissent aux chefs catholiques et la

social-démocratie, pour fonder la République. C'est de cet important appoint. Mais les hommes du Centre ne cessent de tenir un langage inquiétant pour l'étranger, favorable aux revendications du nationalisme. C'est M. Bruning, qui, dans la déclaration ministérielle, réédite la légende que si l'Allemagne a cessé la guerre, c'est parce qu'elle s'est fiée aux quatorze points du président Wilson qui ensuite auraient été oubliés. Feu Mathias Erzberger aurait pu dire sous l'empire de quelle détresse militaire il a précipité son voyage à Rethondes; mais Erzberger a été assassiné par les nationalistes pour avoir dit la vérité et le Reichstag vient d'amnistier, par 303 voix contre 142, tous les crimes de la Reichswehr noire et de la Sainte-Vehme! M. Bruning a éprouvé, lui aussi, le besoin de parler des « déceptions » que le peuple allemand aurait éprouvées depuis la fin de la guerre. S'il a eu des déceptions, c'est donc que ses chefs l'ont trompé, qu'on a dénaturé à ses yeux les faits, qu'on lui a caché que Locarno, l'entrée à Genève, le plan Dawes, le plan Young, l'évacuation anticipée de la Rhénanie étaient autant de concessions successives que consentirent ses vainqueurs parce qu'ils eurent confiance en la parole de ses gouvernants et en son honnêteté.

C'est encore, parmi les chefs du Centre, M. Joos, qui, tout en affirmant qu'il est vain de déclamer contre le traité de Versailles, déclare que « tout le monde, au Reichstag, en flétrit l'immoralité ». Le traité serait-il immoral, parce qu'il libère des peuples ou fragments de peuples asservis par le militarisme prussien et qui souhaitaient passionnément leur indépendance, ou bien parce qu'il oblige les Allemands à réparer, dans une faible mesure, les ruines qu'ils ont faites? C'est le même M. Joos qui, — à la suite d'une conférence où M. Pierre Cot, député radical-socialiste français, paraît, si les résumés de presse sont exacts, être entré dans la voie dangereuse des concessions aux prétentions allemandes pour la révision des traités, — parla, lui aussi, des « déceptions » du peuple allemand et demanda que « la question du désarmement fut traitée comme constituant un problème à part ». En sorte que la France devrait, quand il s'agit de désarmer, ne tenir aucun compte de sa sécurité ou de mouvements tels que le racisme! Toutes ces illusions, dont ses mauvais bergers ont bourré le peuple allemand et qui sont la source de ses « déceptions » d'aujourd'hui, procèdent d'une même origine: la campagne contre ce qu'ils appellent « le mensonge des responsabilités ».

La propagande révisionniste que tous les partis mènent, chacun

avec ses tendances ~~littéraires~~ ^{opposées}, trouve une chaude approbation dans l'Italie fasciste; elle est encouragée par les travaillistes et les libéraux anglais, par la presse de lord Rothermere; elle recrute des partisans jusque dans le congrès radical-socialiste de Grenoble. Le *Daily Telegraph* publie, depuis le 16 octobre, des articles où il cherche à démontrer que l'Angleterre, en aucun cas, même par le traité de Locarno, n'est engagée à intervenir dans les affaires continentales et où il incite doucement la Belgique à se libérer de toute obligation. Un complot se trame pour isoler la France, détruire l'Europe de Foch et refaire celle de Bismarck. Mais l'émotion, soulevée en Europe et en Amérique par le succès des racistes, engage les conjurés à se montrer prudents et, pour le moment, c'est sur la révision du plan Young que portent leurs efforts.

Le plan Young est « un règlement complet et définitif des réparations ». C'est comme tel qu'il a été accepté en France, bien qu'il réduise notre droit aux justes réparations. Mais, à peine était-on parvenu à un accord que, déjà, en Allemagne, commençait une campagne pour démontrer que les charges du plan Young étaient intolérables. On n'a pas oublié que M. Schacht a quitté la présidence de la Banque du Reich pour ne pas assumer la responsabilité du règlement des réparations; il est aujourd'hui aux États-Unis où, excédant de la misère de l'Allemagne et de la crise économique mondiale, il cherche à disposer les esprits en faveur d'une révision ou tout au moins d'un moratoire pour la partie conditionnelle des versements Young. Il est incontestable que la situation financière de l'Allemagne n'est pas bonne, à tel point que les gouverneurs des banques d'émission d'Allemagne, de Belgique, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie et du Japon, ainsi que les représentants de la *Federal-Reserve Bank* des États-Unis et du groupe Morgan, réunis à Bâle, au siège de la nouvelle *Banque des règlements internationaux*, ont décidé de faire ouvrir à l'Allemagne, par un groupe de banques privées, un crédit de 125 millions de dollars; c'est, nous l'avons vu, ce crédit qui a sauvé le ministère Bruning. Mais suffira-t-il à sauver la situation de la Reichsbank? M. Schacht cherche à faire croire aux Américains que ce sont les versements du plan Young qui compromettent l'équilibre financier de l'Allemagne. C'est absolument inexact, tout au moins très exagéré. Sur un budget de dépenses qui se chiffre par plus de 20 milliards, l'annuité Young n'entre que pour 1 700 millions. L'idée d'économie n'entre pas dans les esprits allemands; les dépenses somptuaires, même les plus

superflues, leur paraissent indispensables et il leur semble légitime de les faire passer avant le paiement de leurs dettes ; le Reich, les Pays, les villes rivalisent de prodigalité et se ruinent avec la secrète satisfaction de se moquer de leurs créanciers. Il faudrait, comme viennent de le tenter les banquiers réunis à Bâle, leur imposer les réformes et les économies indispensables ; quant à eux, ils se préoccupent surtout d'accroître leur armée...

Le dernier rapport de M. Parker Gilbert signalait, avec une rigoureuse sollicitude, les économies et les réformes à réaliser. Rien n'a été fait. Il n'est pas certain que l'effort tardif de M. Bruning arrive à endiguer le débordement des dépenses et à équilibrer le budget. Quant aux annuités Young, on sait qu'une part, de beaucoup la plus faible, est inconditionnelle et réservée aux réparations, tandis que l'autre est destinée à payer aux États-Unis les dettes de leurs anciens alliés. Celle-là seulement pourrait être réduite, mais il appartient aux seuls Américains d'en décider. Est-ce cette faveur que M. Schacht est allé officieusement préparer aux États-Unis ? Une telle démarche, si la détresse du Reich la rendait nécessaire, n'aurait-elle pas plus de chances d'aboutir si elle était présentée en même temps, d'un commun accord, à Washington, par l'Allemagne et ses anciens ennemis ? La politique de prestige et d'agitation, par laquelle l'Allemagne inquiète l'Europe, la prive elle-même des plus efficaces moyens d'améliorer une situation économique et financière qui est moins compromise qu'elle ne voudrait le faire croire, puisque ses forces de production sont intactes. La bonne politique permet les bonnes finances. La France, qui a payé cent milliards pour la restauration de ses régions dévastées, équilibre son budget et amortit sa dette. C'est qu'elle a trouvé, pour la sauver du naufrage, un Poincaré. Aux pessimistes, M. Tardeau conseillait, avec raison, dans son discours de Delle, de comparer la situation de notre pays à celle de l'Allemagne ou de l'Angleterre. De là viennent sans doute certaines défiances, certaines jalousies fielleuses, dont on devine, autour de la France, les trames insidieuses et qui sont pour elle plus dangereuses, en tout cas plus douloureuses, que la haine de ses ennemis.

RENÉ PINON.

e
s
e
e
M
b-
e
n
re
L.
is
10
20
nt
ht
e,
as
m
no
e-
es
st
es
ap
-
tit
in-
on
de
es
de
ge-
is.